This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

**Usage guidelines**

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

+ *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
+ *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
+ *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
+ *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

**About Google Book Search**

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at `http://books.google.com/`

**A propos de ce livre**

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

**Consignes d'utilisation**

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

+ *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.

+ *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.

+ *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.

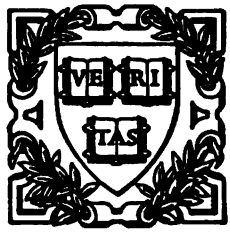
+ *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

**À propos du service Google Recherche de Livres**

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse `http://books.google.com`

I la| 581.704.12

HARVARD COLLEGE
LIBRARY




THE GIFT OF
CHARLES SHEPARD LEE
Class of 1910

I la| 581.704.12

HARVARD COLLEGE
LIBRARY

THE GIFT OF
CHARLES SHEPARD LEE
Class of 1910

# 1849

# [illegible]

## Sous la Deuxième République

D'APRÈS DES DOCUMENTS INÉDITS

PAR

René BITTARD DES PORTES

Deuxième édition, avec illustrations de RAFFET
et une carte des environs de Rome

PARIS
[illegible]
ÉDITEUR
*100, rue du Faubourg-Saint-Honoré, 100*

1905

Tous droits réservés

1849

—

# L'EXPÉDITION FRANÇAISE DE ROME

## SOUS LA DEUXIÈME RÉPUBLIQUE

## DU MÊME AUTEUR

---

**Diplomates et militaires d'autrefois**, études historiques. 1 vol. in-8°. Leroux, éditeur, Paris, 1890. (*Épuisé.*)

**Histoire des Zouaves pontificaux** (ouvrage couronné par la Société d'encouragement au bien), 4e édition. 1 vol. in-8°. Bloud et Barral, éditeurs, Paris, 1894.

**Histoire de l'armée de Condé pendant la Révolution française** (ouvrage couronné par l'Académie française), 3e édition. 1 vol. in-8°. Dentu, éditeur, Paris, 1896.

**Les campagnes de la Restauration : Espagne, Morée, Madagascar, Alger** (ouvrage adopté pour les bibliothèques de garnison et couronné par la Société d'Encouragement au bien), 2e édition. 1 vol. grand in-8°. Cattier, éditeur, Tours, 1899.

**Charette et la guerre de Vendée**, d'après les archives de l'État et de la ville de Nantes, des mémoires inédits de chefs vendéens, etc. (avec une carte), 3e édition. 1 vol. in-8°. Émile-Paul, éditeur, Paris, 1902.

*En préparation :*

**La Défense de Lyon en 1793**, d'après des documents inédits.

1849

# L'EXPÉDITION FRANÇAISE DE ROME

## Sous la Deuxième République

D'APRÈS DES DOCUMENTS INÉDITS

PAR

René BITTARD DES PORTES

Deuxième édition, avec illustrations de RAFFET

ET UNE CARTE DES ENVIRONS DE ROME

PARIS
LIBRAIRIE ÉMILE-PAUL
ÉDITEUR
*100, Rue du Faubourg-Saint-Honoré, 100*
1905
Tous droits réservés

581.934.12

HARVARD
UNIVERSITY
LIBRARY
MAY 23 1955

# INTRODUCTION

Malgré toutes leurs angoisses patriotiques, les Catholiques de France tournent toujours avec tristesse leurs regards vers Rome, la grande capitale chrétienne. Le Chef de l'Église n'y demeure-t-il pas prisonnier?

L'Europe d'autrefois assurait au Souverain Pontife une principauté de minime surface et de population singulièrement restreinte. C'était la tradition plusieurs fois séculaire des grandes puissances qui honoraient ainsi l'autorité morale la plus élevée en assurant sa dignité et son indépendance. De 1849 à 1870, sous la deuxième République, comme sous le second Empire, la France estima que son passé de gloire lui imposait d'autres devoirs qu'un acquiescement diplomatique. Pendant vingt ans, elle protégea de son épée la personne et la liberté du Pape, elle monta la faction du Vatican, *miles Christi.*

Il fallut l'invasion allemande et l'affolement des premières défaites pour rappeler notre brigade d'occupation. Alors l'armée de Victor-Emmanuel, que

53×157

commandait un ancien officier de Garibaldi, Bixio, marcha sur Rome. La petite garnison pontificale engagea bravement une lutte inégale dont l'issue ne pouvait être douteuse et l'étendard italien flotta désormais sur la Ville éternelle.

Vingt et un ans auparavant, pour ramener dans sa capitale le Souverain Pontife chassé par la Révolution, un autre drapeau s'était dressé, le nôtre, non dans une surprise et à la faveur d'une écrasante supériorité numérique, mais après une série d'opérations de guerre, exécutées contre des adversaires égaux en nombre, bien pourvus en artillerie, abrités derrière des fortifications d'accès difficile. Par un scrupule d'humanité et de respect artistique, nous avions limité notre zone d'attaque.

Dans ce vingtième siècle, brutalement utilitaire, au lendemain de l'odieuse guerre du Transvaal et des « camps de concentration », les ménagements chevaleresques des généraux français de 1849 semblent invraisemblables. Rien n'est plus vrai cependant et la gloire de ces généraux, celle de leurs troupes en brillent d'un éclat plus pur et plus radieux.

Des difficultés imprévues se sont accumulées pendant ce siège de deux mois, douloureusement inauguré par un échec ou plutôt par un guet-apens qui n'atteignit point l'honneur de nos armes. Les subterfuges de la diplomatie et les regrettables concessions d'un plénipotentiaire circonvenu retardèrent trop longtemps la préparation d'une revanche éclatante, mais alors quelle vigilance et quelle ténacité dans les

tranchées et sur les positions d'observation! Aux jours de combat quelle vaillance! Généraux et officiers rivalisèrent de prévoyance, d'énergie, de coup d'œil militaire. Quand l'artillerie eut ouvert la brèche, nos colonnes d'assaut emportèrent les positions que l'ennemi tenta vainement de défendre et qui dominaient la ville. Devant nos canons menaçants les révolutionnaires apeurés déposèrent les armes, et Rome, rendue à discrétion, redevint la cité chrétienne. La France catholique acclama ses soldats . . . . . .

. . . . . .

Aujourd'hui l'esprit de parti affecte de contester l'importance de ces victoires et, par un étrange oubli, nos nouveaux drapeaux ne portent plus sur leurs plis l'inscription : « Rome — 1849. »

Pour l'honneur de la patrie et la gloire de l'armée, nous allons rappeler, sous la garantie de documents irrécusables, ce qu'ont fait les généraux, les officiers, les soldats du corps expéditionnaire de Rome et tout esprit impartial reconnaîtra qu'ils ont bien mérité de la France et de l'Église.

. . .

En 1861, dans un remarquable ouvrage, M. de Gaillard avait condensé le récit des débats, à la Chambre française de 1849, si agités, si violents et celui des interminables négociations engagées à Gaète entre les représentants des différentes puissances catholiques. La partie militaire s'était trouvée forcément négligée.

Désireux de restituer à la petite armée du général

Oudinot toute l'importance de son rôle et tout le mérite de son intervention, nous avons entrepris de constituer, le « dossier militaire » de l'expédition. Par une heureuse fortune, nos informations ont été puisées à des sources qui, pour la plupart, gardent encore l'attrait de l'inédit.

Il convient de citer en première ligne les *Papiers du général de Tinan*, chef d'état-major du corps expéditionnaire, recueil volumineux, obligeamment mis à notre disposition et qui contient la reproduction *in extenso* d'intéressantes lettres du général Oudinot, de MM. de Lesseps et de Corcelles, de Mazzini, etc.

Mentionnons ensuite les *Historiques* des corps de troupe qui ont pris part à l'expédition de Rome. Ces relations, dont beaucoup sont restées manuscrites, ont été rédigées depuis une vingtaine d'années à la section historique du Ministère de la guerre; elles corroborent utilement le *Journal des opérations de l'artillerie et du génie*, publié sous la direction des généraux Vaillant et Thiry.

Des récits imagés, des descriptions originales, des affirmations ou des rectifications d'une inconstestable précision sur des points importants se retrouvent fréquemment dans les *Souvenirs* recueillis par nous, parfois à titre de communication personnelle et que nous devons à des officiers qui ont été, pendant l'expédition, les témoins et quelquefois les acteurs de curieux incidents militaires et diplomatiques.

Après l'intéressante collection des journaux italiens en 1849, nous avons consulté et souvent cité un ouvrage soigneusement documenté qui a paru l'année

dernière : *Garibaldi e la sua legione*. L'auteur, M. Lœvinson, ne s'est pas borné à retracer minutieusement les marches et les opérations des troupes garibaldiennes avant et pendant le siège, il a écrit, sans dissimuler ses sympathies, une relation détaillée des événements politiques qui agitèrent si profondément à cette époque la population romaine.

De ces éléments si différents nous nous sommes efforcé de faire jaillir la vérité.

R. DES PORTES.

Octobre 1903.

# 1849

# L'EXPÉDITION FRANÇAISE DE ROME

## SOUS LA DEUXIÈME RÉPUBLIQUE

## CHAPITRE PREMIER

### LES MOTIFS DE L'EXPÉDITION. — DIFFICULTÉS ET AJOURNEMENTS. — L'EXPÉDITION DÉCIDÉE.

Pendant les premiers mois de l'année 1848, le Pape Pie IX avait partagé l'enthousiasme des patriotes italiens et secondé de tout son pouvoir la tentative des différents États de la péninsule pour arracher à l'Autriche les riches provinces de la Lombardie et de la Vénétie. Les menées trop ostensiblement ambitieuses du cabinet de Turin et surtout la propagande des idées révolutionnaires dans les États romains avaient bientôt dissipé les illusions du doux pontife et le décidaient à publier, le 29 avril 1848, une encyclique désapprouvant la continuation de la guerre.

Le parti avancé ne pardonna pas au chef de l'Église ses pacifiques conseils, les sociétés secrètes désiraient pour leurs ténébreux desseins le maintien de l'effervescence qui agitait l'Italie tout entière. Rome d'ailleurs donnait asile à des hommes de désordre que couvrait le masque du patriotisme; ils surent égarer l'opinion publique et préparer une formidable opposition contre le gouvernement pontifical, dans cette ville naguère toute pénétrée de gratitude pour des réformes inespérées.

Malgré les instructions du Saint-Père, ses troupes demeuraient en Vénétie[1] avec l'armée piémontaise jusqu'à la capitulation de Vicence[2]. Quand les soldats romains, qui avaient médiocrement combattu contre les solides régiments de Radetzky, rentrèrent dans la capitale de la Papauté, la population leur fit un accueil tellement chaleureux qu'il était hors de proportion avec leurs services. Certains libéraux affirmèrent aux cardinaux Saglio et Antonelli que, pour donner une compensation aux patriotes humiliés, pour calmer l'agitation « nationale », le Pape devait appeler au ministère « les défenseurs de la liberté » Mamiani et ses amis. Dans son désir de conciliation, Pie IX y consentit et nomma l'ancien proscrit ministre des affaires étrangères. Le parti avancé s'en réjouit bruyamment et annonça qu'il allait réaliser le programme dont s'inquiétaient à juste titre les partisans de l'ordre.

[1] Dans ses *Souvenirs*, le général de Pimodan rappelle que les soldats autrichiens, en effectuant leurs réquisitions, disaient aux Italiens qui s'y prêtaient d'assez mauvaise grâce : « Pagara Pio Nono! » et le futur défenseur de la Papauté, destiné à tomber glorieusement à Castelfidardo, ajoute : « Il est certain que le Saint-Père a payé tout cela fort cher. » (*Souvenirs de la campagne d'Italie*, p. 116.)

[2] A la date du 11 juin, la garnison italienne évacuait la ville. « Les dragons du Pape étaient encore rangés sur la place. » (*Ibid.*, p. 121.)

En France, ces appréhensions étaient partagées par un grand nombre de catholiques. Le général Cavaignac et ses ministres désiraient affirmer leur respectueuse sympathie pour le chef de l'Église et rassurer par cette démarche le parti conservateur dont les défiances à leur égard subsistaient. Malheureusement le gouvernement de la République française se borna à préparer une manifestation militaire, qui ne devait point intimider les ardents révolutionnaires des bords du Tibre.

Le ministre de la guerre décida la formation à Marseille d'une brigade active dont la destination n'était pas encore précisée. Les journaux officieux déclarèrent que ces troupes *pouvaient* être appelées à rétablir l'ordre dans les États romains; il n'en fut pas question dans les débats de l'Assemblée constituante.

Quelque restreintes que fussent les forces éventuellement destinées à une mission aussi importante, elles furent, dès le début, solidement encadrées et largement approvisionnées. Le commandement de la brigade était confié à un vigoureux officier général, le général Mollière[1], qui avait servi dans l'état-major de l'armée grecque avant de revenir à l'armée d'Afrique et d'organiser, au lendemain de la prise de Constantine, le bataillon des tirailleurs indigènes de valeureuse mémoire.

La brigade active comprenait deux régiments d'infanterie : le 20e et le 33e de ligne[2], une batterie d'artillerie[3] détachée du 3e d'artillerie, une compa-

[1] Le capitaine d'état-major Poulle faisait fonctions de chef d'état-major et le sous-intendant militaire Dutheil dirigeait les services administratifs.

[2] Le 20e de ligne était commandé par le colonel Marulaz, le 33e par le colonel Bouat.

[3] La batterie était sous les ordres du capitaine Serrand, du 3e régiment d'artillerie.

gnie du génie[1] appartenant au 2e régiment, des détachements de gendarmerie, d'infirmiers militaires et d'ouvriers d'administration prélevés sur les troupes de la 7e division militaire.

Du commencement de septembre au milieu de novembre, les troupes du général Mollière n'eurent pas d'autres occupations que le service journalier et une participation plus active aux manœuvres du service en campagne que ne le comportait alors la vie de garnison. Tous ceux qu'intéressait la question romaine savaient que le Souverain Pontife n'avait pu se décider à garder le ministère Mamiani et qu'il avait appelé au pouvoir l'intègre comte Rossi, l'ancien ambassadeur de France auprès du Saint-Siège. Les complications semblaient écartées et le bruit courait du prochain licenciement de la brigade.

Soudain on apprend avec une pénible surprise les tristes événements dont Rome a été le théâtre. Le 15 novembre, Rossi a été assassiné en se rendant à la séance d'ouverture du Parlement; le lendemain même, la populace a envahi le Quirinal, plusieurs gardes suisses ont été massacrés en défendant l'entrée de la résidence du Pape[2] pendant qu'était frappé mortellement d'une balle l'un des prélats de la maison pontificale, Mgr Palma. La personne même du Saint-Père n'a pas été respectée. Pie IX a dû subir d'insolentes menaces, et consentir à rendre le ministère à Mamiani et à ses amis[3].

[1] La compagnie du génie avait pour chef le capitaine Puiggari, du 2e régiment du génie.

[2] Comme les gardes du corps à la porte des appartements de la reine, à Versailles, en octobre 1789.

[3] Mamiani était nommé ministre des affaires étrangères, Galetti ministre de l'intérieur, Sterbini du commerce, Campello de la guerre, Lunati des finances, Sereni de la justice. L'instruction publique avec la présidence du conseil était réservée à l'abbé Rosmini. Cet ecclésiastique eut la pudeur de refuser; un prélat ambitieux, Mgr Muzzurelli, eut le tort d'accepter.

Grâce au courageux dévouement des ambassadeurs de France[1], d'Espagne[2] et de Bavière[3], le Saint-Père put s'évader et se réfugier dans les États du roi de Naples, à Gaète, d'où il adressa, le 27 novembre, une vibrante protestation que la Chambre des députés romains déclara apocryphe[4].

En France l'opinion publique fut violemment émue. Le jour même d'où partait de Gaète la protestation du chef de l'Église, l'Assemblée constituante française flétrissait la conduite du parti révolutionnaire à Rome. Le général Cavaignac déclarait à la tribune que le ministre de la guerre avait télégraphié au commandant de la 7e division militaire d'embarquer à Toulon et à Marseille les différentes fractions de la brigade formée dans la prévision d'une descente prochaine en Italie. Le président de la République ajoutait « qu'un membre de l'Assemblée, M. de Corcelles, avait reçu la mission d'aller prendre sous la protection de la France la personne sacrée de Pie IX et, au besoin, d'assurer sa retraite sur notre territoire[5] ». Des applaudissements unanimes saluaient cette déclaration et un ordre du jour, présenté par M. de Tréveneuc et voté par 480 voix contre 63, déclarait que « l'Assemblée constituante, approuvant les mesures de précaution prises par le gouvernement pour assurer la liberté du Saint-Père et se réservant de prendre une décision sur des faits ultérieurs et encore imprévus, passait à l'ordre du jour[6] ».

[1] Le duc d'Harcourt.
[2] M. Martinez de la Rosa.
[3] Le comte de Spaur.
[4] Ainsi que le décret par lequel le Saint-Père nommait une commission exécutive pour administrer provisoirement les Etats de l'Eglise.
[5] *Moniteur* du 28 novembre 1849. Compte rendu de la séance de l'Assemblé constituante.
[6] Trois jours après, deux membres de la gauche, Ledru-Rollin et Jules Favre, interpellaient le gouvernement au

M. de Corcelles partait de Paris le soir même de la séance, emportant ses pouvoirs diplomatiques, il arrivait à Marseille le 30 et y apprenait l'évasion de Pie IX et, presque en même temps, l'arrivée du Pape à Gaète. L'envoyé de la République française s'embarquait aussitôt pour la nouvelle résidence du Pape [1], dont il allait devenir l'un des conseillers les plus vigilants et les mieux inspirés.

Au point de vue militaire, les instructions du gouvernement avaient été exécutées sans le moindre retard. Le général Carrelet, qui commandait la division de Marseille, officier général de la vieille école, plein d'activité sans cesser d'être méthodique, avait fait embarquer, dans la journée du 1er décembre, la brigade Mollière qu'un ordre du ministre de la marine avait amenée en rade de Marseille dès le 30 novembre. Cette escadre ou plutôt cette escadrille, selon le terme maritime alors usité pour désigner ce qu'on appelle aujourd'hui une division navale, comprenait un vaisseau, le *Magellan*, deux frégates, le *Christophe-Colomb* et l'*Orénoque*, et un aviso, le *Vautour*.

Le 2 décembre, les bâtiments levèrent l'ancre et se dirigèrent vers le sud-est. L'amiral seul connaissait officiellement la destination et il garda le secret à ce sujet, mais les équipages et les troupes ne doutaient point que ce ne fût Civita-Vecchia. La violence du vent, le mauvais état de la mer obligèrent à jeter l'ancre vers cinq heures du soir, en face d'Endoume.

sujet des préparatifs de l'expédition, en l'accusant d'avoir agi sans l'avis préalable de la Chambre. Le grand orateur catholique, Montalembert, s'écria dans un superbe mouvement d'éloquence, applaudi par toute la Chambre : « M. Ledru-Rollin, en pressant le débat pour en faire sortir une franche conclusion, disait qu'on serait obligé de défendre le Prince en même temps que le Pontife, je déclare que, pour ma part, j'y compte bien! » (*Moniteur* du 1er décembre 1849.)

[1] M. de Corcelles débarquait à Gaète le 7 décembre. Le duc d'Harcourt le présentait aussitôt au Saint-Père.

L'escadre dut rester au mouillage le 3 et le 4 décembre. Devant la persistance du mauvais temps, l'amiral donna l'ordre de revenir au point de départ. Les bâtiments levèrent l'ancre dans la nuit du 4 au 5, ils rentrèrent dans le port de la Joliette le 5 décembre à six heures du matin [1]. Les troupes restèrent à bord provisoirement, l'amiral Tréhouart et le général Mollière, un peu confus d'un retour aussi prompt, attendaient des ordres de Paris.

Le gouvernement n'avait plus sa belle assurance, ses instructions devenaient contradictoires. Dans la matinée du 9 décembre, un ordre du ministre de la guerre, parvenu par le télégraphe, prescrivait le débarquement de la brigade dont un second télégramme, provenant de la même source, ordonnait le rembarquement quelques heures après. Pendant trois jours, les troupes restent encore à bord. Le 12 décembre, une nouvelle décision du ministre les fait mettre à terre, elles reprennent leurs casernements. En réalité, l'expédition n'avait pas été décidée et tout s'était borné à une timide démonstration militaire.

Le changement de gouvernement, que tout indiquait aux esprits clairvoyants et qu'allait amener l'élection du 10 décembre, fut pendant quelque temps, en France, un dérivatif à la question romaine. Six millions de suffrages appelaient en effet à la présidence de la République le prince Louis-Napoléon Bonaparte: les voix conservatrices lui avaient fourni l'appoint le plus important, aussi le nouvel élu indiqua-t-il par le choix de ses ministres [2] qu'il désirait

[1] *Précis historique et militaire de l'Expédition d'Italie*, par un officier d'état-major. Marseille, Carnaud, 1849, in-8°, p. 10. L'auteur de cet ouvrage est M. Lecauchois-Féraud, lieutenant d'état-major et l'un des aides de camp du général Mollière pendant la campagne.

[2] Les nouveaux ministres étaient MM. Odilon Barrot, (présidence du conseil et ministère de la justice), Drouyn de

faire oublier les blâmables équipées de sa jeunesse et ses regrettables relations avec les *Carbonari*[1].

A Rome la situation empirait de jour en jour. Dès le 11 décembre, les deux Chambres romaines n'osant pas encore proclamer la république, nommaient une commission de régence, composée de trois membres chargés de l'administration des États de l'Église[2] et à laquelle devaient obéir Mamiani et les autres ministres. La commission de régence et le ministère ne devaient exercer qu'une autorité éphémère. Six jours après le décret des Chambres, une formidable émeute les renversait. Sous la pression des insurgés, le Parlement romain prononça lui-même sa dissolution en convoquant une Assemblée constituante pour les premiers jours de février.

La nouvelle Assemblée romaine, dans la séance du 9 février, prononça la déchéance du Pape comme souverain temporel et proclama la république démo-

Lhuys (affaires étrangères) de Malleville (intérieur), général Rulhière (guerre), de Tracy (marine), de Falloux (instruction publique et cultes), Bixio (agriculture et commerce), Passy (finances).

[1] Le prince restait hésitant sur la question romaine jusqu'au dernier moment. Le 2 décembre 1848, il avait écrit aux journaux le *Constitutionnel* et la *Presse* pour expliquer son abstention au sujet des crédits de l'expédition et il donnait cette singulière raison que « tout en étant décidé à appuyer toutes les mesures propres à garantir efficacement la liberté et l'autorité du Souverain Pontife, il n'avait pu approuver par son vote une démonstration militaire qui lui semblait dangereuse même pour les intérêts sacrés qu'on voulait protéger, et de nature à compromettre l'Europe ».

L'impression ne fut pas favorable dans les milieux conservateurs. Quelques jours avant l'élection à la présidence, le prince Louis-Napoléon saisit l'occasion de désavouer son cousin le prince de Canino, alors à la tête du mouvement révolutionnaire à Rome, en écrivant au nonce apostolique que son parent « n'avait pas compris que la souveraineté temporelle du Pape était intimement liée à l'éclat de la religion comme à la liberté et à l'indépendance de l'Italie ». N'était-ce pas déjà le système de bascule que devait pratiquer trop souvent Napoléon III?

[2] Le prince Corsini, sénateur de Rome, MM. Zurchini, sénateur de Bologne et Camerata, maire d'Ancône.

cratique[1], sous le gouvernement d'un triumvirat. Les cabinets de Vienne, de Madrid et de Naples protestèrent et déclarèrent que pour eux le seul gouvernement régulier de Rome était le gouvernement pontifical; le gouvernement français ne fit point de déclaration, il refusa d'entrer en relations avec les envoyés de la République romaine.

A l'Assemblée constituante française, dans la séance du 20 février, le parti conservateur demanda que l'intervention armée de la France se produisît sans délai, le parti radical s'y opposa énergiquement. Ces débats d'une extrême violence devaient d'ailleurs se renouveler jusqu'à la fin de mai, c'est-à-dire jusqu'au moment où l'Assemblée constituante fit place à l'Assemblée législative; mais dès le milieu de mars il n'était plus douteux que le prince président cédait aux conseils de M. de Falloux et aux instances de plusieurs personnalités éminentes du parti catholique. L'intervention armée de la France ne serait plus longtemps différée.

Cependant, en présence de l'accroissement des forces révolutionnaires à Rome, il était évident que la brigade de Marseille ne suffisait plus, même pour une démonstration militaire.

Le 17 mars 1849, le général Carrelet recevait l'ordre d'organiser aussi rapidement que possible deux autres brigades actives avec les éléments mis à sa disposition par le ministre de la guerre. Une seconde brigade était composée des 36e et 66e de ligne, d'une batterie d'artillerie et d'une compagnie du génie; le commandement en fut aussitôt confié au général Levaillant (Charles), qui s'était distingué en Algérie comme lieutenant-colonel du 17e léger, l'ancien régiment du duc d'Aumale. Le 1er bataillon de chasseurs

[1] Huit jours après, le 18 février, la république était proclamée à Florence.

venait renforcer la brigade Mollière, devenue la 1re brigade; enfin une troisième brigade, commandée par le général Chadeysson, connu par son entrain militaire, se formait avec le 22e léger, le 68e de ligne et une batterie d'artillerie[1]. La division se trouvait constituée.

Ce fut seulement le 15 avril qu'un décret du président de la République nomma au commandement de ces troupes, dès lors désignées sous le nom de corps expéditionnaire de la Méditerranée, le général de division Oudinot, duc de Reggio, membre de l'Assemblée constituante.

Dès le début de la séance du lundi 16 avril, l'Assemblée nationale fut saisie d'un projet de loi présenté par le gouvernement et relatif aux crédits à accorder au corps expéditionnaire de la Méditerranée. Odilon Barrot, président du conseil, déclarait à la tribune qu'il attendait de l'Assemblée un vote immédiat. « L'obligation de protéger nos nationaux, le devoir de maintenir notre légitime influence, le désir de contribuer à faire obtenir aux populations romaines un bon gouvernement fondé sur des institutions libérales, tout nécessitait l'intervention de la France dans les Etats romains[2]. » En conséquence, le gouvernement demandait l'ouverture au ministère de la guerre d'un crédit extraordinaire de 1.200.000 francs pour subvenir au surcroît de dépenses qu'exigerait l'entretien sur le pied de guerre, pendant trois mois, du corps expéditionnaire.

Une discussion des plus violentes s'engagea. Jules Favre, qui appartenait cependant à l'opinion radicale, obéit à un sentiment d'amour-propre national et défendit le projet du gouvernement. « ... La marche

[1] Il n'y avait pas de compagnie du génie attachée à la 3e brigade.
[2] *Moniteur* du 17 avril 1849.

des armées autrichiennes sur la Toscane et la Romagne pouvait amener à Rome de cruelles réactions, il importait à la France, sous peine d'abdiquer, de faire flotter son drapeau en Italie pour qu'à son ombre l'humanité fût respectée et la liberté au moins partiellement sauvée[1]. » Le futur ministre du Quatre-Septembre concluait donc à ce que les crédits fussent accordés au gouvernement, mais en lui donnant comme mission de s'opposer aux prétentions de l'Autriche. L'occupation d'un point quelconque du territoire italien par nos troupes ne devait pas avoir d'autre signification.

Emmanuel Arago, qui appartenait au même groupe politique que Jules Favre, combattit vivement ces conclusions. D'après cet orateur, la volonté populaire devait être toujours respectée; or elle s'était manifestée à Rome de la façon la plus évidente, la France n'avait pas le droit d'intervenir.

Une partie de la Chambre ayant bruyamment approuvé cette théorie, Odilon Barrot, désireux d'obtenir le vote qu'il sollicitait, déclara formellement que *la France ne mettrait ses forces au service d'aucune forme de gouvernement, qu'elle se bornerait à sauvegarder les intérêts de ses nationaux et sa légitime influence.* En réalité, le gouvernement du prince Louis-Napoléon voulait s'acquérir l'appui du parti catholique et il était résolu à préparer le rétablissement de Pie IX. Odilon Barrot n'osa pas l'avouer et prit ainsi, par excès de prudence ou plutôt par un fâcheux procédé de diplomatie parlementaire, un engagement qui devait lui être durement reproché. Ledru-Rollin n'en fut pas dupe: aux applaudissements du parti montagnard, il accusa ouvertement de duplicité le président du conseil et demanda à

[1] *Moniteur* du 17 avril 1849.

l'Assemblée de ne pas consacrer la violation de la Constitution. Ses objurgations ne furent pas écoutées: la majorité de l'Assemblée devinait les intentions du gouvernement et les encourageait, mais sans oser jeter ouvertement le gant à la révolution romaine. En agissant ainsi, on prolongeait l'équivoque... Le général de Lamoricière, le héros des guerres d'Algérie, qui devait un jour défendre la Papauté menacée, aux jours malheureux de Castelfidardo et d'Ancône, vint à son tour appuyer la demande des crédits, sous le prétexte assez singulier que le gouvernement français, en faisant occuper par ses troupes Civita-Vecchia et même Rome s'il le fallait, sauverait sinon la République romaine, au moins la liberté, « c'est-à-dire, ajoutait-il, ce qu'il en resterait ». Le radical Schœlcher demanda nettement ce que feraient les troupes françaises si la population s'obstinait à refuser la restauration du Pape.

La question était franche et bien posée, la réponse était aisée, et si le gouvernement avait eu le courage de la formuler, la majorité de l'Assemblée l'aurait appuyé. Le ministère n'eut pas cette audace et l'Assemblée affirma sa discrétion en lui donnant des crédits dont l'emploi n'était pas en réalité déterminé [1].

Certes tout motivait l'intervention de la France catholique. La situation devenait de plus en plus grave à Rome. L'Assemblée romaine avait appelé au pouvoir les trois révolutionnaires Armellini, Mazzini et Saffi. Ce triumvirat, car c'est le titre qu'il adopta, avait adressé, dès le 6 avril, un manifeste à la population où les allusions les plus transparentes étaient dirigées contre le Parlement français. Les triumvirs promettaient un peu légèrement de sauve-

[1] L'Assemblée vota les crédits par 395 voix contre 283. (*Moniteur* du 17 avril 1849, séance du 16 avril.)

garder la République quoi qu'il arrivât, s'engageant à braver tous les périls et se déclarant décidés, s'il le fallait, à soutenir intrépidement la guerre pour l'indépendance romaine[1].

En attendant, Armellini, Mazzini et Saffi prenaient contre les particuliers les mesures les plus vexatoires, frappant un jour d'une forte amende tous les chanoines du chapitre du Vatican qui s'étaient refusés à célébrer, le jour de Pâques, un service ordonné par le gouvernement[2], décrétant, quelques jours après, un emprunt forcé et augmentant de 25 p. 100 la taxe personnelle des récalcitrants, faisant arrêter et jeter en prison, sur de vagues dénonciations, un respectable prélat, Mgr Giacomo Gallo, ainsi que d'honorables citoyens du Transtevere et du quartier Monti. Enfin, dans sa séance du 14 avril, la Constituante romaine, présidée par Saletti, décrétait l'armement général du pays. Les triumvirs s'efforçaient par tous les moyens d'exciter l'enthousiasme, Mazzini affirmait « que deux millions d'hommes libres avaient assez de force pour résister à la réaction et aux ennemis étrangers » et Sterbini[3] s'écriait : « Jurons de nous ensevelir sous les ruines de la patrie plutôt que d'abandonner le principe républicain que nous avons proclamé. »

Lorsque M. de Corcelles transmit à M. Drouyn de Lhuys ces nouvelles attristantes, le gouvernement

[1] La proclamation se terminait ainsi : « Le pays ne peut ni ne doit reculer. Il ne doit ni ne veut tomber dans l'anarchie. Que les gens de bien nous secondent. Dieu a voulu que Rome se relevât et que l'Italie redevînt une nation. Dieu nous aidera. » (V. l'extrait de la *Gazette de Cologne*, dans le *Moniteur* du 18 avril 1849.)

[2] L'arrêté était ainsi motivé : « Considérant qu'un tel refus, non moins offensant pour la dignité de la religion que pour la majesté de la République, a excité du scandale et de la colère; considérant qu'il est du devoir du gouvernement de veiller à ce que la religion soit respectée et de punir les offenses contre la République, etc. » (*Contemporeano*, numéro du 21 avril 1849.)

[3] Député influent à la Constituante romaine.

français avait estimé que le vote de l'Assemblée, quelque équivoque qu'il semblât, par l'emploi des crédits, autorisait enfin l'intervention militaire. En conséquence le ministre de la guerre avait envoyé d'urgence aux officiers généraux et supérieurs intéressés leurs lettres de service, qui avaient été signées la veille même de la demande des crédits et leur avait ordonné de rejoindre leurs postes.

L'officier général auquel était confié l'important commandement du corps expéditionnaire et qui partait dans la nuit du 16 au 17 avril pour en prendre immédiatement possession, était le fils aîné du maréchal de l'Empire, le glorieux soldat de Friedland, d'Essling, de Wagram, de la Bérésina et de la campagne de France. Quatre fils portèrent noblement ce grand nom militaire. L'aîné, le général Victor Oudinot, avait fait les dernières guerres de l'Empire dans l'état-major de Masséna et dans la cavalerie de la garde impériale. Napoléon à Fontainebleau le nommait colonel et la Restauration, le confirmant dans son grade, lui confiait le régiment des hussards du Roi. Son abstention pendant les Cent Jours lui valait, au retour de Louis XVIII, le commandement des hussards du Nord et bientôt après celui du 1er grenadiers à cheval de la garde royale. Il s'était fait apprécier de tous par l'honorabilité de son caractère, par sa fermeté, par son esprit d'équité et de bienveillance. La même réputation lui était acquise, comme maréchal de camp, dès 1824, dans le commandement d'une brigade de cavalerie au camp de Lunéville, puis dans la direction de l'école de cavalerie à Saumur.

Après la révolution de Juillet, le général resta quelque temps en disponibilité. Il en sortit sur sa demande, en 1835, au lendemain de la mort de l'un de ses frères tué glorieusement comme colonel du

2e chasseurs d'Afrique au combat de Muley-Ismaïl, dans la province d'Oran[1]. Ce fut précisément dans cette province que Victor Oudinot, le marquis Oudinot, comme on l'appelait alors, vint expéditionner à la tête d'une brigade de la grande colonne de Mascara. Un mois après son arrivée, blessé grièvement d'un coup de feu, il dut rentrer en France, où l'attendait sa nomination de lieutenant général.

En 1847, le maréchal mourait[2] laissant à son fils aîné le titre de duc de Reggio.

Depuis 1842, le général Oudinot siégeait à la Chambre des députés, dans le groupe de l'opposition. Le gouvernement de Louis-Philippe lui en tenait rigueur sans doute puisqu'il s'obstinait à ne pas lui confier de commandement actif. Pendant treize ans, de 1835 à 1848, le général fut éloigné des troupes, à sa vive contrariété. Le commandement de l'armée des Alpes lui avait été confié en 1848, puis lui avait été brusquement retiré pour être donné au maréchal Bugeaud. Aussi quand un décret du prince Louis-Napoléon l'appela au commandement du corps expéditionnaire de la Méditerranée, certains journaux malveillants firent-ils observer que les relations du général avec les ministres du président, et notamment avec M. de Falloux, avaient dû dicter la désignation qu'il acceptait, disaient-ils, avec un peu de témérité. Comment un officier de cavalerie, qui n'avait commandé que pendant quelques mois des régiments d'infanterie, pourrait-il exercer judicieusement devant l'ennemi le commandement de troupes des trois

[1] Voir sur la mort du colonel Auguste Oudinot les *Souvenirs* du général du Barail (tome I) et l'article de M. Georges Bertin, dans la *Sabretache*, numéro de février 1902.

[2] Le maréchal avait été nommé gouverneur des Invalides, après avoir résigné les fonctions de grand chancelier de la Légion d'honneur.

armes et prendre la direction effective d'opérations de siège?

Le général Oudinot devait faire mentir ces pronostics pessimistes et se révéler un général en chef prudent, tenace et vigilant, plein de sollicitude pour les intérêts de son armée. Sa modestie naturelle le portait toujours à écouter les avis de ses subordonnés, son esprit de justice l'engageait à reconnaître hautement les résultats qu'il devait à ses collaborateurs.

Le général de division Regnaud de Saint-Jean d'Angély était adjoint au général en chef, avec le titre de commandant des troupes; en réalité, c'était le commandant en second et un successeur éventuel, s'il arrivait malheur au général Oudinot. Le général Regnaud d'Angély, ainsi appelé par abréviation, appartenait aussi à l'ancien état-major impérial. Nommé chef d'escadrons sur le champ de bataille de Waterloo, il avait été rayé des contrôles de l'armée jusqu'à la révolution de Juillet, qui le reconnut dans son grade et lui permit ainsi de continuer la carrière militaire.

Le 24 février 1848, le général commandait une brigade de dragons, avec laquelle il fit bonne contenance devant l'émeute et escorta le roi Louis-Philippe jusqu'au palais de Saint-Cloud[1]. Divisionnaire depuis le 10 juillet de la même année, Regnaud d'Angély avait la réputation d'un brave et loyal soldat, manquant un pen d'initiative, mais inflexible sur les questions de discipline. De plus il avait fait la guerre en Morée, comme volontaire, et connaissait parfaitement les inconvénients et les dangers des pays chauds pour de jeunes troupes. Le lieutenant-colonel de Vau-

[1] Dans son intéressant ouvrage, *la Chute des monarchies en France au dix-neuvième siècle* (Paris, Dentu 1891), le baron du Casse met en parallèle pendant la journée du 24 juillet l'attitude si énergique du général Regnaud d'Angély et les fâcheuses hésitations du général Bedeau.

drimey-Davout, du corps d'état-major, officier consciencieux et appliqué[1] mais d'une santé un peu délicate, allait exercer les fonctions de chef d'état-major général du corps expéditionnaire; il avait sous ses ordres le chef d'escadron de Montesquiou-Fezensac, les capitaines Poulle, Castelnau[2] et Osmont[3].

L'état-major particulier du général en chef comprenait un aide de camp, le chef d'escadron Espivent de la Villeboisnet, destiné à la plus belle carrière militaire[4] et deux officiers d'ordonnance, le capitaine d'artillerie Fabar et le capitaine d'infanterie Charles Oudinot, le troisième fils du maréchal. Le lieutenant-colonel d'artillerie Larchey et le lieutenant-colonel du génie Leblanc devaient l'un et l'autre exercer le commandement de leur arme : la direction des services administratifs était confiée au sous-intendant Dutheil . Enfin un secrétaire d'ambassade était attaché au général Oudinot, M. de La Tour d'Auvergne[5]. La mission du général étant à la fois diplomatique et militaire, il reçut de M. Drouyn de Lhuys, le nouveau ministre des affaires étrangères, des instructions écrites détaillées. En voici le texte *in extenso,* tel que le ministre dut le révéler plus tard à la Chambre dans la séance du 7 mai[6].

« Général, je vous ai fait connaître l'objet de l'expédition dont le gouvernement de la République vous a confié le commandement. Vous savez qu'une réac-

[1] Devint général de brigade, et une fois admis au cadre de réserve, exerça les fonctions de secrétaire général de la Légion d'honneur.

[2] Le général Castelnau devint aide de camp de l'Empereur et directeur général du personnel.

[3] Le général Osmont termina sa carrière comme commandant de corps d'armée et grand-croix de la Légion d'honneur.

[4] Devint également commandant de corps d'armée et grand-croix de la Légion d'honneur.

[5] Le futur ambassadeur et ministre des affaires étrangères.

[6] *Moniteur* du 8 mai. Compte rendu de la Chambre des représentants.

tion intérieure et une intervention étrangère menacent le gouvernement actuel de Rome, que nous n'avons jamais reconnu. A l'approche de cette crise désormais inévitable, le devoir nous prescrit de prendre les mesures nécessaires tant pour maintenir notre part d'influence dans les affaires de la péninsule italienne que pour ménager dans les États romains le rétablissement d'un ordre de choses régulier sur des bases conformes aux intérêts et aux droits légitimes des populations.

« Bien que vous n'ayez pas à intervenir dans les négociations définitives qui assureront ce résultat, vous êtes autorisé à recevoir des autorités établies toutes les propositions et à conclure avec elles tous les arrangements qui vous paraîtront propres à le préparer, en évitant seulement dans la forme de cet arrangement tout ce qu'on pourrait interpréter comme la reconnaissance du pouvoir d'où émanent ces autorités.

« Vous trouverez ci-joint le projet de la lettre que vous devez écrire en arrivant au gouverneur ou au magistrat supérieur de Civita-Vecchia pour demander votre admission dans cette ville. L'entrée ne vous en sera sans doute pas refusée, toutes les informations qui nous parviennent donnent lieu de penser que, bien loin de là, vous serez reçu avec empressement par les uns comme un libérateur, par les autres comme un médiateur contre les dangers d'une réaction...

« Si cependant, contre toute vraisemblance, on prétendait vous interdire l'entrée de Civita-Vecchia, vous ne devriez pas vous arrêter à la résistance qu'on vous opposerait au nom d'un gouvernement que personne en Europe n'a reconnu et qui ne se maintient à Rome que contre le vœu de l'immense majorité des populations...

« Une fois sur le territoire des États de l'Église,

vous vous empresseriez de vous mettre en relations avec M. d'Harcourt et M. de Reyneval, chargés par le gouvernement de la République de traiter à Gaète les intérêts de la mission qui vous est confiée. Vous pourrez dès lors concerter avec eux, et, d'après les informations qu'ils seront en mesure de vous transmettre, les dispositions que vous aurez à prendre. Vous enverrez à Rome un de vos officiers avec l'ordre de déclarer aux chefs du gouvernement la nature de la mission qui vous est confiée, de leur faire entendre bien nettement que vous n'êtes nullement autorisé à soutenir l'ordre de choses dont ils sont les représentants, et de les presser de prêter les mains à des arrangements qui puissent préserver le pays de la crise terrible dont il est menacé.

« Votre marche sur Rome à la tête de vos troupes faciliterait sans doute un pareil dénouement en donnant courage aux honnêtes gens. Vous jugerez si les circonstances sont telles que vous puissiez vous y rendre avec la certitude non seulement de n'y pas rencontrer de résistance sérieuse, mais d'y être assez bien accueilli pour qu'il soit évident qu'en y entrant vous répondrez à un appel de la population.

« Partout où vous vous trouverez jusqu'au moment où un gouvernement régulier aura remplacé celui qui pèse actuellement sur les États de l'Église, vous pourrez, selon que vous le jugerez nécessaire ou convenable, soit maintenir les autorités civiles, en tant qu'elles consentiront à se restreindre à une action municipale et de police, et qu'elles ne vous susciteront aucun péril ni embarras réels, soit favoriser le rétablissement de celles qui étaient en fonctions, soit même en établir de nouvelles, en évitant, autant que possible, d'intervenir directement dans ces changements et en vous bornant à provoquer, à encourager l'expression des vœux de la partie honnête de la population.

« Vous pourrez vous servir, quand vous le jugerez à propos pour les communications avec ces autorités, de l'intermédiaire du consul de France à Civita-Vecchia, que je mets à votre disposition.

« Telles sont, général, les seules instructions que je puis vous donner dans ce moment. Votre bon jugement y suppléera suivant les circonstances et je ne manquerai pas, d'ailleurs, de vous faire parvenir successivement les directions nouvelles qu'elles pourront exiger.

« Je joins à cette dépêche le texte d'une proclamation que vous voudrez bien publier aussitôt après votre débarquement.

« *Le Ministre des Affaires étrangères,*
« DROUYN DE LHUYS. »

Par un décret présidentiel, également daté du 15 avril et communiqué le 17 avril[1]; le contre-amiral Tréhouart, déjà commandant de la division navale de la Méditerranée, était appelé au commandement de *la division navale expéditionnaire réunie à Toulon*. Dans la pratique, on conserva à la division navale le nom d'escadrille.

Le ministre de la marine prescrivait par le télégraphe à l'amiral de commencer l'embarquement des approvisionnements et de préparer celui du matériel.

Le contre-amiral Tréhouart, destiné à recevoir le bâton des amiraux de France, exécuta avec infiniment de compétence et d'activité les instructions du ministre.

Dans la rade de Marseille l'escadrille comprenait les vaisseaux à vapeur le *Christophe-Colomb*, l'*Oré-*

[1] Aucune des nominations relatives au haut commandement du corps expéditionnaire et de l'escadre ne fut insérée au *Moniteur*. Le gouvernement cherchait à dissimuler à l'opinion publique l'importance et le véritable caractère de l'expédition.

*noque*, l'*Albatros*, la frégate à voiles le *Labrador*, les corvettes à voiles le *Narval* et l'*Infernal*. La frégate à voiles l'*Iphigénie*, le vaisseau à vapeur le *Sané*, deux bricks et deux gabarres mouillaient dans la rade de Toulon. Pendant la nuit du 19 au 20, le général Oudinot arrivait à Marseille.

---

## CHAPITRE II

### DERNIERS PRÉPARATIFS. — EMBARQUEMENT ET DÉBARQUEMENT.

Le duc de Reggio reçut, dans la matinée du 20 avril, la visite de toutes les autorités et les députations d'officiers de la garnison. Il se mettait en relations avec le contre-amiral Tréhouart qui lui promettait le concours le plus dévoué.

Le soir, à l'appel, l'ordre du jour suivant était lu dans tous les régiments et détachements :

« Soldats,

« Le Président de la République vient de me confier le commandement en chef du corps expéditionnaire de la Méditerranée.

« Cet honneur m'impose de grands devoirs, votre patriotisme m'aidera à les remplir.

« Le gouvernement, résolu à maintenir partout notre ancienne et légitime influence, n'a pas voulu que les destinées du peuple italien puissent être à la merci d'une puissance étrangère ou d'un parti en minorité. Il nous confie le drapeau de la France pour le planter sur le territoire romain, comme un éclatant témoignage de nos sympathies.

« Soldats de terre ou de mer, enfants de la même famille, vous mettrez en commun votre dévouement et vos efforts : cette confraternité vous fera supporter avec joie les dangers, les privations et les fatigues.

« Sur le sol où vous allez descendre vous rencontrerez à chaque pas des monuments et des souvenirs qui stimuleront puissamment vos instincts de gloire. L'honneur militaire commande la discipline autant que la bravoure ; ne l'oubliez jamais. Vos pères ont eu le rare privilège de faire chérir le nom français partout où ils ont combattu. Comme eux, vous respecterez les propriétés des populations amies : dans sa sollicitude pour elles, le gouvernement a prescrit que toutes les dépenses de l'armée leur fussent immédiatement payées en argent. Vous prendrez, en toute occasion, pour règle de conduite ces principes de haute moralité.

« Par vos armes, par vos exemples, vous ferez respecter la dignité des peuples ; elle ne souffre pas moins de la licence que du despotisme.

« L'Italie vous devra ainsi ce que la France a su conquérir pour elle-même : l'ordre dans la liberté.

« *Le Général en chef,*
« OUDINOT DE REGGIO.

« Marseille, le 20 avril 1849. »

La composition du corps expéditionnaire était également mise à l'ordre et communiquée aux troupes.

## État-major général

Général de division OUDINOT DE REGGIO, commandant en chef.

Chef d'escadron Espivent de la Villeboisnet, aide de camp.
Capitaine d'artillerie Fabar, officier d'ordonnance.
Capitaine d'infanterie Oudinot (Charles), officier d'ordonnance.
Lieutenant-colonel de Vaudrimey-Davout, chef d'état-major général.
Chef d'escadron de Montesquiou-Fezensac, sous-chef d'état-major général.
Capitaine Poulle, attaché à l'état-major général.
Capitaine Castelnau, —
Capitaine Osmont, —

## État-major de l'artillerie

Lieutenant-colonel Larchey, commandant l'artillerie.
Chef d'escadron Bourdeau, chef d'état-major de l'artillerie.
Capitaine Luxer, adjoint au chef d'état-major.

## État-major du génie

Lieutenant-colonel Leblanc, commandant le génie.
Chef de bataillon Goury, chef d'état-major du génie.
Capitaine Boissonnet, adjoint au chef d'état-major.
Capitaine Ragon, —

## Services administratifs

Sous-intendant militaire de 1re classe Dutheil, intendant du corps expéditionnaire.
Adjoint de 1re classe Charlot, adjoint à l'intendant.

## Prévôté

Lieutenant de gendarmerie Goy, prévôt du corps expéditionnaire.

## TROUPES

Général de division Regnaud de Saint-Jean-d'Angély, commandant les troupes.
Capitaine d'état-major Durand de Villers, aide de camp.

### 1re Brigade

Général de brigade Mollière

1er bataillon de chasseurs à pied : chef de bataillon de Marolles.
20e régiment d'infanterie de ligne (2 bataillons) : colonel Marulaz.
33e régiment d'infanterie de ligne (2 bataillons) : colonel Bouat.

13e batterie du 3e d'artillerie : capitaine Serrand.
3e compagnie du 1er bataillon du 2e génie : capitaine Puiggari.

### 2e Brigade

Général de brigade Levaillant (Charles).

36e régiment d'infanterie de ligne (2 bataillons) : colonel Blanchard.
66e régiment d'infanterie de ligne (2 bataillons) : colonel Chenaux.

12e batterie du 3e d'artillerie : capitaine Pinel.
4e compagnie du 2e bataillon du 2e génie : capitaine Darceau.

### 3e Brigade
Général de brigade CHADEYSSON

22e régiment d'infanterie légère (2 bataillons) : colonel PESSON.

68e régiment d'infanterie de ligne (2 bataillons) : colonel de LEYRITZ.

6e batterie du 7e d'artillerie : capitaine CANU.

### Cavalerie

Un demi-escadron du 1er régiment de chasseurs[1] : capitaine ROQUES.

### Gendarmerie

25 gendarmes dont 12 à cheval.

### Administration

50 hommes du train des équipages.
50 ouvriers d'administration.
20 infirmiers.

Le général en chef ordonne aussitôt l'embarquement du matériel et l'embarquement des troupes. Cette dernière opération devait avoir lieu simultanément à Marseille et à Toulon.

Dans la soirée du 21 avril, la première brigade était

[1] Aucune troupe de cavalerie n'ayant été désignée par le ministère de la guerre, ce qui semble assez singulier, le général Oudinot préleva de sa propre initiative deux pelotons (50 chevaux) sur le 1er chasseurs à Marseille. (V. *Précis historique de l'expédition française*, par un officier d'état-major.)

embarquée tout entière; ces troupes occupaient la plus grande partie des bâtiments, on ne put embarquer pour la deuxième brigade que six compagnies du 36e de ligne et quatre compagnies du 66e [1]. Pendant la nuit, le vent souffle du sud avec violence et semble s'opposer à la sortie de l'escadrille, la mer est très agitée. L'amiral Tréhouart n'en donne pas moins l'ordre d'appareiller à ses bâtiments. Les frégates le *Panama*, l'*Infernal* et le *Véloce*, qui depuis plusieurs jours mouillent dans le port supplémentaire de la Joliette, sont les premières à la mer. Le premier de ces bâtiments embarque à son bord le général Levaillant (Charles) et un demi-bataillon du 36e de ligne. Au milieu de l'escadre s'avance le *Labrador*, qui porte le pavillon du contre-amiral Tréhouart. Le général Oudinot et l'état-major général du corps expéditionnaire sont à bord du bâtiment amiral. L'*Albatros* et la frégate à voiles la *Provençale* remorquée par le *Ténare* ferment la marche.

A midi, les sept bâtiments marchent à grande allure dans la direction du sud-est, sous un fort vent de nord-ouest et passent en vue de Toulon.

A deux heures du soir, le *Sané* et l'*Iphigénie*, partis de ce dernier port, rejoignent l'escadrille et y prennent rang. Il y a en tout dix-sept navires. Le vent augmente, la mer devient houleuse, l'amiral Tréhouart fait arrêter ses bâtiments à la hauteur des îles d'Hyères. Le vent du nord-ouest, qui n'a pas cessé

[1] « On avait répandu le bruit que les troupes qui formaient l'expédition dirigée sur Civita-Vecchia s'étaient embarquées aux cris de *Vive la République romaine!* Le préfet des Bouches-du-Rhône, consulté par le ministre de l'intérieur sur l'exactitude de ces rumeurs malveillantes, répondit par la dépêche télégraphique qui suit, datée de Marseille le 22 avril, 10 heures du matin :

« Le bruit dont il s'agit dans votre dépêche télégraphique « d'hier matin est dénué de fondement; l'embarquement a eu « lieu dans le plus grand ordre et sans cris. L'expédition sort « du port à l'instant. » (*Moniteur* du 23 avril 1849.)

pendant plusieurs jours, mollit enfin, la mer est moins forte. A quatre heures du soir, le bateau amiral le *Labrador* donne le signal de l'appareillage; les bâtiments prennent leurs postes sur deux colonnes parallèles et font route dans la direction du cap Corse [1].

Le 23 à deux heures du matin, la division double le cap Corse, qui forme l'exrême pointe de l'île de ce nom, et, faisant route au sud, longe la côte de l'île; à trois heures et demie, elle est en vue de l'île d'Elbe. A quatre heures, l'amiral signale au *Panama* l'ordre de quitter sa position et de s'approcher [2]. Le commandant Belvèze se rend à bord du bateau amiral. Au bout d'un quart d'heure il retourne à son bord ramenant avec lui le commandant Espivent de la Villeboisnet, aide de camp du général Oudinot, le capitaine Durand de Villers, aide de camp du général Regnaud d'Angély et M. de La Tour d'Auvergne, détaché du ministère des affaires étrangères en qualité de secrétaire du général en chef. Les deux officiers et le jeune diplomate étaient chargés de faire connaître aux autorités de Civita-Vecchia les intentions du gouvernement français.

Les instructions qu'ils emportaient avaient été longuement discutées dans un conseil de guerre tenu à bord du *Labrador*, dès qu'on avait perdu de vue les côtes de France. Les généraux Oudinot, Regnaud d'Angély et Mollière, les lieutenants-colonels de Vaudrimey-Davout, Larchey et Leblanc, le sous-intendant Dutheil, pour l'armée de terre, le contre-amiral Tréhouart, son chef d'état-major et son capitaine de pavillon y assistaient. Que ferait-on si les autorités de Civita-Vecchia repoussaient les propositions, si la population paraissait devoir s'opposer violemment à

[1] *Rapport* du contre-amiral Tréhouart, commandant la division navale. (*Moniteur* du 3 mai 1849.)
[2] *Ibid.*

toute tentative de débarquement? L'occupation de vive force s'imposait, mais l'amiral déclara se refuser énergiquement à ce que la division navale s'engageât dans le port de Civita. « On pouvait avoir à regretter la mort de beaucoup de braves gens et un seul boulet malheureux qui aurait pénétré dans la machine du bâtiment à vapeur, en arrêtant ce navire et en l'empêchant de manœuvrer, pouvait faire éprouver un échec à nos armes [1]. »

Il fut alors décidé par l'amiral que quelle que fût la réponse des autorités de Civita-Vecchia, le *Panama*, se séparant des corvettes, le *Ténare*, le *Véloce* et le *Narval*, désignées pour l'accompagner, rejoindrait l'escadrille à 15 milles dans le sud de l'île de Giglio et à 35 milles environ de la côte d'Italie.

Si la réponse de Civita-Vecchia était défavorable, la division navale française se porterait vers la petite baie de Santa-Marinella, à l'est du cap Linaro et à 7 ou 8 kilomètres de Civita-Vecchia. Les abords de cette baie étaient faciles, la seule défense consistait dans une tour sans artillerie, occupée par quelques soldats. Le débarquement était donc indiqué sur ce point; les forces navales françaises devaient ensuite se diriger sur la baie de Civita et faire coïncider leur attaque avec celle des troupes de terre.

Toutefois l'amiral entendait ne débarquer un corps de troupe qu'en lui donnant en même temps des ressources suffisantes en munitions et en approvisionnements [2].

[1] L. DE GAILLARD, *L'Expédition de Rome*, pièce justificative n° 5, p. 170.

[2] Le débarquement devait comprendre trois périodes : la mise à terre de la première brigade avec une demi-batterie d'artillerie et huit jours de vivres, celle de la deuxième brigade ou du moins des neuf compagnies d'infanterie qui la représentaient, avec une demi-batterie et aussi huit jours de vivres et enfin le débarquement des chevaux et du reste du matériel. (L. DE GAILLARD, pièce justificative n° 5.)

Dès que les trois délégués du général en chef furent montés à bord du *Panama*, le bâtiment augmentant ses feux et marchant à toute vapeur, avait promptement dépassé la division qui ralentissait sa marche. Il arrivait le mardi 24 avril à neuf heures du matin devant Civita-Vecchia [1].

Il était en effet de toute importance d'occuper cette ville pour en faire une base d'opérations et un point de ravitaillement. Son port, qui date de Trajan et dans lequel de nombreux bateaux peuvent s'abriter en toute sécurité, le môle garni de batteries, ses casernes, ses hôpitaux, ses arsenaux offraient au point de vue militaire d'importantes ressources. Depuis la veille, le bruit de l'intervention française s'était répandu, comme un coup de foudre : jusqu'alors les habitants croyaient à l'intervention du gouvernement napolitain [2]. On parlait aussi de l'arrivée d'une escadre espagnole dans les eaux romaines. Aussi la surprise fut-elle extrême quand on signala un bâtiment portant pavillon français. Des groupes nombreux se formèrent sur les quais.

La cause de la révolution comptait peu d'adeptes dans cette population de marchands et de pêcheurs, ils s'abstinrent de toute démonstration hostile, même de loin.

Quand le canot du *Panama* accosta le môle où s'était rendu en toute hâte le consul de France qu'on venait de prévenir, la population salua l'arrivée des envoyés du général Oudinot des cris de : « Vive la France ! vivent les Français [3] ! »

[1] *Rapport* du commandant de la division navale. (*Moniteur*, n° du jeudi 3 mai.)

[2] D'après l'*Opinione* de Naples, n° du 21 avril, le roi des Deux-Siciles, d'accord avec la majorité de ses ministres, avait décidé que le 23 avril, une division napolitaine de 6.000 hommes franchirait la frontière romaine entre Fondi et Terracine.

[3] *Rapport* de la division navale. (*Moniteur*, n° du jeudi 3 mai.)

Sur la demande des nouveaux arrivants, le consul français les conduisit sans retard à l'hôtel de ville; le gouverneur ou plus exactement le commissaire civil du gouvernement, un avocat nommé Manucci, attendait les officiers français. Le commandant Espivent de la Villeboisnet lui remit une lettre autographe du général commandant le corps expéditionnaire, ainsi conçue :

« Monsieur le Gouverneur,

« Le gouvernement de la République française, désirant, dans sa sincère bienveillance pour les populations romaines, mettre un terme à la situation dans laquelle elles gémissent depuis plusieurs mois et faciliter l'établissement d'un ordre de choses également éloigné de l'anarchie de ces derniers temps et des abus invétérés qui, avant l'avènement de Pie IX, désolaient les États de l'Église, a résolu d'envoyer à cet effet à Civita-Vecchia un corps de troupes dont il m'a confié le commandement.

« Je vous prie de vouloir bien donner les ordres nécessaires pour que les troupes en mettant pied à terre, au moment même de leur arrivée, ainsi que cela m'a été prescrit, soient reçues et installées comme il convient à des alliés, appelés dans votre pays par des intentions aussi amicales.

« *Le Général en chef, représentant du peuple,*
« OUDINOT DE REGGIO.

« A bord du *Labrador* en vue de Civita-Vecchia, le 24 avril 1849[1]. »

L'aide de camp du général Oudinot déclara que la France ne voulait point défendre le gouvernement

[1] Officier d'état-major, *Précis historique et militaire*, pièce justificative n° 2.

actuel qu'elle n'avait point reconnu, mais épargner à l'Italie centrale de nouveaux malheurs. « Elle n'avait pas l'intention de se mêler du règlement des affaires de ce pays quoique, à de certains égards, le règlement de ces affaires intéresse l'Europe et la chrétienté tout entière; elle veut seulement concourir au rétablissement d'un régime libéral et assurer la durée d'un régime qui soit à égale distance des abus invétérés que le généreux Saint-Père avait déjà fait disparaître et de l'étrange anarchie dont le triumvirat de Rome est encore la honteuse expression [1]. »

Le commandant ajouta avec fierté :

« Le nom de la France, ici comme ailleurs, veut dire ordre et vraie liberté, son drapeau et ses soldats sont là pour maintenir l'un et l'autre [2]. »

C'était sous une forme plus énergique encore la reproduction de l'ultimatum du général en chef. Le commissaire civil Manucci, jeune avocat dévoué à la cause révolutionnaire, ne savait quelle réponse donner. Pour gagner du temps, il manifesta l'intention de convoquer la municipalité. On vint l'informer que le gonfalonier et les *Anziani*, c'est-à-dire la municipalité, ainsi que les membres de la Chambre de commerce [3], s'étaient réunis dans une pièce voisine et qu'ils attendaient anxieusement des nouvelles. MM. Espivent de la Villeboisnet, Durand de Villers et de La Tour d'Auvergne furent aussitôt conduits auprès d'eux et communication leur fut donnée de la lettre du général Oudinot. Les membres de la municipalité et les commerçants protestèrent de leur désir de bien accueillir les troupes françaises si celles-ci, comme ils l'espéraient, ne commettaient aucun excès.

Le commandant Espivent de la Villeboisnet lut

[1] *Moniteur* du 3 mai 1849.
[2] *Ibid.*
[3] Officier d'état-major, *Précis historique et militaire*, p. 16.

alors une déclaration qu'il venait de rédiger et qui était de nature à rassurer la population :

« Le gouvernement de la République française, toujours animé d'un esprit très libéral, déclare vouloir respecter le vœu de la majorité des populations romaines et vient sur leur territoire, amicalement, dans le but de maintenir sa légitime influence. Il est de plus bien décidé à ne vouloir imposer à ces populations aucune forme de gouvernement, qui ne serait pas choisie par elles.

« Pour ce qui concerne le gouvernement de Civita-Vecchia, il sera conservé dans toutes ses attributions et le gouvernement français pourvoira à l'augmentation des dépenses occasionnées par le corps expéditionnaire.

« Toutes les denrées et toutes les réquisitions, qui seront faites pour les besoins des troupes françaises, seront payées en argent comptant.

« *Le Chef d'escadron, aide de camp du Commandant en chef,*
« ESPIVENT [1].

« Civita-Vecchia, le 24 avril 1849. »

Le commissaire civil qu'avaient rejoint les chefs de la garnison manifesta quelques velléités de résister [2], mais les représentants de la municipalité et de la chambre de commerce, au nombre de vingt, étouffèrent cette tentative d'ailleurs timide, en s'écriant « qu'ils étaient heureux de voir arriver les Français, que non seulement on voulait bien les laisser entrer et occuper la ville, mais encore qu'on les recevrait en frères ». Séance tenante, une proclamation fut

[1] Officier d'état-major, *Précis historique et militaire*, pièces justificatives.
[2] *Journal de l'artillerie et du génie*, rédigé par les généraux Vaillant et Thiry.

rédigée et signée, dans laquelle les habitants étaient engagés à bien accueillir les nouveaux hôtes, à repousser toute tentative de résistance, « le conseil municipal désirant voir *le plus tôt possible à terre les troupes que la mer pouvait fatiguer* [1] ».

Les envoyés français avaient terminé leur mission. Quand ils sortirent de l'hôtel de ville, le bruit de l'accord s'était répandu, la foule les acclama et les escorta, en leur prodiguant mille témoignages de sympathie, jusqu'au canot où ils se rembarquèrent. MM. Espivent de la Villeboisnet et de la Tour d'Auvergne furent conduits à bord de la corvette à vapeur le *Narval*, qui resta mouillée à l'entrée du port avec les deux autres corvettes le *Ténare* et le *Véloce*, pendant que le *Panama* sur lequel s'était embarqué le capitaine Durand de Villers [2] s'éloignait à toute vapeur dans la direction de Giglio pour y retrouver la division navale. Les trois petits bâtiments restaient en observation. Peut-être y avait-il lieu de s'étonner que le général Oudinot eût imposé au général Levaillant et aux détachements de la 2e brigade embarqués à bord du *Panama* l'ordre de rejoindre la division navale quoi qu'il arrivât? Peut-être valait-il mieux profiter immédiatement des dispositions hospitalières de la municipalité et occuper Civita-Vecchia sans autre retard [3]?

[1] *Moniteur* du 3 mai 1849. Le correspondant du journal officiel ajoute : « Cela est textuel. On n'est pas plus prévenant et plus attentif. »

[2] Officier d'état-major. *Précis historique et militaire*, p. 18.

[3] Après le départ des envoyés français, la lettre suivante avait été rédigée et envoyée au président de la province par les autorités de Civita-Vecchia pour expliquer et excuser leur propre conduite :

*La magistrature municipale, la Chambre de commerce et le commandant de la garde civique de Civita-Vecchia au Président de la province.*

« Citoyen Président,

« La flotte de la République française est en vue de notre

Le *Panama*, marchant à grande vitesse rejoignit, à neuf heures du soir[1], la division navale au lieu de rendez-vous assigné, c'est-à-dire à 15 milles dans le sud-ouest de Giglio. Le capitaine Durand de Villers rendit compte de la réception du matin et du bon accueil de la population.

La division ne repartit que le lendemain 25 dans la matinée et fit route vers Civita-Vecchia. En vue de la ville, elle se déploya en ligne. La corvette à vapeur le *Narval* se porta aussitôt au-devant du bâtiment amiral et, à leur vive surprise, les officiers qui étaient embarqués sur ce bâtiment, virent monter à leur bord, derrière le commandant Espivent de la Villeboisnet, les autorités de Civita-Vecchia qui l'accompagnaient avec déférence et sympathie. L'actif et ingénieux aide de camp du général en chef avait

port. Nous connaissons les vues qui la dirigent. Elles sont des plus amicales et des plus rassurantes : la conservation de l'ordre, de la tranquillité et de la sûreté des Etats romains. Vous en avez les plus flatteuses assurances dans la dépêche que le commandant de l'expédition vous a adressée. La France ne peut manquer aux engagements que pour son honneur elle a contractés à la face de l'Europe. Vous, citoyen, vous demandez du temps pour informer la République de cet événement, conformément aux instructions que vous avez. Mais les troupes peuvent s'irriter des retards, ennuis et dangers auxquels la mer expose et perdre les sentiments d'amitié et de fraternité dont elles sont animées.

« Connaissant parfaitement les désirs de notre population, nous déclarons, qu'à notre sens, il ne doit être porté aucun retard au débarquement des troupes françaises, ne voulant pas nous exposer aux conséquences d'une guerre qui ne pourrait ne pas être téméraire et nous protestons contre quiconque voudrait compromettre l'ordre et la tranquillité intérieure de cette population.

« *Le Gonfalonier et les Anziani,*

« *Le Vice-Président et les membres de la Chambre de commerce,*

« *Le Lieutenant-colonel commandant la garde civique.*

« Civita-Vecchia, le 24 avril 1849. »

(Officier d'état major, *Précis*, pièce n° 3.)

[1] *Moniteur* du 3 mai 1849.

décidé le commissaire civil, le gonfalonier, le président du tribunal civil à l'accompagner. Le président du conseil de guerre s'était joint de son plein gré à cette ambassade pacifique[1] qui venait donner toute sécurité au débarquement.

Pendant que le général Oudinot et l'amiral Tréhouart recevaient avec courtoisie les nouveaux venus, les dernières dispositions étaient prises pour le débarquement des troupes. A onze heures et demie, cette opération commençait[2]. Les deux premières compagnies mises à terre et entrées en ville furent deux compagnies de grenadiers du 36e[3]. Des acclamations enthousiastes les saluèrent. Pour activer le débarquement qui se faisait un peu lentement avec les canots de la division navale, les embarcations du pays vinrent en foule y participer. Le général en chef et son état-major débarquèrent à une heure. Le quartier général fut aussitôt installé dans une maison spacieuse à proximité du port.

Dès qu'elles arrivaient à terre, les troupes étaient cantonnées, par les soins de la municipalité et sous la direction de l'état-major, chez les habitants, dans des couvents et des casernes[4]. A deux heures, le général Oudinot avait fait partir en chaise de poste le lieutenant-colonel du génie Leblanc, le capitaine de la même arme Boissonnet et le lieutenant d'état-major Lecauchois-Féraud. Ces trois officiers étaient chargés de faire connaître au gouvernement révolutionnaire de Rome l'arrivée des troupes françaises et le but de l'expédition[5].

[1] *Communication personnelle* de M. le général comte Espivent de la Villeboisnet.
[2] Officier d'état-major. *Précis*, pièce n° 19.
[3] *Moniteur* du jeudi 3 mai 1849.
[4] *Ibid.*
[5] Officier d'état-major. *Précis historique et militaire.* L'auteur était précisément le lieutenant Lecauchois-Féraud, envoyé à Rome avec le colonel Leblanc et le capitaine Boissonnet.

DÉBARQUEMENT DE L'ARMÉE FRANÇAISE A CIVITA-VECCHIA.
(25 avril 1849.)

A peine les trois officiers étaient-ils partis qu'on vint, de la part de l'amiral Tréhouart, informer le général en chef qu'une heure après le mouillage de la division sur rade, un bateau à vapeur était arrivé avec pavillon italien, venant de Gênes et ayant à bord un bataillon de volontaires révolutionnaires lombards commandés par le Milanais Manara[1]. Ces volontaires avaient appris la formation et le départ de l'expédition française, ils avaient la témérité de venir renforcer la garnison de Civita-Vecchia et d'y organiser la résistance.

A un signal du bateau amiral, les bâtiments français avertis se formèrent autour du vapeur italien, en branle-bas de combat. Un officier de l'état-major de l'amiral vint à bord du bateau génois, signifier au commandant de ne pas débarquer les Lombards et de se considérer, lui, son équipage et ses passagers, comme prisonniers, sous peine de s'exposer à une attaque dont l'issue ne pouvait être douteuse. Le capitaine italien et ses compagnons se le tinrent pour dit et ne bougèrent pas...

Le soir même, le commandant Espivent de la Villeboisnet partait pour Gaète, à bord d'un des avisos de la division. Il allait porter au Saint-Père l'hommage du corps expéditionnaire[2].

La nuit ne donna lieu à aucun incident, les troupes cantonnées pour la plupart chez les habitants ou campées sur les places publiques firent preuve d'une discipline absolue. Des patrouilles circulèrent dans la ville sans avoir à réprimer aucun désordre. Quelques compagnies, placées dans les fermes aux portes de la ville, servaient de grand'gardes.

A huit heures du matin, le général en chef passa une

[1] *Moniteur* du 3 mai 1849.
[2] *Communication* de M. le général Espivent de la Villeboisnet.

revue des troupes et réunit ensuite les officiers et un sous-officier par compagnie. D'une voix ferme et sonore, le duc de Reggio déclara « qu'il allait envoyer son ultimatum à la République romaine et qu'il avait tout lieu de croire que cet ultimatum serait accepté ; que du reste il promettait au corps expéditionnaire de le conduire à Rome, *en ami ou en ennemi*[1] ».

A l'appel du soir, les troupes entendirent avec satisfaction la lecture de cet ordre du jour :

« Soldats,

« Le drapeau français flotte sur les forts de Civita-Vecchia. Nous pouvions opérer un débarquement de vive force : toutes les mesures étaient prises pour en assurer le succès. Nous avons dû nous inspirer de la pensée de notre gouvernement qui, associé aux idées généreuses de Pie IX, veut éviter, autant que possible, l'effusion du sang.

« Les autorités de Civita-Vecchia, cédant aux vœux des habitants, nous ont ouvert les portes de la place à la première sommation.

« Cet accueil, vous le sentirez, ajoute à nos devoirs, il aggraverait toute infraction à la discipline : il nous commande non seulement de respecter les populations, mais encore d'entretenir avec elles des rapports bienveillants.

« La flotte va nous ramener sous peu de jours un renfort considérable. Soldats de l'armée de terre, je suis votre interprète en remerciant tous vos frères d'armes de la marine. C'est à leur puissant concours que nous aurons à reporter le succès de notre première opération.

« *Le Général en chef,*

« OUDINOT DE REGGIO[2]. »

[1] *Historique* du 33e de ligne.

[2] L'amiral Tréhouart, en communiquant cet ordre du jour à la division navale ajoutait :

« L'amiral est heureux de transmettre aux équipages cette

Le général Oudinot fit afficher sur les monuments publics une proclamation rédigée au ministère des affaires étrangères, et qu'il n'avait eu qu'à signer :

« Habitants des États romains,

« Un corps d'armée français est débarqué sur votre territoire. Son but n'est point d'y exercer une influence oppressive, ni de vous imposer un gouvernement qui serait opposé à vos vœux. Il vient vous préserver, au contraire, des plus grands malheurs.

« Les événements politiques de l'Europe rendent inévitable l'apparition d'un drapeau étranger dans la capitale du monde chrétien. La République française, en apportant le sien avant tout autre, donne un éclatant témoignage de sa sympathie envers la nation romaine.

« Accueillez-nous en frères, nous justifierons ce titre; nous respecterons vos personnes et vos biens, nous paierons en argent toutes nos dépenses, nous nous concerterons avec les autorités existantes pour que notre occupation momentanée ne vous impose aucune gêne, nous sauvegarderons l'honneur militaire de vos troupes, en les associant partout aux nôtres, pour assurer le maintien de l'ordre et de la liberté.

« Romains, mon dévouement personnel vous est acquis, si vous écoutez ma voix. Si vous avez confiance dans mes paroles, je me consacrerai sans réserve aux intérêts de votre belle patrie.

« *Le Général en chef*,
« OUDINOT DE REGGIO.

« Civita-Vecchia, 26 avril 1849. »

approbation de leur conduite et de leur zèle, il espère qu'ils continueront à la justifier dans l'avenir.

« *Le Contre-Amiral commandant en chef*,
« TRÉHOUART. »

(*Moniteur* du 3 mai.)

Cette proclamation eut le plus grand succès. Une partie de la population s'était tenue prudemment dans ses logis, elle sortit et circula dans les rues, avec l'animation et la gaieté des Italiens, manifestant comme les ouvriers du port, ses sympathies pour les troupes françaises[1]. L'allégresse publique prit un caractère particulièrement bruyant devant l'arbre de la liberté, privé désormais de son bonnet rouge, mais décoré des pavillons tricolores entrelacés des deux nations. Pour mieux affirmer les dispositions conciliantes du gouvernement français, le général Oudinot n'avait pas cru devoir enlever le drapeau italien et n'avait pas osé encore le remplacer par le drapeau pontifical, quelque désir qu'il en eût[2]. Sur les forts de Civita où s'était retirée la garnison, 2.000 hommes environ, les deux pavillons flottaient côte à côte.

Au milieu des démonstrations d'amitié de la population, on apprit l'arrivée d'un nouveau bâtiment italien portant encore des volontaires : c'était une batterie d'artilleurs lombards, avec ses six pièces bien approvisionnées. L'amiral Tréhouart se contenta de le faire accoster par un de ses bâtiments, en envoyant à bord un officier chargé de la même mission que la veille. Le résultat ne fut pas

[1] « La fraternisation a été complète, officiers et soldats avaient peine à se soustraire aux témoignages de sympathie qui les entouraient. » (*Moniteur* du 3 mai.)

[2] Plus tard le pape Pie IX, si bien disposé cependant pour l'armée française, en manifesta un peu de mécontentement. L'impression du Souverain Pontife fut rapportée par un des prélats de son entourage à M. Espivent de la Villeboisnet devenu lieutenant-colonel et *persona grata*, à juste titre, au Vatican. L'ancien aide de camp du général Oudinot répondit avec beaucoup d'esprit : « Que le Saint-Père veuille bien se rappeler un proverbe de mon pays : Tout chemin mène à Rome. Voilà pourquoi nous n'avons pas enlevé tout de suite le drapeau italien... » Pie IX rit beaucoup quand on lui répéta la repartie du colonel. (*Communication* du général Espivent de la Villeboisnet.)

moins satisfaisant, le nouveau vapeur, son équipage et ses volontaires de renfort restèrent en station, comme le brick génois, sous la surveillance de nos bâtiments.

L'amiral se déchargea de cette surveillance sur le commandant du *Christophe-Colomb*, qui devait rester en rade avec l'*Albatros* et les corvettes et il décida que les frégates à vapeur le *Labrador* portant toujours son pavillon, l'*Orénoque*, le *Panama* et l'*Infernal*, partiraient le 27 au matin pour Toulon afin d'embarquer la 3e brigade et les fractions des 1re et 2e brigades, qui n'avaient pu trouver place dans le premier convoi. Le départ de ces bâtiments eut lieu en effet le vendredi 27, au point du jour; ils arrivèrent en rade à Toulon dans la nuit du 28 au 29 avril.

Un ordre du général Rulhière, ministre de la guerre, avait prescrit l'embarquement à Marseille de deux escadrons du 1er chasseurs, sous le commandement du colonel de Noue, de ce régiment. Ces escadrons allèrent prendre place sur le *Sané*, revenu à Marseille. En même temps, toute la 3e brigade, commandée par le général Chadeysson, s'embarquait à Toulon.

Rome apprenait alors avec stupeur l'arrivée des troupes françaises à Civita-Vecchia. Déjà effrayés par ce qu'ils appelaient « les vagues menaces du gouvernement de Louis-Napoléon Bonaparte », les triumvirs avaient décidé, par un décret du 17 avril, que l'armée de la République romaine serait portée à un effectif de 45.000 à 50.000 hommes de toutes armes, groupés en trois divisions de deux brigades chacune.

Au milieu de cette organisation militaire, les maîtres de Rome étaient informés de l'occupation de Civita-Vecchia. Aussitôt le comité central de surveillance publique poussait un cri d'alarme.

« A tous les cercles de l'État!

« Un corps de troupes françaises est devant Civita-Vecchia. Nous vous remettons les déclarations du commandant de l'avant-garde, afin de démentir l'alarmant et faux programme qui a été imprimé et distribué ici par les rétrogrades, afin d'exciter la réaction. Mais notre gouvernement et le peuple ne croient pas aux paroles amicales du gouvernement français, et nous nous préparons tous à résister. L'Assemblée, en permanence dès hier, a déjà protesté. Le gouvernement a pris les mesures les plus énergiques pour la défense du pays. La municipalité romaine, nouvellement constituée, tous les cercles, la garde nationale et la population entière se resserrent dans une seule pensée : repousser l'invasion qui se présente sous les formes mensongères d'un secours amical. L'armée de la République est animée de l'esprit le plus satisfaisant; elle vole sur le champ de bataille. Courage et aux armes! Que la réaction ne relève pas la tête! Appuyez la protestation de l'Assemblée que nous vous adressons également afin que vous la couvriez de milliers de signatures. Par des faits et des paroles montrons à l'Europe que le vœu de la majorité a été librement exprimé; elle ne veut plus de roi et encore moins veut-elle le gouvernement de prêtres. Ce vœu se soutient sans l'assistance des baïonnettes étrangères. Excitez le zèle de la garde nationale et des municipalités; que tout homme soit soldat. Jurons d'être unis, forts et libres.

« Salut et fraternité. Vive toujours la République romaine!

« STERBINI, « *Président.* POLIDORI[1], *Secrétaire.*

« Rome, le 25 août. »

[1] *Contemporaneo* du 26 avril 1849.

La Constituante romaine prenait la délibération suivante :

« Citoyens, vous saurez conserver l'ordre qui vous honore tant, répondant ainsi aux calomnies de ceux qui cherchent des prétextes pour opprimer votre patrie. Qu'un seul frémissement se fasse entendre parmi vous, celui des armes qui doivent défendre l'honneur et l'intégrité de la République. Acceptez avec courage l'occasion de montrer au monde que vous êtes dignes de la République, et que la force brutale pourra la combattre, mais sans jamais vous la faire démériter. Vive la République!

« Décrété en séance publique de l'Assemblée constituante romaine.

« *Le Président de l'Assemblée,*
« A. SALICETTI[1].

« *Les Secrétaires,*
« FARRETTI, COICHI, PENNACHI. »

Cette déclaration, qui exhortait surtout à la patience, ne parut pas suffisante aux révolutionnaires avancés et surtout à leur chef Mazzini, ils mirent l'Assemblée en demeure de s'exprimer avec plus de netteté et d'énergie.

Une nouvelle délibération eut lieu au cours de laquelle l'Assemblée constituante vota la véhémente protestation qui suit et qui devait être remise au général en chef des troupes françaises par le ministre des affaires étrangères et le député Sterbini :

« Citoyens, l'Assemblée nationale romaine s'est émue à la menace d'une invasion qui n'a été ni pro-

[1] *Contemporaneo* du 26 avril.

voquée par la conduite de la République envers l'étranger, ni précédée par aucune communication de la part du gouvernement français, invasion qui vient apporter l'anarchie dans un pays tranquille et bien ordonné.

« L'Assemblée se repose sur la conscience de ses propres droits et sur la concorde de ses citoyens en présence d'un acte qui viole en même temps tous les droits des nations et les engagements pris par la nation française elle-même dans sa Constitution, en brisant le lien de fraternité qui devait naturellement unir les deux Républiques.

« L'Assemblée proteste donc, au nom de Dieu et du peuple, contre cette intervention inattendue; elle déclare son ferme dessein de résister et elle rend la France responsable de toutes les conséquences.

« *Le Président de l'Assemblée,*
« A. Salicetti. »

Copie de cette protestation était expédiée dans toutes les provinces romaines. Le triumvirat ordonnait de commencer les travaux de défense autour de Rome. Une ligue de volontaires s'offrit pour occuper les avant-postes; elle était surtout composée d'étudiants.

## CHAPITRE III

### TENTATIVES PACIFIQUES. — ORGANISATION DE LA RÉSISTANCE.

Dans la soirée du 26 arrivait à Civita-Vecchia un membre du gouvernement romain, M. Montecchi, ministre des travaux publics. Ce personnage se présenta lui-même au quartier général français et demanda, en termes courtois d'ailleurs, au général Oudinot, l'autorisation pour les deux bâtiments prisonniers dans la rade de débarquer les volontaires lombards attendus à Rome. Il formula deux autres demandes : la garde nationale de Civita-Vecchia rentrerait en possession des armes qu'elle avait dû consigner entre les mains de l'autorité militaire française et les 8.000 fusils qui restaient à l'arsenal seraient expédiés à Rome[1].

Le général Oudinot, trop généreux et trop confiant, accorda la première demande, à la condition que les volontaires lombards, tout en débarquant à Porto-d'Anzio, à environ trente lieues de Civita-Vecchia sur la droite, n'entreraient pas à Rome avant le 4 mai; il espérait évidemment qu'à cette époque une solution serait intervenue.

[1] Officier d'état-major, *Précis historique et militaire*, p. 20.

Cette clause fut acceptée et signée du commandant des volontaires lombards, Manara, du commissaire civil de Civita-Vecchia, l'avocat Manucci, et du ministre Montecchi [1].

Le général refusa la remise des armes, mais en exprimant le désir d'entrer pacifiquement à Rome. Montecchi promit de s'y employer et accepta l'offre que lui fit le duc de Reggio de le faire accompagner par un de ses officiers d'ordonnance, le capitaine d'artillerie Fabar.

Avant de repartir, le ministre romain rencontra une députation des habitants de Corneto, l'ancienne Tarquinies, la ville étrusque, qui venait faire acte de soumission à la France. Montecchi repartit, tout courroucé, avec l'officier d'ordonnance du général.

La veille, le 25 avril, les trois officiers, envoyés par le général Oudinot dès que le débarquement avait été effectué, arrivaient à Rome à onze heures du soir et se rendaient chez M. de Forbin-Janson, chargé d'affaires de l'ambassade de France. Celui-ci, accompagné du lieutenant-colonel Leblanc, sollicitait des triumvirs une entrevue qui était aussitôt accordée. Seuls Mazzini et Saffi représentaient le gouvernement; leur collègue Armellini, le plus modéré, était absent. M. de Forbin-Janson affirma le but pacifique de l'expédition française [2]. Le lieutenant-colonel Leblanc déclara de son côté que les troupes françaises avaient été très bien reçues par la population de Civita-Vecchia, que, selon toute vraisemblance, elles trouveraient les mêmes sympathies en marchant sur Rome, et que le général Oudinot était absolument décidé à occuper la ville.

[1] L. DE GAILLARD, *Expédition de Rome*. Paris, Lecoffre. éd. 1861.

[2] *Dépêche* de M. de Forbin-Janson, publiée par M. de Gaillard.

Interpellé personnellement par Mazzini sur le mobile de l'expédition française, le lieutenant-colonel Leblanc répondit que le gouvernement français avait résolu de protéger les provinces romaines contre l'invasion des Autrichiens, qu'il voulait, en outre, s'assurer des sentiments qu'éprouvaient les populations et bien connaître leurs préférences en fait de gouvernement. La République française à Paris cherchait aussi à préparer une réconciliation entre le Pape Pie IX et les Romains.

Devant ces déclarations nettement formulées, et auxquelles s'associait le chargé d'affaires de France [1], Mazzini, qui contenait avec peine son impatience, protesta ainsi que ses deux collègues; il déclara que les vrais patriotes ne permettraient jamais aux Français d'entrer en armes à Rome.

Le lendemain, 26 avril, l'Assemblée se réunissait en comité secret et discutait les deux propositions du triumvirat : la première tendait à adopter sans délai tous les moyens de résistance par la force, la seconde demandait d'accueillir les Français en frères, en amis, mais à la condition qu'il fût bien reconnu que la France ne venait pas imposer au pays une forme quelconque de gouvernement.

La foule assiégeait les alentours de l'Assemblée. M. de Forbin-Janson, notre représentant, avait décidé le P. Ventura, un religieux très populaire et d'ailleurs

[1] « Nous avons insisté de nouveau sur le caractère libéral et national de l'intervention, sur l'immense service qu'elle rendait à l'Etat romain en prévenant l'invasion napolitaine, en empêchant l'influence de l'Autriche d'y dominer comme par le passé, sur les garanties qu'on stipulerait certainement en faveur d'un régime constitutionnel sur le désir même de la France de laisser la question intérieure se résoudre par l'expression spontanée du vœu des populations, mais en vain. M. Mazzini ne s'est point rendu. Nous parlions à un homme qui a pris son parti et qui remplira son rôle jusqu'au bout, coûte que coûte. » (*Dépêche* de M. de Forbin-Janson au général Oudinot.)

très lié avec un grand nombre de représentants, à faire une démarche auprès de M. Sturbinetti, général de la garde civique et membre de la municipalité romaine. Le religieux lui demanda d'intervenir en faveur de la conciliation [1], Sturbinetti répondit que la garde civique s'abstiendrait absolument au sujet de l'intervention française, qu'elle ne prendrait part à aucune tentative de résistance, qu'elle se bornerait à maintenir dans l'intérieur de Rome l'ordre public, et à réprimer tout excès de réaction et toute violence. Les dispositions du corps des carabiniers étaient les mêmes; ces militaires, dont le service était celui de notre gendarmerie, étaient pour la plupart favorables au Pape [2].

Au moment même ou le P. Ventura transmettait ces renseignements à M. de Forbin-Janson, qui les communiquait au général Oudinot, notre représentant à Rome était informé que l'Assemblée venait de décider la lutte à outrance. Le parti de Mazzini et du cercle populaire l'emportait. Des ordres étaient aussitôt donnés pour fortifier la position de Monte-Mario près de Rome.

Une batterie de 19 pièces de canon [3] était établie. Des barricades se construisaient à la porte Cavallegieri et à celle de San-Pancrazio.

Malgré la gravité de ces nouvelles, M. de Forbin-Janson persistait à croire que la résistance ne serait pas sérieuse. La population n'écouterait pas ses belliqueux représentants. « Je le répète, écrivait-il au

[1] Tous ces détails sont extraits de la dépêche de M. de Forbin-Janson, chargé d'affaires de France, au général Oudinot, datée du 26 avril.

[2] Sturbinetti affirmait que beaucoup de carabiniers « gardaient dans leur poche la cocarde pontificale, n'attendant qu'une occasion pour la produire ». (*Dépêche* de M. de Forbin-Janson.)

[3] Les chevaux des particuliers étaient mis aussitôt en réquisition.

duc de Reggio, tout cela est pour la forme, et ces velléités de résistance se dissiperont à mesure que vous approcherez [1]. »

La marche en avant de l'armée française lui paraissait absolument urgente : « Je dois ajouter, mon général, que la sécurité des nationaux et des établissements français est fort intéressée à votre prompte arrivée [2]. »

Dans une seconde dépêche, écrite avec l'approbation du lieutenant-colonel Leblanc, M. de Forbin-Janson informait le commandant en chef de l'armée française que l'Assemblée romaine persistait dans ses intentions hostiles. Le message que les triumvirs lui adressaient ne laissait aucune espèce d'illusion à ce sujet [3] :

« L'Assemblée vient de décider à l'unanimité en ces termes : « Sur l'exposé que le triumvirat nous a fait, « nous confions au triumvirat la mission de sauver la « République et de repousser la force par la force. »

« En vous donnant connaissance de cette décision, nous regrettons vivement que l'envahissement soudain et avec tous les caractères d'une hostilité non provoquée, opéré par le général français sur notre territoire, empêche temporairement la conciliation qu'une initiative plus pacifique aurait pu amener. C'est avec une vraie douleur que nous nous trouvons forcés à une collision contre la France que nous aimons et dont nous apprécions l'amitié.

« Agréez, etc.

« *Les Triumvirs*,

« MAZZINI, SAFFI, ARMELLINI. »

Le chargé d'affaires de France ajoutait à cette communication d'importants renseignements mili-

[1] *Première dépêche* de M. de Forbin-Janson, 26 avril 1849.
[2] *Deuxième dépêche* de M. de Forbin-Janson, même date.
[3] *Ibid.*

taires. Des barricades défendaient non seulement les portes Cavallegieri et San-Pancrazio, mais encore les portes Angelica et Portese. Le ministre de la guerre Avezzana avait commandé 8.000 rations de vivres de réserve, il y avait des approvisionnements considérables de poudre et de projectiles d'artillerie.

Le troupes de la défense se répartissaient ainsi :

1.000 hommes d'infanterie et de génie sous le commandement du colonel Amadei ;

700 hommes d'infanterie de ligne, colonel de Pasqualis;

600 volontaires, colonel Masi :

1.700 hommes de la légion romaine, colonel Galeotti ;

400 Vicentins, colonel Grandoni ;

2.000 gardes civiques mobilisés, colonel Salvati ;

1.600 carabiniers, général Galetti.

Soit en tout 8.000 hommes d'infanterie, auxquels il fallait joindre 200 dragons commandés par le colonel Salicetti et divers détachements d'artillerie d'un effectif total de 500 hommes.

« Si tout ce mouvement n'est point une comédie, ajoutait M. de Forbin-Janson, il pourra coûter cher aux Romains. Si je pouvais émettre un avis en pareille matière, j'insisterais, mon général, pour que nos troupes fassent un mouvement en avant, au moins jusqu'à Palo. Vous jugerez peut-être aussi qu'il serait important pour nous d'occuper Rome avant tout mouvement des Autrichiens et des Napolitains. La nouvelle d'une intervention de leur part, ayant l'apparence de se combiner avec la nôtre, ne pourrait que produire un mauvais effet en exaspérant le parti de la résistance. »

Au moment de fermer sa lettre, à minuit, le jeune diplomate, qui représentait la France, crut devoir ajouter que deux membres influents du Parlement

romain, MM. Rusconi et Pescantini, espéraient faire revenir leurs collègues à des dispositions plus raisonnables et amener la chute du triumvirat, ou tout au moins la retraite de Mazzini [1].

Les trois officiers français envoyés par le général Oudinot considérèrent leur mission comme terminée [2], ils commencèrent leurs préparatifs pour rentrer à Civita-Vecchia. Mazzini averti leur fit dire que le triumvirat s'opposait à ce qu'ils quittassent Rome tous les trois; un seul officier se vit autorisé à retourner au quartier général français. Le lieutenant d'état-major Lecauchois-Féraud fut désigné et repartit aussitôt pour Civita-Vecchia avec les deux dépêches de M. de Forbin-Janson [3]. Peu de temps après son départ, Montecchi et le capitaine Fabar arrivaient à Rome. L'officier d'ordonnance du général en chef ne fut pas conduit auprès des triumvirs mais seulement auprès du ministre de l'intérieur Rusconi, auquel il fit les mêmes déclarations que celles qui avaient mécontenté Mazzini et ses collègues. Rusconi moins impatient écouta avec calme le capitaine d'artillerie et émit le désir de voir le général Oudinot. M. Fabar n'insista pas et crut un peu légèrement que le ministre de l'intérieur souhaitait l'intervention française.

S'il avait pénétré dans l'enceinte de la Constituante, il aurait entendu un véhément discours de Mazzini, s'indignant des propositions que lui avaient faites les officiers français et déclarant qu'il y avait là un

[1] *Deuxième dépêche* de M. de Forbin-Janson au général Oudinot.

[2] La communication faite par le colonel Leblanc ayant été mal interprétée et inexactement reproduite, cet officier supérieur en envoya une copie rectifiée à l'Assemblée.

[3] Officier d'état-major, *Précis historique et militaire.* — L'auteur était, nous le rappelons, le lieutenant Lecauchois-Féraud. (V. *Catalogue* de la Bibliothèque du ministère de la guerre.)

outrage pour les citoyens qui avaient assumé le redoutable honneur du gouvernement. L'Assemblée lui fit une ovation et décida à l'unanimité qu'elle remettait au triumvirat *le soin de sauver la République et de repousser la force par la force.*

Le parti de la défense allait se trouver singulièrement renforcé dans son exaltation et ses illusions par la présence de Garibaldi qui, dans l'après-midi du 27 avril, arrivait à Rome, par la porte Majeure, avec sa légion, forte de 1.260 hommes [1], dont une centaine de lanciers.

Le célèbre aventurier avait été nommé, depuis le 23 avril, général de brigade commandant le corps des émigrants [2] par le ministre Avezzana, qui lui avait ordonné de quitter Rieti où il observait les troupes napolitaines et de rallier Rome sans le moindre délai. La population romaine avait fait l'accueil le plus enthousiaste à ces singuliers soldats, habillés d'une blouse rouge [3]. Beaucoup avaient guerroyé dans l'Amérique du Sud et manifestaient bruyamment le désir de combattre les Français [4]. Avezzana les fit caserner dans le monastère de Saint-Sylvestre [5]. Dans la matinée du 28 avril, toutes les troupes romaines étaient passées en revue sur la place Saint-Pierre par

[1] Presque tous les détails que nous donnons sur le rôle de Garibaldi et de sa légion sont empruntés à un ouvrage récent, qui a eu un grand succès en Italie et dont l'auteur est M. Lœvinson : *Giuseppe Garibaldi e la sua legione nello stato romano* (1848-1849). Roma, Societa editrice Dante Alighieri, 1902.

[2] *Ouvrage* précité, p. 152 : « Commandante i corpi dell'emigrazione. »

[3] « ... Quelle belle jeunesse dans ce costume rouge et dégagé ! » (*Monitore romano*, 28 avril 1849.)

[4] « S'indignant de ce que ces misérables *forestieri* (étrangers) voulaient rétablir le pouvoir temporel du Pape, ils s'intitulaient les tigres d'Amérique (*tigri d'America*). » (Guerrazzi, t. I, p. 687.)

[5] Un document des archives communales de Rome mentionnait l'arrivée des Garibaldiens à la date du 26 avril, c'est une erreur, il faut la porter au 27 avril, comme l'établit M. Lœvinson.

le ministre Avezzana. Garibaldi, comblé de prévenances par le triumvirat et escorté de son nègre Andreo, un colosse, commandait la 1re brigade, dont faisaient partie sa légion, un bataillon de ligne (500 hommes), le bataillon universitaire (400 hommes), les employés du trésor mobilisés (300 hommes) et 300 volontaires. Toutes ces troupes formaient un effectif total de 3.000 hommes et cantonnèrent dans le Transtevere.

Les rues et les places publiques restèrent encombrées de troupes toute la journée. « On n'entendait partout que des bruits d'armes et des roulements de tambour[1]. » Sur la place des Saints-Apôtres, 4.000 gardes civiques étaient harangués par Sterbini, président du Comité central. Ce démagogue, du plus triste renom, déclara que les Français devaient être craints même comme amis « parce que, disait-il, comme en 1798, ils ne nous laisseraient pas faire tout ce que nous voudrions[2] », et il ajouta : « Citoyens! voulez-vous encore le joug des prêtres et leurs injustes privilèges? — Non, répondaient les gardes. — Êtes-vous pour la république? — Eh bien, défendez-la! car l'heure de la sauver ou de mourir pour elle est arrivée[3]. »

Enthousiasmés ou intimidés, les gardes civiques, qui semblaient mal disposés pour le triumvirat, lui donnaient donc leur adhésion. Les députés se répandaient dans les quartiers populeux « pour semer dans les cafés et les tavernes le bruit absurde que les Français ramenaient les Jésuites et apportaient le choléra[4] ».

[1] Balleydier, *La Révolution à Rome*, t. II, p. 34.
[2] L. de Gaillard, *L'Expédition de Rome*, p. 173.
[3] Balleydier, *La Révolution à Rome*, p. 35.
[4] « Frères, s'écriaient-ils, en faisant de chaque borne de rue une tribune, les Français ont dit que les Romains étaient trop lâches pour se battre... Les nains de France ont blasphémé les demi-dieux de Rome. Bataille et vengeance! »

Le lendemain, 29 avril, arriva la légion lombarde, commandée par Luciano Manara, qui manquait à son engagement en faisant son entrée à Rome avant le 4 mai[1]. Mazzini et Avezzana accueillirent de la façon la plus flatteuse les nouveaux venus. Le parti de la résistance se livra de nouveau à de bruyantes manifestations.

Henri Cernuschi, le révolutionnaire de Milan, déclarait ouvertement que « la peur des Romains avait seule dicté les propositions si modérées en apparence du général Oudinot et que la République était assurée de vaincre la coalition des potentats[2]. »

La défense de Rome fut définitivement confiée pour les quatorze quartiers de la ville (*Rioni*) aux chefs du peuple (*Capipolo*)[3], c'est-à-dire aux orateurs démagogiques et à plusieurs députés, connus pour l'exaltation de leurs idées. La répartition était ainsi faite :

1° *Rione Monti :* Felix Scifoni, député; Nicolas Ferrari, chef du peuple.

2° *Trevi :* Titus Savelli, député; Philippe Mencci, chef du peuple.

3° *Colonna :* Patrice Gennari, député; Ignace Polazzi, chef du peuple.

4° *Campo Marzo :* Pierre Guerini, J.-B. Luciani, députés; Angelo Brunetti Ciceruacchio, chef du peuple.

5° *Ponte :* Horace Antinori, député; Charles Sazzi, chef du peuple.

6° *Parione :* Louis Coldesi, député; Joseph Santangeli, chef du peuple.

[1] On se rappelle que Manara avait signé, de concert avec le ministre Montecchi et le gouverneur de Civita-Vecchia, l'engagement de ne pas entrer à Rome avec sa légion avant le 4 mai.

[2] L. de Gaillard, *L'Expédition de Rome*, p. 174.

[3] Balleydier, *La Révolution à Rome*, t. II, p. 37-38.

7° *Regola :* Gajani, député; Francois Invernizzi, chef du peuple.

8° *Santo-Eustachio :* Louis Salvatori, député; Joseph Gregori, chef du peuple.

9° *Pigna :* Jules Govoni, député; Vincent Longhi, chef du peuple.

10° *Campitelli :* Blaise d'Orazio, Nicolas Carcani, députés; le Dr. Cavallini, chef du peuple.

11° *Santo-Angelo :* Cimon Santarelli, député; le Dr Martinetti, chef du peuple.

12° *Rione Ripa :* Maximilien Alli, député; Charles Vari, chef du peuple.

13° *Transtevere :* Pietro Collina, député; Joseph Herzog, Joseph Angeloni, chefs du peuple.

14° *Borgo :* Pierre Sterbini, député; Atilio Ricardi, chef du peuple.

Enfin, dans la nuit du 28 au 29 avril, les triumvirs avaient fait afficher une proclamation.

« Frères,

« Aux armes! aux armes!

« Debout! Des étrangers, les ennemis du peuple romain, s'avancent, ils veulent nous traiter, nous, hommes libres, comme de vils troupeaux que l'on mène au marché, ils veulent nous vendre! Ils disent en nous insultant qu'on ne se battra pas à Rome parce que les Romains n'ont pas le cœur de combattre et ils s'avancent, les insolents!

« Ils viennent abattre le gouvernement que vous avez créé, ils viennent chasser à coups de baïonnette, ou emprisonner, ou massacrer, vos magistrats, vos législateurs! Ils veulent fouler dans le sang et sous leurs pieds honneur et liberté, droits et devoirs.

« L'Europe républicaine vous regarde : ils ont les yeux sur nous ces Polonais, ces Allemands et ces Français, infortunés apôtres de la liberté, mais non

sans gloire dans leurs malheurs. Lombards, Génois, Siciliens et Vénitiens vous regardent.

« Apprenez à l'Europe que l'honneur italien n'est point perdu, sauvez-le à Rome et il sera sauf en Italie. Arrachez à la cruauté de l'étranger et à ses insultes vos femmes, vos fils, vos propriétés, vos croyances et tout ce qu'aime votre âme. Aux armes! aux armes! aux armes!

« Quand le feu sera allumé, rappelez-vous l'antique grandeur romaine, ainsi que les infamies de la tyrannie qui a été abattue, pensez à ceux qui viendront après nous et combattez... Debout, donc, frères[1]. »

Comme conséquence à cette emphatique proclamation, les triumvirs prirent trois mesures :

1° La suppression des ordres monastiques et l'abolition des vœux religieux.

2° L'organisation d'une commission d'orateurs chargés d'enflammer le peuple par leurs discours. Ces singuliers fonctionnaires devaient porter en tout temps au bras gauche, pour signe distinctif, un brassard tricolore[2].

3° La constitution du Comité central des barricades[3].

Rome était alors l'asile d'une foule d'aventuriers de tous les pays, les Italiens formaient évidemment la majorité : Napolitains, Génois, Lombards, Piémontais; il y avait des Suisses, des Polonais et malheureusement des Français, tels que le capitaine Laviron[4]. Il y avait plusieurs officiers réformés ou

[1] Balleydier, *La Révolution à Rome*, t. II, p. 39

[2] Les premiers nommés furent Joseph Canonieri, Charles Arduini, le Dr Guerrini et Séraphini, conseiller du département.

[3] Cette commission était composé des députés Caldesi, Cattebeni et Henri Cernuschi.

[4] Dans les papiers qui nous ont été communiqués par la famille d'un officier général, nous avons relevé une lettre adressée de Rome même au ministre Avezzana, signée d'un

démissionnaires de notre armée, d'anciens sous-officiers, des déserteurs ou des hommes flétris par la justice.

Les principaux chefs militaires étaient sous la direction du général Avezzana, Génois d'origine et ministre de la guerre, les généraux Bartolacci, Roselli et Galetti (dit Galetti l'épicier), tous trois Romains, Durando (Piémontais), Galetti Joseph (Bolonais), Ferrari, Arcioni, tous deux Napolitains, les colonels Pietra Mellara et Berti Pichat, de Bologne, Manara, de Milan, Medici, de Florence et Mezzacappa (Napolitain), les trois commandants des secteurs de la défense qu'on appelait les chefs de section, les colonels Pisacane (Romain) et Hang (Autrichien), et le lieutenant-colonel Cerroti (Romain)[1], les colonels Dionisius Maslowicki (Polonais), chargé du matériel de l'artillerie, Isensmid de Milbitz (Hongrois), également attaché à ce service. La plupart des officiers étrangers étaient affectés à l'artillerie et au génie.

nom fort honorable. Celui qui le portait rappelle avec une triste inconscience qu'il est ancien élève de l'Ecole de Saint-Cyr, qu'il a dans l'armée française dix-neuf ans de grade d'officier et huit de capitaine, qu'il avait reçu à Paris, le 11 avril, l'autorisation du délégué de la République romaine de former une légion franco-romaine dont il devait avoir le commandement. Il avait pu grouper quelques officiers et les conduire jusqu'à Marseille, mais les entraves apportées par le préfet des Bouches-du-Rhone l'obligèrent à les licencier. La lettre se terminait par la demande du remboursement de ses avances.

[1] Ces détails sont empruntés à l'ouvrage si documenté au point de vue italien : *La Révolution à Rome*, par Balleydier. Nous y relevons, page 32, l'état-major des trois sections de défense : *1re Section :* Colonel Pisacane, chef de section; capitaines Mussolino, Vecchi, Camori; lieutenants Bixio, Mameli, Sardi, Cattabeni, tous Italiens, mais aucun d'eux n'est Romain. *2e Section :* Colonel Hang, chef de section, (Autrichien); capitaines Coldesi (de Ravenne), Laviron (Français), Podulak (Polonais); lieutenants Besson (Français), Poffer (Suisse), Cattabeni (d'Ancône). *3e Section* : lieutenant-colonel Cerroti (Romain), chef de section; capitaines Roselli, Ravioli, Azzarelli (Romains); lieutenants Pesapane (Napolitain), Lironi (Lombard), Gabet (Romain). On voit dans quelle faible proportion était réprésenté l'élément romain.

Le plus populaire de tous ces chefs était Garibaldi, qu'on appelait pompeusement le héros de Montevideo en souvenir des aventures qu'il avait courues dans ce malheureux pays trop longtemps dévasté par la guerre civile [1].

[1] Les principaux officiers de la légion étaient les majors Marochetti et Bueno. (V. Ermano Lœvinson, *Giuseppe Garibaldi e la sua legione.*)

## CHAPITRE IV

### LA MARCHE EN AVANT. — DÉMONSTRATION MILITAIRE.

Le 27 avril dans la matinée, un aviso français entrait dans le port de Civita-Vecchia, ayant à son bord le capitaine Espivent de la Villeboisnet. L'aide de camp du général en chef revenait de Gaète où il avait reçu du Souverain Pontife l'accueil le plus paternel[1].

Le corps diplomatique en résidence auprès du chef de l'Église n'apprenait pas sans quelque jalousie le premier succès du corps expéditionnaire, mais Pie IX retrouvait la vraie France, la fille aînée de l'Église, et il ne cachait ni sa joie ni sa confiance. Chacun espérait d'ailleurs que Rome ne résisterait pas et que la restauration du Pape se ferait pacifiquement.

[1] Le commandant, arrivé inopinément, avait été conduit par le duc d'Harcourt auprès du Pape, qui avait appris avec une heureuse surprise le débarquement des troupes françaises et l'occupation de Civita-Vecchia. Pie IX s'était écrié : « Je l'avais bien dit. Malgré ses utopies, la France était prête à défendre le Saint-Siège, à dépenser pour lui son sang et ses millions ! » Pour que rien ne vînt entraver l'intervention française, M. Espivent de la Villeboisnet évita les questions des membres du corps diplomatique et se rembarqua en toute hâte pour Civita-Vecchia. (*Communication* de M. le général Espivent de la Villeboisnet.)

Malgré l'extrême réserve que le commandant Espivent de la Villeboisnet avait dû garder auprès des membres du corps diplomatique, plusieurs ministres étrangers avaient déclaré devant lui que, d'après leurs renseignements particuliers, Rome ne serait pas défendue. Le duc d'Harcourt, notre représentant auprès du Saint-Père, avait remis à l'aide de camp du général en chef une lettre pressante, qui se terminait ainsi :

« En avant! général. Il est important que vous hâtiez votre marche sur Rome. Votre arrivée subite a étonné et terrifié ; c'est une situation dont il faut profiter. Si vous laissez aux mauvais sujets de Rome le temps de se remettre de leur premier effroi, ils prépareront des moyens de résistance et feront verser du sang, ce qu'on désirerait éviter [1]. »

Nous connaissons les dépêches pressantes de M. de Forbin-Janson que rapportait le lieutenant Lecauchois-Féraud.

Pendant les quelques heures qu'il avait passées à Rome, cet officier avait recueilli des impressions trop optimistes. Plusieurs catholiques, et parmi eux des Français, assuraient que les troupes du général Oudinot pouvaient se présenter en toute sécurité devant la ville, et que leur seule apparition provoquerait une immense manifestation en faveur du Pape.

MM. Leblanc et Boissonnet, les deux officiers du génie également envoyés à Rome, avaient confirmé ces impressions chez leur jeune camarade. Le général Oudinot n'hésita pas à provoquer la manifestation qu'on lui faisait pressentir et prépara aussitôt la marche sur Rome.

Six compagnies seulement du 36e devaient rester

[1] Le duc d'Harcourt au général Oudinot. Gaète, 26 avril 1849. (*Papiers* communiqués à M. de Gaillard.)

à Civita-Vecchia sous le commandement du colonel Blanchard, du même régiment, investi des fonctions de commandant supérieur de la place. Le reste des troupes devait se mettre en marche dès le 28 au matin, c'est-à-dire le surlendemain.

Le 1er bataillon de chasseurs à pied, commandé par le chef de bataillon de Marolles, partait donc le 27 au lever du jour, avec l'ordre de s'établir en grand'-garde à Palo, petit village situé sur le bord de la mer, à moitié chemin de Civita-Vecchia. Le lieutenant Lecauchois-Féraud devait faire route avec le bataillon jusqu'à Palo, puis retourner à Rome se remettre en relations avec le triumvirat, lui annoncer la marche de l'armée française et lui donner l'assurance formelle que cette armée, animée des dispositions les plus amicales, tenait à entrer à Rome sans aucun retard.

Dans la soirée du même jour, l'officier d'état-major arrivait en effet à Rome et se faisait conduire au palais des triumvirs; il y reçut des trois dictateurs l'accueil le plus discourtois. Mazzini l'interpella en termes menaçants, lui déclara que le Parlement et la population romaine ne supporteraient jamais l'affront de l'entrée de nos troupes et lui donna connaissance de l'ordre du jour et de la proclamation qui suivent.

Le premier de ces documents émanait de la Constituante, le second du ministre de la guerre, tous deux étaient adressés aux défenseurs de Rome.

*République romaine. Ordre du jour.*

Dieu et le peuple

« Soldats romains! Le gouvernement français, en violant le territoire d'un peuple libre et ami, a violé le droit des gens et fait tache à l'honneur du pays qu'il représente.

« Espérons encore cependant que les soldats français ne rempliront pas le rôle des Autrichiens en voulant rétablir le Pape.

« Mais si cela arrivait, nous leur ferions voir que nous savons nous servir de nos armes, 800 soldats peuvent insulter mais non vaincre le peuple romain.

« Romains, persévérez.

*Le Président*,
Francesco STURBINETTI.

*Les Conseillers*,
LUNATI, GALLIENO, GALEOTTI, DE ANDREIS,
PIACENTINI, CORBOLI, FELICIANI,
ANGELO.

*Le Secrétaire*,
Giuseppe ROSSI[1].

« Au Capitole, le 27 avril, 1849. »

« Le peuple romain s'est levé comme il convenait. La victoire saluera de nouveau la bannière républicaine qui flotte sur les sept collines de l'antique Rome, rajeunie par ses barricades.

« Soldats romains! montrez au gouvernement de France qu'il s'est grandement trompé s'il a cru pouvoir impunément attaquer nos droits. La République vous confie l'honneur de l'Italie et des armes républicaines.

« Vive l'Italie! Vive la République!

« *Le Ministre de la guerre*,
« Giuseppe AVEZZANA[2].

« Rome, le 27 avril 1849. »

Le lieutenant Lecauchois-Féraud voyait se révéler à lui toute l'hostilité du gouvernement de Rome: il

[1] *Contemporaneo.*
[2] *Corriere Mercantile*, 28 avril.

s'apprêtait donc à éclairer le général en chef enclin lui aussi à trop d'optimisme, malheureusement il fut devancé par le capitaine Fabar, déjà rentré au quartier général et qui affirma qu'en dépit des préparatifs officiels de résistance, l'intervention française serait acceptée sans difficulté si une démonstration énergique se produisait devant la capitale [1].

Le général Oudinot ne pouvait plus hésiter; il n'avait plus qu'à marcher sur Rome.

Aucune nouvelle fâcheuse n'était arrivée de Palo, le bataillon de chasseurs à pied n'avait donc pas été inquiété dans son cantonnement.

Les forces dont dispose le général Oudinot sont loin d'atteindre les effectifs normaux d'une division. Il y a la brigade Mollière, qui, par l'adjonction du bataillon de chasseurs à pied à Palo, sera au complet : 20e et 38e de ligne, une batterie d'artillerie et une compagnie du génie, mais la brigade Levaillant (Charles) n'est représentée que par six compagnies du 36e et quatre compagnies du 66e [2], une batterie d'artillerie et une demi-compagnie du génie.

Un peloton de chasseurs à cheval marche en pointe d'avant-garde.

La colonne se met en marche le 28 avril, un peu tard, à huit heures du matin [3].

[1] M. Lecauchois-Féraud, qui cependant était alors désillusionné, reconnaît dans son ouvrage que l'assurance donnée par le capitaine Fabar, coïncidait avec les rapports des diplomates : « Nos ministres plénipotentiaires de Rome et de Gaète annoncent que la plupart des soldats refuseraient de nous combattre. Le général des carabiniers Galetti doit, dit-on, décider ses troupes à nous ouvrir les portes. La garde nationale est généralement sympathique à la France et dévouée à l'ordre social. » (Officier d'état-major, *Précis historique et militaire.*)

[2] Officier d'état-major, *Précis historique et militaire de l'Expédition*, p. 23.

[3] *Historique* du 20e de ligne

Nous relevons dans l'*Historique* du 20e de ligne rédigé par le capitaine de Fontclaire (Châteauroux, Majesté imp. 1896)

Le général Oudinot passe au galop le long de la colonne, suivi de son chef d'état-major, du lieutenant-colonel commandant l'artillerie, des officiers de l'état-major général et des officiers des états-majors de l'artillerie et du génie. Un peloton de chasseurs forme l'escorte.

Le duc de Reggio salue au passage les deux drapeaux du 20e et du 38e, il regarde avec fierté les troupes peu nombreuses mais à l'aspect martial et discipliné. Dans l'infanterie, les officiers, comme leurs hommes, sont coiffés de shakos de toile cirée de forme presque cylindrique, ils sont en tenue de service, épaulettes d'or et hausse-cols, avec la grande tunique à plis tombant jusqu'aux genoux, serrée à la taille par le ceinturon qui supporte le sabre à fourreau de cuir.

Les soldats ont revêtu la grande capote bleue aux longues basques retroussées, la giberne par devant, le pantalon rouge dans les guêtres de cuir, le sac de couchage roulé en sautoir.

Dans l'artillerie et dans le génie, le shako est remplacé par le képi resté aujourd'hui encore, en dépit de tant de changements dans la tenue, notre coiffure nationale.

Au départ, en s'éloignant des maisons à terrasse de Civita-Vecchia, en passant sous la grande porte de Rome aux arches majestueuses, les musiques jouaient un allègre pas redoublé. Chacun est joyeux, depuis les généraux, vieux Africains expérimentés, à la carrière déjà glorieuse, et les officiers de tous grades,

une critique très judicieuse : « Les troupes, qui, la veille à onze heures du soir, se trouvaient de corvée pour le débarquement du matériel, étaient mal reposées, et comme les hommes n'avaient pas été, par suite de malentendus, munis de petits bidons, ils avaient bu avant de se mettre en route toutes les rations de vin et d'eau-de-vie qui leur avaient été distribuées pour trois jours. »

enfiévrés de la noble ambition du devoir et de l'honneur, jusqu'à cet admirable cadre de sous-officiers, serviteurs modestes et résolus, toujours prêts à payer d'exemple et à relever le moral de leurs hommes, jusqu'aux soldats eux-mêmes, pleins de gaîté et de bonne volonté, épris de l'inconnu, séduisant mirage de la vie militaire.

Tout fait présumer un accueil pacifique de la part de la population romaine. Peut-être y aura-t-il quelque émeute à réprimer, mais n'est-ce pas un attrait de plus que cette menace du danger ?

La colonne marche longtemps en vue de la mer, sur la via Aurelia, devenue une route sablonneuse, dans une campagne aride et desséchée, au milieu de vastes landes sans arbres. En fait de maisons, quelques cabanes de pêcheurs ou de bergers, seules, se dressent dans la solitude.

La chaleur est extrême. La grande halte se fait à l'ombre de maigres buissons de tamaris. Après deux heures de repos [1], la marche est reprise. Enfin cette longue étape de trente-cinq kilomètres touche à sa fin. On aperçoit d'abord les avant-postes des chasseurs à pied, puis, sur le bord de la mer, le hameau de Palo, que domine un vieux château, entouré d'une muraille crénelée de cinq mètres de hauteur. Un drapeau français improvisé flotte sur une tour en ruines.

Le commandant de Marolles et ses officiers viennent recevoir la colonne. Le général en chef loge dans le château ainsi que son état-major, les troupes campent autour du hameau. Les maisons peu nombreuses sont délabrées, malpropres et pour la plupart inhabitées. Il faut donc bivouaquer, les feux ne s'allument qu'à la nuit close [2].

[1] *Historique* du 20e de ligne.
[2] *Journal* des opérations de l'artillerie et du génie. — « On n'y arriva qu'à 9 heures du soir. » (*Historique* du 20e de ligne.)

Aucun groupe hostile ne s'était montré. Les quelques habitants interrogés n'avaient pu donner aucun renseignement.

Le lendemain 29, à sept heures du matin[1], toutes les troupes se remettent en marche, le bataillon de chasseurs à pied forme l'avant-garde, éclairé lui-même en pointe d'avant-garde par un peloton de cavalerie. L'étape sera courte, on ne doit pas dépasser Castel-di-Guido, à 22 kilomètres de Palo[2], la chaleur est toujours intense, il y a quelques cas d'insolation sans gravité, d'autres sont à redouter et le général en chef ne veut pas se présenter devant Rome avec des troupes fatiguées par une longue étape comme celle de la veille.

La colonne chemine lentement dans des paysages moins arides que la veille; les oliviers et les chênes verts surgissent au milieu de quelques terres labourées, des pâturages sont parfois enclavés dans les landes monotones, et alors apparaissent des bœufs aux longues cornes, des buffles et des chevaux qui bondissent librement[3]. Les ruisseaux sont rares et à peu près desséchés; il en est de même des fontaines[4].

A midi[5], on arrive au gîte d'étape, triste gîte très inférieur encore à Palo, car Castel-di-Guido, ou plutôt Castello-di-Guido, malgré son nom pompeux, n'est qu'une grande ferme, avec le bâtiment de relais de poste, la dernière poste à quatre lieues de Rome[6].

Aucun incident de marche à signaler, le bataillon de chasseurs, formant l'avant-garde, n'a trouvé comme obstacles que quelques ponts détruits et la route

[1] *Historique* du 33e de ligne.
[2] *Historique* du 20e de ligne.
[3] Capitaine d'état-major VERTRAY, *Album de l'Expédition.*
[4] *Ibid*
[5] *Historique* du 33e de ligne.
[6] *Journal* des opérations de l'artillerie et du génie.

coupée sur différents points [1]. Les sapeurs et la compagnie du génie n'ont pas eu besoin d'intervenir tant il était facile de contourner ces faibles obstacles.

La colonne rompue et les tentes dressées sur les hauteurs qui dominent Castel-di-Guido, le camp s'établit rapidement. L'eau est abondante, coulant dans les ruisseaux ou même recueillie dans les bacs [2], les arbustes fournissent le bois du bivouac.

Avant la halte, le capitaine d'infanterie Oudinot, frère du général en chef et l'un de ses officiers d'ordonnance, est parti en reconnaissance dans la direction de Rome, avec un demi-peloton de chasseurs.

A quatre heures, dans l'animation joyeuse du camp, on voit arriver à grande allure le capitaine Oudinot et ses cavaliers. Ils racontent que pendant environ trois lieues, ils n'ont rencontré que quelques habitants d'allures pacifiques, mais qu'à une lieue de Rome, à l'embranchement de la voie Aurélienne qu'ils continuaient à suivre et d'une autre route à droite [3], en passant au bas d'un talus escarpé, ils ont essuyé une salve de coups de fusil. Les cavaliers français ont distingué une cinquantaine de tirailleurs. Le capitaine Oudinot avait reçu l'ordre formel de se replier s'il était attaqué, il avait donc obéi à sa consigne à regret et commandé demi-tour au détachement. Ce mouvement s'exécuta avec un peu de désordre. Les chevaux animés par les coups de feu reprirent d'eux-mêmes le galop. On s'aperçut bientôt qu'un cavalier manquait. C'était un chasseur nommé Lefèvre [4] dont le cheval blessé s'était abattu. Les Romains s'étaient précipités et avaient capturé le

[1] *Historique* du 1er bataillon de chasseurs à pied.
[2] « Des auges en bois ou en pierre reçoivent l'eau destinée aux bestiaux. Cette eau est de bonne qualité. » (Capitaine Vertray, *Album.*)
[3] A cet endroit il y a une vieille tour appelée la tour Truilli.
[4] *Historique* du 1er chasseurs à cheval.

jeune soldat, engagé sous sa monture renversée. On l'emmena à Rome comme un brillant trophée [1].

En entendant le récit de cet acte d'hostilité inattendu, quelques officiers de l'entourage du duc de Reggio croyaient à une méprise de la part des Romains. Le général en chef leur déclara que les troupes françaises se présenteraient le lendemain devant Rome, et qu'elles y pénétreraient de gré ou de force.

Le bruit de l'agression du détachement de la cavalerie par les révolutionnaires se répand bientôt dans tout le camp. Le général Oudinot réunit alors les officiers, les met au courant de l'attaque qu'a subie la reconnaissance, mais leur rappelle l'importance de la mission qui incombe au corps expéditionnaire et qu'il exécutera en dépit de toutes les résistances [2].

Le cercle se rompt. Avant de regagner leurs tentes, la plupart des officiers gravissent une hauteur qui domine un peu Castel-di-Guido et d'où l'on aperçoit le dôme de Saint-Pierre [3]. La ville mystérieuse garde son secret...

La nuit, malgré sa brièveté, semble longue. A cinq heures du matin [4], les troupes sont en colonne de route et mises en marche. Quoi qu'il arrive, l'étape sera courte.

Le demi-escadron de cavalerie est en pointe d'avant-garde, le bataillon de chasseurs forme le gros de l'avant-garde, détachant de nombreux flanqueurs pour la sécurité de la colonne.

[1] « Le premier prisonnier que l'on fit appartenait à une petite troupe de cavaliers français qui accompagnait dans une reconnaissance le capitaine Oudinot, jeune frère du général. » (Ermano Lœvinson, *Giuseppe Garibaldi e la sua legione*, p. 161. — V. aussi Guerrazzi, p. 689-690.)

[2] *Historique* du 1er bataillon de chasseurs à pied.

[3] « De Castel-di-Guido on aperçoit le dôme de Saint-Pierre, comme si cette vaste coupole n'était séparée que par quelques kilomètres. » (Capitaine Vertray, *Album*.)

[4] *Historique* du 20e de ligne.

L'ARMÉE FRANÇAISE ARRIVE A LA MAGLIANELLA.

(30 avril 1849.)

La route suit de légers vallonnements, traverse le petit village de Malagrolla, franchit sur un pont la petite rivière la Galera, et après une légère montée, redescend, traverse le ruisseau la Maglianella et arrive au hameau de ce nom, situé un peu au-dessus, mais dominé lui-même par des hauteurs à gauche. Il est neuf heures. Une halte d'une demi-heure est prescrite par le général en chef; tous les sacs sont déposés dans une grange[1] où ils restent sous la garde d'une section du 33e de ligne. Les hommes ne gardent que les sacs de couchage, roulés en sautoir pour y renfermer les cartouches de supplément et les rations de biscuit[2].

Le dispositif de marche est pris rapidement: A l'avant-garde les deux compagnies de voltigeurs du 20e de ligne, puis successivement le 1er bataillon de chasseurs à pied, le 1er bataillon du 33e de ligne, le 1er bataillon du 20e, le 2e bataillon du 33e de ligne, le 2e bataillon du 20e, l'artillerie (deux batteries).

Derrière les pièces de canon, se plaçaient les fractions appartenant à la brigade Levaillant : six compagnies du 36e, quatre du 66e.

Les quelques voitures du convoi encadrées par la gendarmerie fermaient la marche. Les généraux Oudinot, Regnaud d'Angély et Mollière se tenaient à l'avant-garde.

A l'heure où la colonne française quittait le triste hameau, qu'ombrageaient seulement de rares oliviers, Rome se préparait à une lutte à outrance. Pendant la nuit, les dernières barricades avaient été terminées. A l'ouest et au sud-ouest, les rues qui aboutissent aux portes en étaient hérissées ; pavés, voitures, troncs d'arbres, morceaux de grilles, tout cela

[1] *Historique* du 20e de ligne.
[2] Officier d'état-major, *Précis historique et militaire*, p. 25.

était entassé et encadré de défenseurs. Du sable avait été répandu sur les principales voies pour faciliter les opérations de la cavalerie romaine. Partout les troupes de la Révolution avaient pris les armes. Au sommet des tours du Capitole et de Montecitorio, des guetteurs devaient sonner les cloches dès qu'on apercevrait les premiers éclaireurs français. Enfin un comité dit des *ambulances* avait été organisé, mais il semblait plutôt destiné à surexciter la résistance qu'à soulager ou guérir les futurs blessés. Ses membres, après s'être installés au Capitole, couraient les rues et les carrefours en prêchant la défense à outrance. Trois femmes en faisaient partie ainsi qu'une dizaine de journalistes ou d'avocats exaltés, un religieux et trois médecins seulement [1]. La plus ardente de ces femmes était la princesse Belgiojoso, née Christine Trivulce Sa générosité l'avait rendue très populaire [2].

[1] Le comité se composait des citoyennes Christine Trivulce princesse Belgiojoso, Henriette Pisaeane, Julie Paolucci, et des citoyens Père Gavazzi, Dr Pasquali, Panunzi, Dr Feliciani, Sani, Mengherini, Vivardi, Savorelli, Dr Carlucci, Vannuzzi, Cleter.

[2] Le général Espivent de la Villeboisnet, resté si fin conteur malgré son grand âge, nous a parlé de la princesse, l'exaltée révolutionnaire, qu'il a eu l'occasion de voir à Rome.

Lire dans le *Correspondant* n° du 25 novembre 1902 et suivant : *Une Princesse révolutionnaire*, par le comte Joseph Grabinski, à propos d'un récent ouvrage italien de Raffaello Barbiera, *La princesse Belgiojoso, suoi amici et nemici, il suo tempo.* (Milan, lib. Treves, 1902.)

## CHAPITRE V

### LE COMBAT DU 30 AVRIL. — LA RETRAITE.

Sous un soleil ardent, la colonne française continue sa marche. Depuis le départ de Maglianella, le pays a changé d'aspect, la végétation grandit, les hrbitants sont moins rares[1], gardant d'ailleurs l'air indifférent qu'affectent les paysans de la campagne romaine. Les soldats contemplent avec intérêt les terres labourées, les vignes, les bosquets d'oliviers, les grands chênes et les haies vertes. Le dôme de Saint-Pierre se dresse toujours, attirant et majestueux.

La chaleur devient plus pénible, il est dix heures et demie. Malgré son lourd shako sans couvre-nuque, le soldat garde son pas élastique et vigoureux, aussi les distances entre les diverses unités restent-elles réglementaires.

Sur la route poudreuse, à la hauteur du Monte-Creta sur la droite, on distingue nettement les parcs des villas Corviale, Santucci, Maffei, Pamphili, Negroni qui élèvent vers le ciel bleu leurs grands pins, parasols gigantesques dans cette atmosphère de

[1] Capitaine VERTRAY, *Album*.

feu[1]. Un pâtre nomme aux officiers d'état-major ces somptueuses maisons de campagne.

Par un oubli fâcheux du ministère de la guerre, le général Oudinot et ses principaux collaborateurs n'ont pas de cartes topographiques, ils se sont procuré avant l'embarquement des cartes géographiques, trop incomplètes, qui leur seront à peu près inutiles[2]. Le seul renseignement que se répètent les officiers de l'avant-garde est le point de direction : la porte Pertussa, dans une courtine des fortifications, à une portée de fusil des remparts de Rome, du côté du Vatican[3]. On ne prévoyait pas le terrible mécompte qu'allait donner cette indication erronée[4].

A un kilomètre et demi de Rome, la colonne se trouvait au point de bifurcation de deux routes : l'une aboutit par la droite à la porte San-Pancrazio, l'autre, par la gauche, conduit à la porte Cavalligieri qui donne accès sur la place Saint-Pierre. Avant d'atteindre cette porte, la route se dirige vers le saillant le plus avancé de l'enceinte qui couronne le sommet du Vatican et où précisément se trouvait la porte Pertussa[5].

Le général Mollière dirigea les compagnies de voltigeurs du 20e de ligne sur le chemin de la porte San-Pancrazio pour couvrir notre flanc droit. La route traversait une sorte de faubourg absolument abandonné. On n'y rencontrait aucun obstacle[6].

[1] Capitaine Vertray, *Album*.

[2] Rappelons qu'en 1870, un oubli de même nature avait été commis. Les états-majors de l'armée de Châlons étaient absolument démunis des cartes topographiques de Champagne et du pays avoisinant la frontière belge et le Luxembourg.

[3] *Historique* du 33e de ligne.

[4] Il convient de mentionner que ni le capitaine Fabar ni le lieutenant Lecauchois-Féraud, restés en quelque sorte prisonniers pendant leur séjour à Rome, n'avaient pu échapper à la surveillance des révolutionnaires et aller reconnaître ce point.

[5] *Journal* des opérations de l'artillerie et du génie.

[6] *Ibid.*

A 150 mètres du saillant de l'enceinte du Vatican, au coude de la partie de la route qui monte en ligne droite vers ce point, deux coups de canon à mitraille sont tirés de l'enceinte sur la pointe d'avant-garde, formée à ce moment par une compagnie de chasseurs à pied[1].

Ces décharges d'artillerie blessent quelques hommes ; les cavaliers de la pointe, éclairant la gauche de la colonne, se trouvent à l'abri. Les chasseurs à pied s'embusquent dans les vignes qui couvrent le versant du Monte-Mario, tourné vers la ville. Défilés par des replis de terrain, ils ouvrent, avec leurs carabines Minié, un feu bien ajusté sur les artilleurs romains qui servent les pièces[2].

Des remparts de Rome partent de véritables hurlements, c'est la population qui veut ainsi encourager ses défenseurs. Toute incertitude est dissipée.

Il est onze heures et demie. Le général Mollière a fait déployer en tirailleurs le bataillon de chasseurs à pied tout entier (commandant de Marolles et le 1er bataillon du 20e de ligne (commandant Picard).

Ces troupes occupent les crêtes et les mamelons qui bordent la route des deux côtés[3] L'artillerie, les compagnies du génie et les autres troupes des deux brigades restent momentanément massées sur la route même, où elles se trouvent couvertes par les murs de clôture et par les maisons[4].

Les généraux Regnaud d'Angély, Mollière et Levaillant (Charles) se réunissent au général en chef et à son état-major pour faire une rapide reconnaissance du terrain de combat. Ils aperçoivent nettement la ligne de fortifications garnie d'artillerie, avec

[1] *Historique* du 1er bataillon de chasseurs à pied.
[2] *Ibid.*
[3] *Historiques* du 1er bataillon de chasseurs et du 20e de ligne.
[4] *Journal* des opérations de l'artillerie et du génie.

escarpes, contre-escarpess, bastions et courtines[1].

On distingue de nombreuses troupes d'infanterie au milieu desquelles émergent les drapeaux rouges. Les cris et les vociférations ne s'arrêtent pas[2].

Le général Oudinot se décide à riposter vigoureusement au feu du rempart et à donner l'assaut à la porte Pertussa, c'est-à dire au saillant sud-ouest du Vatican, pendant qu'une diversion se ferait au nord du palais pontifical.

Sept compagnies du 20e de ligne et une compagnie de chasseurs à pied, sous le commandement du chef de bataillon Picard, reçoivent l'ordre de se diriger plus à droite de la route. Les grenadiers et quatre compagnies du 20e de ligne se déploient au pas de course, puis font un feu extrêmement soutenu[3].

Le chef d'escadron Bourdeaux[4], chef d'état-major de l'artillerie, conduit lui-même deux pièces de canon sur un petit plateau à droite du tournant de la route et les met en batterie, à moins de 400 mètres de l'enceinte et à découvert[5]. Le feu bien conduit, par-dessus les tirailleurs d'infanterie, accroupis dans les vignes, ralentit celui des remparts, mais nos artilleurs ne voient pas deux pièces ennemies qui, placées sur le terre-plein de la porte Pertussa, enfilent toute la route et dont le tir devient très meurtrier[6].

C'est alors que le général Oudinot donne l'ordre au général Mollière de porter sa brigade en avant.

Le bataillon de chasseurs à pied reste en soutien de

[1] Cette ligne fortifiée avait près de 8 kilomètres de la porte Portese au fort Saint-Ange, la hauteur d'escarpe était de 10 mètres de hauteur en moyenne, les courtines étaient terrassées par derrière avec chemin de ronde.

[2] *Rapport* du général en chef au ministre de la guerre. (*Moniteur* du 11 mai 1849.)

[3] *Historique* du 20e de ligne.

[4] Balleydier, *La Révolution à Rome*.

[5] *Journal* des opérations de l'artillerie et du génie.

[6] *Ibid.*

l'artillerie, dont deux pièces seulement ont pu trouver place sur le petit plateau. La brigade Mollière (20e et 33e de ligne) se porte au pas gymnastique dans la direction de la porte Pertussa, mais sans en connaître l'emplacement exact.

Une section d'artillerie de la batterie qui a fourni les deux pièces engagées part au galop, sous le commandement du capitaine Serrand, à travers les projectiles, sous les voûtes d'un aqueduc. Elle entre en action et contrebalance très énergiquement le tir d'une batterie suisse. Le colonel d'artillerie Larchey vient lui-même diriger le tir de cette section et encourager les artilleurs.

L'infanterie de la brigade Mollière ne montrait pas moins d'entrain et de vaillance. Le général de brigade a porté son premier régiment, le 20e (colonel Marulaz) sur la droite pour débusquer les tirailleurs romains qui menacent son flanc droit. Un officier d'état-major a enfin reconnu la porte Pertussa et le 33e, précédé d'une compagnie du génie, se forme en colonne d'assaut. Le capitaine Puiggari et ses sapeurs, avec des sacs à poudre, s'avancent bravement. Malheureusement l'assaut est impossible, la porte est murée par une terrasse en terre!... et du terre-plein part un feu terrible.

Les ordres du général en chef sont formels, il faut tenter l'assaut. Le colonel Bouat se met en tête du 1er bataillon et fait battre et sonner la charge. D'un élan superbe, le bataillon, au milieu duquel flotte le drapeau, s'élance sur le rempart, sous la mitraille, sous la fusillade, mais le mur est trop haut et c'est vainement qu'officiers et soldats cherchent à se cramponner à ses aspérités et à gravir la muraille [1].

[1] « Beaucoup de nos hommes, ne trouvant devant eux que des murs contre lesquels les balles et les baïonnettes étaient impuissantes, se replièrent. » (*Historique* du 33e.)

Le feu des Romains cause de nombreuses victimes. Un nouvel effort aussi vaillant, aussi infructueux est tenté par le 33e. Sous une grêle de balles, la plus grande partie du bataillon appuie à droite et rejoint le reste du régiment, mais le colonel Bouat se refuse à quitter son poste de combat. Suivi de quelques officiers et de la 1re compagnie de voltigeurs, il s'arrête dans un chemin creux et derrière un tertre, *à portée de pistolet du rempart*, guettant l'occasion de tenter de nouveau cette terrible escalade [1].

Le général Mollière porte maintenant en avant le 3e bataillon (commandant Ferru). Arrivé à l'angle droit que forme le chemin de Rome à l'aqueduc, le bataillon est arrêté par les fractions du 20e de ligne qui n'ont pu encore se développer et par le 1er bataillon du 33e qui, sur une erreur de direction, n'a pas suivi le colonel et est resté en colonne. Le bataillon Ferru se dégage et parvient jusqu'à la pente qui conduit aux murailles de l'enceinte. Une pièce d'artillerie venait d'être hissée et mise en batterie [2]. Cette pièce était tellement en vue et à découvert que ses servants furent mis hors de combat [3]. Le commandant Ferru la fait retirer par ses voltigeurs et reporte son bataillon en arrière et à droite dans un chemin creux parallèle aux remparts.

Les hommes s'y blottissent en cherchant à tirer toujours sur les défenseurs de l'enceinte, qui sont garantis par des créneaux, des meurtrières et des sacs à terre.

Le général Mollière vient lui-même prendre le

[1] Le colonel Bouat devint plus tard officier général. La division qu'il commandait prit une part active aux opérations du siège de Sébastopol.

[2] L'*Historique* du 33e de ligne, auquel nous empruntons ces détails, déclare que cette pièce, comme le bataillon Ferru, était alors à une demi-portée de fusil des remparts.

[3] *Historique* du 33e.

commandement du bataillon. Le commandant Ferru se place aux côtés du général et l'on tente une seconde attaque aussi infructueuse. Le lieutenant Peydière, du 33e, tombe foudroyé par une balle, les capitaines de Lescale, Condamin, le lieutenant Reynaud, les sous-lieutenants Verdelet et Camaga sont grièvement blessés. La compagnie de grenadiers vient remplacer les voltigeurs[1] pour essayer une troisième tentative à la tête du bataillon. A ce moment, le commandant Goury, chef d'état-major du génie, revenant d'exécuter sous le feu de l'ennemi la plus périlleuse des reconnaissances, vient assurer le général qu'il n'y a aucun moyen d'escalader la muraille, lui affirmant « que les hommes marchent à une mort certaine parce qu'ils ne trouveront devant eux que des murs à combattre[2] ».

Les soldats du 33e s'obstinaient à rester, le général Mollière donna l'ordre de retraite et les fit rétrograder jusqu'à la route. L'encombrement que produisit l'agglomération des autres fractions du 33e, obligea le 3e bataillon à obliquer beaucoup plus à droite. Le commandant Ferru eut alors l'heureuse idée de reporter sa troupe dans une vigne peu éloignée de la villa Pamphili où, comme nous le verrons, il put observer et repousser en partie une sortie des troupes romaines du côté de la porte San-Pancrazio.

Au 20e de ligne, la situation n'était pas moins grave. Dès le début de l'action, ce régiment avait été déployé sur la droite afin d'appuyer l'assaut tenté par le 33e sur la trompeuse porte Pertussa. Après la reconnaissance du commandant Goury, le général en chef avait prescrit au colonel Marulaz d'étendre son front de combat jusqu'à la porte San-Pancrazio,

[1] *Historique* du 33e de ligne.
[2] *Ibid.*

objectif un peu éloigné, car il était distant de près d'un kilomètre.

L'ordre que recevait le colonel du 20e cadrait d'ailleurs parfaitement avec le dispositif déjà adopté. On se rappelle que le bataillon Picard avait été envoyé sur la droite. Cette troupe avait été presque aussitôt engagée pour débusquer les tirailleurs ennemis sortis par la porte San-Pancrazio[1], qui envoyaient des coups de fusil au bataillon de chasseurs placé dans les vignes.

Quatre compagnies du bataillon Picard furent déployées en tirailleurs et repoussèrent les Romains sur toute la ligne[2]. Le colonel Marulaz porta en avant le reste du bataillon pour lui servir de soutien, en l'engageant à ne pas trop étendre sa ligne et à conserver une forte réserve[3].

Garibaldi avait dirigé lui-même une sortie à la tête du bataillon universitaire et avait gagné une maison appelée le Casino des Quatre-Vents, garnie d'une large terrasse[4].

La plus grande partie de la brigade Garibaldi restait massée un peu en avant de la porte San-Pancrazio. Un millier d'hommes, détachés en tirailleurs, formaient une sorte d'arc de cercle jusqu'aux jardins de la villa Pamphili, dans lesquels cependant ils n'avaient pas osé encore pénétrer, craignant de s'y trouver cernés[5]. Il était environ deux heures et la fusillade continuait de part et d'autre sans avantage marqué.

L'artillerie romaine tirait sans relâche sur le

[1] *Journal* des opérations de l'artillerie et du génie.
[2] *Historique* du 20e de ligne.
[3] *Ibid.*
[4] Ermano Lœvinson, *Giuseppe Garibaldi e la sua legione*, p. 163.
[5] L'historiographe de la légion Garibalbi indique que la villa Pamphili fut occupée par les Français à la fin de la journée, puis conquise par les garibaldiens. (Ermano Lœvinson, p. 163.)

bataillon de chasseurs à pied qui avait gardé ses positions. Le commandant de Marolles détacha une section de vingt-cinq hommes avec un officier, en lui donnant la mission de découvrir sur la droite un endroit favorable pour s'y embusquer[1]. Malgré leur petit nombre, les chasseurs à pied infligèrent des pertes sérieuses à l'ennemi.

Sur un renseignement malheureusement erroné, le général en chef modifiait ses dispositions d'attaque. Après avoir reconnu l'impossibilité d'enfoncer la porte Pertussa, bouchée et garnie d'un épaulement, après s'être rendu compte que l'attaque sur la droite dans la direction de la porte Cavallegieri ne faisait aucun progrès, en raison de la situation absolument à découvert des assaillants, accablés par les feux de mousqueterie et par la mitraille de l'ennemi, le duc de Reggio se décidait brusquement, non pas à rompre le combat, mais à l'étendre sur la gauche et à tenter une attaque au nord-est du Vatican.

Deux motifs dictaient cette résolution : d'abord opérer une diversion assez puissante pour dégarnir le front de défense où l'ennemi avait incontestablement aggloméré ses forces, surtout en artillerie; en second lieu (et ce devait être, comme pour la fameuse poterne, une bien regrettable erreur), provoquer, entre Saint-Pierre et le fort Saint-Ange, une manifestation des partisans du Pape Pie IX.

Cette dernière assurance était encore renouvelée par l'un des officiers qui inspiraient le plus de confiance au général Oudinot, le capitaine d'artillerie Fabar, son propre officier d'ordonnance, revenu seulement la veille de Rome où il avait accompagné M. Montecchi [2], le ministre romain et l'un des négociateurs du triumvirat. « Il suffisait, affirmait le capitaine,

[1] *Historique* du 1er bataillon de chasseurs à pied.
[2] L. DE GAILLARD, *L'Expédition de Rome*, p. 176.

d'aller se présenter devant la porte Angelica, en contournant l'enceinte du Vatican[1], par des chemins à l'abri du canon. »

M. Fabar n'avait pu s'en rendre compte par lui-même, mais pendant les quelques heures qu'il avait passées à Rome, il s'était fait expliquer la topographie de la ville par le lieutenant-colonel Leblanc, resté prisonnier des Romains[2].

Un an avant le débarquement, le colonel avait fait à Rome un séjour[3] qui lui avait permis de se rendre compte de l'état des fortifications de la ville et de leur armement, mais les renseignements qu'il avait donnés à son jeune camarade n'étaient plus exacts. Toute l'enceinte du Vatican jusqu'au fort Saint-Ange avait été récemment garnie de canons et si cette artillerie ne s'était pas encore révélée en ouvrant son feu, c'est qu'elle n'avait pas des vues suffisantes sur les troupes françaises abritées par des plis de terrain et le saillant même du Vatican. Le chemin à suivre était presque entièrement à découvert, quelques bâtisses, maisons ou plutôt masures abandonnées, le transformaient en ruelle dans certaines parties.

Ces inconvénients, ces dangers ne furent pas signalés. L'élan de la brigade Mollière était arrêté et l'on sentait que le combat traînait; les soldats du général Levaillant demandaient hautement à prendre part à la lutte. Le général en chef céda aux instances du capitaine Fabar et le chargea de guider la colonne. La petite troupe, qui représentait la 2e brigade, se mit aussitôt en marche. Le premier groupe d'infan-

[1] M. de Gaillard était un des amis personnels du duc de Reggio et a recueilli de la bouche même du général bien des renseignements intéressants.

[2] Comme le capitaine Boissonnet, l'un et l'autre étaient retenus au mépris du droit des gens. Ces deux officiers ne devaient être remis en liberté que le 8 mai.

[3] Ce séjour avait été une véritable mission militaire.

terie du 36e était précédé de la compagnie de sapeurs du génie avec le capitaine Darceau. Venaient ensuite le général Levaillant (Charles) et l'officier d'ordonnance du général Oudinot, la batterie d'artillerie du capitaine Pinel et le second groupe d'infanterie (du 60e). La compagnie de grenadiers de ce régiment formait l'arrière-garde.

Toute la colonne prit le pas gymnastique et s'engagea dans une gorge à peu près perpendiculaire à la direction de la route, puis elle tourna à droite dans le fond du vallon qui court parallèlement aux fronts nord-ouest du Vatican, seul chemin qu'elle put prendre pour arriver avec de l'artillerie à la porte Angelica[1]. Dès que la tête fut à la hauteur du second front[2] bastionné de l'ouest, un feu terrible de mousqueterie crépita sur toute la ligne ennemie, à 150 mètres de la brigade française[3].

Le capitaine Fabar, qui se trouvait à l'extrême pointe, tomba criblé de balles ainsi que sa monture. Des sapeurs du génie le traînèrent derrière un amas de matériaux qui abritaient un peu; d'ailleurs, le malheureux officier n'existait plus. Les deux attelages de la première pièce avaient été tués, la pièce restait renversée.

La fusillade de l'ennemi devint si intense que les compagnies du 36e, dont le commandant, M. Perrin de Jonquières, était grièvement blessé, ainsi que son adjudant-major, le capitaine Trouillebert et une dizaine de sous-officiers et de soldats, se blottirent derrière les masures par les ouvertures desquelles elles continuèrent le feu.

Les grenadiers du 36e, enlevés par leur brave capitaine d'Astelet et le lieutenant Riffaud, tentèrent de

[1] *Journal* des opérations de l'artillerie et du génie.
[2] *Ibid.*
[3] *Ibid.*

retirer la pièce, les deux officiers furent blessés ainsi que le sergent Brulé et deux grenadiers [1].

La seconde pièce d'artillerie put être retirée et mise à couvert dans un pli de terrain, mais il fallut encore s'en éloigner pour ne pas sacrifier les servants et une dizaine d'hommes du 66e qui, sur l'appel du commandant Couraud, étaient venus en aide à leurs camarades de l'artillerie.

Les lieutenants Chopinet et Christophe, le sergent Boulay, du 66e, montrèrent la plus belle intrépidité. Le capitaine Pinel, de l'artillerie, et ses deux lieutenants purent faire rétrograder les deux autres pièces jusqu'à la queue de la colonne où la compagnie de grenadiers du 66e les encadra pour les préserver de toute surprise. Les deux premières pièces seulement restaient donc abandonnées.

Les soldats du 66e avaient dû reculer jusqu'au vallon et s'y abriter. Ils n'avaient plus de vues sur l'ennemi et, seuls, le détachement du 36e et la compagnie du génie tiraient encore quelques coups de fusil.

Le général en chef songe à faire appuyer le mouvement de la brigade Levaillant par le bataillon de chasseurs, lorsqu'on vient l'informer de la situation critique où se trouve cette brigade. Ne voulant point exposer inutilement son état-major, il ordonne à ses officiers de rester un peu abrités et se porte au galop dans la direction du nord-ouest, suivi seulement de son premier aide de camp, le commandant Espivent de la Villeboisnet. Après avoir dépassé le détachement du 66e, qu'il eût été inutile et dangereux de reporter en avant, le général en chef et son aide de camp s'engagent à cheval dans le petit chemin où la pre-

[1] Ces deux grenadiers du 36e s'appelaient Morelli et Faure. Ils furent cités dans le rapport au ministre ainsi que les quatre officiers nommés plus haut, le sergent Brulé et un sapeur nommé Petit, tous blessés. (*Historique* du 36e de ligne.)

mière pièce d'artillerie est restée renversée. L'ennemi tire une salve sur les deux cavaliers qu'acclament les soldats du 36e et les sapeurs du génie tout en les suppliant de s'abriter[1]. Le général Levaillant (Charles), resté avec ce détachement, fait avec un merveilleux sang-froid son rapport au général Oudinot, pendant que le commandant Espivent de la Villeboisnet poursuit sa dangereuse reconnaissance; il revient tristement convaincu de l'inutilité d'une nouvelle tentative[2].

Ce ne fut pas sans émotion que le général en chef revit le corps du capitaine Fabar, officier distingué qu'il estimait et affectionnait. La dépouille mortelle de l'infortuné capitaine fut aussitôt transportée à l'ambulance, déjà très encombrée de morts et de blessés. Le général Oudinot se porta ensuite sur la droite du côté de la brigade Mollière dont le général de division Regnaud d'Angély venait de pousser des détachements vers la porte Cavallegieri.

Beaucoup plus à droite encore, le bataillon du 20e de ligne (commandant Picard) avait été engagé tout entier. L'ennemi, sous le commandement personnel de Garibaldi, avait d'abord dessiné un mouvement convergent sur l'aile droite des Français, puis les avait attaqués avec un entrain inaccoutumé, s'engageant par fractions sans cesse renouvelées[3]. Leur extrême gauche vint se heurter à la section de chasseurs à pied qu'avait envoyée le commandant de Marolles.

Embusqués derrière un buisson, les chasseurs

[1] *Communication* de M. le général Espivent de la Villeboisnet.

[2] *Communication* de M. le général Espivent de la Villeboisnet.

[3] Lœvinson déclare que c'était la tactique favorite de Garibaldi : « A modo suo, cioè da picoli drappelli della sua truppa. » (*Giuseppe Garibaldi e la sua legione*, p. 163.)

tirent avec tant de précision que le bataillon des universitaires, qui est en tête des Romains, se rejette en désordre sur les jardins de la villa Pamphili. Un bataillon de la légion de Garibaldi formait le centre et la droite, en laissant un intervalle assez grand avec l'aile gauche; il est abordé avec une vigueur irrésistible par le bataillon Picard. Tambours et clairons battent et sonnent la charge, les troupiers du 20e ont mis la baïonnette au canon. Garibaldi se porte sur la villa Pamphili, il dispose sa légion presque tout entière dans les jardins, et ordonne la résistance à outrance. Vaines prescriptions! Le bataillon Picard court sur la position, *à la française*, sans répondre à la fusillade. Les garibaldiens évacuent prudemment les jardins et la villa. Une partie de ces volontaires se replie sur la villa Corsini, appelée le Casino des Quatre-Vents[1], d'autres fractions courent jusqu'à la porte San-Pancrazio et ne se croient en sûreté que lorsqu'elles ont pénétré dans l'enceinte.

Le commandant Picard les a poursuivies jusqu'à 200 mètres de la porte San-Pancrazio[2]; il établit deux compagnies en première ligne, plaçant le reste de son bataillon en réserve dans la villa Pamphili et dans quelques maisons plus rapprochées de l'enceinte. Il était environ quatre heures et demie.

A ce moment, on entendit de nouveau battre la charge au centre de la ligne française, du côté de la porte Cavallegieri. Le général en chef s'était porté vers le 20e de ligne et avait donné l'ordre au colonel Marulaz de tenter un nouvel assaut, non pas précisément sur cette porte, mais entre la porte Pertussa et la porte Cavallegieri[3].

[1] Ermano Lœvinson, *Giuseppe Garibaldi e la sua legione*, p. 163.
[2] *Historique* du 20e de ligne.
[3] *Ibid.*

Le colonel avait fait preuve d'une éclatante bravoure comme officier de la garde royale aux journées de juillet 1830[1]. Bien qu'il n'ait aucun espoir de briser la résistance, il ne fait aucune objection, met le sabre à la main, commande le pas de charge et au cri de : « En avant! » se rue, avec six compagnies[2], sur l'enceinte devant laquelle sont déjà tombés tant de braves soldats de son régiment.

Dans un élan héroïque, quelques soldats plantaient leurs baïonnettes dans les murailles cherchant à s'y accrocher et à tenter l'escalade, pendant que du terre-plein les défenseurs les fusillaient presque à bout portant. Là tombèrent, glorieusement tués, les sous-lieutenants Labarre et Sorin et plus de cinquante hommes du 20e de ligne. Parmi les blessés, il faut citer les capitaines Noualhac et Gajoty[3] et le lieutenant Mutin.

Le colonel Marulaz, dressé sur ses étriers et le sabre haut, ordonne « un nouveau bond[4] ». Des voltigeurs du 33e demandent à prendre la tête de la colonne; derrière eux, les six compagnies du 20e recommencent leur valeureuse et infructueuse tentative. Les capitaines Périgault et Mas sont blessés. Il faudrait des échelles!...

Le colonel s'approche encore, sous un feu terrible, à environ 30 mètres du rempart. Après avoir constaté lui-même qu'il n'y a décidément ni porte ni passage, il reporte sa troupe à droite dans le chemin

[1] Après les événements de 1830, le capitaine Marulaz, versé au 17e léger, avait pris part, avec ce beau régiment, alors le modèle de l'armée d'Afrique, aux principaux faits de guerre de la province de Constantine et de celle d'Alger. Il était, d'ailleurs, destiné à devenir officier général de bonne heure.

[2] Six compagnies du centre du bataillon.

[3] Quelques instants auparavant, le sous-lieutenant Dupré avait été mortellement blessé. (*Historique* du 20e de ligne.)

[4] Ce sont les propres termes du rédacteur de l'*Historique* du régiment.

creux d'où il continue à diriger le feu sur les remparts[1].

Sur toute la ligne la canonnade et la mousqueterie diminuaient d'intensité, les troupes françaises se trouvaient alors abritées, les défenseurs de Rome avaient dû cesser momentanément leur feu sans oser tenter une sortie.

Le commandant Picard est toujours en première ligne avec deux compagnies[2], restant à 200 mètres de la porte San-Pancrazio, ayant laissé, comme nous l'avons vu, le reste de son bataillon (moins la compagnie de voltigeurs), soit cinq compagnies, en réserve dans les maisons dont cette troupe s'était emparée[3].

L'ennemi s'était réfugié dans plusieurs maisons voisines du rempart et derrière un petit ouvrage en terre construit devant la porte San-Pancrazio, où se trouvaient trois pièces de canon. Des matelas avaient été placés contre la porte; on y avait pratiqué un passage assez étroit. Les remparts étaient garnis de nombreux défenseurs[4].

Sachant que le général en chef avait l'intention de se porter sur un autre point[5], le commandant Picard voulut opérer une diversion en menaçant vigoureusement la porte San-Pancrazio; il porta donc ses deux compagnies en avant après les avoir formées en tirailleurs. A ce moment on entendit sur la gauche une vive fusillade, puis, derrière l'enceinte, des fanfares et des chants, entre autres la *Marseillaise*[6].

[1] *Historique* du 20e de ligne. Il y avait là 50 grenadiers et voltigeurs du 33e.

[2] *Historique* du 20e de ligne.

[3] L'*Historique* du 20e mentionne que le commandant Picard avait l'intention de se replier sur ces maisons s'il venait à être repoussé par des forces supérieures.

[4] *Rapport* du commandant Picard, inséré au *Moniteur*, numéro du 30 mai 1849, sous la désignation de « Rapport de l'officier qui commandait le détachement qui s'est présenté à la porte San-Pancrazio ».

[5] *Rapport* du commandant Picard. (*Moniteur* du 30 mai.)

[6] *Ibid.*

Dans la troupe du commandant Picard, l'impression générale fut que la ville était prise[1]. Il était cinq heures et demie du soir[2].

Alors des voix romaines crièrent : *La pàce, la pàce!* Le commandant envoya devant la porte un de ses officiers, accompagné d'un prisonnier garibaldien. Pas un coup de fusil ne se faisait entendre.

Les Romains, apercevant leur compatriote, sortent en foule, se précipitent vers les soldats français, élèvent leurs casquettes au bout de leurs fusils et prodiguent à leurs adversaires des démonstrations d'amitié, embrassent les tirailleurs les plus avancés[3]. Le commandant Picard descend de cheval, franchit une petite porte de jardin et se trouve au milieu de manifestants qui lui crient : *Siamo amici, siamo fratelli! La pàce! la pàce!*

Il leur ordonne de remettre la baïonnette au fourreau, ils obéissent; le commandant leur dit qu'il va donner des ordres à sa troupe, après quoi il reviendra et se rendra avec eux auprès du général (et il s'agit ici du général Oudinot, qui d'après leur affirmation se trouve dans le voisinage). M. Picard revient auprès de ses soldats et leur annonce « que la ville est prise, qu'il va prendre les ordres du général en chef. En attendant son retour, il recommande de ne faire aucun mouvement[4] ».

A peine le commandant est-il rentré dans l'enceinte, obéissant à un sentiment de confiance bien naturel[5],

[1] « Vers le soir. » (Officier d'état-major, *Précis historique et militaire de l'expédition française en Italie.*)

[2] *Rapport* du commandant Picard.

[3] *Rapport* du commandant Picard. L'*Historique* du 20e de ligne s'exprime ainsi : « Des Italiens ayant mis la crosse en l'air et crié : Vivent les Français! vinrent se mêler à nos soldats. »

[4] Tous ces détails sont textuellement empruntés au rapport du commandant publié par le *Moniteur* du 30 mai.

[5] Le commandant Picard s'en accuse amèrement.

qu'il est entouré d'une foule compacte et hostile où dominent les volontaires de la légion de Garibaldi. Ceux qui l'accompagnaient l'abandonnent lâchement et il se trouve prisonnier « au milieu d'une population furieuse et menaçante dont les poignards et les pistolets sont souvent dirigés sur sa poitrine[1] ». On étouffe les protestations du brave officier, on le pousse, on le brutalise et sans le secours de quelques officiers et gardes civiques, il aurait été infailliblement égorgé[2]. Le commandant, ne cessant de protester, est ainsi traîné dans la via della Fornaca, puis dans la via della Lungara, jusqu'au quai et au château Saint-Ange, où une chambre lui est assignée comme prison[3].

Les deux compagnies étaient restées sur l'emplacement où les avait laissées leur chef de bataillon; le capitaine adjudant-major Fabre en avait pris le commandement. Il était environ six heures du soir et l'on s'étonnait de ne pas voir revenir le commandant parti depuis une demi-heure, lorsque brusquement on vit sortir de la porte San-Pancrazio des soldats en armes, mais qui gardaient une attitude plutôt sympathique[4]. Un officier romain, monté sur le cheval du commandant Picard[5], se détacha de l'un des groupes et s'adressant au capitaine Fabre lui déclara que le chef de bataillon attendait le détachement dans la ville et l'avait chargé, lui, officier d'état-major de l'armée romaine, de conduire les soldats français dans l'intérieur de Rome[6].

Le capitaine Fabre refusa énergiquement d'obéir

[1] *Rapport* du commandant.
[2] *Ibid.*
[3] « Pendant le trajet qu'il fit à pied, il fut injurié et maltraité par la populace. » (*Historique* du 20e de ligne.)
[4] Officier d'état-major, *Précis historique et militaire de l'expédition*,
[5] *Historique* du 20e de ligne.
[6] *Ibid.*

à une invitation verbale, transmise par un si singulier intermédiaire; toutefois il ne crut pas pouvoir se permettre de repousser par la force la foule de soldats romains qui, sortant toujours de la porte San-Pancrazio, grossissait de minute en minute. Bientôt cette foule, qu'il convient d'énumérer à 1.200 hommes[1] de tous les corps de la garnison de Rome, cerne les deux compagnies françaises, les presse, les bouscule, les désarme et les entraîne vers la ville[2]. Aussitôt la porte franchie, c'est la basse populace qui entoure nos braves soldats, qui les menace, qui les frappe, les blesse, quelques-uns mortellement[3].

Partout des cris de haine, des vociférations de mort contre les Français désarmés; les bourreaux sont sans pitié. Un soldat du 20e de ligne, frappé de trois coups de feu, est dépouillé de sa tunique, de son shako, de ses chaussures, et dans cet état, « marquant sa route avec du sang, forcé de parcourir à pied une assez grande distance pour arriver à l'ambulance où il meurt[4] ».

Un autre, un grenadier, s'affaisse atteint d'une blessure mortelle: sur le Corso, un troisième a les deux jambes traversées par un coup de feu tiré d'une fenêtre. Repoussé contre une borne, il est relevé et transporté à l'ambulance; les médecins de l'armée révolutionnaire l'y oublient pendant huit heures[5].

[1] *Historique* du 20e de ligne.

[2] « Ce détachement se trouva successivement entouré par des populations dont les démonstrations, d'abord sympathiques, deviennent bientôt hostiles, désarmé, poussé vers la ville, et là on déclara à nos soldats qu'ils étaient prisonniers de guerre. » (Officier d'état-major, *Précis historique et militaire*, p. 29.)

[3] « Le 1er mai, j'appris la mort, les blessures ou la captivité des hommes de mon détachement. » (*Rapport* du commandant Picard.)

[4] Balleydier, *Histoire de la Révolution à Rome*, t. II, p. 58.

[5] *Idem.*

Les bandits romains cherchent d'autres victimes. Soudain deux prêtres fendent leurs rangs et, le crucifix à la main, au péril de leur vie, protègent les prisonniers[1], dont un grand nombre sont déjà blessés. L'un d'eux est Mgr Luquet, évêque d'Hezebon, un prélat français, d'allures énergiques, l'autre est l'abbé de Mérode, à la parole ardente, à la silhouette maigre, à la figure presque ascétique, ancien officier de grenadiers belges, qui a combattu en Afrique dans les rangs de l'armée française et qui, un jour, formera avec l'aide de Lamoricière une nouvelle armée pontificale[2] pour résister à la révolution. Bientôt l'abbé de Cosquer s'unit aux deux ecclésiastiques dans leur dangereuse mission[3].

L'intervention de ces prêtres héroïques sauva nos malheureux soldats en faisant reculer la foule et en permettant à un détachement de gardes civiques de les entourer et de les escorter jusqu'au château Saint-Ange où ils furent internés[4]. Une telle victoire était une odieuse trahison et cependant les fastes de la légion Garibaldi la célèbrent encore comme un éclatant succès militaire[5].

[1] *Album* de Raffet (v. dessin, n° 7).

[2] Mgr de Mérode devint alors pro-ministre des armes. (R. Bittard des Portes, *Histoire des Zouaves pontificaux.*)

[3] Balleydier, *La Révolution à Rome*, p. 56.

[4] *Rapport* du commandant Picard.

[5] « Renforcée par la brigade de Garibaldi, toute la troupe du colonel Bartolomeo Galetti a reconquis le terrain perdu et forcé les Français à la retraite. Comme le bataillon universitaire que le général (Garibaldi), en s'exposant au feu de l'ennemi, conduisait en l'exhortant par ces paroles : « En « avant! garçons, puisque les Français fuient comme un « tas de c... En avant, tirailleurs, à la baïonnette, » la légion de Garibaldi s'illustra par une impétueuse lutte à la baïonnette et par une lutte corps à corps. Entre tous il convient de citer Nino Bixio, qui, *avec un courage de lion*, fit prisonnier un bataillon du 20e ligne et son commandant. » Quelle légende! Le même Nino Bixio devint plus tard l'un des généraux de Victor-Emmanuel et commanda l'armée italienne qui occupa Rome le 20 septembre 1870. »

**DÉVOUEMENT DU CLERGÉ CATHOLIQUE.**

(30 avril 1849.)

L'infortuné commandant Picard restait toujours au secret comme un malfaiteur!

Du côté de la villa Pamphili, les Romains commandés par Garibaldi et l'un des Galetti, tentaient un timide retour offensif, aussitôt arrêté par le feu du bataillon Ferru, du 33e, abrité dans des vignes[1], puis par une salve de coups de canon tirée par la batterie du capitaine Serrand.

Cependant pour le général Oudinot la retraite s'imposait, quoi qu'il lui en coûtât. Aussi ce fut la rage au cœur que le duc de Reggio ordonna de faire entendre la douloureuse sonnerie[2]. Elle fut d'ailleurs si discrètement, si péniblement sonnée que le groupe du 20e de ligne resté avec le colonel Marulaz ne l'entendit pas. Les généraux Regnaud d'Angély et Mollière rallièrent la plus grande partie des fractions de la 1re brigade et les reportèrent sur la route de la Maglianella.

Les troupes du général Levaillant embusquées autour des maisons que domine le saillant du Vatican, ne voulurent pas abandonner les deux pièces de canon, toujours échouées dans le chemin.

Le 1er bataillon de chasseurs à pied, dont le tir n'avait cessé d'occasionner à l'ennemi des pertes sérieuses, fut chargé de soutenir la retraite. La cavalerie escorta le reste de l'artillerie qui fut placé au milieu de la colonne d'infanterie.

Le mouvement de retraite allait commencer lorsque l'on s'aperçut que beaucoup de blessés n'avaient pas été relevés. Des hommes de bonne volonté des régi-

[1] *Historique* du 33e.

[2] Quelques mois plus tard, le souvenir de l'échec du 30 août était resté si pénible dans l'armée française que le 26 novembre 1849, à l'assaut de Zaatcha, « au moment de se ruer sur la brèche », le colonel Canrobert disait à ses hommes : « Zouaves! si aujourd'hui on sonne la retraite, ce ne sera pas pour vous. En avant! » (Général du Barail, *Mes souvenirs*, t. I.)

ments de ligne, des chasseurs à pied et du génie, des cavaliers du détachement de chasseurs à cheval allèrent rechercher leurs camarades et en ramenèrent un certain nombre, qui furent placés dans les voitures d'ambulances, sur les cacolets ou sur les caissons de l'artillerie. Malheureusement 87 blessés devaient rester sur le champ de bataille et tomber au pouvoir de l'ennemi [1].

Le service de santé, alors insuffisamment organisé comme effectif de personnel et comme matériel, n'en avait pas moins fait admirablement son devoir. Le sous-intendant militaire Dutheil, qui avait la direction de ce service, le docteur Alphonse Pasquier, chef de section d'ambulance de la brigade Mollière, et le docteur Santy, chef de section à la brigade Levaillant, se firent remarquer par leur sang-froid au milieu du danger et par leur dévouement pour les blessés. L'ambulance de la 1re brigade dans laquelle affluèrent le plus grand nombre de blessés (280), avait été placée à trois cents mètres du rempart, à l'angle de la route de Civita-Vecchia et vis-à-vis de l'*Osteria antiqua*, elle était abritée des projectiles de l'ennemi. L'ambulance de la 2e brigade n'avait pu suivre les troupes du général Levaillant, elle s'était établie un peu en arrière de celle de la 1re brigade; un jeune chirurgien aide-major du 36e de ligne, M. Armand, avait accompagné la colonne; ce fut lui qui, avec l'aide de quelques soldats, ramena à l'ambulance de la brigade plusieurs blessés relevés sous le feu de l'ennemi [2].

Après avoir donné aux généraux Regnaud d'An-

[1] D'après l'*Historique* du 20e de ligne, rédigé aux Archives historiques du dépôt de la guerre, les pertes totales de la division furent de 500 hommes hors de combat et de 365 prisonniers. Or les deux compagnies du bataillon Picard formaient un effectif de 278 hommes, officiers compris, les 87 autres prisonniers furent des blessés.

[2] Les docteurs Pasquier et Armand furent cités à l'ordre du jour de l'armée.

gély et Mollière l'ordre de se mettre en marche avec les fractions du 20e et du 33e, qui avaient pu être ramenées en arrière du terrain d'assaut et de regagner Maglianella, le général Oudinot surveilla lui-même l'évacuation des blessés[1] pendant une partie de la nuit, gardant autour des ambulances le bataillon de chasseurs à pied. A deux heures du matin[2], le duc de Reggio se mettait en marche lui-même avec le convoi, sous l'escorte de quatre compagnies.

Le reste du bataillon partait une heure plus tard[3]. A ce moment il était rejoint par les troupes du général Levaillant (Charles) qui, sous l'impulsion de ce chef énergique, avaient relevé les pièces et en traînaient une à la bricole. Le bataillon s'arrêta au point du jour à Monte-Creta[4], en avant-postes. Le gros de la colonne s'établit au village de Maglianella et dressa ses tentes sur les mêmes emplacements qu'à son premier passage. La grande ferme et le relais de poste servirent d'ambulances. Le général en chef expédia, par estafette, à Civita-Vecchia une dépêche au ministre de la guerre, lui rendant compte du combat et déclarant que Rome, ayant fermé ses portes au corps expéditionnaire, devait être l'objet d'une attaque régulière et non d'une simple reconnaissance[5].

On attendait avec anxiété des nouvelles du 20e de

[1] *Journal* des opérations de l'artillerie et du génie, p. 11.

[2] Officier d'état-major, *Précis historique et militaire de l'expédition*, p. 29,

[3] *Historique* du 1er bataillon de chasseurs à pied.

[4] Et non Molla-Grotta, comme cela a été porté sur certains historiques.

[5] Le gouvernement se borna à adresser à la presse le communiqué suivant : « D'après une dépêche télégraphique qui est parvenue au gouvernement, le général Oudinot se serait mis en marche sur Rome où, suivant tous les renseignements, il était appelé par le vœu de la population. Mais ayant rencontré de la part des étrangers qui occupaient Rome une résistance plus sérieuse qu'il ne s'attendait à la trouver, il a pris position à quelque distance de la ville, où il attend le reste du corps d'expédition. » (*Moniteur* du 7 mai 1849.)

ligne dont cinq compagnies avaient été portées *manquantes* à l'appel sommaire fait à l'arrivée au camp[1]. Le colonel et le commandant Picard n'avaient pas rejoint. Il était près de huit heures du matin et le duc de Reggio arpentait fiévreusement la grand'route lorsqu'on lui signala l'arrivée de trois compagnies et du colonel du 20e de ligne. Le général en chef embrassa avec effusion le colonel Marulaz[2]. Cet officier supérieur rendit compte qu'aucun ordre ne lui étant parvenu, il était resté dans la position qu'il occupait avec sa petite troupe à environ trente-cinq mètres des remparts jusqu'à dix heures du soir. A ce moment il donna l'ordre de se replier. Les hommes quittèrent leur emplacement au pas de course, longeant le côté gauche de la route pour éviter la chaussée que la lune éclairait. Quelques coups de feu furent tirés aussitôt que les Italiens s'aperçurent de ce mouvement, mais personne ne fut atteint. Après une heure et demie de marche le détachement rejoignit la division[3].

Quant au commandant Picard et aux deux autres compagnies, on gardait à leur sujet des illusions[4] qui n'allaient pas tarder à être dissipées. En attendant, le général en chef faisait établir l'état des pertes.

Le 1er bataillon de chasseurs comptait 5 hommes tués, 2 officiers (le lieutenant Fonrouge et le sous-lieutenant Mayens[5]) et 25 hommes blessés.

Le 20e de ligne avait 159 hommes hors de combat dont un quart tué ou blessé mortellement. Parmi les morts, le régiment avait à regretter les lieutenants

[1] *Historique* du 20e de ligne.
[2] *Ibid.*
[3] *Ibid.*
[4] Officier d'état-major, *Précis historique et militaire.*
[5] Outre ces deux officiers, le général en chef citait dans son rapport au ministre comme s'étant particulièrement distingués : le chef de bataillon de Marolles, le capitaine de Bellefonds, les sergents Liccia et Thibault, le caporal Benoit, les chasseurs Buisson et Philippe. (*Historique* du 1er bataillon de chasseurs à pied.)

Labarre et Sorin, tombés sur le champ de bataille. Le capitaine Noualhac et le sous-lieutenant Dupré ne devaient pas tarder à succomber à leurs blessures. Les officiers blessés moins grièvement étaient les capitaines Gajoty, Périgault et Mas et le lieutenant Malin[1].

Au 33e, on comptait un officier tué, le lieutenant Peydière, et 12 hommes tués, 120 blessés dont 11 officiers, les capitaines Niceville, Touret, de Lescale, Rossi, Condamin, Mannelle, Ausermain, le lieutenant Reynaud, les sous-lieutenants Verdelet, Camaga et Patissier[2].

Le 36e de ligne avait eu 54 hommes hors de combat, dont une douzaine de tués. Parmi les blessés, il convient de citer les quatre officiers atteints au feu : le chef de bataillon Perrin de Jonquières, commandant le détachement, le capitaine adjudant-major Trouillebert, le capitaine de grenadiers d'Astelet, le lieutenant Riffaud, le sergent Brulé, le sapeur Petit, les grenadiers Morelli et Faure[3].

Au 66e de ligne, le combat du 30 avril avait coûté 2 sous-officiers et 10 hommes tués, 10 hommes blessés[4].

Enfin, l'artillerie et le génie comptaient plusieurs morts et de nombreux blessés.

Toutes ces pertes se totalisaient tristement par ces chiffres : 500 hommes hors de combat et 365 prisonniers[5]...

[1] *Historique* du 20e de ligne.
[2] *Historique* du 33e de ligne.
[3] Tous ces militaires furent cités dans le rapport du général en chef au ministre. (*Historique* du 36e de ligne.)
[4] Le général en chef citait dans son rapport le chef de bataillon Couraud, commandant le détachement du 66e, les lieutenants Chopinet et Christophe et le sergent Bouley. (*Historique* du 66e de ligne.)
[5] Nous ne comptons pas les blessés faits prisonniers.

## CHAPITRE VI

### LENDEMAIN D'ÉCHEC, ROME, LE CAMP FRANÇAIS, PARIS. — RESPONSABILITÉS.

Dans l'antique mausolée d'Adrien, qui depuis la peste de 590 s'appelle le château Saint-Ange, à la fois caserne et prison militaire, les deux compagnies du bataillon Picard avaient été désarmées et enfermées. Les officiers étaient isolés des sous-officiers et des soldats, qu'on avait réunis dans la vieille salle commune[1], après avoir transporté les blessés à l'hôpital. Des factionnaires restaient en permanence dans les couloirs, des gardiens surveillaient par les guichets.

Le commandant Picard ne cessait de protester contre l'odieux guet-apens qui lui avait été tendu ainsi qu'à sa troupe. Les officiers romains qui le gardaient se refusaient à transmettre de sa part le moindre encouragement à ses subordonnés[2].

Les triumvirs se rendirent auprès des prisonniers

[1] « Pendant ma captivité, il m'a été constamment refusé de communiquer avec mes officiers, avec mes soldats et avec les blessés français qui furent traités avec humanité, m'a-t-on dit. J'ai été séparé des officiers, les officiers ont été séparés des soldats. » (*Rapport* du commandant Picard.)

[2] « On ne pouvait me voir, on ne pouvait voir les soldats qu'avec une permission du ministre de la guerre Avezzana. » (*Ibid.*)

pour les intimider ou les séduire[1]. Ils échouèrent dans leurs tentatives : « Vous n'avez rien à craindre, dit Mazzini à l'un des officiers prisonniers, vous pouvez compter sur tous les égards qui vous sont dus, nos amis de Paris désirent qu'une confraternité commune s'établisse entre nous. — Je suis au-dessus de la crainte, répliqua l'officier français, j'ai rempli mon devoir[2]. »

D'autres sollicitations furent adressées aux officiers. On fit intervenir auprès d'eux des compatriotes égarés dans les rangs révolutionnaires, on leur proposa de servir dans une légion étrangère[3], ils répondirent « en flétrissant la conduite de tout officier français qui portait les armes contre un drapeau français[4] ».

Les corrupteurs, et parmi eux il s'est trouvé des hommes qui avaient quitté depuis peu de temps l'uniforme français, s'adressèrent alors aux sous-officiers et soldats, s'efforçant de leur arracher une protestation contre le but de l'expédition française[5]. De simples soldats refusèrent avec indignation les grades qu'on leur offrait, l'argent qui leur était placé presque de force dans la main[6].

[1] « J'ai des motifs puissants pour croire que cette séparation était combinée dans le but de corrompre mes officiers et mes soldats. Des insinuations perfides ont été faites aux uns et aux autres. » (*Rapport* du commandant Picard.)

[2] Balleydier, *La Révolution à Rome*, t. II, p. 59.

[3] Cette légion avait pour chef le Français Laviron.

[4] *Rapport* du commandaut Picard.

[5] « Un ex-officier du 67e de ligne (Français) s'est présenté trois fois au lieu de détention des sous-officiers et soldats, avec autorisation du ministre de la guerre. Il leur proposa de signer une protestation contre la conduite du gouvernement français, en leur déclarant que leurs officiers en avaient signé une pareille. Quatre soldats se laissèrent entraîner et signèrent; mais l'indignation de leurs camarades fut telle qu'elle flétrit leur lâche faiblesse. Ils furent immédiatement repentants et ils biffèrent eux-mêmes leurs signatures. La protestation fut foulée aux pieds et tout fut dit. » (Balleydier, *La Révolution à Rome*, p. 59.)

[6] *Ibid.*

Mais ce fut surtout à l'ambulance que les tentatives se multiplièrent auprès des blessés. Au chevet des braves soldats qui se débattaient contre la douleur, venaient s'asseoir des femmes appartenant aux classes fortunées de la société, jeunes et belles pour la plupart. Elles voulaient séduire, fasciner; la plus ardente, la plus dangereuse était la princesse Christina Belgiojoso, encore belle d'un charme tragique et passionné [1]. « Laissez-moi, Madame, lui disait, en baissant les yeux, un jeune Breton qui avait la cuisse fracassée d'une balle, laissez-moi mourir en paix. » Le Breton mourut dans la journée, murmurant : « Mon père se consolera en pensant que je suis mort pour la cause du Pape. » Le petit soldat était bien digne de son héroïque et catholique patrie. De lui et de ses camarades le commandant Picard pouvait dire plus tard avec vérité : « La France peut être fière de la discipline et du bon esprit de ses officiers et de ses soldats [2]. » N'est-ce pas, hélas! aux jours de défaite que s'affirme la vraie discipline?

A Rome, le parti de la résistance affichait la joie la plus délirante. Grâce à l'abri de leurs remparts, les pertes des Romains étaient très inférieures aux nôtres : 54 hommes hors de combat dont 4 officiers, 20 prisonniers appartenant au bataillon lombard, commandé par Occhioni et capturés par le bataillon Picard au moment de l'attaque de la villa Pamphili.

[1] « La princesse était une fort belle femme de taille élevée, maigre, d'une pâleur rappelant le marbre, elle avait des cheveux très noirs, des yeux également noirs, très grands. Son regard était vif et dominateur. Des manières très distinguées, une vive intelligence et beaucoup de culture rehaussaient la beauté de ses traits, et suffisaient à justifier l'influence qu'elle exerça à Paris et en Italie pendant de longues années. » (Comte Joseph GRUBINSKI, *Une Princesse révolutionnaire*. Le *Correspondant*, numéro du 25 novembre 1902. — V. Raffaello BARBIERA, *La Principessa Belgiojoso, i suoi amici e nemici il suo tempo*. Milan, Treves. 1902.)

[2] *Rapport* du commandant Picard.

Ces prisonniers avaient été envoyés à la prévôté française qui les conduisit plus tard au camp de Palo.

La nuit du 30 avril au 1er mai fut illuminée d'innombrables feux de joie pour célébrer la retraite des Français et la capture du détachement Picard.

Des révolutionnaires français célébraient, dans une orgie, à l'hôtel de la Minerve, l'échec de leurs compatriotes et le futur écrasement de l'armée française [1].

La foule encombrait les carrefours où l'on venait d'afficher la proclamation emphatique d'Avezzana, le ministre de la guerre :

« Invincibles Romains!

« Une partie de la division française, vers les dix heures du matin, a attaqué nos troupes avec vigueur du côté de la porte San-Pancrazio et du mur d'enceinte du Vatican. Nos braves républicains ont prouvé par des faits qu'ils étaient les dignes fils des Brutus et des Scipion. L'ennemi a été repoussé sur tous les points.

« Un nouveau Brennus nous défie... Démentirez-vous votre origine? Cette journée a été témoin des faits inspirés par le plus grand héroïsme. Peuple, tu es libre! Peuple, tu as été le maître du monde! Peuple, veux-tu accepter les chaînes de l'esclavage? »

Le succès grisait les triumvirs, les ministres, les représentants, tous ceux qui détenaient une part quelconque du pouvoir. La commission des barricades publia le factum suivant :

« Peuple!

« L'entrée des Français dans Rome a commencé hier, ils sont entrés par la porte San-Pancrazio en

[1] Balleydier, *La Révolution à Rome*, p. 62.

qualité de prisonniers. Ceci ne saurait nous causer aucune surprise à nous, peuple de Rome, mais cela produira une curieuse sensation à Paris, ce qui est encore bon pour nous[1]. »

Après avoir tenté de démontrer que les bombes et les boulets français seraient inoffensifs contre les défenses de Rome, la proclamation continuait en ces termes :

« Nous invitons les marchands à tenir leurs boutiques ouvertes, c'est d'un bon effet et c'est commode en même temps. Aujourd'hui nous devons fortifier le Pincio. Trouvez-vous là en bon nombre et nous travaillerons ensemble. Nous recommandons aux tireurs de tous genres d'attendre l'approche de l'ennemi qu'ils veulent atteindre. C'est un moyen sûr d'empêcher la retraite et de nous donner du relief... Qu'ils viennent encore aujourd'hui et ils verront ! »

Ces « Vaubans » de la révolution ne s'en tenaient pas à ces vaines menaces : ils publiaient quelques heures après un nouveau manifeste :

« Peuple,

« Le général Oudinot avait promis de payer en argent comptant tous les dégâts causés par son injuste agression... Eh bien ! qu'il paye donc, s'il le peut, les Gobelins de Raphaël troués par les balles françaises ! qu'il répare, non les torts, mais l'injure faite à Michel-Ange. Napoléon, au moins, envoyait nos chefs-d'œuvre à Paris et l'admiration des étrangers était pour les Italiens une compensation à la conquête. Aujourd'hui, le gouvernement français envahit notre territoire et pousse son affection pour Rome au point de la vouloir détruire plutôt que de

[1] Balleydier, *La Révolution à Rome*, p. 62-63.

nous laisser exposés à l'impatience du terrible Zucchi et aux menaces de Radetzky et de Gioberti... Rome comme Scævola a étendu son bras sur le brasier ardent et a fait un serment. Les trois cents amis de Scævola mirent Porsenna en fuite... L'histoire romaine n'est pas encore à sa fin.

« H. Cernuschi, Vincent Cattabeni,
« Vincent Caldesi. »

Au milieu des transports d'allégresse auxquels se livraient les partisans des triumvirs, on apprit que la veille même de l'attaque des Français, l'escadrille espagnole avait occupé sans opposition la ville de Terracine. Le drapeau pontifical était arboré aux applaudissements des habitants. Quelques heures après, le roi de Naples faisait son entrée dans la ville à la tête de ses troupes. Les marins espagnols remettaient avec empressement les forts aux troupes napolitaines.

Mazzini et ses collègues affectèrent de ne pas s'inquiéter de cette nouvelle intervention, ils lancèrent encore une proclamation qui se terminait ainsi : « Nous avons vaincu nos premiers assaillants, nous serons vainqueurs des seconds [1]. »

Après avoir rendu, le 1er mai, les honneurs funèbres à quelques victimes du combat, rapportées sans vie du champ de bataille ou mortes à l'ambulance [2], le camp français de la Maglianella avait été reporté le 2 mai, à 9 kilomètres en arrière, à Castel-

[1] Balleydier, *La Révolution à Rome*, p. 65. Le même auteur rappelle qu'en apprenant la marche des troupes napolitaines, l'un des triumvirs s'était écrié en plein conseil : « Nous avons plumé et mangé le coq, nous rôtirons et mangerons le macaroni. » Les assistants avaient beaucoup applaudi cette bravade.

[2] Elles ont leur tombe à Maglianella. On y lit sur une croix : *Honneur au courage malheureux.*

di-Guido [1], où les troupes ne séjournèrent que vingt-quatre heures.

Un peloton de cavalerie, envoyé en reconnaissance, rencontra un détachement de lanciers romains. A la vue des uniformes français, ceux-ci tournèrent bride et s'enfuirent.

Une tentative criminelle était faite dans la soirée, nos gendarmes arrêtaient un individu qui, sous un costume moitié religieux, moitié militaire, avait pénétré dans le camp pour tenter d'assassiner le général en chef. Il avoua son coupable projet en montrant le poignard fixé à sa ceinture. Le duc de Reggio dédaigna ses menaces et le fit mettre en liberté, en le chargeant de réclamer auprès des triumvirs l'élargissement des prisonniers français et notamment celui du colonel Leblanc et du capitaine Boissonnet, arrêtés quoique parlementaires. En cas de refus, le général menaçait d'user de rigueur envers les prisonniers romains. Cette menace devait produire bonne impression [2].

Le 3 mai, les troupes allaient bivouaquer à Palo [3], la dernière étape avant Civita-Vecchia. Ces deux déplacements étaient dictés par l'obligation de se rapprocher du lieu de débarquement, les renforts parviendraient plus vite, s'encadreraient plus facilement; les ravitaillements en vivres et en munitions s'imposaient également dans le plus court délai.

On vit arriver dans la soirée un détachement de cavalerie : l'état-major et un escadron du 1er chasseurs (80 chevaux), partis de Civita-Vecchia à une heure de l'après-midi [4].

Les cavaliers, fêtés par leurs camarades, s'instal-

[1] L. de Gaillard. *L'Expédition française à Rome*, p. 183-184.
[2] Capitaine Vertray, *Album*.
[3] *Ibid.*
[4] *Ibid.*

lèrent gaiement au bivouac. En attendant l'arrivée du reste du régiment, deux escadrons et demi, le colonel de Noue fut chargé, dès le lendemain, d'exercer provisoirement les fonctions de chef d'état-major.

Le lieutenant-colonel de Vaudrimey-Davout était devenu souffrant, le général en chef le destinait d'ailleurs au commandement de la place de Civita-Vecchia [1].

Dans la matinée du 4 mai, le général en chef était avisé par le colonel Blanchard que le *Sané* et l'*Orénoque* avaient débarqué la veille le 68e de ligne, au complet. Ce régiment était maintenu provisoirement à Civita-Vecchia.

La santé du duc de Reggio était fort atteinte; la fièvre, la fatigue, le chagrin l'avaient péniblement éprouvé [2], il n'en continua pas moins à s'occuper, avec activité, de son commandement. A l'arrivée au camp de Palo, le général avait présidé à l'installation des blessés dans une des vastes salles du château; le lendemain 4 mai, il les fit placer dans des voitures ou sur des caissons d'artillerie et les fit diriger sur Civita-Vecchia, avec ordre de les embarquer pour Bastia où l'hôpital militaire était aménagé pour les recevoir. Un officier de son état-major accompagna le convoi [3].

L'officier emportait en même temps deux rapports, l'un adressé par le général en chef au ministre des affaires étrangères, l'autre au ministre de la guerre.

[1] Le colonel Blanchard allait reprendre le commandement du 36e de ligne destiné à rester assez longtemps incomplet, bien que les compagnies de Civita-Vecchia dussent accompagner le colonel et rallier le détachement qui avait pris part au combat du 30 avril.

[2] « Le général Oudinot, quelques jours après, avait encore l'air si souffrant qu'il pouvait à peine se soutenir... » (Ermano Lœvinson, *Giuseppe Garibaldi e la sua legione*. Rome, 1902, p. 165. — Rusconi Carlo, *Memorie anedottiche*, p. 65.)

[3] Ces blessés furent embarqués à bord du *Sané*.

*Corps expéditionnaire de la Méditerranée.*

« Au quartier général de Palo, le 4 mai 1849.

« Monsieur le Ministre,

« Ainsi que j'ai eu l'honneur de vous l'annoncer, je me suis mis en route pour Rome le 28 avril dernier. Deux puissants motifs m'avaient engagé à prendre cette détermination.

« 1° Civita-Vecchia est un point sans action sur les États romains. L'accueil amical qui avait été fait à nos troupes resterait en quelque sorte comprimé dans les murs de la ville, et, en y prolongeant notre séjour, je m'exposais à voir la question romaine vidée sans que la France obtînt dans cette grande question la part qui lui revient;

« 2° D'après les renseignements recueillis aux sources les plus sûres, j'avais l'espoir d'entrer dans Rome sans employer la force.

« Les choses se sont passées tout autrement, Monsieur le ministre; nos troupes, arrivées le 30 devant les murs de Rome, ont été reçues par la mitraille, et j'ai dû, après avoir fait une forte reconnaissance sur la ville, en l'absence d'un matériel nécessaire pour faire un siège en règle, ne pas exposer inutilement nos braves soldats contre des adversaires retranchés derrière d'épaisses murailles.

« Je viens d'établir mon quartier général à Palo. Les avant-postes sont plus rapprochés de Rome.

« La troisième brigade débarque en ce moment à Civita-Vecchia; nous allons reprendre l'offensive, et, sous très peu de jours, soyez en certain, les anarchistes qui répandent la terreur dans Rome seront énergiquement châtiés.

« On ne peut reprocher à nos soldats qu'un excès de bravoure. Toutefois j'ai la ferme résolution de ne

pas compromettre leur ardeur dans une guerre de barricades.

« N'ayez donc aucune inquiétude sur le résultat définitif.

« Monsignor Valentin, que le Pape désignait comme gouverneur de Civita-Vecchia, m'est arrivé porteur d'une lettre du Pape et d'une autre du cardinal Antonelli. Je n'ai pas caché à ce prélat la réserve que je m'étais imposée, combien il était utile, combien il était essentiel dans l'intérêt du Saint-Père qu'on me laissât juge de ce qui était possible. Monsignor Valentin a paru apprécier les considérations que je lui ai développées et il repart aujourd'hui pour Gaète.

« J'ai écrit à M. de Rayneval en l'engageant à faire tous ses efforts à Gaète pour maintenir ma liberté d'action. Ceci est d'autant plus nécessaire qu'on se fait à Gaète la plus grande illusion sur les dispositions des populations.

« Je ne prétends pas dire que ces dispositions soient favorables à l'ordre de choses actuel qui n'est que le despotisme à l'ombre du drapeau rouge, exercé par une faction des anarchistes de tous les pays; mais les sympathies pour l'ancien gouvernement sont loin d'être ardentes comme on le suppose.

« On aime Pie IX, mais on redoute très généralement le gouvernement clérical.

« Les troupes napolitaines, commandées par le roi en personne, sont entrées dans les États romains; on les dit destinées à occuper la province de Velletri. Les Autrichiens sont encore à Massa, du moins on l'assure. La ville d'Ancône a été déclarée en état de siège par les triumvirs de Rome, ces messieurs lèvent des impôts sur la population pour la solde de 60.000 soldats, mais la vérité est qu'ils n'en ont pas plus de 20.000, parmi lesquels 6 ou 8.000 tout au

plus, tant Génois que Lombards, peuvent être considérés comme des soldats aguerris.

« Je suis, etc...

« *Signé :* Le Général Oudinot de Reggio. »

Le *post-scriptum* de cette dépêche annonçait une démarche imprévue qui venait d'être tentée de la part des triumvirs, beaucoup moins confiants en réalité qu'ils n'affectaient de le paraître :

« Le P. Ventura, effrayé de la situation de Rome, vient de quitter cette ville; en passant à Palo, il a demandé à me voir de la part des triumvirs. MM. Mazzini, Armellini et Saffi l'avaient chargé de me dire que la journée du 30 ne pouvait être qu'un malentendu; qu'il était peut-être encore possible de concilier les choses si je consentais à faire une nouvelle déclaration établissant d'une manière nette et précise que la France n'imposerait aucun gouvernement aux États romains.

« J'ai répondu au P. Ventura que je croyais avoir suffisamment fait connaître la pensée de mon gouvernement, pensée toute libérale, qu'après ce qui avait eu lieu, j'avais, à coup sûr, le droit de me montrer sévère, que j'en usais si peu que j'étais encore prêt à entrer à Rome en ami, comme intermédiaire entre l'anarchie et le despotisme qui menacent les populations.

« J'ai ajouté qu'en agissant ainsi, je croyais agir dans le véritable intérêt du peuple romain [1]. »

La seconde dépêche, adressée au général Rulhière, contenait un récit sommaire du combat :

[1] *Moniteur* du 11 mai 1849.

« Camp de Palo, 4 mai.

« Monsieur le Ministre,

« Depuis le 22 avril, jour où le corps expéditionnaire a fait voile pour Civita-Vecchia, jusqu'au 28, je vous ai tenu au courant de mes opérations; elles ont eu toutes, vous le savez, un plein succès. Les hommes les plus éminents déclaraient que notre arrivée subite et imprévue dans le port de Civita-Vecchia aurait étonné et terrifié.

« Il fallait, disait-on de toutes parts, et afin d'éviter l'effusion du sang, ne pas laisser s'accroître à Rome les moyens de répression et de défense. Des officiers très intelligents que j'avais envoyés dans cette capitale pour y étudier l'opinion publique, déclaraient unanimement, de leur côté, qu'une forte reconnaissance sur Rome était nécessaire et suffirait pour suspendre immédiatement tous les préparatifs de résistance.

« Une prompte détermination était donc impérieusement prescrite. Le 28 avril le corps expéditionnaire part de Civita-Vecchia; il campe le 29 à Castel-di-Guido : jusque-là, point d'hostilité. Voulant connaître le plus tôt possible les dispositions des troupes de la République romaine, j'ai prescrit au capitaine Oudinot, mon officier d'ordonnance, d'aller jusqu'aux avant-postes avec quelques chasseurs à cheval. Il les rencontra à trois lieues environ de notre camp.

« Les paroles pacifiques de cet officier sont accueillies par une décharge qui démonte un de nos chasseurs. Ce fait est isolé et ne nous ôte pas encore toute espérance de conciliation. Nous continuons à marcher sans rencontrer l'ennemi. Nous prenons position sur le plateau qui domine l'entrée de la ville, par la porte Pertussa, avec l'intention de faire un dernier appel à la concorde. Mais le drapeau

rouge flotte sur tous les forts, d'outrageantes vociférations font retentir les airs et notre tête de colonne est assaillie par le feu le plus vif. Malgré de graves obstacles, la brigade Mollière couronne les hauteurs à droite et à gauche de la route. L'infanterie, l'artillerie, répondent vigoureusement au feu de la place, mais l'ennemi est derrière des remparts, tandis que nos soldats sont à découvert.

« Pour faire diversion, je prescris à la brigade Levaillant de faire un mouvement agressif sur une route de gauche qui conduit à la porte Angelica. Le valeureux officier qui s'était offert à guider cette troupe, au lieu de prendre le chemin qui y conduit à l'abri des remparts, suit une route qui y mène directement, mais qui est exposée au feu de l'ennemi. L'élan de nos soldats ne s'en est pas ralenti et, bien que la route suivie parallèllement est à moins de 200 mètres des remparts, ils s'y engagent avec une grande témérité.

« Dans le même moment les colonels Marulaz et Bouat, des 20e et 33e de ligne, faisant partie de la brigade Mollière, s'élancent avec une centaine d'hommes de leur régiment sur la porte Pertussa; ils arrivent jusqu'au pied même du rempart: profitant d'un pli de terrain, ils s'embusquent, mais les travaux tout récemment accumulés ne permettent pas le succès de cette audacieuse entreprise.

« Dès le commencement de l'action, quelques bataillons ennemis, ayant essayé de descendre dans la plaine, sont forcés de se retirer en toute hâte derrière les retranchements.

« Ce n'était point un siège que nous voulions faire, mais une forte reconnaissance.

« Elle a été exécutée on ne peut plus glorieusement.

« J'ai donc fait suspendre le combat, et j'ai passé

la nuit au lieu même où il avait commencé, sans qu'aucun soldat de l'ennemi ait osé sortir de ses réduits.

« Le 1er et le 2 mai, le corps expéditionnaire est resté en position à Castel-di-Guido; j'ai reçu avis de l'arrivée à Civita-Vecchia de la 3e brigade.

« Pour faciliter la concentration, j'ai établi la 1re brigade à Polidoro [1], la 2e avec le quartier général à Palo. J'y constitue un dépôt principal d'où je suis en rapport facile, par les voies de terre et de mer, avec ma base d'opérations.

« Il n'y a presque aucune insulte à redouter, car depuis le 3, et au moment où je vous écris, nous n'avons pas vu un seul ennemi [2].

« Je ne terminerai pas ce rapport, Monsieur le ministre, sans rendre aux troupes de toutes armes du corps expéditionnaire de la Méditerranée cette justice que leur moral et leur énergie sont admirables. Cette journée du 30 avril est l'une des plus brillantes auxquelles les troupes françaises ont pris part depuis nos grandes guerres.

« Si nous avons fait quelques pertes sensibles, nous avons occasionné à l'ennemi un dommage numériquement considérable.

« J'ai été énergiquement secondé par les officiers généraux Regnaud de Saint-Jean d'Angély, Levaillant et Mollière, ainsi que par les chefs de service de l'artillerie et du génie, le lieutenant-colonel Larchey et le commandant Goury. Officiers, sous-officiers et soldats, tous ont fait admirablement leur devoir.

[1] Lire *Palidoro;* hameau de bergers qui n'avait alors que trois ou quatre maisons, à sept kilomètres de Palo, le quartier général, la brigade Mollière fournissait ainsi les avant-postes jusqu'à la fontaine du Tufino, sur un petit plateau, à une demi-lieue de Palidoro.

[2] Le général Oudinot fait allusion à la reconnaissance romaine signalée par le capitaine Vertray, à la date du 2 et non du 3.

« J'aurai l'honneur de vous donner en détail les noms de ceux qui se sont plus particulièrement distingués.

« Agréez, etc... »

On peut reprocher à ces deux documents, et surtout au dernier, un excès d'optimisme. Quelque honorable qu'eût été la conduite de nos troupes le 30 avril, il était évidemment téméraire d'affirmer que cette journée du 30 avril était l'une des plus brillantes auxquelles les troupes françaises avaient pris part depuis nos grandes guerres. Le général ignorait encore le guet-apens dont avait été victime le détachement Picard, mais le chiffre des disparus s'en trouvait malheureusement accru, il venait en triste parallèle avec celui des hommes hors de combat, et l'effectif total des uns et des autres s'élevait au chiffre de 865.

En outre, on ne pouvait qualifier de « forte reconnaissance » une attaque dirigée pendant six heures contre les portes et l'enceinte même de la place. A l'exception de l'artillerie, dont quelques pièces seulement furent mises en batterie, et qui resta en grande partie inutilisée, toutes les troupes du corps expéditionnaire furent engagées à fond. Les réserves elles-mêmes prirent part au combat et si l'ennemi avait osé effectuer, à la fin de la lutte, une énergique contre-attaque, la retraite de la division française pouvait se changer en déroute. C'était donc bien un combat qu'avait livré le général Oudinot, un combat vaillamment soutenu, mais terminé par l'abandon des positions d'attaque et par une marche rétrograde qui nous éloignait de l'ennemi de près de deux étapes.

Quant à la conduite du combat lui-même, tout en rendant justice à la bravoure stoïque de nos officiers et de nos soldats et particulièrement à l'intrépidité

des têtes de colonne des 20e et 33e de ligne, il convient de constater que les efforts tentés au centre, à l'aile droite et à l'aile gauche manquèrent de liaison, de simultanéité. La direction supérieure semble avoir faibli. Sur un point, l'erreur d'un officier d'ordonnance conduit une colonne à un échec irrémédiable; sur un autre, l'absence de cartes et de renseignements attarde les troupes à la recherche d'une porte murée et d'un passage détruit; ailleurs, un détachement a pris position beaucoup trop à droite, sans rester en communication avec le reste du régiment et il est fait prisonnier sans que ni son colonel ni aucun des officiers généraux en soient informés. Enfin le général en chef ordonne la retraite, et des fractions de troupes, ne recevant pas cet ordre, couchent une partie de la nuit sur le champ de bataille où l'ennemi d'ailleurs ignore leur présence. Là encore l'action du commandement et celle de son organe naturel, l'état-major, prêtèrent à la critique, mais les vrais, ou pour mieux dire les seuls coupables étaient les deux ministres qui dirigeaient l'expédition.

Le ministre des affaires étrangères avait assujetti le général en chef à subir les avis et presque les instructions de nos représentants à Gaète, mal placés pour connaître l'état des esprits à Rome. Le ministre de la guerre n'avait pas donné au duc de Reggio des forces suffisantes pour tenter avec chances de succès une attaque par surprise.

Au lieu de risquer une opération téméraire et prématurée, il fallait attendre le débarquement complet des trois brigades pour marcher sur Rome, et encore, pour attaquer la ville, ces forces étaient-elles insuffisantes et devaient-elles se borner à un rôle d'observation. Déjà mal renseigné par nos diplomates, le duc de Reggio, malgré sa vigilance et sa perspicacité, fut encore induit en erreur par les jeunes officiers

qu'il envoya à Rome et qui lui communiquèrent leurs impressions d'imprudent optimisme.

Grâce à Dieu, l'honneur de nos armes sortait sain et sauf d'une lutte inégale; la revanche était proche, elle devait être patiemment, valeureusement et modestement préparée, avec le concours de nouveaux et éminents collaborateurs, par le brave général Oudinot de Reggio. Il puisa dans le sentiment du devoir la force de résister aux indignes attaques du parti révolutionnaire français. L'écho devait en parvenir plus d'une fois jusque dans son austère quartier général.

En attendant, il songeait à reprendre la lutte le plus tôt possible, selon le vœu du corps expéditionnaire qui frémissait d'impatience.

Cependant, tout indiquait qu'il faudrait *faire un siège*, opération toujours longue, pénible et difficile. L'essentiel était de prévenir tout mouvement offensif de l'ennemi. Le 20e de ligne et la cavalerie faisaient constamment des reconnaissances de Palidoro jusqu'à la Macchia sur la gauche, Procojo San-Carlo sur la droite. Les chasseurs à cheval plaçaient des vedettes jusqu'à la fontaine da Trè Cannelle.

Les reconnaissances furent bientôt dirigées dans la direction du Tibre. Ponte-Galera et la Magliana furent minutieusement explorées par des officiers d'état-major accompagnés de détachements de cavalerie[1].

Le capitaine d'état-major Castelnau, avec une compagnie de chasseurs à pied et un peloton de chasseurs à cheval, remonta jusqu'à l'embouchure du fleuve.

Le 5 mai, il gagna ainsi Fiumcino, petit port en face de l'ancienne Ostie. C'était par cette localité que d'importants approvisionnements en vivres parve-

[1] Officier d'état-major, *Précis*, p. 36.

naient à Rome en suivant le Tibre. Un petit détachement de dragons romains y séjournait pour surveiller ces approvisionnements. Les cavaliers français débouchèrent si brusquement sur la place de Fiumcino où se trouvaient alors réunis les dragons romains, que ceux-ci ne purent s'enfuir; craignant que les chasseurs ne fussent une avant-garde, les révolutionnaires ne tentèrent pas de se défendre et rendirent leurs armes et leurs chevaux[1].

Le capitaine Castelnau et son détachement les conduisirent au camp de Palo où ils furent internés[2]. Sur l'ordre du général en chef, un bataillon du 20e de ligne repartit sans retard avec le capitaine Castelnau, pour occuper solidement le port de Fiumcino et ses environs[3]. Deux compagnies furent détachées à Ostie sur la rive gauche du fleuve, ce qui assurait au besoin les communications avec l'armée napolitaine qui occupait Terracine et marchait sur Vèlletri[4].

Le duc d'Harcourt avait passé la journée du 6 au camp; la nouvelle de l'insuccès du 30 avait attristé notre ambassadeur, sa visite à Palo le réconforta et il repartit pour Gaète rempli d'espoir dans le succès final.

Le 7 mai, l'amiral Tréhouart se rendait au camp[5], et trouvait le général en chef toujours souffrant, mais plein d'énergie, surveillant la mise en défense du fort de Palo.

Le lendemain, à la grande joie du corps expéditionnaire le commandant Picard et son détachement arrivaient au camp de Palidoro, où se trouvait concentré le 20e de ligne. Quelques bles-

[1] Capitaine d'état-major VERTRAY, *Album*, p. 6.
[2] *Ibid.*
[3] *Ibid.*
[4] Officier d'état-major, *Précis*, p. 35.
[5] M. de Falloux accompagnait l'amiral. (Capitaine VERTRAY, *Album.*)

sés seulement restaient dans les hôpitaux à Rome. La veille les prisonniers étaient invités à sortir du château Saint-Ange; seuls les officiers s'abstinrent et restèrent dans l'appartement où ils gardaient les arrêts. Les sous-officiers et les soldats furent promenés solennellement dans les rues de Rome, aux cris de : *Vive la République française! Vive la République de Rome!* La foule acclamait et embrassait ceux qu'elle insultait et brutalisait huit jours auparavant. Les femmes qui, le 30 avril, n'avaient pas été les dernières à menacer nos soldats, leur prodiguaient les caresses et les fleurs [1]. Ce n'était point à un sentiment de générosité qu'obéissaient les organisateurs de cette manifestation.

Dans la matinée, le triumvirat avait publié en langue française une proclamation pour exciter à la révolte et à la désertion les hommes que, quelques heures après, il devait rendre libres [2]. La conduite de nos sous-officiers et de nos soldats fut excellente, ils se refusèrent à toute promesse, gardant l'attitude fière et attristée qui convenait à leur situation [3]! Le lendemain, les deux compagnies, formant un effectif de 250 hommes, rejoignaient leur beau régiment.

Les officiers généraux leur firent à tous le meilleur

[1] « Pressions de mains, libations exquises, pluie de fleurs, accolades fraternelles, offres d'argent et d'honneurs, rien ne fut épargné pour arriver au cœur inaccessible des soldats de la France. » (Balleydier, *La Révolution de Rome*, t. II, p. 73.)

[2] Mazzini disait à l'Assemblée constituante que les prisonniers français deviendraient des apôtres de la révolution dans le corps expéditionnaire de Palo.

[3] « Je dois dire que, le 7 mai, le gouvernement et la population romaine nous ont donné de nombreux témoignages apparents de sympathie, *mais la perfidie de ces démonstrations était évidente pour tout le monde...* Je vous l'ai déjà dit, mon général, tous ont résisté. La France peut être fière de la discipline et du courage que ses soldats ont déployés. » (*Second rapport* du commandant Picard. Bivouac de Santa-Passera, le 28 mai 1849.)

accueil, le commandant Picard et ses officiers furent l'objet d'attentions particulières.

Des commissaires romains, protégés par l'immunité des parlementaires, avaient accompagné le détachement de prisonniers; le général Oudinot les reçut avec l'urbanité qui lui était habituelle. Inspiré par une pensée de générosité bien française, il donna l'ordre de mettre en liberté le bataillon de chasseurs bolonais dit les *chasseurs de Pietramellara*, du nom de son commandant, qui avait été désarmé et interné à Civita-Vecchia lors de l'occupation de cette ville. Ces volontaires devaient rentrer à Rome et y renforcer la garnison révolutionnaire. Le duc de Reggio ne s'arrêta pas devant cette éventualité absolument prévue et déclara avec raison « que la France ne pouvait pas rester en retard de générosité ». Il chargea les commissaires romains de dire à leur gouvernement qu'en retour de ce procédé, il se plaisait à espérer que les Français et même les étrangers de tous les pays recevraient des sauf-conduits pour sortir facilement de la ville [1].

Le même jour, 8 mai, le général Oudinot voulant arrêter le projet d'attaque de la place réunit en conseil les généraux Regnaud de Saint-Jean d'Angély, Mollière et Levaillant, le colonel de Noue et les deux chefs de service de l'artillerie et du génie, le lieutenant-colonel Larchey et le commandant Goury, qui remplaçait le lieutenant-colonel Leblanc toujours interné à Rome avec le capitaine Boissonnet [2]. « Il fut reconnu que la portion de

[1] Les vexations contre les Français avaient été telles à Rome, que les élèves de l'école française, qui pour la plupart professaient ouvertement des sentiments libéraux, durent se réfugier à Florence avec leur directeur pour éviter les outrages et les menaces.

[2] Les triumvirs se refusèrent à laisser partir ces officiers avec le détachement Picard.

l'enceinte à proximité du fleuve et sur la rive droite était la seule qu'il fût possible d'attaquer sérieusement sans préjudice notable pour les monuments de Rome. Ce choix avait d'ailleurs l'avantage de maintenir le corps expéditionnaire en communication constante avec sa base d'opérations. Le conseil décida donc qu'un mouvement serait opéré dans cette direction[1]. »

On s'étonna que le général Oudinot ait cru devoir réunir un conseil de guerre au lieu de prendre lui-même l'initiative et la responsabilité de la marche en avant. Mais l'absence d'instructions *fermes* du ministre de la guerre, les tergiversations du gouvernement, l'hostilité d'une partie du Parlement et de la presse dictèrent la conduite du général en chef. Le corps expéditionnaire lui sut gré de sa modestie et de sa prudence.

En conséquence, toute la brigade Mollière se porta de Palidoro sur Castel-di-Guido à deux lieues et demie.

Le bataillon de chasseurs à pied, prenant sur la colonne un assez long intervalle, fit une reconnaissance dans la direction de Rome, sans rencontrer l'ennemi[2]. Le soir le 16e léger était arrivé au camp de Palo, il avait été provisoirement placé à la 2e brigade sous les ordres du général Levaillant (Charles[3]). Un bataillon du 68e formait la garnison de Civita-Vecchia.

Le lendemain, 10 mai, le lieutenant-colonel Leblanc et le capitaine Boissonnet, appartenant tous deux à l'arme du génie, arrivaient au camp de Palo[4]; ces officiers n'avaient pas eu à subir la captivité du château Saint-Ange, mais avaient été si étroitement surveillés par la police romaine qu'ils avaient dû

[1] Officier d'état-major, *Précis historique et militaire*, p. 38.
[2] *Historique* du 1er bataillon de chasseurs à pied.
[3] Officier d'état-major, *Précis*, p. 39.
[4] *Ibid.*

garder les arrêts chez eux, se bornant à quelques brèves communications avec M. de Forbin-Janson, épié et surveillé lui-même par les agents du triumvirat. Toutefois MM. Leblanc et Boissonnet apportaient d'intéressants renseignements sur le système de fortifications de Rome, qui devaient être utilisés.

Dans la même journée le général Chadeysson arrivait à Palo avec le 22e léger, une batterie d'artillerie et deux pelotons de chasseurs à cheval. Cet officier général amenait en outre avec lui six pièces de siège. Pour les transporter, les attelages des pièces de campagne avaient été dédoublés. La compagnie de réserve du génie et son parc accompagnaient les pièces de siège [1].

Le général en chef décida que le mouvement en avant continuerait; il prescrivit donc à la 2e brigade, diminuée du 68e de ligne rendu au général Chadeysson, de se porter, avec le quartier général, à Castel-di-Guido.

La 1re brigade devait être plus en avant sur les hauteurs qui dominent à droite et à gauche la voie Aurélienne.

Une autre bataille se livrait à Paris, bataille parlementaire qui dura plusieurs jours et dont l'issue intéressait au plus haut degré le corps expéditionnaire de la Méditerranée. L'opinion publique avait été péniblement impressionnée en apprenant que l'attaque de nos troupes avait été repoussée. Dans sa séance de nuit du 7 mai, l'Assemblée constituante blâma sévèrement le ministère Odilon Barrot, qui fut ainsi mis en péril; Jules Favre et ses amis reprochèrent violemment au gouvernement d'avoir promis de s'en tenir à l'occupation militaire de Civita-Vecchia [2] et de ne marcher sur Rome que pour la pré-

[1] Officier d'état-major, *Précis*, p. 39.
[2] « Même en cas de résistance. »

server d'une intervention étrangère ou des excès d'une contre-révolution. Pour conjurer l'orage, le ministre des affaires étrangères déclara que le général Oudinot avait outrepassé ses instructions en attaquant la République romaine. Par 338 voix contre 241, l'Assemblée constituante vota la résolution suivante : « L'Assemblée nationale invite le gouvernement à prendre sans délai les mesures nécessaires pour que l'expédition d'Italie ne soit pas longtemps détournée du but qui lui était assigné. »

Le ministère, sachant que les jours de l'Assemblée nationale étaient comptés, car sa législature se terminait dans quelques jours, accepta docilement le blâme parlementaire et pour gagner du temps, chargea un diplomate habile qui avait fait ses preuves dans des circonstances difficiles, M. de Lesseps[1], ancien ministre plénipotentaire à Madrid et alors en disponibilité, de partir pour Rome, de s'y mettre en relations avec les triumvirs et d'y préparer une solution honorable pour le gouvernement français en même temps que rassurante pour les catholiques[2]. En réalité la mission de M. de Lesseps était très mal définie.

[1] M. L. Bridier, membre de la Société des Études historiques, a publié un important ouvrage sur la famille de Lesseps (*Une famille française, les de Lesseps*, Paris, Fontemoing, 1900), dans lequel il retrace les difficultés de ce moment. Il convient de lire le chapitre intitulé *Rome*, où la mission du futur perceur de l'isthme de Suez est clairement exposée (p. 295-308).

[2] « C'est pour cela que, par décision du cabinet, et c'est ici le gouvernement en conseil qui est intervenu, un homme qui a toute notre confiance, que nous avons éprouvé dans des circonstances difficiles, qui a toujours servi la cause de la liberté et de l'humanité, M. de Lesseps, si vous voulez savoir son nom, a été envoyé. Il est parti avec la recommandation expresse de se mettre immédiatement en communication avec le gouvernement, de le tenir au courant, jour par jour, de tous les incidents qui peuvent survenir, avec l'instruction formelle d'employer tout ce qu'il pourrait avoir d'influence à faire sortir de notre intervention des garanties sérieuses et réelles de liberté pour les Etats romains. » (Déclaration de M. Odilon Barrot. Séance du 9 mai. *Moniteur* du 10 mai.)

Comme un correctif au vote de la Chambre et à la soumission de ses ministres, le prince Louis-Napoléon adressait au général Oudinot une lettre qui consacrait la rupture avec ses ancien amis de jeunesse et qui rendait un hommage mérité à la brave armée française,

Cette lettre fut confiée à M. de Lesseps qui devait la remettre lui-même au duc de Reggio.

« Élysée national, 8 mai 1849.

« Mon cher Général,

« La nouvelle télégraphique qui annonce la résistance imprévue que vous avez rencontrée sous les murs de Rome m'a vivement peiné. J'espérais, vous le savez, que les habitants de Rome, ouvrant les yeux à l'évidence, recevraient avec empressement une armée qui venait accomplir chez eux une mission bienveillante et désintéressée.

« Il en a été autrement; nos soldats ont été reçus en ennemis : notre honneur militaire est engagé; je ne souffrirai pas qu'il reçoive aucune atteinte. Les renforts ne vous manqueront pas. Dites à vos soldats que j'apprécie leur bravoure, que je partage leurs peines et qu'ils peuvent toujours compter sur mon appui et sur ma reconnaissance.

« Recevez, mon cher Général, l'assurance de ma haute estime.

« L.-N. Bonaparte[1]. »

Deux jours après, devant de nouvelles interpellations de la gauche, M. Odilon Barrot, président du conseil, traita la lettre du président de simple correspondance privée et non d'acte de gouvernement engageant le ministère. Cet acte de timidité

[1] *Moniteur* du 10 mai 1849.

blâmable provoqua dans la garnison de Paris une éclatante protestation.

Le général Changarnier, commandant la 1re division militaire, fit lire aux appels et afficher dans les casernes la lettre du prince Louis-Napoléon [1]. Le glorieux soldat de la retraite de Constantine et du col de Mouzaïa affirmait ainsi la solidarité de la grande famille militaire.

Les discussions continuaient irritantes et passionnées; les membres de la gauche citaient constamment à la tribune des articles de journaux romains qui dénaturaient la vérité sur l'affaire du 30 avril pour la plus grande gloire de Mazzini, Garibaldi, Galetti, etc. Dans leur passion politique, les représentants du parti radical donnaient aussi publiquement lecture de lettres ou de fragments de lettres dont les auteurs appartenaient au corps expéditionnaire.

Ces correspondances avaient été écrites hâtivement, fièvreusement, sous une impression de douleur physique ou morale, sans que les termes aient été pesés et sans être surtout destinées à la publicité. La conduite militaire du duc de Reggio, celle des officiers généraux sous ses ordres, y étaient violemment critiquées. On les accusait de duplicité : ces officiers, si justement vénérés dans l'armée, auraient affirmé que les Napolitains étaient dans Rome, qu'ils y opprimaient la République et que nos soldats allaient les défendre [2] !

[1] Le général Changarnier, qui ne redoutait pas les responsabilités, écrivait aux officiers généraux sous ses ordres que la lettre du président de la République devait être connue de tous les rangs de la hiérarchie militaire, ajoutant : « Elle doit fortifier l'attachement de l'armée au chef de l'Etat et elle contraste heureusement avec le langage de ces hommes qui, à des soldats français placés sous le feu de l'ennemi, voudraient envoyer, pour tout encouragement, un désaveu. » (*Moniteur* du 12 mai 1849.)

[2] Séances des 10 et 11 mai. Discours de Ledru-Rollin. (*Moniteur* du 11 et 12 mai 1849.)

L'intervention de notre artillerie avait été absolument inefficace et presque inoffensive. Avezzana, le ministre de la guerre de Rome, n'en avait pas moins écrit à l'un de ses amis de Paris, qui acceptait ses allégations avec une singulière naïveté, que les boulets français avaient endommagé les sculptures de Saint-Pierre et la gauche trépignait d'indignation, criant au vandalisme [1]...

Sans avoir encore la hardiesse de le déclarer, le gouvernement était décidé à augmenter dans une proportion considérable les forces dont disposait le général Oudinot. Il est vrai que, par une fâcheuse inconséquence, M. de Lesseps, son représentant, allait recevoir les instructions les plus vagues et les plus contradictoires.

[1] Séance du 11 mai 1849. Discours de Jules Favre. (*Moniteur* du 12 mai.)

## CHAPITRE VII

PRÉPARATIFS DE REVANCHE ET DE RÉSISTANCE. — ARRIVÉE INATTENDUE D'UN PLÉNIPOTENTIAIRE FRANÇAIS. — NOUVELLES DIFFICULTÉS.

En dépit des colères parlementaires et des violences de la presse, le corps expéditionnaire, qui du reste n'en percevait qu'un écho lointain et singulièrement affaibli, préparait une prochaine revanche.

L'arrivée de la brigade Chadeysson avait décidé le général en chef à ne pas retarder le mouvement en avant.

Déjà, depuis le 8 mai, le général Mollière, dont la brigade prenait le titre de brigade d'avant-garde[1], avait quitté Palidoro pour établir son camp à Castel-di-Guido et poussait des reconnaissances jusqu'à six kilomètres de Rome. Le 11 mai toute la division fut portée en avant. En conséquence, dans la matinée

[1] Cette brigade comprenait les unités suivantes : 1er bataillon de chasseurs à pied (commandant de Marolles), 20e de ligne (colonel Marulaz), 33e de ligne (colonel Bouat), batterie d'artillerie (capitaine Serrand), compagnie du génie (capitaine Puiggari), et depuis le 9 mai deux escadrons de chasseurs à cheval moins deux pelotons (commandant Dambry). Le général Mollière avait toujours pour aides de camp le capitaine Manèque et le lieutenant Lecauchois-Férand, tous deux du corps d'état-major.

du 11 mai, l'ordre de marche qui suit avait été adopté pour la brigade d'avant-garde :

Deux escadrons de chasseurs à cheval moins deux pelotons[1];

Le bataillon de chasseurs à pied[2];

Le génie de la brigade;

L'artillerie de la brigade;

Les deux bataillons du 33e de ligne;

Un bataillon du 20e de ligne[3];

Une section d'ambulance;

Les bagages de la brigade.

La brigade atteignit les hauteurs de la Maglianella, où elle resta en position sur la gauche[4]; conformément aux ordres du général en chef qui s'avançait sur la voie Aurélienne avec les deux autres brigades, dans la formation suivante :

État-major général du corps expéditionnaire,

État-major de la 2e brigade[5];

Les deux bataillons du 16e léger (colonel Marchesan[6]);

La compagnie du génie de la brigade;

La batterie d'artillerie de la brigade;

Les deux bataillons du 36e de ligne (colonel Blanchard);

Les deux bataillons du 66e de ligne (colonel Chenau), moins six compagnies[7];

[1] Capitaine Vertray, *Album*

[2] Une compagnie de chasseurs était détachée à Pontegallera.

[3] L'autre bataillon du 20e était à Fiumcino, à l'embouchure du Tibre.

[4] « Couvrant l'armée qui s'avance sur cette route » (la voie Aurélia). *Historique* du 1er bataillon de chasseurs à pied.

[5] Général Levaillant (Charles); capitaine d'état-major Fèvre, aide de camp; lieutenant d'infanterie Christophe, officier d'ordonnance.

[6] Le 16e léger, arrivé au camp de Palo le 9, avait été attaché provisoirement à la 2e brigade.

[7] Détachées au fort de Palo.

Un peloton de chasseurs à cheval[1];
État-major de la 3e brigade[2];
Les deux bataillons du 22e léger (colonel Pesson);
La batterie d'artillerie de la brigade[3];
Les deux bataillons du 68e (colonel de Leyritz), moins six compagnies[4];
Le parc d'artillerie de siège;
Un peloton de chasseurs à cheval;
Trésor, ambulances, subsistances, bagages des deux brigades et du quartier général.

Les reconnaissances de la cavalerie, dirigées par les officiers de l'état-major général et appuyées par les agiles chasseurs à pied, furent poussées assez loin au nord-est. Elles traversèrent le San-Spirito grossi par les pluies, la via Triomphale, s'engagèrent dans la vallée de l'Acquatraversa, et explorèrent les environs du Monte-Mario. Il s'agissait de trouver l'emplacement d'un camp d'observation pour surveiller les routes de Florence et d'Ancône. On choisit un vaste plateau entre la via Triomphale et la via Gassia dominant Pontemolle et San-Onofrio, à peu de distance du Monte-Mario et par conséquent du Tibre et de l'enceinte nord de Rome.

Dans l'après-midi du 13 mai[5], le 36e de ligne et un escadron du 1er chasseurs[6] y furent aussitôt envoyés et en prirent possession sous le commandement supérieur du colonel Blanchard, du 36e[7].

Pendant les journées des 12, 13 et 14 mai, le quar-

[1] Commandé par le capitaine Hirtz.
[2] Général Chadeysson; lieutenant d'état-major Parmentier, aide de camp.
[3] 6e batterie du 7e d'artillerie (capitaine Canu).
[4] Détachées à Civita-Vecchia.
[5] *Journal* des opérations de l'artillerie et du génie.
[6] Le chef d'escadrons Dambry, de ce régiment, marchait avec l'escadron.
[7] Capitaine VERTRAY, *Album*.

tier général fut reporté à Castel-di-Guido. Des piquets de travailleurs, protégés par la cavalerie et des flanqueurs d'infanterie, furent employés par le commandant Goury et les officiers du génie à préparer une route praticable pour l'artillerie et surtout pour le parc de siège dans la direction du Monte-Mario, le long de la Longaretta et de la Magliana jusqu'à la via Campana [1]. Les travaux étaient couverts du côté de Rome par les hauteurs boisées, l'ennemi n'inquiéta nullement la marche des colonnes.

Malgré la prudence des Romains, le général en chef craignait un coup de main sur son parc de siège ; il le rapprocha donc du bas Tibre, par lequel il pensait recevoir ses approvisionnements en toute sécurité grâce à l'occupation de Fiumcino, d'Ostie et de Ponte-Galera. En conséquence, il transporta la brigade Levaillant à Corviale, ce qui plaçait le corps principal à cheval sur les deux lignes d'opérations : celle de Civita-Vecchia à Rome que surveillait la brigade Mollière, et le bas Tibre [2] dont il fit renforcer les postes par le dernier bataillon du 20e de ligne, qui détacha trois compagnies à Magliana, petit port sur le fleuve le plus rapproché de la via Portuensa. Deux escadrons de chasseurs [3] rejoignirent à Corviale le quartier général.

Le quartier général de la brigade Mollière reste à la Maglianella, celui de la brigade Levaillant (Charles) est transféré à la villa Santucci, contre la via Campana, à trois quarts de lieue de la porte Portese ; celui de la brigade Chadeysson, primitivement placé à la casa Maffei sur la route de Civita-Vecchia [4], est transféré à Corviale, le parc de siège est à Magliana [5].

[1] Capitaine Vertray, *Album*.
[2] *Ibid.*
[3] Officier d'état-major, *Précis* p. 39. — C'étaient les deux derniers du 1er chasseurs.
[4] *Journal* des opérations du génie et de l'artillerie.
[5] Capitaine Vertray, *Album*.

Grâce à l'arrivée des différentes fractions trop longtemps retardées, l'effectif total des troupes était d'environ 12.000 hommes occupant une ligne de six kilomètres de développement, qui manquait, il est vrai, un peu de profondeur [1].

Le général en chef résolut de transporter son quartier général au camp de la 2e brigade établi dans un vaste rectangle en avant de la via Campana et presque parallèlement à la strada de Monte-Verde, voie de communication plus au nord qui traversait un petit plateau entre deux ruisseaux parallèles au Tibre. Le quartier général devait être installé dans une spacieuse villa que précédait un majestueux arc de triomphe, datant de Constantin et fort bien conservé. En attendant l'arrivée du duc de Reggio, les factionnaires gardaient l'entrée de la villa et écartaient ainsi quelques Anglais, journalistes ou simplement touristes, qui venaient de Rome et qui observaient cette ruche vivante qui s'appelle un camp avec l'aplomb flegmatique de leur race [2]. Nos soldats circulaient joyeux, pleins d'entrain, sans cesser d'être disciplinés: des corvées étaient constamment dirigées vers la Maglianella, pour travailler à la route du Monte-Mario. Les grand'gardes et les petits postes, sans être multipliés à l'excès, étaient suffisamment nombreux à l'est et au nord pour défier toute surprise. Chacun attendait la reprise du combat. Que les pièces de siège ouvrent la brèche, avec quel entrain, derrière leurs

[1] *Journal* des opérations de l'artillerie et du génie. — Cette appréciation est du général Vaillant, l'auteur du *Journal*, en collaboration avec le général Thiry, commandant l'artillerie, et le colonel Niel, chef d'état-major du génie.

[2] Dès le retour à Palo, les journalistes anglais étaient arrivés au camp français, animés d'assez malveillantes dispositions pour les défenseurs de la Papauté. Toutefois, ils avaient rendu justice à ces troupes d'allures vives, énergiques, lourdement chargées de leurs sacs, tentes, couvertures, et restant alertes.

officiers, les petits soldats aux pantalons rouges monteront à l'assaut!

A Rome, l'inquiétude grandissait chez les partisans de l'intervention française. Effrayé des conséquences que pouvait entraîner la reprise des hostilités avec des forces présumées insuffisantes, sollicité par un certain nombre de nos nationaux, un Français courageux qui habitait Rome depuis de longues années, M. Mangin, consentit à se rendre au quartier général du duc de Reggio, alors à Palo. Il fallait obtenir l'autorisation de sortir de l'enceinte. M. Mangin vint la demander à Mazzini, invoquant comme motif de sa démarche le désir de prévenir une nouvelle attaque des troupes françaises. Le triumvir lui répondit avec arrogance : « Votre démarche m'importe peu, car nous avons prouvé à l'Europe que Rome ne craignait pas la France ; nous avons défendu aux Français de s'approcher de nos remparts, nous saurons faire respecter cette défense ; Rome est la Ville éternelle, malheur à qui la touche[1] ! »

Sur les instances de M. Mangin, l'arrogant avocat lui accorde un laissez-passer. Les gardes civiques de faction au rempart refusent de laisser passer le Français, l'intervention d'un capitaine romain reste inefficace ; M. Mangin, après avoir essuyé plusieurs coups de feu[2], s'éloigne des remparts. Le lendemain, il fait une nouvelle tentative sur un autre point de l'enceinte, et parvient à la franchir ; il gagne même la Malagrotta, mais un parti de garibaldiens l'arrête et après maintes menaces[3] le reconduit à Rome. Un nouveau sauf-conduit lui est accordé par le triumvir.

[1] Balleydier, *La Révolution à Rome*, p. 68.
[2] Idem, *ibid.*, p. 69.
[3] Le même auteur déclare qu'il fallut l'intervention de Garibaldi pour préserver M. Mangin d'une mort certaine (p. 69).

Plus heureux, M. Mangin échappe aux gardes civiques et aux garibaldiens, il atteint le camp français. Le général Oudinot, souffrant[1], le reçoit avec bienveillance, mais prévoyant les conséquences fâcheuses qui peuvent surgir d'un système de temporisation, il lui répond que si les Romains veulent faire acte de soumission envers la France, ils trouveront le général commandant le corps expéditionnaire toujours prêt à accueillir favorablement les propositions « conformes à la dignité de la France et aux intérêts de la souveraineté pontificale ». M. Mangin revint tristement à Rome, la reprise de la lutte était inévitable.

Les triumvirs profitaient du retard apporté à l'arrivée de nos renforts pour continuer la préparation de la résistance. La commission des barricades se distinguait par le zèle le plus exalté, commandant aux forgerons des monceaux de planches à clous[2], promettant le grade de capitaine à tout recruteur qui amènerait dix volontaires des provinces.

Malgré la tiédeur des premiers jours, la population s'exaltait, les femmes n'étaient pas les moins ardentes. La foule s'attaquait à tous ceux que lui désignaient quelques énergumènes; trois malheureux paysans furent égorgés et jetés dans le Tibre aux cris de : « Mort aux Jésuites[3]! »

C'est le prêtre, quelle que soit sa nationalité, que l'on épie, que l'on pourchasse parce qu'il est le partisan du Pape et que l'armée française veut restaurer le pouvoir pontifical[4].

[1] Il trouve le général en chef assez gravement indisposé (p. 70). Balleydier, *La Révolution à Rome*, p. 70.

[2] La commission payait 30 écus mille planches à clous. On les appelait *tribolis*.

[3] Balleydier, *La Révolution à Rome*, p. 71-72.

[4] « Ramassez des pierres et tuez les prêtres. Toute pierre qui terrassera quelque séide du tyran deviendra une pierre précieuse. Que les dames romaines réunissent ces pier-

A la Constituante romaine, on vote continuellement des félicitations aux organisateurs de la résistance, le vice-président, le prince de Canino, C. L. Bonaparte, se fait plusieurs fois l'interprète de l'assemblée.

Si Avezzana, le ministre de la guerre, amoindri par la popularité croissante de Roselli, le commandant des volontaires de Pérouse, et par celle de Garibaldi, prend une décision[1] qu'il porte à la connaissance de la population, aussitôt la toute-puissante commission des barricades fait afficher et publier au son du tambour ses innombrables édits. Elle prévoit tout, organise tout dans la Ville éternelle, c'est le premier pouvoir militaire, c'est le Comité de salut public[2].

Par une singulière contradiction de la part des révolutionnaires qui avaient chassé le chef de l'Église, cette commission affecte des sentiments religieux :

« Les ennemis de Dieu et du peuple, les séides du despotisme se sont réunis autour de notre ville pour l'assaillir, pour abattre le gouvernement proclamé par vos représentants légitimes et y substituer celui de la terreur, de la rapine, du sang. Peuple généreux, soyez prêts à défendre vos barricades, sauvez vos maisons, vos familles, la patrie, l'honneur italien, munissez-vous de tous instruments pouvant servir à frapper, et si vous n'en avez pas, la commission fera

res, etc. » (*Proclamation* de la commission des barricades, 6 mai 1849.)

[1] *Ministère de la guerre et de la marine.* — Attendu qu'il a été ordonné que trois coups de canon du fort Saint-Ange soient le signe d'alarme et attendu qu'il importe que tout citoyen sache avec précision à quel moment on est aux prises avec l'ennemi et quand il y a trêve, il a été décidé que le drapeau rouge sur le fort Saint-Ange ne flottera qu'à l'heure du combat, et pendant la trêve, il sera remplacé par le drapeau tricolore.

« *Le Ministre de la guerre,*
« J. Avezzana. »

(*La Speranza,* numéro du 8 mai.)

[2] *Monitore romano* du 9 mai.

distribuer des piques sur la place des Saints-Apôtres, au premier signal d'alarme. Le capitaine Alex. Baggio est chargé d'organiser les guérillas dans le quartier Trevi[1]. »

Les nouvelles de France parvenaient à nos troupes trop rarement. Les bâtiments, employés au service des transports de la guerre, sortant de Toulon, n'emportaient pas les dépêches dirigées le plus habituellement de Marseille. Or, la correspondance régulière ne partait de ce grand port que trois fois par mois[2].

Le général Oudinot savait qu'il était question au ministère de la guerre de créer une seconde division dans le corps expéditionnaire, et d'en confier le commandement au général Gueswiller, alors employé à l'armée des Alpes. Les journaux français annonçaient, avec raison d'ailleurs, qu'une brigade de cette armée[3] devait être appelée au corps de la Méditerranée pour contribuer à former la deuxième division.

Enfin l'amiral Tréhouart avait prévenu le duc de Reggio que de nouveaux embarquèments allaient s'effectuer incessamment au port de Toulon à destination de Civita-Vecchia.

Pour recevoir le 22e léger, le général en chef était revenu à Castel-di-Guido, qu'il devait quitter dans la journée du 15, afin de se rendre à la villa Santucci, définitivement choisie pour son quartier général, au centre de ses trois brigades. Plein de confiance dans la reprise des hostilités, il éprouva une pénible sur-

[1] *Monitore romano* du 9 mai.

[2] Officier d'état-major, *Précis*, p. 41. L'auteur, M. Lecauchois-Féraud, constate que le service postal n'a été véritablement établi qu'à dater des derniers jours de juillet. Cette lacune pouvait engendrer bien des erreurs et des malentendus.

[3] La brigade, empruntée à l'armée des Alpes, était celle du général Sauvan.

prise et une déception bien naturelle quand il vit arriver à son quartier général, dans la matinée du 15 mai[1], M. de Lesseps, le négociateur envoyé par le gouvernement français pour arrêter l'effusion du sang... Le diplomate était accompagné de l'intendant militaire Paris de la Bollardière, nommé à la direction des services administratifs.

En informant le général de l'augmentation très prochaine des forces du corps expéditionnaire, qui comprendrait au moins deux divisions si ce n'est trois, M. de Lesseps[2] remettait au duc de Reggio la belle lettre du président de la République, mais il ne lui dissimulait pas l'objet de sa mission : tout tenter pour arriver à un arrangement amiable avec le gouvernement romain. Un armistice de quinze jours allait être décidé dès son arrivée à Rome.

Les troupes françaises devaient s'abstenir jusqu'à nouvel ordre de toute démonstration hostile... M. de Lesseps communiquait en outre au général Oudinot les instructions du ministère des affaires étrangères qu'avait rédigées M. de Vielcastel[3], et qui débutaient ainsi :

[1] Officier d'état-major, *Précis*, p. 40.

[2] L'arrivée de M. de Lesseps est également indiquée à la date du 15, par le *Journal* des opérations de l'artillerie et du génie et l'*Album de l'expédition*, par le capitaine VERTRAY. L'officier d'état-major, auteur du *Précis* (M. Lecauchois-Féraud), la mentionne ainsi : « Dans la nuit du 14 au 15, M. de Lesseps, envoyé extraordinaire de France et ministre plénipotentiaire, arrive auprès du général en chef. » Enfin M. de Gaillard, ami du général Oudinot, et qui a reçu de l'ancien commandant en chef de nombreux renseignements, dit à ce sujet : « Le 15, il (M. de Lesseps) descendait au quartier général de Castel-di-Guido. »

[3] M. de Vielcastel était alors chef de la direction politique au ministère des affaires étrangères et le ministre, M. Drouyn de Lhuys, l'avait invité « à rédiger des instructions destinées à laisser assez de latitude et d'initiative pour que son action politique ne fût pas entravée, soit par le général chargé des opérations militaires, soit par des directions trop précises ». (L. BRIDIER, *Les de Lesseps*. Paris, Fontemoing, 1900, p. 301-302.)

« Les faits qui ont marqué le début de l'expédition française dirigée sur Civita-Vecchia, étant de nature à compliquer une question qui se présentait d'abord sous un aspect simple, le gouvernement de la République a pensé qu'à côté du chef militaire, chargé de la direction des forces envoyées en Italie, il convenait de placer un agent diplomatique, qui, se consacrant exclusivement aux négociations et aux rapports à établir avec les autorités et les populations, pût y porter toute l'attention, tout le soin nécessaire dans d'aussi graves matières. »

Le duc de Reggio reçut aussi communication (et tel avait été le désir de M. Drouyn de Lhuys, ministre des affaires étrangères) du *Moniteur* du 8 mai, relatant les orageux débats de l'Assemblée et les singulières déclarations du ministre des affaires étrangères lui-même, qui semblait désavouer l'attaque de Rome[1]. La lettre du président de la République au duc de Reggio faisait heureusement contrepoids à cette singulière attitude du gouvernement.

Le général Oudinot ne se sentit pas atteint par le blâme indirect et injustifié que lui apportait M. de Lesseps: il accueillit, avec une courtoisie triste et digne, le plénipotentiaire qui lui était imposé, résolu d'ailleurs à lui prêter un loyal appui, dans les limites que lui traceraient son dévouement à la patrie et l'honneur militaire.

En soldat discipliné, le général remercie le prince président, mais il ne cache pas le sentiment pénible que lui inspire le compte rendu des débats parlementaires :

[1] « M. Drouyn de Lhuys recommanda ensuite à Ferdinand de Lesseps de prendre des exemplaires du *Moniteur* du 8 mai, afin d'en remettre un, dès son arrivée, au général Oudinot, *jugeant que c'était là que devaient être puisées leurs instructions et leurs déterminations.* » (L. Bridier, *Les de Lesseps*, p. 302.)

« Au quartier général de Castel-di-Guido, le 15 mai.

« Monsieur le Président,

« Je reçois à l'instant la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire sous la date du 8 courant. Je m'empresse de la porter à la connaissance du corps expéditionnaire, il y trouvera une précieuse et juste récompense de son dévouement, de sa discipline et de son courage.

« L'armée française est aux portes de Rome. Quelque vaste que soit l'enceinte de cette place, elle est entièrement investie. Bientôt nos pièces de siège seront en batterie. Maîtres du haut et du bas Tibre, à cheval sur la route de Florence, nous avons intercepté toute communication, et nous avons une pleine liberté d'action.

« Dès aujourd'hui la soumission absolue du parti qui domine Rome nous serait infailliblement assurée si le *Moniteur* du 8 n'était de nature à ranimer de fatales espérances. Quoi qu'il puisse arriver, au surplus, le France sera sous très peu de jours l'arbitre des destinées de l'Italie centrale. Bientôt votre gouvernement recueillera le fruit de la politique énergique et généreuse qu'il prétend suivre et que vous lui inspirez.

« Veuillez agréer[1]... »

Le lendemain soir, 16 mai[2], le général Oudinot et son état-major s'installaient à la villa Santucci, au milieu du camp de la brigade Levaillant.

M. de Lesseps, qui s'illusionnait absolument sur les triumvirs et sur leurs ministres, exprima le désir de se rendre sans retard à Rome. Il avait prié le duc de Reggio de lui céder M. de La Tour d'Auvergne, secrétaire d'ambassade jusqu'alors constamment atta-

[1] Balleydier, *La Révolution à Rome*, t. II, p. 79-80.
[2] Officier d'état-major, *Précis*, p. 44.

ché au cabinet du général en chef; il demandait aussi au général de détacher dans quelques jours auprès de lui, pour le renseigner au point de vue militaire, un officier d'état-major qui pût lui inspirer une entière confiance. Le général avait aussitôt désigné son premier aide de camp, le commandant Espivent de la Villeboisnet, l'habile négociateur de l'occupation de Civita-Vecchia, qui devait rejoindre l'envoyé du gouvernement français dès que celui-ci l'appellerait.

Dans la soirée du 15 mai, après l'accomplissement des formalités des parlementaires, sonneries, drapeau, etc., le poste romain de la porte Portese laissait pénétrer, dans l'enceinte de la ville assiégée, la voiture où avaient pris place le ministre de France et le jeune secrétaire d'ambassade[1] destiné à devenir un jour ministre des affaires étrangères. Malgré l'escorte des « lanciers de Mazzini », la populace arrêta plusieurs fois leur voiture, insultant et menaçant les nouveaux venus.

[1] *Communication* du général Espivent de la Villeboisnet.

## CHAPITRE VIII

### M. DE LESSEPS A ROME. — LES CAMPS DU CORPS EXPÉDITIONNAIRE.

L'envoyé du gouvernement français obtint, dès son arrivée, une entrevue des triumvirs. Son amabilité, sa réputation de libéralisme, ses relations personnelles avec quelques hommes politiques italiens, produisirent une impression favorable chez les membres du gouvernement romain, mais il y eut, dès le début, un malentendu. Mazzini et les siens affectaient de croire que le gouvernement français avait accepté définitivement la République romaine et la déchéance du pouvoir pontifical. M. de Lesseps voulait au fond réserver la question et se borner à obtenir la fin des hostilités. Malgré leurs fanfaronades [1], les trium-

[1] Une reconnaissance française de cavalerie avait été signalée, le ministre de la guerre en informa l'Assemblée romaine, qui accueillit cette nouvelle avec des signes de joie; plusieurs députés brandirent le poing dans la direction de l'ennemi, en s'écriant : « Nous nous battrons. »

Le même ministre Avezzana faisait afficher dans les rues de Rome, la veille de l'arrivée de M. de Lesseps, une proclamation annonçant que les cloches sonneraient à toute volée lorsque l'ennemi aurait pénétré dans une partie de la ville ou menacerait fortement d'y entrer : « A ce signal, tout citoyen, avec tout moyen de défense, s'opposera à l'invasion totale de la ville par l'ennemi. Tant que le peuple n'entendra pas quel-

virs et les représentants romains ne voyaient pas sans inquiétude les avant-postes français se rapprocher de l'enceinte. Ils acceptèrent avec empressement l'offre d'un armistice de quinze jours; la nouvelle fut aussitôt communiquée dans les trois brigades, où nos soldats l'accueillirent tristement[1].

Dans la matinée du 16 mai, la brigade Levaillant faisant une reconnaissance du côté de Capeletta, enleva le poste qui en occupait les abords. M. de Lesseps arrivant de Rome pour annoncer la suspension des hostilités demanda au général en chef de remettre en liberté les prisonniers de Capeletta, quarante-cinq hommes. Sa requête fut accueillie favorablement.

Le général Oudinot venait d'apprendre l'arrivée au camp de Palo de la bigade Sauvan, destinée à la 2e division. Il s'y rendit sans retard et prescrivit là. comme dans les autres camps, des mesures d'administration dont l'exécution fut confiée à l'intendant Paris de la Bollardière. Jusqu'alors les troupes étaient mal nourries. Des fours furent établis, des abattoirs créés; les marchés régulièrement passés avec les fournisseurs approvisionnèrent largement nos troupes[2].

A Rome la population partageait les illusions et les rancunes de son gouvernement. Tous les jours de nouveaux volontaires pénétraient dans la ville. Après la division de Pérouse commandée par Roselli, arrivait la division commandée par le Napolitain Mezzaccappo[3].

qu'un de ces signaux, il pourra rester tranquillement dans ses foyers.

« *Le Ministre de la guerre,*
« J. Avezzana.

« Rome, le 14 mai 1849. »

(*Contemporaneo.*)

[1] Capitaine Vertray, *Album.*
[2] *Ibid.*
[3] Cete division, composée de Bolonais, de Suisses et de réfugiés polonais, comprenait 4.500 fantassins, deux escadrons de cavalerie, douze pièces de canon.

Mazzini ne trouvait pas que la France se fût suffisamment humiliée. Aussi fit-il répandre le bruit dans les clubs populaires qu'il faudrait repousser les propositions actuelles de l'envoyé français pour en obtenir de meilleures.

A la séance du 19 mai, la Constituante romaine reçut communication du projet de convention que présentait M. de Lesseps et dont les principales dispositions étaient celles-ci :

« 1° Les États romains réclament la protection de la République française.

« 2° Les populations romaines ont le droit de se prononcer librement sur la forme de leur gouvernement.

« 3° Rome accueillera l'armée française comme une armée de frères, le service de la ville se fera conjointement avec les troupes romaines et les autorités civiles et militaires romaines fonctionneront conformément à leurs attributions légales [1]. »

Sous l'influence de Mazzini, l'Assemblée constituante ne daigna même pas discuter les articles, elle vota à l'unanimité la solution suivante :

« L'Assemblée, regrettant de ne pouvoir admettre

[1] Séance de l'Assemblée constituante romaine du 19 mai. (*Gazette Piémontaise*, numéro du 20 mai). Devant l'omnipotence du triumvirat, M. de Lesseps n'osa pas présenter son projet primitif avec lequel d'après M. de Gaillard il était arrivé à Rome et peut-être même parti de Paris et qui était ainsi formulé :

« Art. 1er. — Aucune entrave ne sera plus apportée par l'armée française à la liberté des communications de Rome avec le reste des Etats romains.

« Art. 2. — Rome accueillera l'armée française comme une armée de frères.

« Art. 3. — Le pouvoir exécutif actuel cessera ses fonctions. Il sera remplacé par un gouvernement provisoire composé de citoyens romains, nommé par l'Assemblée nationale romaine, jusqu'au moment où les populations, appelées à faire connaître leurs vœux, se seront prononcées sur la forme de gouvernement qui devra les régir et sur les garanties à consacrer en faveur du catholicisme et de la papauté. » (L. de Gaillard, *L'Expédition française de Rome*. p. 204.)

le projet de l'envoyé extraordinaire du gouvernement français, confie au triumvirat le soin d'en exprimer les raisons et de faire, de plus, les diligences tendant à établir les meilleurs rapports entre les deux Républiques[1]. »

C'était un premier échec pour M. de Lesseps. Ses illusions n'en furent pas ébranlées et cependant l'attitude des révolutionnaires romains devenait de plus en plus inquiétante. On chantait le soir à tous les carrefours, dans les rues les plus fréquentées, sous les fenêtres mêmes de l'ambassade de France, l'odieux hymne de Maggazzari :

Sur le sol de l'Italie
Plus de papes, plus de rois,
Ici il n'y a plus d'esclavage,
Guerre! Guerre!

Les Alpes et la mer aujourd'hui ne ceignent
Qu'une âme, un seul vouloir,
Poussons le cri des intrépides :
Guerre! Guerre!

Vil et impie qui hésite à se saisir
D'un fusil et d'un poignard
Et l'ennemi n'ose assaillir.
Guerre! Guerre!

Sol italien, notre patrie,
A toi notre dernier soupir!
Pour toi nous voulons vaincre et mourir.
Guerre! Guerre!

D'un grand peuple qui jadis fut,
Sous terre les ossements frémissent,
Hélas! ce peuple n'est plus...
Guerre! Guerre!

[1] Séance de la Constituante romaine du 19 mai. (*Gazette Piémontaise*, numéro du 20 mai.)

**Mais le souvenir des héros**
**Ne peut tromper, ne peut périr.**
**Italie, relève-toi et prends un nouvel essor.**
**Guerre! Guerre!**

**Sur le sol de l'Italie**
**Plus de papes, plus de rois,**
**Ici il n'y a plus d'esclavage.**
**Guerre! Guerre [1]!**

Les Autrichiens ne se désintéressaient pas de la question romaine, ils avaient franchi la frontière pontificale et assiégé la ville de Bologne. D'autre part les troupes espagnoles débarquées à Terracine avaient été rejointes par des renforts qu'amenait le général en chef Cordova; enfin l'armée napolitaine, forte d'une douzaine de mille hommes, sous le commandement personnel du roi des Deux-Siciles, se dirigeait sur Velletri, environ à huit lieues de Rome. L'armistice conclu avec les Français, exploité d'ailleurs comme une preuve de leur faiblesse, rendait disponible une partie del'armée révolutionnaire. Une colonne de 12 à 13.000 hommes, sortit aussitôt de Rome, sous le commandement du général Roselli, pour repousser les Napolitains; Garibaldi, nouvellement promu général de division, commandait l'avant-garde [2]. Les troupes romaines sortirent de Rome dans la soirée du 16 mai [3]. Après une marche de dix-huit heures, elles atteignirent le bourg de Zagarolo [4]. Les triumvirs avaient publié un manifeste plus présomptueux encore que les précédents.

« L'Espagne nous envoie aussi en langage humain,

[1] Balleydier, t. II. p. 82-83.
[2] Les deux principaux lieutenants de Garibaldi étaient Marochetti, son compagnon d'armes en Amérique, et un Prussien nommé Haug.
[3] Ermano Lœvinson, *Giuseppe Garibaldi e la sua legione*, p. 182.
[4] Beghelli, t. II, p. 218.

suivant son habitude, un insolent défi. Le *chorus* est donc complet : l'Autriche, la France, Naples et l'Espagne recommencent l'histoire des temps anciens et répondent à l'appel d'un Pape!...

« Qu'ils soient contre nous trois ou quatre, peu importe, Rome ne déviera pas de son ferme dessein. Il y a trois siècles et demi que ces superbes agresseurs trouvèrent une Italie mourante, aujourd'hui ils trouveront une Italie qui surgit, l'Italie du peuple!... »

L'intervention de M. de Lesseps favorisait singulièrement les intérêts militaires des Romains. Le roi de Naples ne s'y trompa pas[1] et résolut de ne pas continuer l'offensive[2]. En conséquence l'armée napolitaine évacua le 17 mai, dans la nuit, ses cantonnements d'Albano, pour se porter sur Ariccia et prendre la route de Velletri.

L'armée romaine, grossie de nouveaux renforts, arrivait par Pallestrina. A peu de distance de cette ville, Garibaldi avec son avant-garde attaqua l'arrière-garde napolitaine que commandait le général Casella. Le roi Ferdinand II, le roi *Bomba*, comme on l'appelait en raison de son embonpoint, paya bravement de sa personne, ainsi que les princes, les comtes d'Aquila et de Trapani et l'infant d'Espagne don Sébastien[3]. Les Romains s'arrêtèrent et durent attendre l'armée de Roselli, qui avait laissé son lieutenant Garibaldi prendre trop d'avance. Velletri fut évacué pendant la nuit. Les Romains l'occupèrent pendant la matinée.

[1] Le roi de Naples avait envoyé au camp français un de ses aides de camp, le lieutenant-colonel d'Agostino, qui l'informa aussitôt de l'armistice accepté par l'armée française. (Cf. Ermano Lœvinson, p. 183.)

[2] Plus tard le roi ne cacha pas au duc de Reggio que la trêve l'avait mis dans un grand embarras. (Le général Oudinot au ministre de affaires étrangères, 10 août 1849.)

[3] Le roi chargea avec ses carabiniers et un bataillon. Toutefois ce fut l'intervention des quelques pièces d'artillerie qui arrêta les garibaldiens et permit à l'arrière-garde de rejoindre le corps principal qui ne l'avait pas attendue.

mais ils ne mirent pas assez d'ardeur dans la poursuite des Napolitains qui regagnèrent Terracine sans autre combat. Garibaldi devait continuer pendant une dizaine de jours la facile invasion du royaume de Naples[1] à laquelle le roi Ferdinand II ne pouvait plus tenter de s'opposer, car il revenait en toute hâte à Gaète pour y concentrer ses troupes et protéger le Chef de l'Église contre une agression très vraisemblable des bandes de Garibaldi.

A la nouvelle du succès très exagéré d'ailleurs de Velletri, Avezzana lançait une emphatique proclamation :

« Citoyens,

« Soit que vous veilliez du haut des tours à la défense de la ville, soit que vous alliez sur les champs de bataille, vous êtes invincibles. Vous avez avec vous Dieu et votre droit!

« La République romaine sera bientôt italienne. C'est la cause de l'Italie qui se défend à Rome.

« Ici versent leur sang des hommes venus de tous les points de l'Italie. La religion de l'unité italienne, de la République italienne reçoit la consécration du sang dans les plaines témoins de vos victoires, etc[2]. »

Nous ne donnons pas la suite de ce prétentieux *factum*. Malheureusement il ne fut pas inoffensif.

[1] Roselli crut devoir rentrer avec la plus grande partie de ses forces à Rome, laissant Garibaldi et sa colonne poursuivre son expédition. Le condottiere perdit trois jours à Velletri, car il ne quitta cette ville que le 23 mai, il se porta par la voie Catilina sur Anagni, le 24 à Ferentino; le 26 il était à Frosinone, le 27 à Rocea d'Arce. Il allait occuper Ceprano lorsqu'une dépêche des triumvirs le rappela d'urgence à Rome « pour la défense du territoire de la République ». (*Recueil* des décisions de l'Assemblée constituante, p. 403.) Le 29 mai, la colonne de Garibaldi revient à Frosinone, le 30 à Anagni. Il est avec son avant-garde à Rome le 31 mai avant midi, le reste de sa troupe arriva le 1er et le 2 juin. (Ermano Lœvinson, *Garibaldi e la sua legione*, p. 193-206.)

[2] Balleydier, *La Révolution à Rome*, t. II, p. 89.

Des désordres graves se produisirent à Rome; une bande d'énergumènes, conduite par un fanatique des plus dangereux, nommé Cicernacchio, se rua sur les églises, chassant les fidèles, brutalisant de préférence les ecclésiastiques et les femmes, enlevant les confessionnaux qui furent transportés sur la place du Peuple et brûlés au milieu des feux de joie [1].

La nouvelle de la rentrée du duc de Parme [2] dans sa capitale et de la capitulation de Bologne, entre les mains des Autrichiens, motiva une nouvelle proclamation des triumvirs, plus furieuse encore que les précédentes et qui porte la date du 20 mai :

« Italiens, fils de Rome, nous touchons à une heure solennelle, préparée depuis des siècles, à l'un de ces moments historiques qui décident de la vie d'un peuple. Soyez grands!... Décrétez la victoire. Il faut que les préfets et les commissions extraordinaires organisent l'insurrection, qu'ils forment une ligue entre provinces et provinces, qu'ils prennent leurs inspirations à Rome. Il faut aux périls extrêmes des pouvoirs exceptionnels, des remèdes extrêmes. Que le chef qui rôde, qui se retire avant d'avoir combattu, qui capitule, qui temporise soit déclaré coupable. Que le pays qui accueillerait l'ennemi sans lui opposer de résistance soit politiquement effacé du nombre des pays composant la République. Qui ne combat pas d'une manière ou d'une autre l'envahisseur étranger soit couvert d'infamie. Qui, ne fût-ce que pour un seul instant, trahira son parti, perde à tout jamais son titre de citoyen et la vie... Qu'il soit puni celui qui abandonnerait aux ennemis un matériel de guerre; puni celui qui ne s'applique pas à leur arracher et vivres et logements et repos; puni celui qui, le pou-

[1] On alla même jusqu'à parodier le sacrement de la pénitence.
[2] Charles III de Bourbon.

vant, ne s'éloigne pas du sol que foule le pied d'un ennemi. Étendons autour de toute armée qui ne porte pas notre drapeau un cercle de feu et le désert.

« La République, douce et généreuse jusqu'à présent, se lève terrible dans ses menaces.

« Rome vivra.

« ARMELLINI, MAZZINI, SAFFI. »

L'exaltation s'accroît, des misérables, s'arrogeant une sorte de mandat judiciaire, pénètrent dans les domiciles particuliers; on y pille impudemment. Ceux qui protestent sont arrêtés, maltraités et jetés en prison. Le clergé romain se distingue par son attitude pleine de dignité et de courage. L'un des ecclésiastiques les plus charitables, le curé de la Minerve, est saisi dans son presbytère par la bande de Zambianchi, le capitaine des *finanzieri* [1], traîné à Saint-Calixte, à l'entrée des catacombes, où il est fusillé [2]. Le même jour quatorze prêtres furent ainsi assassinés [3]. Comme les victimes de la Commune de Paris devaient le faire vingt et un ans plus tard, les martyrs pardonnèrent à leurs bourreaux et les bénirent.

La connaissance de ces atrocités attrista et effraya M. de Lesseps, il voulait la paix à tout prix et se sentait disposé à toutes les concessions. Enfermé dans le palais de l'ambassade de France entre M. de la Tour d'Auvergne, secrétaire d'ambassade, M. de Gérando, chancelier, et son secrétaire particulier, M. Leduc, il évitait de recevoir Mgr Luquet et les ecclésiastiques français, se défiait de M. Mangin et de ses amis,

[1] On appelait ainsi les employés militaires du trésor.

[2] « A quoi penses-tu donc, lui demanda l'exécuteur politique des hautes œuvres de la République, tu trembles, je crois? — Je pense à Dieu, répondit noblement le futur martyr et je le prie pour qu'au moment de votre mort et sur le point de paraître devant lui, vous soyez aussi tranquille que je le suis à l'heure de la mienne. » (BALLEYDIER, *La Révolution à Rome*, t. II. p. 96.)

[3] *Ibid.*

qu'il accusait d'impopularité et croyait que la moindre sympathie en faveur des partisans déclarés du Pape déchaînerait de nouvelles scènes de violence [1].

M. de Lesseps sollicitait vainement des audiences de Mazzini, le véritable chef du gouvernement, et il n'était en relation qu'avec les trois délégués de l'Assemblée romaine : Sturbinetti, Audinot et Agostini. Les propositions de M. de Lesseps étaient ensuite soumises à Mazzini qui les présentait toujours sous un aspect défavorable aux députés désireux de le consulter. Le triumvir affectait d'ailleurs maintenant de considérer l'intervention du nouveau ministre de France comme étant sans importance. Les nouvelles particulières qu'il recevait de Paris lui faisaient prévoir, disait-il, la chute imminente du gouvernement de Louis-Napoléon Bonaparte et l'arrivée au pouvoir des véritables amis de la République romaine.

Selon son désir, M. de Lesseps avait été rejoint par le commandant Espivent de la Villeboisnet. Le général Oudinot avait chargé son aide de camp d'engager le plénipotentiaire à ne pas prolonger ses vaines tentatives de conciliation, et à en finir par un ultimatum à bref délai [2].

Le commandant avait reçu la visite de son ancien compagnon d'armes en Algérie, l'abbé de Mérode, celui qui, avec Mgr Luquet, avait protégé, le 30 avril, nos soldats prisonniers et qui ne dissimulait pas les inquiétudes que donnait à tous les partisans du Saint-Siège l'attitude de M. de Lesseps [3]. L'aide de

[1] « La ville est en armes, lisons-nous dans les notes où M. de Lesseps consignait chaque jour ses impressions personnelles, des barricades et des moyens de défense partout, la résistance sera générale. » (L. DE GAILLARD, *L'Expédition française à Rome*, p. 203.)

[2] Déclaration de M. L. DE GAILLARD, p. 208, confirmée par une communication qu'a bien voulu nous faire le général Espivent de la Villeboisnet.

[3] *Communication* de M. le général Espivent de la Villeboisnet.

camp du général en chef s'était présenté à l'hôpital où l'on soignait encore quelques soldats blessés à l'affaire du 30 avril. A la vue du commandant en uniforme, ces braves firent éclater leur joie, il leur tardait de ne plus recevoir les soins des Romains et de reprendre leur place au régiment [1]. Ignorants des timidités de la politique et des artifices de la diplomatie, les blessés manifestèrent leur espérance de voir recommencer la lutte... et alors quelques dames romaines, qui se trouvaient à l'ambulance et qui avaient assisté, silencieuses, à ces manifestations tout à l'honneur de l'esprit militaire de nos soldats, ne cachèrent pas non plus leurs idées belliqueuses. L'une d'elles, l'ardente princesse Christina Belgiojoso, n'était plus la sirène cajoleuse et séduisante des premiers jours de captivité, elle se révélait une tragique furie, menaçant et outrageant les officiers français de ses sarcasmes. Le commandant Espivent de la Villeboisnet lui déclara, en gardant toute sa courtoisie, que les hostilités n'étaient pas encore reprises [2].

Ainsi tout annonçait que la lutte recommencerait plus violente et plus âpre. Seul, M. de Lesseps persistait dans son aveuglement.

C'est alors qu'arriva au quartier général de la villa Santucci, et d'une façon absolument inopinée, le général de division Vaillant.

Quelle était au juste sa situation? Officiellement, c'était le nouveau commandant de l'arme du génie dans le corps expéditionnaire. L'éventualité d'un siège régulier [3], opération toujours longue et difficile, nécessitait un accroissement considérable en officiers

[1] *Communication* de M. le général Espivent de la Villeboisnet.

[2] *Ibid.*

[3] Après l'échec du 30 avril, dans sa dépêche du 4 mai, au camp de Palo, le général Oudinot n'avait pas caché qu'il ne pouvait plus s'agir d'une surprise mais d'un siège régulier.

et en troupes du génie et expliquait absolument la nomination d'un officier général de ce grade.

Ancien aide de camp du général Haxo à l'état-major du génie de la garde impériale jusque sur le champ de bataille de Waterloo, ayant pris plus tard une part active aux travaux de siège devant Alger et devant Anvers, ancien commandant de l'Ecole polytechnique, inspecteur général de son arme et membre du comité des fortifications, le général Vaillant était considéré comme un ingénieur militaire des plus habiles.

Mais n'était-il que le commandant du génie, et devait-il rester en tout état de cause le subordonné du général Oudinot?

On en doutait un peu pendant le siège de Rome. Aujourd'hui la lumière est faite sur ce point : le décret du 11 décembre 1851, en élevant le général Vaillant à la dignité de maréchal de France, rappelle qu'il était investi des pouvoirs nécessaires pour prendre le commandement en chef du corps expéditionnaire de la Méditerranée [1] et que, « par un sentiment de délicatesse, cet officier s'est abstenu d'user de ses pouvoirs pour s'attribuer officiellement les prérogatives du commandant en chef qui lui avaient été confiées, mais que néanmoins il a dirigé notoirement les opérations du siège de Rome et assuré le succès

[1] «Le général Vaillant fut appelé le 11 mai 1849 à commander le génie du corps expéditionnaire de la Méditerranée. Un arrêté du même jour le nommait commandant en chef du corps expéditionnaire *en remplacement du général Oudinot de Reggio* : « Vous êtes autorisé à produire cet ordre de service *lorsque vous le jugerez convenable* », disait la lettre d'envoi. Il ne fit pas usage de cette lettre de service mais, à compter du 19 mai, le général Vaillant dirigea non seulement le siège, mais toutes les opérations de l'armée. » (L. Hennet. *Carnet de la Sabretache*, n° de février 1902.) Le signataire de l'article, dont nous reproduisons un extrait textuel, est actuellement sous-chef de bureau des archives administratives du ministère de la guerre, son appréciation a donc au point de vue documentaire une valeur absolue.

de l'expédition; considérant que le général Vaillant a accompli un *fait d'armes éclatant*, etc[1]... »

En réalité, il a dépendu de la volonté seule du général Vaillant de devenir le successeur immédiat du général Oudinot.

Le commandant supérieur du génie n'a pas cru devoir profiter de ce droit, il est resté au second rang, donnant au général en chef les conseils les plus autorisés et qui semblent avoir été toujours écoutés. Que son abstention ait été dictée par un sentiment profond de discipline, qu'il ait agi par modestie ou par appréhension, peu importe. Le général Oudinot garde devant l'histoire le légitime prestige d'un commandement en chef couronné par la victoire[2].

[1] Nous devons toutefois rappeler que le général Oudinot n'a pas accepté *sans protester* les considérants de ce décret. Mis en état d'arrestation le 2 décembre 1851, l'ancien commandant du corps expéditionnaire apprit dix jours après, dans sa cellulle du Mont-Valérien, la promotion du général Vaillant par le *Moniteur*, qui reproduisait le texte complet du décret, il adressa aussitôt au président de la République la protestation suivante :

« Monsieur le Président,

« J'apprends à l'instant par le *Moniteur* l'élévation du général Vaillant à la dignité de maréchal.

« Au nom de l'honneur, au nom de la vérité, je proteste avec toute l'énergie d'une conscience sans peur et sans reproche contre les *considérants* de cette nomination.

« Je suis, etc... »

M. de Gaillard que d'étroites relations d'amitié, ainsi qu'une communauté d'idées politiques, unissaient au duc de Reggio, a reproduit dans son ouvrage l'*Expédition de Rome*, p. 446, cette lettre dont le général avait envoyé le double au ministre de la guerre; il donne également le texte de la déclaration que le général Oudinot demandait à M. Odilon Barrot. L'ancien président du Conseil des ministres répondit en invoquant pour lui et ses collègues le secret professionnel. Toutefois il ajoutait : « Quant à ce fait des lettres de commandement données au général Vaillant, il résulte du fait lui-même qu'elles étaient conditionnelles et que si ce général n'a pas pris le commandement de l'armée, c'est que la condition pour laquelle il lui avait été éventuellement donné ne s'est pas réalisée. » (L. DE GAILLARD, l'*Expédition de Rome*, p. 447, pièces justificatives.)

[2] Il faut répéter, avec M. Odilon Barrot, que dans l'expédition de Rome le général Oudinot « s'est montré essentiellement

L'issue semblait encore lointaine, mais le gouvernement commençait à perdre sa confiance dans les essais de transaction de M. de Lesseps. Le général Vaillant, parti de Paris plusieurs jours après le vote du 7 mai, en avait averti le duc de Reggio lorsqu'il avait débarqué le 19 mai avec le général Thiry, nommé au commandement de l'artillerie et le nouveau chef d'état-major, le colonel Lebarbier de Tinan [1].

Le général Oudinot venait d'écrire de nouveau au plénipotentiaire qu'il était urgent d'obtenir du triumvirat une solution honorable ou un refus définitif. Les officiers généraux du corps expéditionnaire étaient unanimes sur ce point et l'avaient chargé d'être leur interprète auprès de l'envoyé du gouvernement. Il communiqua cette déclaration au général Vaillant et il l'engagea, puisque tel était son avis, à la remettre lui-même à M. de Lesseps et à lui répéter énergiquement que le gouvernement de Paris s'inquiétait de voir prolonger le *statu quo*. Le général Vaillant objecta qu'il n'était pas facile de pénétrer à Rome, mais le général en chef lui en donna les moyens. Une voiture du quartier général allait ramener à Rome le docteur Finot, chef du service de santé dans le corps expéditionnaire, autorisé à visiter nos blessés dans les hôpitaux de la ville. Le général Vaillant, en tenue civile, prit la place du docteur et partit pour Rome, muni d'un laissez-passer au nom de M. Finot, médecin en chef de l'armée française [2].

l'homme du devoir, sacrifiant toute considération personnelle aux intérêts du pays ». (V. la lettre précitée de M. Odilon Barrot, reproduite dans les pièces justificatives. — Voir L. DE GAILLARD, p. 447.)

[1] Relevé sur le *Carnet* de campagne du colonel de Tinan : « Arrivé à Civita-Vecchia le 18 mai, à Maglianella le même jour, au quartier général le 19.

[2] Officier d'Etat-Major, *Précis*, p. 48.

Ces détails sont également empruntés au récit donné par M. DE GAILLARD, dans son livre *L'Expédition de Rome*, p. 209. Ils nous ont été personnellement confirmés par le général Espivent de la Villeboisnet.

Dans la nuit du 19 au 20, à l'ambassade de France où ne pénétraient guère que les émissaires de Mazzini, le commandant Espivent de la Villeboisnet, dont les conseils n'étaient guère écoutés de notre versatile plénipotentiaire, reçut la visite d'un personnage aux allures mystérieuses qui n'était autre que le général Vaillant. Sur son désir, le général fut immédiatement introduit auprès de M. de Lesseps. Leur entretien devait rester secret, mais le distingué officier général du génie n'avait sans doute pas le don de l'éloquence, car il avoua lui-même au général en chef que M. de Lesseps avait parlé tout le temps, fort élégamment et fort aimablement d'ailleurs, mais sans paraître attacher la moindre importance aux nouvelles de Paris, et aux justes impatiences du corps expéditionnaire [1].

Cependant la visite du général Vaillant ne devait pas être inutile. Le commandant supérieur du génie put circuler dans la matinée sur les remparts, grâce à son costume civil, et constater *de visu* que la seconde enceinte, c'est-à-dire l'enceinte Aurélienne, avait été mise en état de défense. Il résolut, si les hostilités étaient reprises, de conseiller, et au besoin d'exiger que l'on attaquât par le front qui occupe la partie la plus avancée du Janicule [2].

[1] Lettre du général Oudinot à M. de Lesseps, 22 mai. (V. L. DE GAILLARD, *L'Expédition de Rome*, p. 212.)

[2] Dans le *Journal* des opérations du génie, rédigé sous la direction du général Vaillant et auquel du reste il laissa son nom, nous relevons cette phrase : « Dès son arrivée au quartier général, le 19 mai (c'est-à-dire du retour au camp), le général commandant le génie avait écrit au ministère de la guerre que son intention était d'attaquer par le front qui occupe la partie la plus avancée du Janicule. » Le fait de correspondre directement avec le ministre et *l'intention annoncée* d'attaquer, sans avoir besoin de l'approbation du général Oudinot, indiquent bien les pleins pouvoirs du général Vaillant.

Voici d'ailleurs la lettre donnée comme pièce justificative. (N° 14, p. 182.) Elle est écrite avant la première visite du général à Rome :

Si le général Vaillant sut occuper fort bien son temps au point de vue militaire[1], il ne cacha pas au général Oudinot, quand il le revit à la villa Santucci, combien M. de Lesseps persistait dans son aveuglement. Le général en chef écrit à ce dernier le 21 mai à trois heures du soir : « ... Aucune des promesses qu'on vous a faites ne se réalise. On oppose sans cesse des subterfuges à votre persévérante loyauté. Toutes ces lenteurs ont en définitive pour résultat d'accroître l'orgueil de nos adversaires, elles auraient en se prolongeant une funeste influence sur l'esprit de nos soldats. Il nous faut la paix ou la guerre. Si l'on veut sincèrement la paix, entrons dans Rome. La discipline de l'armée et la générosité de notre gouvernement sont les plus puissantes garanties d'ordre et de liberté que puissent désirer les Romains. Veut-on faire un nouvel appel aux armes, la science militaire et la valeur française triompheront promptement, soyez en certain, de tous les obstacles.

« C'est donc à mon avis une réponse nette et précise que nous devons à ce moment réclamer. Nul mieux

*Le Général Vaillant au Ministre de la guerre.*

« Au quartier général de Santucci, le 19 mai 1849.

« Monsieur le ministre,

« Je suis arrivé ce matin même au quartier général...

« ... Nous nous sommes déjà entendus, le général Thiry et moi, sur le point par lequel il sera convenable de diriger une attaque régulière contre Rome, si l'armée française est obligée d'en venir à cette extrémité : ce point est le front qui occupe la partie la plus avancée du mont Janicule, à gauche de la porte San-Pancrazio. De ce côté, il n'y a aucun monument public que l'on puisse craindre d'endommager. Une fois la première muraille forcée, on trouvera un emplacement suffisamment vaste pour s'y établir et dominant la ville par son relief; enfin, on sera constamment en communication immédiate avec le gros de l'armée, dont il importe tant de ne pas se séparer. Le général en chef me paraît tout disposé à approuver ce projet... »

[1] On assure même que ce fut une occasion de rapporter au camp un plan complet de la ville qui, chose inouïe, aurait manqué jusque-là aux opérations de l'armée assiégeante. (L. DE GAILLARD, p. 212.)

que vous ne saurait l'obtenir par un langage en rapport avec les intérêts de la France. »

Toujours aimable mais toujours obstiné, M. de Lesseps vint au camp, s'entretint avec le duc de Reggio et les autres officiers généraux, leur répéta que le triumvirat souhaitait ardemment la paix, que le calme commençait à renaître à Rome, que M. de La Tour d'Auvergne devait partir le lendemain même pour Paris avec un long rapport où l'état des négociations était minutieusement indiqué, mais qu'il importait de prolonger la suspension d'armes jusqu'au retour du secrétaire d'ambassade. Il se déclarait ensuite fort pressé de revenir à Rome et partait en effet sans autres explications, échappant ainsi aux sollicitations légitimes de nos généraux.

Ceux-ci cependant estimèrent que M. de Lesseps ne comptait pas assez avec eux et le duc de Reggio parlait en leur nom, avec autorité et à propos, quand il écrivit au plénipotentiaire de France :

« Au quartier général de la villa Santucci,
22 mai 1902.

« Vous êtes, Monsieur, très séduisant, personne ne le sait mieux que moi. Le général Vaillant a, lui aussi, été sous le charme en vous écoutant. Mais à la réflexion, il reste très convaincu que le *statu quo* auquel nous nous condamnons est funeste et porte la plus grave atteinte à la dignité et aux intérêts de la France, non moins qu'à l'honneur militaire... En résumé, déclarez aux triumvirs que puisqu'ils n'ont point adopté les bases de notre proposition, la suspension des hostilités est rompue. Voici ce que, dans votre intérêt, dans l'intérêt de l'armée, dans l'intérêt de la France, nous vous prions de faire sans plus de retard. Le général Vaillant craint de ne vous l'avoir pas dit assez, mais en ce moment, je suis son inter-

prète et celui de tous nos compagnons d'armes[1].

« Agréez, etc. »

Le duc de Reggio écrit à M. de Lesseps une seconde lettre, datée de la matinée du 23 mai, et qu'il lui fait parvenir d'urgence.

« Monsieur,

« Dans l'espoir que vous aviez de voir Rome, appréciant les intentions de notre gouvernement, ouvrir ses portes à l'armée française, vous m'aviez, dès le 17 de ce mois, invité à faire suspendre les hostilités. Bien que cette disposition contrariât les opérations militaires commencées et voulant d'ailleurs m'associer à votre pensée, j'ai arrêté les mouvements qu'il m'importait essentiellement de terminer.

« Depuis cinq jours la situation semble n'avoir fait aucun progrès. Au point de vue militaire, le *statu quo* ne pourrait, je le répète, se prolonger sans de graves inconvénients.

« En cet état de choses, il vous paraîtra utile sans doute, comme à moi, de réclamer du gouvernement de Rome une réponse prompte et définitive aux propositions dont vous avez posé les bases dans l'intérêt des populations romaines.

« Si l'on ne vous donne pas la satisfaction que vous avez le droit d'attendre, vous jugerez sans doute aussi, comme moi, que le moment est venu de rendre à l'armée toute son indépendance[2].

« Veuillez, etc. »

Très sincèrement étonné de ce que son optimisme n'était pas partagé par les *militaires*, M. de Lesseps répond à ces deux lettres :

[1] Dossier de Lesseps (Conseil d'Etat).
[2] *Ibid.*

« Rome, le 23 mai.

« Monsieur le Général en chef,

« Aujourd'hui j'ai envoyé à Paris par M. de La Tour d'Auvergne un rapport général que j'avais discuté[1] avec vous hier et contre lequel en définitive vous ne m'avez pas fait d'objection. Le général Vaillant ne m'a pas plus fait d'objection que vous-même lorsqu'il est venu conférer avec moi de votre part et vraiment je ne comprendrais pas pourquoi il y aurait d'hier à aujourd'hui un changement de front aussi complet que celui que m'annoncent vos lettres successives[2]. »

Un incident imprévu allait éclairer le corps expéditionnaire sur les véritables sentiments des défenseurs de Rome[3]. M. de Lesseps avait demandé de la façon la plus instante au général en chef d'envoyer aux hôpitaux de Rome fort mal organisés des objets de pansement et des médicaments. Un fourgon du train des équipages, chargé de ce matériel et accompagné par un de nos médecins militaires, fut envoyé dans le principal hôpital. Les médecins romains en parurent fort reconnaissants ; le lendemain, ils retournèrent au camp français le fourgon garni de ballots de cigares et de tabac à fumer. Quand, au moment fixé pour la distribution, les ballots furent ouverts, on y découvrit des proclamations révolutionnaires qui débutaient ainsi :

« Soldats de la République française,

« Un gouvernement de traîtres et de lâches renégats de tous les régimes déshonore la France et trahit la liberté. Dans leurs projets criminels contre l'indépen-

[1] Un monologue n'est pas une discussion.

[2] M. de Lesseps au général Oudinot, 23 mai. (Dossier du Conseil d'Etat.)

[3] Dans son aveuglement, M. de Lesseps disait à nos officiers : « Fiez-vous à moi, tout s'arrangera, vous entrerez à Rome sous une pluie de fleurs ! »

dance des peuples, ils ont cru, les misérables, trouver en vous les instruments serviles d'une politique indigne et notre jeune République, sœur de la République française, a été, sous prétexte d'anarchie, condamnée à périr sous des balles républicaines.

« Soldats! vous ne voudrez pas vous rendre complices du crime de lèse-nation. Vos mains sont trop pures pour les souiller du sang de vos frères d'Italie. Vous vous souviendrez que tous les peuples sont solidaires, qu'ils se doivent appui réciproque et, dans cette lutte infâme du despotisme contre la liberté, contre ce gouvernement des prêtres, exécré, qu'on veut nous imposer par force et la République romaine pour laquelle nous sommes tous décidés à mourir, vous défendrez avec nous la République romaine. »

Il y était ensuite question de la défaite et de la fuite du « tyran de Naples » et de l'invasion autrichienne qui, après la prise de Bologne, « allait toujours croissant, présageant à la liberté de nouveaux jours de deuil[1] ».

Le manifeste se terminait par cet appel direct à la désertion et à l'insurrection :

« Et vous, soldats de la France, en présence de pareils faits, resterez-vous au port d'arme quand on égorge vos frères? Cette attitude contre les Romains qu'on opprime ne la tournerez-vous pas contre les Croates de l'Autriche?

« Louis Bonaparte trahit la République par sa honteuse alliance avec les despotes du Nord, il a pour jamais déshonoré son nom, mais ses bassesses ne salissent que lui et la nation française est trop grande pour que son déshonneur l'atteigne.

« Soldats! avant de tourner contre nous les armes de la France, rappelez-vous que vous êtes citoyens

[1] Balleydier, *La Révolution à Rome*, t. II, p. 98-100.

français et. dans la lutte à mort que nous allons soutenir. soyez les dignes enfants des soldats de Marengo.

« Vive l'armée! Vive la France! Vive la République romaine! »

Nos soldats n'en fumèrent pas moins les cigares et firent des feux de joie avec les manifestes.

Le ministre de France se plaignit du procédé déloyal à Mazzini lui-même, qui nia impudemment que son gouvernement y fût pour quelque chose et déclara que les coupables seraient recherchés et punis sévèrement. M. de Lesseps lui-même ne put prendre au sérieux cette singulière promesse[1].

Malgré les relations en apparence courtoises qu'il entretenait volontiers avec les membres de l'Assemblée et même de la municipalité de Rome, la situation de notre représentant devenait difficile dans ce milieu d'émeute où il vivait depuis une semaine. Des menaces, des outrages lui étaient constamment adressés lorsqu'il sortait en voiture ou même lorsqu'il apparaissait à une des fenêtres de l'ambassade de France[2].

Deux femmes, dont l'une était cependant de nationalité française, fanatisées par la Révolution, avaient juré de le poignarder[3] et le poursuivaient de leurs invectives dès qu'elles le rencontraient.

M. de Lesseps résolut donc de se retirer pendant quelques jours au camp français. Le général en chef, auquel il fit part de ce dessein, lui offrit un logement dans une partie de la villa Santucci, au quartier général. Son départ fut fixé à la soirée du 24 mai.

[1] M. de Lesseps avait même dit fort spirituellement au chef du gouvernement révolutionnaire : « Mais vous conspirez contre vous-même! »

[2] L'entrée de son vestibule fut un jour barricadée à son insu. (*Communication* du général Espivent de la Villeboisnet.)

[3] Balleydier, *La Révolution à Rome*, t. II, p. 117.

Avant de quitter Rome, M. de Lesseps adressa la lettre qui suit aux membres de l'Assemblée constituante :

« Messieurs les Président, vice-Présidents et Membres de l'Assemblée,

« Dans la gravité des circonstances et au moment où va se déterminer fatalement une crise qui abattra ou relèvera à jamais le drapeau italien, un dernier devoir m'est imposé : celui de faire connaître publiquement la vérité, comme je l'ai déjà fait connaître à mon gouvernement.

« Le public s'est beaucoup trop occupé de moi. il s'inquiète, il s'agite et les héroïques citoyens de Rome voient bien, avec cet instinct populaire qui distingue les masses, que quelqu'un les trompe. Moi l'homme de la paix, de la vérité et de l'humanité, j'ai en main la preuve que l'on me désigne déjà au poignard de l'assassin comme la cause de l'agitation et de l'inquiétude publique. Je ne veux être un obstacle pour personne et afin de laisser au pays, à l'Assemblée, au pouvoir constitué l'entière liberté de réfléchir, de discuter, de décider, je me retire pour quelques jours au quartier général de l'armée française. De là je veillerai efficacement, d'accord avec le général en chef, à la sûreté de nos compatriotes inoffensifs qui restent à Rome. Lorsque tout espoir sera perdu, j'irai moi-même les chercher s'il y a lieu, criant en attendant : « Malheur! malheur à la Ville éternelle si l'on touche un seul cheveu d'un Français ou de tout autre étranger. » On m'a demandé de toutes parts : « Comment voulez-vous que nous vous recevions en ami si vous ne nous donnez aucun gage patent et public? » La forme de nos institutions, la politique peu déguisée du pays dont je suis l'expression et l'organe, pouvaient, en vue d'éviter des complications nou-

velles, nous dispenser de produire ce gage, mais puisqu'il est dans l'intérêt de tous d'ouvrir les yeux aux aveugles, de mettre les méchants dans l'impossibilité de nuire, de soustraire la majorité saine de la population à l'influence du chef qui la trompe, l'opprime et qui saurait au besoin, en faisant vibrer adroitement la corde patriotique, provoquer un élan unanime pour *le triomphe de la plus détestable des causes*, je produis au grand jour ce gage si demandé, si désiré par les véritables Romains qui seraient seuls perdus par la ruine de leur pays. Un pareil gage pour lequel je ne crains pas, dans l'intérêt d'une société entière, de compromettre ma responsabilité et mon avenir, le voici. « La République française garantit « contre toute invasion étrangère les territoires des « États romains occupés par ses troupes. »

« Cet article, ajouté aux trois propositions qui vous ont été soumises, confondra nos ennemis intérieurs et extérieurs et convaincra les plus incrédules. Le sort de votre pays est dans vos mains. Ne faiblissez pas à vos devoirs pas plus que nous n'y faiblirons, l'armée française, son chef et le ministre conciliateur. Ne perdez plus un temps précieux et *si vous avez à Rome un traître auquel je pardonne et auquel vous pardonnerez*, cherchez-le et vous le trouverez.

« Ferdinand DE LESSEPS [1]. »

Il semble que la dernière phrase, comme celle relative au chef qui trompe la majorité, soit une allusion à Mazzini. Quoi qu'il en soit, le chef du triumvirat affecta de ne pas attacher d'importance aux accusations déguisées de M. de Lesseps, dont les admonestations trop prolixes produisirent sur l'Assemblée d'abord, sur la population ensuite le plus fâcheux effet.

[1] BALLEYDIER, *La Révolution à Rome*, t. II, p. 107-109.

Dans tous les rangs de la société, on affecta d'en plaisanter et de tourner les Français en dérision [1]. Quelques-uns de nos compatriotes qui résidaient à Rome avaient reçu mystérieusement un avis rédigé en ces termes :

« Pendant une courte absence, le pavillon français continuera de flotter sur mon hôtel, ainsi que sur tous les établissements publics français et même, si vous le désirez, à la fenêtre de chacune de vos habitations. Adressez-vous à M. de Gérando [2] pour toutes les réclamations que vous aurez à me faire passer; je l'autorise à assister d'une manière efficace tous ceux d'entre vous qui n'auraient pas des moyens d'existence. Soyez prudents et réservés avec tout le monde. Confiez-vous à ma vigilance qui ne perd pas de vue vos intérêts et ceux du pays. »

Après avoir expédié ce dernier message, M. de Lesseps aurait joui d'une certaine tranquillité d'esprit s'il n'avait reçu de source sûre des nouvelles de plus en plus alarmantes sur les progrès de la Révolution à Rome. Les hommes de désordre semblaient n'y subir aucune contrainte, ils rasaient les arbres séculaires de la villa Borghese, du Forum, des Thermes de Dioclétien, ils démolissaient le pavillon orné de fresques par Raphaël et ses élèves, les palais Patrizzi, Lucernari-Torlonia, Salvage, les villas Salvage, Farina, Cremonesi. Un savant plein d'énergie sous son apparence modeste et débonnaire, le commandeur

[1] Les perruquiers refusèrent leur ministère aux Français qui se présentèrent chez eux, ils craignaient, disaient-ils, d'attirer le malheur sur la Ville éternelle en s'exposant au danger de faire tomber un cheveu d'une tête française. Mais cette plaisanterie s'effaça devant la monstruosité. En effet, plusieurs affiches écrites à la main et placardées sur les murs de la ville portaient cette inscription. « Ce n'est pas un cheveu que l'on devrait faire tomber, c'est la tête entière. » (Balleydier, *La Révolution à Rome*, p. 109.)

[2] Le chancelier de l'ambassade, le seul fonctionnaire revêtu d'un caractère diplomatique qui fût resté à Rome.

Visconti, fut assez heureux pour arracher au vandalisme de la populace une partie des superbes collections réunies par le gouvernement pontifical, mais il fut bientôt réduit à gagner une retraite sûre afin d'échapper à un ordre d'arrestation.

Malgré ces mauvaises nouvelles, notre plénipotentiaire, installé à la villa Santucci depuis le 24, ne se décourageait pas, il entretenait avec le général en chef des relations cordiales et approuva hautement la lettre que le duc de Reggio écrivit au général autrichien Gorzkowski, qui, avec l'armée impériale, paraissait vouloir se diriger à son tour sur Rome.

« Général,

« Je viens d'apprendre que vous êtes à Perugia avec une partie de vos troupes et que vous vous proposez de continuer votre marche en avant, vous mettant en communication avec l'armée napolitaine dans les Abruzzes. Je dois vous rappeler que l'armée française a commencé seule le siège de Rome, qu'elle est sur le point de s'emparer de Ponte-Molle, qu'elle est par conséquent en communication avec les routes de Florence et d'Ancône. Je suis résolu à faire avancer mon armée dans cette direction, suspendez donc votre marche, l'honneur de nos armes l'exige.

« J'ai appris à honorer sur les champs de bataille les troupes autrichiennes, mais en ce moment toute démonstration de leur part sur Rome paraîtrait offensante ou hostile à la France. Si nos soldats se rencontraient dans ces conditions, il pourrait en résulter des conflits que nous avons l'un et l'autre à cœur de prévenir.

« Veuillez agréer, etc. »

Ce langage ferme et digne eut plus de succès auprès des Autrichiens que les exhortations de M. de Lesseps adressées à MM. Mazzini et consorts. Le géné-

ral Gorzkowski arrêta ses troupes et prit ses cantonnements dans Pérouse et autour de cette ville.

Notre situation militaire se fortifiait tous les jours. Depuis le 18 mai, de nombreux détachements arrivaient de Civita-Vecchia ou du camp de Palo pour se concentrer dans les camps devant Rome. Le général de division Gueswiller, à peine débarqué, fut invité à prendre le commandement de la 2e division (provisoire[1]); le lieutenant-colonel de Vaudrimey-Davout quittait les fonctions de gouverneur de Civita-Vecchia pour remplir les fonctions de chef d'état-major de cette division[2].

Le général Gueswiller avait à l'armée des Alpes la réputation d'un excellent manœuvrier, le maréchal Bugeaud lui avait adressé plusieurs fois à ce sujet des félicitations publiques.

Voici quel était, le 20 mai, l'état d'organisation et d'emplacement du corps expéditionnaire[3] :

Grand quartier général : *Villa Santucci.*

État-major général : *Villa Negroni.*

### Division Regnaud de Saint-Jean d'Angély

État-major : Villa Negroni.

*1re brigade* (général Mollière).

État-major : Maison de campagne dominant les prés de Santa-Passera, en arrière de la villa Negroni.

| | |
|---|---|
| 1er bataillon de chasseurs à pied ; 20e de ligne (moins un bataillon) | Sur le coteau en face du coude du Tibre, qui commence en amont |

[1] Officier d'état-major, *Précis*, p. 48.
[2] Capitaine Vertray, *Album.*
[3] Tableau B, qui porte la date du 20 mai. (Capitaine Vertray, *Album.*)
Bien que le tableau ne les mentionne pas, les états-majors de l'artillerie et du génie étaient provisoirement installés dans les vastes locaux de la villa Negroni.

| | |
|---|---|
| à Magliana et trois compagnies à Fiumcino);<br>33e de ligne ;<br>13e batterie du 3e d'artillerie ;<br>3e compagnie du 2e bataillon du 2e génie. | à San-Paolo et se termine à Prati-di-Caricatore. Cette brigade appuie son flanc droit sur la via Portuensis et fournit un poste au pont. |

2e *brigade* (général Levaillant Charles).

État-major : Maison sur la via Campana, à droite en allant à Rome et à 200 mètres de la villa Santucci :

| | |
|---|---|
| 36e de ligne;<br>66e de ligne (moins six compagnies à Palo);<br>12e batterie du 3e d'artillerie;<br>4e compagnie du 2e bataillon du 2e génie. | Entre la via Campana et le chemin qui conduit de la villa Pamphili à la chapelle de Santa Maria del Carmine. L'assiette de ces bivouacs s'arrête au sud-est du côté de Rome à la villa du Monte-Verde et contient la villa Santucci (gr. quartier général). |

3e *brigade* (général Chadeysson).

Etat-major : Villa Maffei.

| | |
|---|---|
| 22e léger;<br>68e de ligne, moins cinq compagnies à Civita-Vecchia et une à Corvetto;<br>6e batterie du 7e d'artillerie.<br>8e compagnie du 2e bataillon du 2e génie. | Entre la via Aurelia et la via Cornelia, à 3 kilomètres du nord-ouest de Saint-Pierre. |

## Division Gueswiller

État-major : Dans la Capelleta.

### 1re *brigade* (général Levaillant Jean).

État-major : Au camp en avant de Maglianella.

| | |
|---|---|
| 16e léger; | En avant de Maglianella. |
| 25e léger; | |
| 12e batterie du 5e d'artillerie. | |

### 2e *brigade* (général Sauvan).

État-major : Au camp en arrière de Maglianella.

| | |
|---|---|
| 13e léger; | En arrière de Maglianella. |
| 13e de ligne. | |

### 3e *brigade de cavalerie* (colonel de Noue).

État-major : Villa Santucci.

| | |
|---|---|
| 1er chasseurs, moins un escadron et demi à la villa Santucci; | En avant de Maglianella. |
| 12e dragons moins deux escadrons non arrivés. | |

## Équipage de siège

| | |
|---|---|
| 10e batterie du 8e d'artillerie. | A la Magliana. |

Cette armée, si justement impatiente et pourtant si disciplinée, occupait avec activité les loisirs forcés de l'armistice. Sous la direction du général Vaillant que secondait un état-major nombreux d'officiers

du génie, débarqués à Civita-Vecchia pour la plupart le lendemain ou le surlendemain de l'arrivée du général, et parmi lesquels se faisait remarquer par sa compétence, son activité et son énergie, le colonel Niel, chef d'état-major, on poursuivait les préparatifs d'attaque. L'infanterie fournissait des piquets qui concuremment avec les hommes du génie travaillaient chaque jour à confectionner les approvisionnements de gabions, fascines et saucissons [1].

Pour tenir en éveil l'activité des officiers de tout grade des corps de troupe, le général en chef visitait incessamment les camps. Le 21 mai il passa sur les pentes de Maglianella la revue des 13e et 25e légers et du 13e de ligne, puis il ordonna une reconnaissance immédiate du 1er bataillon du 13e léger dans la direction nord-est d'Acquatraversa, afin de se relier au 36e de ligne, qui occupait le camp et de compléter autant que possible l'investissement de la place de ce côté [2].

La marine continuait son concours le plus dévoué. L'amiral Tréhouart avait mis à la disposition du général en chef M. Olivieri, lieutenant de vaisseau. Cet officier avait conduit au mouillage de San-Paolo cinq tartanes, dont le génie prit livraison [3] pour établir un pont de bateaux provisoire.

En attendant, M. Olivieri installa un bac à traille un peu au-dessus de la basilique de San-Paolo [4]. Deux compagnies d'infanterie et une section du génie prirent position sur la rive gauche; elles s'installèrent dans plusieurs maisons qu'elles mirent en état de défense. L'amiral avait également confié à M. Olivieri

[1] Officier d'état-major, *Précis*, p. 47.
[2] *Ibid.*
[3] Il n'y avait pas de pontonniers. (Officier d'état-major, *Précis*, p. 44.)
[4] « En réalité à 700 mètres au-dessous. » (*Journal* des opérations du génie et de l'artillerie, p. 14.)

un petit bateau à vapeur trouvé dans le port de Civita-Vecchia, nommé le *Tevere*. Il servit à surveiller la navigation du fleuve, et surtout à remorquer les tartanes et les chalands qui transportèrent les approvisionnements que la marine conduisait de Civita-Vecchia à Ostia et qui remontaient le Tibre en toute sécurité. Ce fut encore par le fleuve, et en le descendant, que l'on évacua les malades sur Ostia et Civita-Vecchia.

La journée du 22 mai fut employée à une longue et minutieuse reconnaissance qu'opérèrent les colonels Lebarbier de Tinan et Niel. Le premier, dès le premier jour, avait conquis la confiance du général en chef. Son esprit pondéré et clairvoyant, son expérience militaire, son sang-froid, sa puissance de travail en faisaient le véritable type du chef d'état-major [1].

On peut affirmer que l'entente des deux principaux officiers généraux du corps expéditionnaire a été heureusement complétée par la même communauté d'idées, la même combinaison d'efforts entre leurs deux chefs d'état-major.

Les colonels de Tinan et Niel allèrent donc explorer le 22 mai les environs de San-Carlo et poussèrent

[1] Nous avons eu communication d'une partie des papiers militaires du chef d'état-major général et notamment de ses notes de campagne de 1849; tout y confirme l'excellente réputation qu'il a laissée dans l'armée. M. de Tinan fut nommé général de brigade, après la reddition de Rome. L'heure de la retraite l'atteignit trop tôt pour l'armée. Il mourut le 20 octobre 1864.

Son frère fit dans la marine une carrière brillante. En 1861, le contre-amiral de Tinan commandait la division navale française en observation dans la rade de Gaète, alors que les Piémontais assiégeaient dans la ville fidèle le brave et infortuné roi de Naples, François II. Il accomplit avec beaucoup de tact cette ingrate mission qui se bornait à assurer la liberté de la mer pendant un délai malheureusement très court. Le roi de Naples lui témoigna hautement son estime. L'amiral, qui avait épousé la fille du maréchal Exelmans, mourut vice-amiral au cadre de réserve, le 18 décembre 1876; il a laissé des papiers extrêmement intéressants.

jusqu'à une maison dite des *Six volets verts* dont il devait être souvent question dans les rapports du siège.

Les chefs d'état-major voulaient fixer la future base des lignes d'attaque, ils désignèrent comme emplacement du dépôt de tranchée une position située à environ deux kilomètres de la place et défilée du côté de Rome par les hauteurs [1].

Le 23 mai arrivent au camp devant Rome de nouveaux renforts, qui avaient été, comme les précédents, minutieusement inspectés à Toulon, à Civita-Vecchia et à Palo, par le troisième divisionnaire d'infanterie, le général de Rostolan, l'un des inspecteurs généraux les plus compétents et les plus redoutés de son arme, bien qu'on rendît justice à ses qualités d'impartialité et à son continuel souci des véritables intérêts de l'armée. Cet officier général avait de glorieux états de service, commencés pendant les dernières guerres de l'Empire, brillamment continués sous la Restauration pendant la guerre d'Espagne [2] et, sous le gouvernement de Juillet, en Algérie. Les généraux Morris et Levaillant (Jean) étaient également arrivés.

Il était dès lors indispensable de modifier l'organisation provisoire des deux divisions et d'arrêter la

[1] Officier d'état-major, *Précis*, p. 48.

[2] Le 14 avril 1823, le commandant de Rostolan, major au 60e de ligne et qui exerçait provisoirement le commandement du régiment, ayant appris qu'une bande de constitutionnels espagnols avaient capturé traîtreusement cinq Français dont deux officiers du 60e, avait fait prendre les armes à un bataillon, franchi la frontière à la tête de cette troupe. Le bataillon ayant été disséminé par la rapidité de la poursuite, M. de Rostolan, gardant avec lui une compagnie de voltigeurs, avait pénétré dans les villages barricadés par les ravisseurs et délivré les Français prisonniers. Cette rapide expédition, exécutée sans les lenteurs d'autorisation des autorités supérieures, fit le plus grand honneur à l'esprit d'initiative et de résolution du futur officier général. (R. Bittard des Portes, *Les campagnes de la Restauration*, p. 12.)

constitution définitive de l'armée expéditionnaire. Bien qu'il manquât encore deux corps de troupes, cette constitution ne devait être modifiée que pour les troupes spéciales, encore incomplètes. Sur l'état daté du 22 mai, mais seulement mis à l'ordre le 23 mai[1], les camps et les cantonnements ne sont pas indiqués. Nous le donnons tel quel.

## ARMÉE EXPÉDITIONNAIRE DE LA MÉDITERRANÉE[2]

*Commandant en chef :* Le général de division OUDINOT DE REGGIO.

*Chef d'état-major général :* Le colonel LEBARBIER DE TINAN.

*Intendant en chef :* L'intendant militaire PARIS DE LA BOLLARDIÈRE.

### 1re Division

(Général REGNAUD DE SAINT-JEAN D'ANGÉLY)

*1re brigade* (général MOLLIÈRE) : 1er bataillon de chasseurs (chef de bataillon de Marolles); 20e de ligne (colonel Marulaz); 33e de ligne (colonel Bouat).

*2e brigade* (général MORRIS) : 1er chasseurs à cheval (colonel de Noue); 11e dragons (colonel de la Chaize), pas encore débarqué.

[1] Capitaine VERTRAY, *Album*.

[2] Il manquait à la 1re division, 1re brigade, le *17e de ligne* (colonel Sonnet); à la 2e division, 1re brigade, le *32e de ligne* (colonel Bosc); à la 2e brigade de cette même division, le *53e de ligne* (colonel d'Autemarre); à la 3e division, 1re brigade, le *30e de ligne* (colonel Leconte), soit encore 4 régiments annoncés.

### 2e Division (général de Rostolan)

*1re brigade* (général Levaillant Charles) : 36e de ligne (colonel Blanchard); 66e de ligne (colonel Chenau).

*2e brigade* (général Chadeysson) : 22e léger (colonel Pesson); 68e de ligne (colonel de Saporitz).

### 3e Division (général Gueswiller)

*1re brigade* (général Levaillant Jean) : 16e léger (colonel Marchesan); 25e léger (colonel Ripert).

*2e brigade* (général Sauvan) : 13e léger (colonel Bougourd de Lamarre); 13e de ligne (colonel de Comps).

### Artillerie

*Commandant :* général de brigade Thiry.
*Chef d'état-major :* chef d'escadron Soleille.

TROUPES

Cinq batteries d'artillerie de campagne : cinq batteries d'artillerie de siège (personnel); 7e compagnie du 5e régiment (pontonniers); une section de la 8e compagnie d'ouvriers d'artillerie : 3e compagnie du 4e escadron du train des équipages de parc.

### Génie

*Commandant :* général de division Vaillant.
*Chef d'état-major :* colonel Niel.

TROUPES

Une compagnie du 1er génie; deux compagnies du 2e génie.

Détachements de gendarmerie.
— du train des équipages.
— d'ouvriers d'administration.

Parmi les officiers généraux, trois devaient conquérir le bâton de velours bleu semé d'aigles d'or des maréchaux du second Empire, plus de la moitié des colonels devaient arriver au grade de général, plusieurs même atteignirent celui de général de division. Malgré leur bravoure, malgré les dangers des assauts et de la tranchée, aucun de ceux dont nous venons de donner les noms ne devait être frappé mortellement devant la brèche. Seul, en plein armistice, le 27 mai, le colonel Pesson, commandant le 22e léger, succomba à une attaque d'apoplexie foudroyante, dans l'exercice de ses fonctions de chef de corps, en sortant du rapport pour se rendre à une réunion de service. L'armée regretta sincèrement ce brave et digne officier qui fut aussitôt remplacé dans le commandement de son régiment par le chef de bataillon Ferrand de Laforest en attendant l'arrivée du lieutenant-colonel Espinasse, du même régiment.

Le général Vaillant ne voulut pas s'en tenir à la reconnaissance qu'il avait faite le lendemain de sa visite à M. de Lesseps[1]. Toujours dans un costume civil et en profitant d'un laissez-passer d'officier du corps de santé, le commandant supérieur du génie s'introduit de nouveau dans Rome, le 25 mai[2], il

[1] Dans sa lettre au ministre de la guerre, datée du 2 juin, le général fait allusion aux *reconnaissances* qu'il a faites ou fait faire depuis le 19 mai.

[2] Le général Vaillant s'exprime ainsi : *Je m'en suis assuré en m'introduisant dans Rome le 25 mai.* Or dans la lettre du

PRÊTS A PARTIR POUR LA VILLE ÉTERNELLE.

persiste dans le choix du front d'attaque : ce sera décidément l'angle bastionné qui s'étend entre la porte San-Pancrazio et la porte Portese au sommet du Janicule. Quelques jours après[1], il écrit au ministre : « C'est sur ce point que l'ennemi s'attend le moins à être attaqué, c'est de ce côté que l'artillerie française risquera le moins d'endommager les monuments publics, c'est encore par là qu'en détruisant au préalable le flanc d'un bastion, l'armée française pourra pénétrer par la porte San-Pancrazio et tourner l'enceinte d'Aurélien qu'a fortifiée l'ennemi, en vue d'une attaque par la porte Portese[2] ».

Ainsi le plan d'attaque est définitivement arrêté, dans l'esprit de celui qui l'exécutera, avant que les incertitudes de M. de Lesseps se soient dissipées.

A tous les degrés de la hiérarchie, l'activité se manifeste. L'arme du génie paye d'exemple; le 25 mai, pendant que son chef pénètre dans Rome, on transporte de Santucci au lieu choisi pour dépôt de tranchée tout un approvisionnement de fascines et de gabions. Le colonel Sol est déjà désigné comme major de tranchée. Deux jours après, le camp de Corviale est en deuil par la mort subite du colonel Pesson; le crêpe attaché à la hampe du drapeau faisait pressentir d'autres deuils, mais ceux-ci devaient préparer la victoire.

général Oudinot à M. de Lesseps, datée du 22 et dans la réponse de M. de Lesseps au général en chef, datée du 23, il est fait allusion à la première visite du général Vaillant au plénipotentiaire de France à Rome; il ne faut donc pas la confondre avec la reconnaissance du 25 mai. Après son premier voyage à Rome, le général Vaillant avait adressé un plan au ministre : « Ce front est celui que j'ai coté (6-7) au plan que je vous ai adressé. » (Lettre du 2 juin. *Journal* des opérations du génie, pièce n° 15, p. 183.)

[1] 2 juin 1849. (V. *Journal* des opérations du génie, *loc. cit.*)

[2] D'après le général Vaillant, ce plan ne fut communiqué, en conseil de guerre, que le 30 mai. (*Ibid.*)

## CHAPITRE IX

### DUPLICITÉ ET NAÏVETÉ. — RUPTURE. — LA RÉVOCATION DE M. DE LESSEPS.

Au camp de la villa Santucci M. de Lesseps entretenait avec nos officiers les meilleures relations. Son enjouement naturel, l'entrain de sa conversation dont il écartait volontiers les préoccupations actuelles, le charme de ses souvenirs d'Orient ou d'Espagne en faisaient un hôte sympathique, dans ce milieu militaire tout de simplicité et de franchise. Les nouvelles qu'il recevait de Rome continuaient cependant à être mauvaises, le triumvirat et surtout les cosmopolites qui s'étaient constitués ses partisans traitaient la Ville éternelle en pays conquis. Non seulement nos nationaux, mais les citoyens romains les plus paisibles étaient molestés, rançonnés, emprisonnés.

Dans un moment d'indignation bien naturel notre envoyé écrivait à M. Drouyn de Lhuys, ministre des affaires étrangères [1], que le chef du gouvernement romain (c'est-à-dire Mazzini) « opprimait,

[1] M. de Lesseps au ministre des affaires étrangères de France. (*Dépêches* du 25 et du 28 mai.)

terrifiait et ruinait les habitants et se trouvait déjà placé en face du déficit et de la banqueroute[1] ». Mais, par une singulière inconséquence, M. de Lesseps estimait que nos troupes ne devaient pas occuper Rome, même amiablement, disant qu'une telle mesure nous engagerait dans les questions d'administration romaine plus que nous ne voudrions, qu'elle nous ferait recueillir une partie de l'héritage actuel, etc. Ainsi dans ses dépêches au ministre des affaires étrangères, son chef direct, le plénipotentiaire de France se montrait opposé à la satisfaction légitime que désirait notre armée et qui seule pouvait effacer les pénibles souvenirs du 30 avril!...

Toutefois, en raison de l'accord unanime de tous les officiers généraux pour obtenir cette satisfaction et après avoir inutilement invoqué l'absence des nouvelles instructions de M. Drouyn de Lhuys que M. de La Tour d'Auvergne allait rapporter incessamment, M. de Lesseps déclara loyalement qu'en effet il n'était plus possible d'attendre et il rédigea un projet d'ultimatum qu'accepta et contresigna dans l'après-midi du 29 mai le général Oudinot. En voici la teneur :

« Le soussigné Ferdinand de Lesseps, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la République française à Rome,

« Considérant que la marche de l'armée autrichienne dans les États romains change la situation respective de l'armée française et des troupes romaines;

« Considérant que les Autrichiens, en s'avançant sur Rome, pourraient s'emparer de positions menaçantes pour l'armée française;

[1] Dans une lettre à M. de Rayneval, M. de Lesseps traitait Mazzini de « Néron moderne », se faisant fort, ce qui était une témérité, « de lui arracher son masque et de soustraire la population romaine à son influence ». (L. DE GAILLARD, p. 216.)

« Considérant que la prolongation du *statu quo* auquel avait consenti M. le général en chef Oudinot de Reggio, pourrait devenir nuisible à l'armée française ;

« Considérant qu'aucune communication ne lui a été adressée depuis la dernière note, en date du 26 de ce mois,

Invite les autorités et l'Assemblée constituante romaines à se prononcer sur les articles suivants :

« Art. 1er. — Les Romains réclament la protection de la République française.

« Art. 2. — La France ne conteste point aux populations romaines le droit de se prononcer librement sur la forme de leur gouvernement.

« Art. 3. — L'armée française sera accueillie par les Romains comme une armée amie, elle prendra les cantonnements qu'elle jugera convenables, tant pour la défense du pays que pour la salubrité de ses troupes. Elle restera étrangère à l'administration du pays.

« Art. 4. — La République française garantit contre toute invasion le territoire occupé par ses troupes.

« En conséquence, le soussigné, de concert avec M. le général en chef Oudinot de Reggio, déclare que, dans le cas où les articles ci-dessus ne seraient pas immédiatement acceptés, il regardera sa mission comme étant terminée et que l'armée française reprendra toute sa liberté d'action.

« Fait au quartier général de l'armée française, villa Santucci, 29 mai 1849.

« *Signé :* Ferdinand de Lesseps.

« *Contresigné :* Oudinot de Reggio [1]. »

[1] Dossier Lesseps. (Conseil d'État.)

Avant de contresigner le projet dont la rédaction était loin de satisfaire le général en chef[1], celui-ci avait imposé une condition expresse, l'acceptation immédiate de toutes ses clauses par les triumvirs. Pour empêcher de nouveaux délais, il remit à M. de Lesseps la note suivante qui devait être présentée au gouvernement romain en même temps que le projet de convention :

« L'ultimatum, sous la date du 29 mai, présenté par M. de Lesseps, ministre plénipotentiaire de France, a été inspiré et rédigé par de profondes sympathies pour les populations romaines. Le général en chef soussigné, plein de sollicitude aussi pour les États romains et associé à la pensée du négociateur français, désire très vivement que cet ultimatum soit enfin accepté par le triumvirat et par les autres autorités romaines. Si, contre toute probabilité, les intentions de la France étaient de nouveau méconnues, le commandant en chef, en présence d'une situation toute nouvelle et lorsque deux armées étrangères occupent le territoire romain[2], se verrait, malgré ses sympathies, dans l'obligation impérieuse de mettre fin à la cessation des hostilités.

[1] Le deuxième article déplaisait au général Oudinot parce qu'il mettait en question le pouvoir pontifical, mais M. de Lesseps lui affirma que c'était une clause de style et qu'il était hors de doute de voir la population romaine accepter l'autorité du Souverain Pontife.

C'était à cet article que le général en chef faisait allusion lorsqu'il écrivait deux jours après à M. de Lesseps une lettre sur laquelle nous reviendrons et dans laquelle il s'exprime ainsi : « Vous avez proposé le 29 de ce mois aux autorités romaines un ultimatum dont j'ai accepté les termes, bien que certaines conditions qui y sont stipulées fussent loin de me donner une entière satisfaction.

[2] Rappelons que les recommandations faites par M. Drouyn de Lhuys à M. de Lesseps et communiquées au général en chef portaient comme premier point : « Eviter à tout prix que nos troupes fissent dans aucun cas cause commune avec les troupes de l'Autriche, de l'Espagne et de Naples. »

« Dans le cas où vingt-quatre heures après cette déclaration, l'ultimatum ne serait point accepté, l'armée française reprendrait sa liberté d'action. La trêve qui avait été consentie verbalement et pour un temps très limité cesserait d'avoir son effet.

« *Le Général commandant en chef le corps expéditionnaire de la Méditerranée,*
« OUDINOT DE REGGIO[1]. »

Le duc de Reggio insista sur ce que plusieurs cas de fièvre s'étaient déclarés parmi ses troupes; la dangereuse *malaria* allait sévir et serait alors le plus utile auxiliaire des duplicités romaines. M. de Lesseps promit d'éviter tout retard et envoya à Rome son secrétaire, M. Leduc, porter à l'Assemblée constituante les deux documents. En attendant la solution dont ne doutait pas notre plénipotentiaire, le général Oudinot alla passer, à la casa Maffei, la revue de la division Gueswiller et celle de la brigade de cavalerie Morris[2]. Les troupes étaient pleines d'entrain, mais le service de santé signalait constamment des cas de fièvre. Le même jour le commandant Goury, avec la 3e compagnie de sapeurs du 2e régiment, faisait placer un pont sur le Tibre à Santa-Passera. Ce pont était supporté par des embarcations de dimensions inégales : cinq tartanes et deux barques[3]. Ordre fut donné de se rendre de la Magliana à Santa-Passera, à la batterie de siège, ainsi qu'au bataillon du 20e de ligne qui lui servait d'escorte. Le 33e de ligne était porté à San-Carlo pour protéger le dépôt de tranchée, pendant que pour le lendemain, 30 mai, l'état-major organisait une colonne pour aller

[1] Dossier Lesseps. (Conseil d'Etat.)
[2] Capitaine VERTRAY, *Album*.
[3] *Journal* des opérations de l'artillerie et du génie.

renforcer le camp d'Aqua-Traversa occupé seulement par le 13e léger. Cette colonne, commandée par le général Sauvan et comprenant le 13e de ligne, deux escadrons de cavalerie et une section d'artillerie, attendait avec calme les événements. Toujours soucieux de la santé de ses troupes, le général en chef avait mis à l'ordre de l'armée des prescriptions relatives aux précautions sanitaires.

Il est bon de les rappeler *in extenso :*

## INSTRUCTIONS HYGIÉNIQUES

### Vêtements

« Les hommes auront soin de se vêtir de manière à éviter le froid du matin et du soir, de conserver leur capote jusqu'à une heure après le lever du soleil et de la remettre une heure avant son coucher. Cette même précaution devra être prise pendant les journées froides et humides.

« Pendant la nuit, ils se couvriront la tête, le haut du visage et le cou, afin d'éviter les maladies des yeux et des oreilles. Il sera fait prochainement une distribution de ceintures de flanelle. Dans les corps qui en auront reçu on veillera à ce que les hommes les portent constamment et surtout à ce qu'ils ne les quittent pas quand ils sont en sueur.

### Nourriture

« Les hommes devront être fort sobres de liqueurs alcooliques, user médiocrement de vin et lui préférer en toute circonstance le café léger tel qu'ils le faisaient en Afrique. Ils devront éviter pour se

désaltérer de boire de l'eau trop fraîche ou stagnante: dans le cas où ils n'en auraient pas d'autre, ils se contenteraient de se rincer la bouche, et ne boiraient point une eau insalubre.

« Les distributions de viande seront autant que possible faites en viande fraîche, mais lorsqu'on sera dans la nécessité de donner aux troupes de la viande salée, les hommes auront soin de la faire tremper dans de l'eau qu'ils renouvelleront de temps en temps. Les officiers chargés de l'ordinaire se mettront en mesure de procurer aux hommes des légumes pour la soupe et recommanderont l'emploi de l'ail comme très hygiénique.

### Mesures générales de propreté

« Dans le but d'éviter les affections de la peau, les hommes devront se laver fréquemment le visage, les mains et les pieds, mais éviter de se mettre dans l'eau étant en sueur. L'usage des bains est jusqu'à nouvel ordre formellement interdit.

« Les corvées de propreté du camp seront surveillées avec soin par les chefs des gardes de police [1]. »

Le 11e dragons, arrivé depuis le 25 sous le commandement du colonel de Lachaise, fournissait de nombreuses reconnaissances dans la direction de Frascati et d'Albano. Le général Thiry présidait à la construction d'un pont de bateaux [2]. Aussitôt cet ouvrage terminé, deux compagnies de chasseurs à pied allèrent relever deux compagnies d'infanterie de ligne à San-Paolo. Enfin l'intendance terminait ses approvisionnements et constituait ses magasins de

[1] *Journal* des opérations de l'artillerie et du génie.

[2] M. de Lesseps restait tellement partisan de la paix qu'avant de partir il insista auprès du général en chef pour faire interrompre ce travail. (Capitaine Vertray, *Album*.)

vivres à Santa-Passera. L'intendant Paris de la Bollardière avait fait confectionner de nombreux fours qui cuisaient de bon pain. Les curieux, touristes et autres, qui venaient au début de l'armistice visiter nos camps, en étaient maintenant écartés par la prévôté; on les engageait à rentrer à Rome, mais la plupart semblaient effrayés par les scènes de désordre qui s'y passaient.

Les membres du corps diplomatique se rendaient parfois au camp, ils y étaient toujours bien accueillis: seul le consul d'Angleterre, Fostome, affectait en toute circonstance de l'antipathie pour les Français.

Mazzini et ses amis avaient appris, d'une façon encore vague, il est vrai, le résultat des élections du 20 mai en France, pour la nouvelle Chambre des représentants. Le parti de l'ordre l'emportait à une forte majorité. La presse catholique ne cachait pas sa joie; il devenait évident que le Saint-Siège pouvait compter plus que jamais sur l'efficace appui de la France. Sans être suffisamment renseigné, le triumvirat s'en effraya un peu et envoya à Paris, à la date du 24 mai, un agent officieux nommé Michel Accursi, pour apprécier la situation. Accursi avait gagné ses chevrons comme révolutionnaire [1], mais il manquait d'aptitudes diplomatiques. Malgré ses lettres de crédit ou plutôt à cause d'elles, il fut accueilli des plus froidement par le ministre des affaires étrangères; il éprouva le même accueil auprès des quelques personnalités politiques auxquelles il s'adressa et ne put envoyer à Rome que des rapports sans intérêt et qui ne parvinrent d'ailleurs qu'après la rupture de l'armistice.

Dans leur ignorance les maîtres de Rome gardaient leur présomptueuse obstination et la condes-

[1] Il avait été condamné pour complot contre le gouvernement pontifical et grâcié par le bon Pie IX.

cendance de M. de Lesseps, qui s'était déjà trop révélée, les encourageait. Les triumvirs crurent pouvoir imposer deux conditions : la première que la République romaine pourrait compter sur nos armes pour défendre son territoire contre toute invasion étrangère, et la seconde que le corps expéditionnaire n'entrerait pas dans Rome.

Avant de formuler ces prétentions, les commissaires romains, délégués par l'Assemblée, écrivirent au plénipotentiaire de France pour lui demander quelle signification il prétendait donner à ces expressions : « dans le cas où les articles proposés ne seraient pas immédiatement acceptés, il regarderait sa mission comme terminée et l'armée française reprendrait toute sa liberté d'action. » M. de Lesseps s'empressa de répondre de la villa Santucci, dans la même journée du 29 mai, que, malgré le mot *immédiatement*, il était entendu qu'un délai de vingt-quatre heures, devant expirer le 30 à minuit, était accordé pour répondre à l'ultimatum.

Toutefois il fallait en prévenir le général en chef. C'est ce que fit le ministre de France, à une heure un peu tardive. A minuit, il déclarait au duc de Reggio, en présence du commandant Espivent de la Villeboisnet, que « vingt-quatre heures après l'avis qu'il en donnait, la trêve accordée aux Romains cesserait d'avoir son effet[1] ». M. de Lesseps se retira ensuite.

Fort de cette déclaration, le général arrêta conditionnellement les mesures nécessaires pour s'emparer simultanément le lendemain 31 mai, à trois heures du matin, d'une part du Monte-Mario et de Ponte-Molle, d'autre part des villas Pamphili et Corsini et de l'église San-Pancrazio.

Bien que le duc de Reggio ne lui eût pas commu-

[1] Général Oudinot au ministre de la guerre, villa Santucci, 31 mai 1849.

niqué ses dispositions, M. de Lesseps les pressentit et, en partisan incorrigible de la paix, il crut devoir protester à l'avance contre ces conséquences toutes naturelles de sa propre déclaration. A huit heures du matin, il faisait parvenir au général en chef une protestation ainsi rédigée :

« Dans le cas où vous jugeriez devoir prendre par surprise ou autrement des positions dans l'intérieur de Rome ou même dans le voisinage de son enceinte sans vous être préalablement concerté avec moi, je crois devoir mettre sous votre seule responsabilité toutes les conséquences politiques qui en résulteraient. Jusqu'au moment où les ordres du gouvernement arriveront, soit pour me blâmer, soit pour m'approuver, ma mission ne comporte pas votre isolement pour des déterminations et des mesures militaires qui compromettraient notre pays dans la voie que je crois la plus funeste. »

Quelques heures après, à trois heures de l'après-midi [1], dans cette même journée du 30 mai, M. de Lesseps recevait un contre-projet signé des triumvirs auxquels l'Assemblée romaine venait de conférer pleins pouvoirs pour traiter [2]. Copie de la déclaration de l'Assemblée était adressée par le président de l'Assemblée et jointe au contre-projet dont voici le texte :

« Art. 1er. — Les Romains, pleins de foi aujourd'hui comme toujours dans l'appui fraternel de la

[1] M. de Lesseps dit : neuf heures avant la fin du délai. Or le délai expirant à minuit, il était donc trois heures. (Lettre de M. de Lesseps au général Oudinot (copie). — *Papiers* du général de Tinan.

[2] Le président et les membres de l'Assemblée constituante romaine déclaraient « avoir une confiance illimitée dans la sagesse des triumvirs pour mettre fin aux malheurs qui planaient sur une ville tranquille, siège des monuments et des arts ».

République française, réclament la cessation des apparences même d'hostilité et l'établissement des rapports qui doivent être l'expression de cet appui fraternel.

« Art. 2. — Les Romains ont pour garantie de leurs droits politiques l'article 5 de la Constitution française[1].

« Art. 3. — L'armée française sera regardée par les Romains comme une armée amie et accueillie comme telle. Elle prendra, d'accord avec le gouvernement de la République romaine, les cantonnements convenables tant pour la défense du pays que pour la salubrité des troupes. Elle restera étrangère à l'administration du pays. Rome est sacrée pour ses amis comme pour ses ennemis; elle n'entre pas dans les cantonnements que choisiront les troupes françaises. Sa brave population en est la meilleure sauvegarde.

« Art. 4. — L'armée française garantit contre toute invasion étrangère le territoire occupé par ses troupes.

« C. Armelini, G. Mazzini, A. Saffi. »

Fort impressionné de cette singulière réponse à son ultimatum, le plénipotentiaire de France fit remettre le document en question au général Oudinot, qui, le considérant comme une provocation non déguisée, convoqua aussitôt à son quartier général M. de Lesseps, les généraux Vaillant, Regnaud d'Angély, Mollière, l'intendant de la Bollardière et le colonel de Tinan, chef d'état-major[2]. Les autres

[1] « La République respecte les nationalités étrangères, comme elle entend faire respecter la sienne, n'entreprend aucune guerre dans des vues de conquête et n'emploie jamais ses forces contre la liberté d'aucun peuple. »

[2] Dans sa virulente lettre du 1er juin dont la copie figure dans les papiers du général de Tinan, M. de Lesseps accuse le général Oudinot d'avoir préparé le conflit.

officiers généraux étaient dans les divers cantonnements et trop éloignés pour assister à cette convocation imprévue. La réunion eut lieu à quatre heures.

Dès le début, la discussion devint extrêmement violente. M. de Lesseps lut le projet des Romains, qui souleva des protestations unanimes, surtout de la part des généraux Oudinot et Regnaud d'Angély. Ces officiers généraux parlèrent aussitôt de la reprise des hostilités à l'expiration de la trêve, à minuit.

Le ministre promettait d'obtenir le rejet de l'article 2 et il insistait sur la nécessité « d'attendre ». Le général Regnaud d'Angély s'indigna contre une pareille proposition : « Attendre, attendre la saison des chaleurs et les fièvres ! Attendre que nos soldats soient décimés ! »

M. de Lesseps émit alors le fâcheux avis de faire reporter les cantonnements français en arrière, à Albano, à Tivoli. « Le pays y sera plus salubre. Au lieu d'occuper Rome, on l'entourera. Le résultat sera plus avantageux encore et ne froissera pas la population. »

Le général Oudinot intervint alors, en déclarant avec énergie qu'une telle mesure serait plus qu'une faute militaire, ce serait un aveu d'impuissance. Tous les membres de la réunion approuvèrent avec chaleur le général en chef.

« ... Malgré vos cris, vos injures et vos gestes menaçants, j'ai donné avec calme lecture de toutes les pièces ainsi que de mes notes de la journée à vous adressées. Mes représentations étant devenues inutiles, ayant formellement refusé de m'associer à vos projets d'attaque nocturne sans avis préalable aux autorités romaines, acte inouï qui aurait peut-être fait massacrer la colonie française de Rome, je me suis retiré. Je tiens à constater ici que toutes les personnes présentes à la réunion ont observé envers le représentant officiel de la République l'attitude la plus convenable, à l'exception du général Regnaud Saint-Jean d'Angély. » M. de Lesseps au général Oudinot, Rome, 1er juin 1849. (*Papiers* du général Lebarbier de Tinan.)

M. de Lesseps présenta encore quelques observations qui furent accueillies avec la même désapprobation. Obstiné dans ses idées de pacification, il avait l'illusion qu'une nouvelle démarche de sa part amènerait les Romains aux concessions désirées. Il protesta donc contre les projets d'attaque et se retira après avoir remis un nouvel exemplaire de la note qu'il avait déjà adressée au général en chef et dont nous avons donné le texte : « dans le cas où vous jugeriez devoir prendre par surprise ou autrement, etc[1]. »

Le général Oudinot, fort de l'approbation et de la confiance des officiers qui avaient assisté au conseil, et pénétré du sentiment de ses devoirs de chef d'armée, n'avait rien à ajouter aux dispositions arrêtées pendant la nuit, à la suite de la première communication de M. de Lesseps. Il se borna à en préparer personnellement l'exécution en répétant ses instructions aux commandants des colonnes qui devaient occuper les points indiqués.

Tout était donc prévu. Il était neuf heures; la trêve devait expirer dans trois heures, lorsque M. de Lesseps vint supplier le général en chef de donner contre-ordre aux commandants des colonnes.

« Il n'avait pas signalé par écrit, disait-il au duc de Reggio, et d'une manière suffisamment précise aux autorités romaines la reprise des hostilités; il craignait que cette lacune ne fît considérer une action militaire de l'armée française comme une surprise incompatible avec les règles du droit des gens[2]. »

[1] Au début de sa lettre du 1er juin au général en chef, M. de Lesseps rappelle qu'il lui a laissé le 30 mai, à 8 heures du matin et à 3 heures du soir, et le 31 mai, à 6 heures du matin, trois notes. Ces notes n'étaient en réalité qu'une seule et même protestation. (*Papiers* du général de Tinan.)

[2] Le général Oudinot au ministre de la guerre. Villa Santucci, 31 mai 1849.

Le général n'avait pas à se louer de la mission de M. de Lesseps, toutefois il céda à ses instances, tout en regrettant la nouvelle intervention du diplomate. Contre-ordre put être donné immédiatement aux troupes qui devaient s'emparer des villas Pamphili, Corsini et de l'église de San-Pancrazio.

Quant à la mission d'occuper le Monte-Mario en refoulant les postes romains qui s'y étaient établis, elle avait été confiée aux troupes campées à Aqua-Traversa (13e léger et 13e de ligne) sous le commandement du général Sauvan. Du quartier général au camp, il y avait cinq lieues et la nuit était obscure[1].

Un officier d'état-major monta à cheval et partit aussi rapidement que possible, porteur du contre-ordre pour le général Sauvan. Malgré toute la diligence qu'il apporta, l'officier d'état-major ne put arriver à destination qu'au point du jour. Or, à deux heures du matin, la colonne d'Aqua-Traversa s'était déployée devant le Monte-Mario... et n'y avait trouvé personne. Les postes romains, inquiets de se voir un peu « en l'air », s'étaient repliés sur Rome quelques heures auparavant. Il n'y eut aucune surprise, l'ennemi avait abandonné ses positions. Le rapport du duc de Reggio est formel sur ce point[2].

[1] Le général Oudinot au ministre de la guerre. Villa Santucci, 31 mai 1849.

[2] « L'ennemi, qui y avait travaillé avec activité depuis plusieurs semaines, l'a *subitement abandonné* (le Monte-Mario), sans aucun motif, le 31 mai, et *quelques heures après le 13e léger et le 13e de ligne l'occupaient sans coup férir.* » (Général Oudinot au ministre de la guerre, villa Santucci, 4 juin 1849.)

M. de Lesseps, trompé par les récits des triumvirs, a dénaturé l'incident dans sa lettre du 1er juin au général Oudinot déjà citée : « La réflexion et des conseils énergiques et éclairés vous ont heureusement permis de révoquer au dernier moment vos ordres de commencer les hostilités, mais ces ordres ne sont pas arrivés assez à temps pour empêcher l'occupation de Monte-Mario où vous n'avez pas rencontré de résistance, parce que j'avais pu à l'avance faire connaître à Rome, par mon secrétaire particulier, M. Leduc, que l'on ne

Conformément aux instructions du général en chef, le général Sauvan fit fortifier la position qui dominait « le Vatican, le château Saint-Ange, les remparts de la place et le Tibre supérieur[1] ».

M. de Lesseps ignorait cette prise de possession quand il partit en grand uniforme[2], le 31 mai à huit heures du matin, par un temps pluvieux et triste, pour rentrer, non sans quelque courage, dans cette ville de la révolution où il avait été si souvent insulté et menacé. Après être resté quelques instants à l'ambassade de France pour reprendre officiellement son poste diplomatique et pour y recopier un nouveau projet de traité[3], il se rendit au palais des triumvirs. Ceux-ci avaient appris l'occupation de Monte-Mario

devrait pas s'inquiéter de vos mouvements destinés seulement à vous assurer des positions dont les armées étrangères en marche sur Rome pourraient s'emparer contre nous. » (*Papiers* du général de Tinan.)

Un témoin oculaire, le capitaine d'état-major Vertray, dit : « La colonne arriva à deux heures du matin devant cette position et la trouva entièrement abandonnée. Elle s'y établit immédiatement. » (*Album.*)

[1] Le général Oudinot au ministre de la guerre, 31 mai 1849.

[2] Le général Oudinot au ministre de la guerre, 16 mai 1849.

Bien que, d'après sa lettre précitée, le ministre ait cru devoir lui remettre une troisième protestation contre toute reprise des hostilités, le général Oudinot ne lui gardait pas rancune de la discussion de la veille, car il s'exprime ainsi : « M. de Lesseps comprend enfin la nécessité de sortir du *statu quo* qu'il a prolongé jusqu'à ce jour. Aussi s'est-il volontiers chargé de porter à Rome la déclaration ci-jointe dont le but est de mettre un terme à une situation qui ne pourrait se prolonger sans danger. Il est parti pour Rome en grand uniforme. Si, contre son attente, il ne peut nous apporter une solution satisfaisante, il assurera au moins aux nationaux les moyens de quitter la ville. »

[3] « Parti le 31 au matin du quartier général, après vous avoir remis ma dernière note et éclairé sur les inconvénients à craindre de l'entrée immédiate de l'armée française à Rome, où vous auriez pu compromettre les intérêts que j'avais à défendre, j'ai rédigé seul un nouveau projet d'arrangement entièrement conforme aux directions que j'avais reçues du gouvernement de la République. Ce projet, adopté après quelques discussions par le pouvoir exécutif, a été approuvé à l'unanimité moins trois voix par l'Assemblée constituante. » (Lettre de M. de Lesseps au général Oudinot, 1er juin 1849.)

et ne dissimulèrent ni leur émotion ni leur mécontentement. M. de Lesseps les calma en leur donnant l'assurance que ce mouvement s'était fait malgré le contre-ordre du général en chef et que d'ailleurs, dans la pensée du duc de Reggio, il s'agissait seulement d'occuper des positions dont les armées étrangères en marche sur Rome pourraient s'emparer dans un but moins désintéressé [1].

Les triumvirs lurent ensuite les propositions du ministre de France. Le mouvement en avant de la brigade Sauvan les engagea peut-être à faire des concessions. Il fallait arrêter l'entrée de l'armée française dans Rome et le projet de M. de Lesseps l'empêchait.

Mazzini et ses collègues réunirent aussitôt l'Assemblée constituante en comité secret. A huit heures du soir [2] le projet en question fut adopté à l'unanimité moins trois voix. M. de Lesseps en fut informé; les triumvirs lui retournaient, avec l'approbation de l'Assemblée romaine, son propre projet [3].

« Art. 1er. — L'appui de la France est assuré aux populations des États romains. Elles considèrent l'armée française comme une armée amie qui vient concourir à la défense de leur territoire.

Art. 2. — D'accord avec le gouvernement romain

[1] « Sans cet avis et sans mon retour à Rome, le tocsin eût sonné, la garnison et la population de la ville jusqu'aux femmes de Transtevère, armées de leurs couteaux, auraient fait l'assaut du Monte-Mario. Je sais que nos braves soldats s'y seraient maintenus, mais les conséquences d'une attaque et d'une défense acharnées auraient atteint au cœur notre patrie. » (*Ibid.*)

[2] Lettre de Mazzini à M. de Gérando, Rome, 15 juin. (*Papiers* du général de Tinan.)

[3] M. de Lesseps le dit formellement dans sa lettre au général Oudinot : « J'ai rédigé seul un nouveau projet d'arrangement... Ce projet, adopté après quelques discussions par le pouvoir exécutif, a été approuvé à l'unanimité moins trois voix par l'Assemblée constituante. » Ainsi M. de Lesseps est bien l'auteur de ce projet.

et sans s'immiscer en rien dans l'administration du pays, l'armée française prendra les *cantonnements extérieurs* convenables tant pour la défense du pays, que pour la salubrité des troupes. Les communications seront libres.

« Art. 3. — La République française garantit contre toute invasion étrangère les territoires occupés par ses troupes.

« Art. 4. — Il est entendu que le présent arrangement devra être soumis à la ratification de la République française.

« Art. 5. — En aucun cas, les effets du présent arrangement ne pourront cesser que quinze jours après la communication officielle de la non-ratification[1]. »

En lui adressant ce document[2], les triumvirs annonçaient qu'il serait porté le lendemain au quartier général français par une députation de représentants. Le général en chef serait *invité* ainsi que son état-major à se rendre à Rome; une garde d'honneur serait mise à sa disposition... Enfin, le choix des cantonnements serait arrêté par une commission composée en partie d'officiers français, en partie d'officiers romains.

Le modeste et digne duc de Reggio ne prévoyait point ces honneurs équivoques au moment où, dans ses angoisses patriotiques et par un billet écrit pendant la délibération même de la Constituante, il conjurait M. de Lesseps « de ne point livrer à de vaines discussions un temps trop précieux pour le perdre. Dans l'état actuel des choses, c'est par un *oui* ou par

[1] *Mémoire* de M. de Lesseps devant le Conseil d'État. *Papiers* du général de Tinan. (L. de Gaillard, *Pièces justificatives*, p. 450.)

[2] La communication commençait ainsi : « Monsieur, voici le résultat de la longue discussion de l'Assemblée. Article 1er, etc. »

un *non* que les autorités romaines doivent faire connaître leur décision... N'oubliez pas de dénoncer immédiatement la fin de l'armistice, si vous n'obtenez sans retard une solution pacifique et conforme entièrement à la déclaration du 29 de ce mois[1]. » On en était loin...

Une autre lettre était adressée directement par le général aux autorités romaines, les prévenant en termes laconiques que « si les intentions de la France continuaient à être méconnues, le commandant en chef, en présence d'une situation toute nouvelle et aggravée par l'apparition de deux armées étrangères sur le territoire romain[2], se verrait dans l'obligation impérieuse de reprendre les hostilités. Dans le cas où, vingt-quatre heures après cette déclaration, l'ultimatum ne serait point accepté, l'armée française devait reprendre toute sa liberté d'action, car la trêve qui avait été consentie verbalement pour un temps très limité cesserait alors d'avoir son effet. »

Cette double communication fut considérée comme n'ayant aucune importance depuis que l'Assemblée avait adopté le projet de M. de Lesseps. Ce dernier eut une entrevue avec les triumvirs et reçut de leurs mains l'exemplaire même portant la signature du président de l'Assemblée. Malgré l'heure déjà avancée

[1] Le général avait reçu un petit mot de M. de Lesseps, toujours trop optimiste. Voilà en quels termes le duc de Reggio en parle dans sa lettre du lendemain : « Dans la journée même vous m'avez écrit de Rome que cet ultimatum) il s'agit toujours ici de celui du 29) allait selon toute probabilité être accepté le soir... » Le général Oudinot à M. de Lesseps. (*Papiers* du général de Tinan.)

[2] Le même jour, en rendant compte de l'occupation de Monte-Mario, le général en chef écrivait au général Rullière, ministre de la guerre : « Vous savez, Monsieur le ministre, que nous touchons à cette époque de l'année où les maladies forcent les Romains eux-mêmes à quitter la contrée que nous occupons. Cette circonstance, jointe au voisinage des troupes autrichiennes, napolitaines et espagnoles, ne permet pas de prolonger la trêve. (L. DE GAILLARD, *Pièces justificatives*, p. 464.)

de la soirée, le ministre de France annonça qu'il allait partir pour la villa Santucci, affirmant « que le général Oudinot ne ferait aucune difficulté pour contresigner le traité[1] ». Les triumvirs ne cachaient pas leur satisfaction[2].

Quand M. de Lesseps parvint au quartier général vers minuit, il fit demander au général Oudinot, par le commandant Espivent de la Villeboisnet, de le recevoir immédiatement. L'entrevue eut lieu en présence de l'aide de camp[3], le ministre de France paraissait radieux : « Enfin nous avons terminé! » et il agitait le fameux traité dont il commença la lecture[4].

A l'article 2, le duc de Reggio ne put contenir son indignation et déclara qu'il ne voulait pas en entendre davantage, se refusant à sanctionner un acte aussi désastreux pour l'honneur et les intérêts de l'armée qu'il commandait. Le général engagea M. de Lesseps à se retirer[5].

Le ministre semblait au comble de la stupéfaction: toutefois il lut au général les instructions qui lui avaient été données par le ministre des affaires étrangères avant de quitter Paris et qui étaient ainsi formulées[6] :

[1] « Il (M. de Lesseps) l'emporta au camp (le traité) en nous disant qu'il regardait la signature du général Oudinot comme une simple formalité sur laquelle le moindre doute ne pouvait exister. » Lettre de Mazzini à M. de Gérando, déjà citée. (*Papiers* du général de Tinan.)

[2] « Nous étions tous dans la joie. Les choses allaient reprendre, entre la France et nous, leur cours naturel. » (*Ibid.*)

[3] Communication de M. le général Espivent de la Villeboisnet.

[4] *Ibid.*

[5] *Ibid.*

[6] « Je vous en ai remis, avant de le signer, un exemplaire, accompagné d'une déclaration. J'avais commencé par vous donner lecture de mes instructions en date du 8 mai. » Lettre de M. de Lesseps au général Oudinot, Rome, 1er juin 1849. (*Papiers* du général de Tinan.)

« Les faits qui ont marqué le début de l'expédition française dirigée sur Civita-Vecchia étant de nature à compliquer une question qui se présentait d'abord sous un aspect plus simple, le gouvernement de la République a pensé qu'à côté du chef militaire, chargé de la direction des forces militaires envoyées en Italie, il convenait de placer un agent diplomatique qui, se consacrant *exclusivement* aux négociations et aux rapports à établir avec les autorités et les populations romaines, pût y apporter toute l'attention, tout le soin nécessaires dans d'aussi graves matières. Votre zèle éprouvé, votre expérience, la fermeté et l'esprit de conciliation dont vous avez eu à faire preuve en plus d'une occasion dans le cours de votre carrière, vous ont désigné pour cette mission délicate au choix de notre gouvernement.

« Pour vous donner des instructions plus précises et plus détaillées, il faudrait avoir, sur ce qui s'est passé depuis quelques jours dans les États romains, les informations qui nous manquent. Votre jugement droit et éclairé vous inspirera suivant les circonstances.

« *Signé :* Drouyn de Lhuys. »

Ces instructions, infiniment trop vagues et dont il convient de tenir compte pour atténuer dans une certaine mesure la responsabilité de notre représentant diplomatique, avaient déjà été communiquées au duc de Reggio par M. de Lesseps; elles ne calmèrent pas le général en chef qui renouvela ses énergiques protestations. Le ministre dut alors se retirer, mais auparavant il s'approcha d'une table, rédigea une note[1], signa le traité, plaça à côté un nouvel exemplaire

[1] « Dans le cas où vous jugeriez devoir prendre par surprise ou autrement des positions dans l'intérieur de la ville de

de la déclaration déjà remise dans la matinée du 30 et dans l'après-midi du même jour, et sortit[1]...

Le général en chef se recueillit et, après en avoir mûrement pesé les termes, écrivit à M. de Lesseps la lettre toute vibrante dont voici le texte :

*Lettre du Général Oudinot à M. de Lesseps*

« Au quartier général, 31 mai.

« Monsieur le Ministre plénipotentiaire,

« Vous avez, depuis le 17 de ce mois, paralysé tous les mouvements du corps expéditionnaire sous mes ordres.

« Vous m'aviez demandé avec instance que la trêve promise verbalement par vous aux troupes romaines fût prolongée jusqu'à ce que le ministère pût faire connaître sa réponse aux dépêches dont M. de La Tour d'Auvergne était porteur. Bien que ce retard fût dans ma conviction très préjudiciable aux opérations militaires, j'ai souscrit à votre désir afin d'éviter jusqu'aux apparences d'un dissentiment entre nous. Depuis ce temps, les troupes romaines ont pu se porter partout où elles ont cru qu'il était de leur intérêt de le faire.

« J'ai au contraire renfermé mes opérations dans la partie du territoire qui avait Civita-Vecchia pour base. Vous avez proposé, le 29 de ce mois, aux autorités romaines un ultimatum dont j'ai accepté les termes, bien que certaines conditions, qui y sont stipulées, fussent loin de me donner une entière satisfaction.

« Dans la journée même, vous m'avez écrit de Rome que cet ultimatum allait, selon toute probabi-

Rome ou même dans le voisinage de son enceinte sans vous être préalablement concerté avec moi, je crois devoir mettre sous votre seule responsabilité, etc. »

[1] Communication de M. le général Espivent de la Villeboisnet.

lité, être accepté le soir; et, contrairement à toute prévision, vous me déclarez que vous avez signé avec la République romaine des conventions auxquelles vous espérez que j'apposerai ma signature.

« *Ces conventions sont en opposition formelle avec les instructions que j'ai reçues; je les crois contraires aux volontés de mon gouvernement;* non seulement je ne leur donnerai pas mon assentiment, mais *je les considère comme non avenues*, et je suis forcé de le déclarer aux autorités romaines. Quand le ministère aura fait connaître, à la suite de la mission de M. de La Tour d'Auvergne, ses intentions, je m'y conformerai scrupuleusement.

« En attendant, j'ai le regret d'être dans l'impossibilité de concerter désormais mon action politique avec la vôtre.

« *Le Général commandant en chef le corps expéditionnaire,*

« Oudinot de Reggio[1]. »

Aux premières lueurs du jour, le ministre fit atteler sa voiture et repartit pour Rome. Il reprenait donc plein de tristesse le chemin de la Cité des Papes où il avait rêvé d'apporter la paix. M. de Lesseps sortait de ce camp français, encore plongé dans le sommeil, sous la protection des avant-postes, et qu'allait réveiller dans quelques heures, comme une fanfare d'assaut, le bruit de la reprise immédiate des hostilités.

Certes, « l'envoyé de Paris », comme l'appelaient nos soldats dans leur caustique et rude langage, avait agi sous l'inspiration de sentiments respectables, mais il avait subi et subissait encore, avec une entière bonne foi, des influences néfastes. Désappointé quant

[1] Copie. (*Papiers* du général de Tinan.)

aux résultats, il persévérait dans ses appréciations et dans ses illusions.

Peu d'instants après son arrivée à l'ambassade de France, M. de Lesseps reçut la lettre du général Oudinot[1]. La même estafette remettait au palais des triumvirs une seconde lettre plus laconique encore et non moins énergique :

« Messieurs,

« J'ai eu l'honneur de vous faire savoir ce matin que j'accepterai pour mon compte l'ultimatum qui vous a été transmis le 29 de ce mois par M. de Lesseps.

« A mon grand étonnement, M. de Lesseps m'apporte, à son retour de Rome, une sorte de convention en opposition complète avec l'esprit et les bases de l'ultimatum. Je suis convaincu qu'en la signant, M. de Lesseps a dépassé ses pouvoirs. Les instructions que j'ai reçues de mon gouvernement m'interdisent formellement de m'associer à ce dernier acte.

« Je le regarde comme non avenu et il est de mon devoir de vous le déclarer sans retard.

« *Le Général commandant en chef le corps expéditionnaire,*

« OUDINOT DE REGGIO[2]. »

[1] M. de Lesseps écrivait dans la journée : « Monsieur le général en chef, vos deux lettres du 31, dont j'expédie des copies au gouvernement, me sont parvenues, l'une hier à 7 heures du soir, la seconde ce matin à 6 heures. »

La première était adressée avant que le général Oudinot connût le traité voté par la Constituante. Nous en avons donné le résumé, c'était un dernier appel à l'énergie de M. de Lesseps; la seconde était la lettre de rupture donnée plus haut *in extenso*.

[2] « La dépêche du général Oudinot contenant le refus d'adhérer à la convention et affirmant sa conviction que M. de Lesseps, en la signant, avait dépassé ses pouvoirs nous arriva, je crois, pendant la nuit. » Mazzini à M. de Gérando, 15 juin. (*Papiers* du général de Tinan.)

Malgré sa déception, dominant sa fureur, Mazzini, toujours fertile en expédients, répond aussitôt au duc de Reggio « que c'était avec un sentiment d'étonnement et de douleur que le triumvirat voyait ces différends entre le général en chef et le représentant de la France et que ces différends étaient d'autant plus étranges qu'il regardait cette convention comme une chose entièrement conforme au vœu de l'Assemblée française et aux sympathies exprimées récemment encore par la nation ». Les triumvirs déclaraient en outre qu'ils ne seraient pas responsables des conséquences qui résulteraient de la décision que croyait devoir prendre le général en chef de l'armée française.

Après avoir pris communication de leur réponse au duc de Reggio, M. de Lesseps, avant la fin de cette journée du 1er juin, adressait aux triumvirs une déclaration ainsi conçue : « Je maintiens l'arrangement signé hier. Je pars pour Paris pour le faire ratifier. Cet arrangement a été conclu en vertu de mes instructions qui m'autorisaient à me consacrer exclusivement aux négociations et aux rapports à établir avec les autorités et les populations romaines [1]. »

Le ministre de France allait en effet quitter Rome pour faire trancher le conflit à Paris par le gouvernement. Avant son départ, il écrivit au général Oudinot une longue lettre qui est un véritable mémoire[2]. Elle débutait par une véhémente protestation :

« J'ai suivi avec dévouement et abnégation personnelle les directions du gouvernement de la Répu-

[1] Mazzini à M. de Gérando, Rome, 15 juin. (*Papiers* du général de Tinan.)

[2] Nous en avons donné, dans les notes des pages précédentes, les principaux fragments. Il nous semble inutile de reproduire dans son entier ce document qui a cinq ou six pages format in-8°.

blique. Le jour où vous m'avez fait, en présence de témoins, les scènes les plus scandaleuses, que mon sang-froid seul et ma détermination ont empêché de convertir en luttes violentes, le jour où, me mettant complètement à l'écart, vous avez répondu à ma confiance en ordonnant secrètement à tous vos chefs de corps de commencer les hostilités à l'improviste et dans l'ombre de la nuit, ce jour-là mon parti à été pris irrévocablement [1]. »

M. de Lesseps rappelait ensuite la déclaration qu'il avait formulée par écrit à trois reprises, afin de laisser au duc de Reggio toute la responsabilité d'une occupation par surprise d'un point quelconque de l'enceinte de Rome ou de ses positions avancées. Il faisait ensuite allusion à la séance orageuse du conseil de guerre, le 30 mai, et déclarait que sans son retour à Rome l'occupation de Monte-Mario aurait provoqué des désordres épouvantables, et fait attaquer nos troupes par une population fanatisée. Quant au dernier projet adopté par l'Assemblée, il s'en reconnaissait absolument l'auteur et estimait que ce projet était « entièrement conforme aux directions qu'il avait reçues du gouvernement de la République ». Il donnait le texte que nous connaissons des instructions si peu définies de M. Drouyn de Lhuys.

La fin de cette lettre nous paraît devoir être citée *in extenso :*

« Quant à votre déclaration, Monsieur le général en chef, de considérer comme non avenu l'arrangement qui a été régulièrement signé hier entre le pouvoir exécutif romain et moi, c'est à notre gouvernement à prononcer et, suivant l'usage, vous ne

[1] Nous rappelons que la copie de cette lettre se trouve *in extenso* dans les *Papiers* du général de Tinan, ancien chef d'état-major, dont nous avons eu communication.

pourrez l'enfreindre sur aucun point avant la ratification ou la non-ratification.

« Lorsque vous jugerez à propos, en vertu de l'article 2, de désigner avant la saison des fièvres des cantonnements plus salubres que ceux occupés aujourd'hui par l'armée française, veuillez m'en informer, afin que ces cantonnements puissent être pris sans difficultés et, s'il le faut, avec l'aide des populations [1].

« Je rends justice, Monsieur le général en chef, au fils d'un illustre maréchal. On a exploité votre ardeur militaire, vous vous êtes rendu, *sans le savoir*, l'instrument d'une conspiration ourdie par les ennemis de la France. Ma vigilance a su déjouer à temps la trame ténébreuse dont *je connais tous les fils* et j'ai pu sauver l'honneur de l'armée, l'honneur de la France!

« Vous avez, par votre affaire du 30 avril, ébranlé le ministère. En faisant avorter le 30 mai, qui eût été un autre 30 avril sur une plus grande échelle, je vous ai heureusement empêché d'obéir aveuglément à ceux qui par leurs perfides conseils vous avaient entraîné une première fois et voulaient aujourd'hui perdre la France.

« Si vous ne me croyez pas assez bon Français, vous penserez peut-être que ceux qui m'ont remplacé au quartier général le sont plus que moi; entre autres, l'agent officiel de la Russie près le Saint-Siège, le P. Vaure, un général prussien envoyé de Radetzky, M. l'abbé de Brimont, etc., etc [2].

[1] On voit combien M. de Lesseps persistait dans ses illusions.

[2] M. de Lesseps fait allusion à plusieurs membres du corps diplomatique et à des Français résidant à Rome, notamment à des ecclésiastiques qui, dans leur inquiétude très naturelle, venaient chercher des nouvelles au quartier général.

qui faciliteront l'accomplissement de ma mission. Toutefois, Monsieur le ministre, les conditions nouvelles qui viennent de se produire ont une telle gravité qu'il m'a paru utile de confier au général de division Regnaud d'Angély le soin de les faire connaître au gouvernement dans toute leur réalité.

« Cet officier général fait partie du corps expéditionnaire depuis son entrée en Italie. Il peut être à même de vous éclairer sur tous les événements auxquels il a été directement associé. Certain que vous accorderez à ses paroles toute la confiance qu'elles méritent, j'évite d'entrer dans des détails qui seraient ici superflus.

« Veuillez, etc... »

Dans la matinée du 1er juin, alors que M. de Lesseps et les triumvirs envoyaient au quartier général leurs propres protestations, le général Regnaud d'Angély, accompagné de son aide de camp le capitaine Durand de Villers, partait pour Civita-Vecchia et réquisitionnait un des avisos à vapeur pour le transporter d'urgence à Marseille. Au moment où il allait s'embarquer, un officier de l'état-major du général en chef venait l'informer que sa mission n'avait plus d'objet et qu'il était invité à revenir à son quartier général, tout en laissant son aide de camp poursuivre son voyage jusqu'à Paris. Cet officier remettrait à destination la lettre du duc de Reggio. Le capitaine Durand de Villers dut donc s'embarquer sans retard.

Que s'était-il donc passé? Un événement qui aurait dû se produire quarante-huit heures plus tôt et qui aurait évité à M. de Lesseps d'amers regrets : le gouvernement français s'était résolu à relever de ses fonctions notre représentant. Cette mesure était-elle due à l'influence personnelle du Président, aux confi-

dences très loyales de M. de La Tour d'Auvergne, aux maladresses de M. Accursi et de ses amis de « la Montagne »?... Il est difficile de préciser. Quoi qu'il en soit, M. Drouyn de Lhuys, naguère encore plein de confiance dans M. de Lesseps, avait envoyé de Paris, à sept heures du soir, le 28 mai, la dépêche qui suit :

*Le Ministre des affaires étrangères*
*au général Oudinot.*

« Tout retard sera désormais funeste à l'approche de la saison des fièvres. La voie des négociations est épuisée. *La mission de M. de Lesseps est terminée.* Nous confirmons notre dépêche précédente relative au général Vaillant[1]. Concentrez vos troupes. Entrez dans Rome aussitôt que l'attaque vous présentera la presque certitude du succès. Si vous manquez de moyens d'attaque, faites-le moi savoir immédiatement

« DROUYN DE LHUYS. »

Sans perdre un instant, le duc de Reggio communiquait la dépêche aux triumvirs[2] et à M. de Gérando, chancelier de l'ambassade de France. Pour éviter de nouvelles discussions avec M. de Lesseps, tout en l'informant d'une décision qui l'intéressait si vivement, le général en chef chargeait le colonel de Tinan, son chef d'état-major, de prier M. de Gérando de donner officiellement communication au gouvernement

[1] Le texte de cette dépêche ne nous est pas connu. Tout fait présumer qu'il était recommandé au général Oudinot d'avoir la plus grande confiance dans la collaboration du général Vaillant.

[2] « Une seconde dépêche datée du 1er juin, à 3 heures de l'après-midi, signée par le général, nous déclara de sa part que l'événement avait justifié sa détermination et que dans deux dépêches émanées du ministre de la guerre et de celui des affaires étrangères, sous la date des 28 et 29 mai, le gouvernement français lui déclarait que la mission de M. de Lesseps était terminée. Vingt-quatre heures nous étaient accordées pour accepter l'ultimatum du 29 mai. (*Lettre* de Mazzini à M. de Gérando. (*Papiers* du général de Tinan.)

romain d'une décision qui rappelait M. de Lesseps et replaçait le général commandant le corps expéditionnaire dans la plénitude des pouvoirs d'un commandant en chef.

En outre, le commandant des avant-postes romains recevait à une heure de l'après-midi, par écrit du quartier général, l'avis « que la trêve consentie verbalement par M. de Lesseps était expirée et que la suspension des hostilités cessait complètement[1] ». Le commandant Ferru, du 33e de ligne, fut chargé de cette communication[2]. Obéissant ensuite à un sentiment de courtoisie militaire et craignant aussi quelque oubli de la part des triumvirs, le duc de Reggio écrivit directement au commandant de l'armée romaine, qui était alors le général Roselli :

« Général,

« Les ordres de mon gouvernement sont positifs, ils me prescrivent d'entrer dans Rome le plus tôt possible. J'ai dénoncé aux autorités romaines l'armistice verbal que, sur les instances de M. de Lesseps, j'avais consenti à accorder momentanément. J'ai fait prévenir vos avant-postes que l'une et l'autre armée avaient le droit de recommencer les hostilités. Seulement, pour donner le temps à ceux de nos nationaux qui voudraient quitter Rome et, sur la demande de M. le chancelier de l'ambassade de France, la possibilité de le faire avec facilité, je diffère l'attaque de la place jusqu'à lundi matin.

« Recevez, etc...

« *Le Général en chef*,

« OUDINOT DE REGGIO[3].

« Le 1er juin, à 5 heures du soir. »

[1] *Papiers* Tinan. V. aussi officier d'état-major, *Précis*, pièce n° 9.)
[2] *Historique* du 33e de ligne.
[3] Officier d'état-major, *Précis*, pièce n° 11.

Le général Roselli demanda une prolongation d'armistice de quinze jours, prétextant la marche probable des Autrichiens sur Rome. Le général Oudinot répondit par un refus, rappelant que, sur sa demande, les troupes du général Gorzkowski s'étaient repliées sur Pérouse et ses environs et y avaient pris leurs cantonnements. En conséquence les hostilités allaient reprendre [1].

Pas un soldat ne l'ignorait maintenant dans les camps français. La dépêche du ministre des affaires étrangères et une autre dépêche du ministre de la guerre qui la confirmait avaient été mises à l'ordre du corps expéditionnaire [2]. Dans la soirée du 1er juin, le front de bandière fut spontanément illuminé à la villa Santucci et à la Maglianella; la retraite fut jouée en fanfare et les soldats la suivaient en chantant [3]. Sur leurs lits d'ambulance, les fiévreux, peu nombreux d'ailleurs, se déclaraient guéris et demandaient à rentrer dans le rang. Les troupes du général Oudinot n'avaient pas besoin de violons, comme celles du maréchal de Richelieu, pour monter gaiement à l'assaut.

[1] Le général en chef en avait informé de nouveau M. de Gérando, le chargeant de prévenir les personnes qui désiraient abandonner la ville qu'un refuge sûr leur serait ouvert au monastère de Saint-Paul. (Balleydier, *La Révolution à Rome*, t. II. p. 135.) Nous rappelons que ce monastère était attenant à la basilique, à 2 kilomètres de Rome. Deux compagnies de chasseurs à pied l'occupèrent et, par le bac à traille il était facile de passer sur la rive droite du Tibre.

[2] Officier d'état-major, *Précis*, p. n° 55.

[3] « La mise à l'ordre de cette dépêche excita parmi les troupes les plus vifs transports. » (Officier d'état-major, *Précis*, p. 55.)

## CHAPITRE X

### INSTRUCTIONS GOUVERNEMENTALES TROP TARDIVES. PRÉPARATIFS D'ATTAQUE.

Dans la journée du 2 juin, M. de Lesseps quittait Rome, s'abstenant d'ailleurs de toute récrimination. Il avait reçu par le télégraphe « l'avis que sa mission était terminée et l'invitation de se rendre en France ». Son départ se fit discrètement; il gagna Civita-Vecchia en chaise de poste et réquisitionna un bâtiment à vapeur pour rentrer en France, usant ainsi pour la dernière fois des prérogatives de ses fonctions diplomatiques. Avant de quitter la Ville éternelle, notre ancien plénipotentiaire aurait pu voir afficher la proclamation des triumvirs :

« Citoyens,

« Non seulement le général Oudinot a refusé son adhésion à la convention faite entre nous et l'envoyé extraordinaire de France, mais il nous a dénoncé la rupture de l'armistice et déclaré son armée libre de nous attaquer. Quoi qu'il arrive, les Romains feront leur devoir et nous le nôtre. Déjà Dieu et le peuple nous ont donné la victoire dans une première lutte

avec l'homme qui nous menace. Dieu et le peuple nous la donneront encore.

« C. Armellini, G. Mazzini, A. Saffi [1]. »

Le ministère, qui avait si peu et si mal inspiré M. de Lesseps, ne se contentait pas de le révoquer, il le désavouait absolument.

Une longue lettre de M. Drouyn de Lhuys, adressée au général Oudinot, était partie de Paris le 29 mai, quelques heures après le télégramme. C'était à la fois sous la forme d'un *memorandum*, un plaidoyer du ministère pour s'excuser lui-même et un blanc-seing accordé au duc de Reggio pour commencer quand et comment il lui plairait les opérations qui avaient pour but l'occupation de Rome. Si l'on se rappelle que le général Vaillant était le détenteur d'une lettre de service pour réclamer le commandement en chef, dans le cas où il croirait devoir le faire, on ne peut s'empêcher de considérer la situation comme singulièrement compliquée. L'accord des généraux Oudinot et Vaillant, la discipline de leurs subordonnés à tous les degrés devaient cependant triompher des difficultés accumulées par une politique soumise à toutes les fluctuations parlementaires.

Nous croyons, malgré son étendue, devoir citer presque entièrement le texte des *nouvelles* instructions adressées au général Oudinot :

Après avoir rappelé dans quelles conditions la révolution avait renversé l'autorité du Saint-Père et constaté que la France, en intervenant, poursuivait un double but : rétablir l'autorité régulière et obtenir des garanties efficaces en faveur des intérêts réels des populations, le ministre des affaires étrangères déclarait

[1] Balleydier, *La Révolution à Rome*, t. II, p. 135.

que les intentions du gouvernement français avaient été méconnues et que le 30 avril les soldats français étaient tombés dans un guet-apens, qui avait coûté la vie à un certain nombre d'entre eux. Du côté de Rome on allégua un regrettable malentendu.

« On se montrait disposé à négocier. Nous avons encore consenti à entrer dans cette voie. M. de Lesseps s'est rendu à Rome. Vous savez à quel point il a poussé l'esprit de condescendance. Des propositions, telles que le gouvernement de la République n'aurait pu les sanctionner, *parce qu'elles ne tenaient pas suffisamment compte de l'autorité du Saint-Siège constamment reconnue par nous*, et des nécessités de la politique générale, ont été présentées au triumvirat et à l'Assemblée investie à Rome de l'exercice du pouvoir. On devait croire qu'elles seraient acceptées. Cependant, après avoir feint de les prendre en sérieuse considération, on les a rejetées par un vote qui dit assez quel accueil eût rencontré un projet d'accommodement établi sur des bases vraiment pratiques. On a joint, il est vrai, à ce refus la proposition dérisoire de poursuivre la négociation; mais de tout ce qui s'est passé, il ressort bien évidemment que le seul but qu'on ait eu en vue, c'est de gagner du temps, de fatiguer notre patience, d'affaiblir, s'il est possible, la force morale de notre armée, en travaillant par des provocations, heureusement aussi impuissantes que multipliées, à égarer son patriotisme et son amour de la liberté, enfin d'atteindre ainsi la saison déjà prochaine où nos soldats ne pourraient plus, sans danger pour leur santé, continuer à camper sur la portion du territoire romain qu'ils occupent depuis un mois.

« Le gouvernement de la République manquerait à tous ses devoirs si, en se prêtant à de nouvelles temporisations, il favorisait le succès de ces ma-

nœuvres machiavéliques. Nous avons épuisé les moyens de conciliation, le moment est venu où, de toute nécessité, il faut agir avec vigueur ou renoncer à une entreprise pour laquelle a coulé le sang de la France, à une entreprise où, par conséquent, notre honneur est engagé, aussi bien que nos plus grands intérêts de politique extérieure.

« Dans une telle alternative, l'hésitation ne nous est pas possible et il importe donc, général, que sans perdre un instant, vous vous dirigiez sur Rome avec les forces imposantes en ce moment réunies sous votre commandement et que vous y preniez position en dépit de toutes les résistances. Telle est la volonté du gouvernement de la République dont j'ai été chargé de vous transmettre l'expression.

« Je n'ai pas besoin de vous dire qu'aujourd'hui, pas plus qu'au moment de votre départ pour l'Italie, ce n'est pas le despotisme que nous voulons apporter à Rome. Des institutions sérieuses fondées sur le principe de la sécularisation des fonctions administratives, sur la discussion libre des intérêts publics par les hommes les plus compétents sont, nous en avons la certitude, dans les intentions du Saint-Père, et c'est pour cela que nous appelons de tous nos vœux *un arrangement qui lui permette de reprendre l'exercice de son autorité.*

« J'envoie par le télégraphe à M. de Lesseps l'avis que sa mission est terminée et l'invitation de se rendre en France. C'est désormais avec MM. d'Harcourt et de Rayneval que vous aurez à vous concerter pour tout ce qui se rapporte à l'objet politique de votre mission.

« Agréez, etc...

« *Le Ministre des affaires étrangères,*
« DROUYN DE LHUYS[1]. »

[1] L. DE GAILLARD, *Pièces justificatives*, p. 452-454.

A son arrivée à Paris, M. de Lesseps était déféré au Conseil d'État. Ce tribunal politique, après avoir entendu sa défense, lui infligeait un blâme sévère qui lui fermait à l'avenir la carrière diplomatique [1]. L'ancien ministre de France à Madrid et à Rome devint un perceur d'isthmes, il entreprit Suez et malheureusement aussi Panama...

La période purement militaire va commencer, toutes les opérations en seront menées avec une

[1] Le Conseil d'Etat ne rendit sa décision qu'au mois d'août, c'est-à-dire plus d'un mois après la prise de Rome ; cet avis est rédigé sous forme d'un rapport au Président de la République. Relativement à la mission à Rome, le Conseil d'Etat constatait deux faits principaux : le premier était l'opposition absolue entre les instructions de M. de Lesseps et l'application qu'il en avait faite : 1° en se prêtant à des actes qui donnèrent aux autorités romaines la force morale qu'il lui était interdit de leur accorder ; 2° en se mettant en désaccord formel avec MM. d'Harcourt et de Rayneval sur les questions fondamentales, alors qu'il devait se concerter avec eux ; en prenant sur lui de résoudre la question tout entière tandis qu'il n'était autorisé à conclure seulement des arrangements partiels. Le second fait principal était la signature d'une convention dont les stipulations étaient contraires aux intérêts de la France et à sa dignité.

Après l'énoncé de ces griefs, nous relevons dans le *Moniteur* les conclusions :

« Le Conseil d'Etat reconnaît qne M. de Lesseps peut invoquer, pour atténuer ses torts, la difficulté des circonstances, la gravité des questions à résoudre, le dévouement qui lui a fait accepter une mission à laquelle il n'était point préparé et dont il n'avait pas le loisir d'approfondir toutes les complications, enfin sa bonne foi qu'aucun élément de l'affaire n'a donné lieu de révoquer en doute.

« Mais en faisant cette part aux considérations personnelles, le Conseil d'Etat manquerait à sa mission si, au nom des règles de gouvernement dont il est le dépositaire et le gardien, il ne proclamait pas hautement le devoir étroit qui pèse sur tous les serviteurs de l'Etat de se renfermer dans les pouvoirs dont ils sont investis, d'obéir scrupuleusement aux instructions qu'ils reçoivent et la sérieuse responsabilité qu'encourent ceux qui, représentant la France à l'étranger, osent engager sa parole contre sa volonté connue dans des arrangements qui peuvent compromettre son honneur et la paix du monde.

« VIVIEN, *rapporteur*,
« H. BOULAY, de la Meurthe, *président*. »

(*Moniteur* du 22 août 1849.)

énergique ténacité en même temps qu'avec le soin absolu de respecter les merveilles artistiques de Rome. Déjà, à l'issue de la réunion orageuse du 30 mai[1], le général Vaillant avait déclaré que l'attaque devait être dirigée sur le front qui occupait la partie la plus avancée du Janicule, à l'est de l'église de San-Pancrazio[2]. Le 2 juin une autre réunion eut lieu au quartier général: le duc de Reggio, les généraux Regnaud de Saint-Jean d'Angély, Rostolan, Gueswiller et Thiry écoutèrent le général commandant le génie qui leur fit un nouvel exposé de son système d'attaque. La veille il avait fait exécuter une reconnaissance sur le Monte-Mario, aussi insista-t-il pour que l'on se rendît maître de Ponte-Molle, ce qui empêcherait l'ennemi de faire sauter le pont. L'avis du général Vaillant rallia tous les suffrages[3].

Le duc de Reggio résolut de ne pas différer l'occupation de la villa Pamphili, qui avait une importance stratégique de toute évidence. Pour donner le change à l'ennemi, il fit exécuter par la cavalerie de fréquentes reconnaissances sur la rive gauche du Tibre[4].

Dans la soirée, l'ordre suivant fut communiqué aux généraux de la 1re et de la 2e division, qui prirent leurs dispositions en conséquence :

## Ordre général

« Deux colonnes mobiles prendront demain possession de la villa Pamphili. L'attaque commencera à

[1] Général Vaillant au ministère de la guerre, villa Santucci, 27 mai. (*Journal* des opérations de l'artillerie et du génie, p. 183.)

[2] Ce front devait être appelé le front 6-7, en raison de sa cote sur le plan dressé par le général Vaillant.

[3] Général Vaillant au ministre de la guerre, villa Santucci, 2 juin. (*Journal* des opérations de l'artillerie et du génie, p. 183.)

[4] Officier d'état-major, *Précis*, p. 57.

trois heures du matin, les dispositions suivantes sont arrêtées :

« Une colonne aux ordres du général de brigade Mollière sera chargée d'aborder la position par le mur d'enceinte qui longe au sud la via Nocetta.

« Cette colonne se composera de quatre compagnies de chasseurs à pied, deux bataillons du 33e de ligne, une section d'artillerie composée expressément d'un canon et d'un obusier, chaque pièce avec un seul caisson; une compagnie de sapeurs du génie, cinquante chasseurs à cheval.

« Le général Gueswiller organisera une seconde colonne d'attaque, qui, sous les ordres directs du général Levaillant (Jean), sera destinée à faire une diversion sur l'enceinte de la villa côté ouest.

« Le départ de cette colonne du camp Maffei sera combiné en raison de la distance de manière à être en mesure d'apporter son concours à l'attaque de droite à trois heures précises. Cette colonne sera composée de deux bataillons, une section d'artillerie comprenant un canon et un obusier, chaque pièce avec un seul caisson.

« Le général de division Regnaud prendra le commandement des deux brigades dès qu'elles pourront agir simultanément.

« Demain à trois heures, le 20e de ligne occupera les positions qui sont aujourd'hui celles du 33e, à San-Carlo, Bruggiano et sur la via Portuense.

« Les troupes de la 2e division prendront les armes à 3 heures du matin.

« La 1re brigade se portera sur la ligne, à la hauteur de ses avant-postes, se tenant prête à appuyer le mouvement offensif; la 2e brigade viendra se masser aux environs du quartier général et formera la réserve. Les troupes de la 3e division prendront également les armes à trois heures du matin.

« Le régiment de chasseurs aura ses chevaux sellés et bridés; les pièces et caissons d'artillerie seront attelés.

« Les deux colonnes du général Mollière et du général Levaillant (Jean) seront pourvues de vivres pour les journées des 3 et 4 juin.

« Elles auront leur havresac, mais laisseront au camp leurs tentes-abri et leurs couvertures.

« Tous les mouvements et prises d'armes seront exécutés sans batteries, avec calme et dans le plus grand silence.

« Au grand quartier général, villa Santucci, le 2 juin 1849.

« *Le Général commandant en chef,*
« OUDINOT DE REGGIO[1]. »

Les historiens partisans de la révolution romaine ont reproché au général Oudinot d'avoir attaqué la villa Pamphili avant le lundi 4 juin, contrairement à la promesse qu'il avait faite dans sa communication écrite du 1er juin au général romain Roselli[2].

Dans cette lettre le duc de Reggio déclare que pour donner le temps à nos nationaux de quitter Rome, il différera jusqu'au lundi matin 4 juin l'attaque *de la place*. Or la villa Pamphili est située à un kilomètre des fortifications, c'était une *posizione romana* comme d'autres villas du voisinage, occupées elles aussi par les troupes romaines (les villas Corsini ou

[1] *Journal* des opérations de l'artillerie et du génie, pièce n° 13.

[2] Toutes ces accusations ont été reproduites dans l'ouvrage récent que nous avons consulté avec intérêt, bien qu'il soit passionnément hostile à l'intervention française : *Giuseppe Garibaldi e la sua legione, nello stato Romano* (*1848-1849*), par M. Ermano LŒVINSON (Rome, Société éditrice Dante Alighieri, 1902). L'auteur s'élève fréquemment contre ce qu'il appelle la *slealta* (déloyauté) de « l'Oudinot ». (Cf. p. 208 et suiv.) Nous croyons avoir réfuté le reproche adressé au commandant en chef de l'armée française.

casino des Quatre-Vents, Valentini et même la villa Giraud ou Vascello). Toutes ces habitations particulières, que ne protégeait d'ailleurs aucun ouvrage de défense, étaient en dehors de l'enceinte et dès lors ne pouvaient profiter du délai accordé par le duc de Reggio pour l'attaque de la place elle-même[1]. C'était précisément pour commencer dès le 5 juin l'investissement de la *place* et les premiers travaux de tranchée qu'il fallait occuper les positions extérieures. Il n'y eut donc aucune mauvaise foi de la part de l'armée française qui agissait dans la plénitude de son droit et la surprise du 3 juin a été uniquement une surprise militaire à laquelle les Romains ont tenté vaillamment de s'opposer pendant quinze heures, comme nous allons le voir. Leurs meilleures troupes devaient y lutter intrépidement.

[1] Cette question semble si peu discutable au point de vue militaire que, dans nos règlements, — et on peut ajouter dans tous les règlements des armées européennes sur *le service des places*, — « la dénomination de place de guerre s'applique aux villes fortifiées par une simple enceinte ou par une enceinte avec forts détachés ou par un ensemble de forts détachés ». Or il ne s'agissait pas de forts mais de simples villas...

## CHAPITRE XI

### PREMIER COMBAT DU 3 JUIN : LA PRISE DES VILLAS.

Conformément aux ordres du général en chef, et sous la seule modification d'une avance d'une heure [1], deux colonnes étaient formées dans la nuit. L'une prenait silencieusement les armes au camp de la villa San-Carlo [2], sous le commandement du général Mollière. Elle était composée de quatre compagnies de chasseurs à pied (chef de bataillon de Marolles), de deux bataillons du 33e de ligne (colonel Bouat), d'une section d'artillerie et d'une compagnie de sapeurs du génie. Le chef de bataillon Frossard, de l'état-major du génie, était chargé du commandement de l'avant-garde, formée de la compagnie du génie et d'une compagnie de chasseurs à pied [3].

L'autre colonne, sous les ordres du général Levail-

[1] Le général Vaillant, dans le *Journal* des opérations du génie, dit qu'à *deux heures et demie du matin* la compagnie de sapeurs de la brigade Mollière commença le travail de brèche de la villa Pamphili; l'*Historique* du 33e de ligne donne *deux* heures du matin comme heure du départ.

[2] Général Oudinot au ministre de la guerre. Villa San-Carlo, 3 juin 1849.

[3] Cet officier supérieur avait exécuté l'avant-veille une minutieuse reconnaissance de la villa Pamphili et déterminé le point de brèche.

lant (Jean), était réunie au camp de la casa Maffei, à peu de distance du quartier général; elle comprenait deux bataillons du 16e léger (colonel Marchesan) et une section d'artillerie.

Les généraux Mollière et Levaillant avaient donc chacun leur mission; le premier devait pénétrer, par le mur d'enceinte côté sud, dans les jardins de la villa Pamphili; le second de ces officiers généraux devait faire une diversion du côté ouest de la villa.

Le général en chef n'avait prévu dans ses dispositions que l'attaque de la villa Pamphili. Cette superbe habitation occupait le centre d'un mamelon qui se reliait à l'est au mur d'enceinte de Rome. La villa se dressait au milieu de jardins, de prairies, de bosquets de pins, entourée d'une ceinture de murs hauts de trois mètres, et épais d'environ cinquante centimètres. L'ennemi y avait envoyé un bataillon de chasseurs lombards commandés par Pietramellara [1]. Celui-ci avait fait barricader les issues du côté du sud, de l'ouest et du nord, mais il avait eu le tort de ne faire construire ni banquettes, ni tranchées, ni parapets [2].

L'occupation de la villa Pamphili permettait d'établir les premières parallèlles sur le Monte-Verde, de se relier au Monte-Mario, et enfin de surveiller la route de Civita-Vecchia.

Il était en outre à présumer qu'il faudrait s'emparer de l'église et du couvent de San-Pancrazio, à peu de distance de l'enceinte et peut-être aussi de plusieurs autres villas voisines de la villa Pamphili et encore plus près de la place « parce qu'elles paraissaient découvrir et dominer complètement la route

[1] On l'a appelé souvent par abréviation Mellara, ce qui l'a fait confondre avec le commandant Manara.
[2] Capitaine Vertray, *Album*.

qui aboutit à l'entrée de la villa[1] », c'est-à-dire à la porte San-Pancrazio.

L'opération était donc importante. Pour lui donner toutes chances de réussite, des troupes de réserve avaient été désignées et en réalité le corps expéditionnaire tout entier prenait les armes une heure après le départ des deux colonnes placées sous le commandement supérieur du général de division Regnaud d'Angély, qui garda avec lui la section d'artillerie de la colonne Levaillant, pour donner plus de mobilité à cette colonne. L'escadron de cavalerie resta avec le général de division et les deux pièces d'artillerie.

La colonne Levaillant part la première; son avant-garde est formée de la compagnie de voltigeurs du 1er bataillon du 16e léger et dirigée par le capitaine d'état-major Osmont. Les deux bataillons du 16e léger qui viennent ensuite ont à leur tête le général Levaillant (Jean) qui, comme son frère, a pris part aux dernières campagnes de l'empire, et le colonel Marchesan, vigoureux officier d'Afrique.

Dans une obscurité complète, la colonne gagne par la gauche le chemin bordé de maisons et de murs qui conduit par la droite à la porte San-Pancrazio[2]. Les hommes observent les précautions qui leur ont été recommandées : ils gardent le silence et tiennent dans la main gauche les fourreaux de baïonnette ou de sabre. C'est ainsi qu'ils se glissent[3] aussi silencieusement que possible dans une longue allée qui aboutit

[1] Observation du général Vaillant. (*Journal* des opérations de l'artillerie et du génie.)

[2] *Historique* du 91e de ligne (ancien 16e léger).

[3] Nous rappelons que seuls, dans les compagnies d'élite, les soldats étaient armés du petit sabre droit; dans les compagnies du centre, ils n'avaient que la baïonnette. En outre, le *quart*, verre ou tasse du troupier, toujours incassable, n'était pas en usage et c'est actuellement la partie du fourniment qui fait le plus de bruit en marche.

à gauche à une petite chapelle peu éloignée de la villa et qui porte le nom de capelleta Pamphili. Il s'agit d'en faire le tour sans bruit et de se reporter ensuite au nord-est, c'est-à-dire en avant et à droite. Mais la *capelleta* est occupée par une compagnie de *bersaglieri* (tirailleurs) de Pietramellara. La veille, dans la soirée, Roselli et Avezzana ont visité la ligne de leurs avant-postes et bien qu'ils aient déclaré au capitaine qui les commande que les Français n'attaqueront pas avant le 4 juin, interprétation très erronée de la lettre du général Oudinot, l'officier romain n'en fait pas moins bonne garde.

Le petit édifice est protégé au sud et à l'est par une barricade en ligne brisée. Les sentinelles entendent un bruit anormal; c'est une troupe en marche... Elles donnent l'alarme et quand le premier bataillon du 16e léger arrive devant la capelleta, un feu de mousqueterie part de la barricade, des fenêtres de la chapelle et des terrasses [1].

La colonne, gardant sa formation de marche, accélère le pas [2]. Le feu de l'ennemi précipité et mal dirigé porte trop haut et blesse seulement quelques hommes. L'avant-garde et le 1er bataillon débouchent de l'avenue, font brusquement par le flanc droit, et sans tirer un coup de fusil, sans même essayer de se déployer, se précipitent sur la barricade [3]. L'ennemi terrifié évacue la barricade, puis, bientôt après, les terrasses et la capelleta, il se rejette dans les jardins et se réfugie au milieu des troupes de la villa Pamphili qui ont été averties par les coups de fusil.

[1] *Historique* du 91e de ligne (ancien 16 léger). D'après un officier romain fait prisonnier un peu plus tard dans cette journée (le capitaine Ludovic Pietramellara), les premiers coups de fusil furent tirés vers 3 heures du matin. (Ermano Lœvinson, p. 216.)

[2] *Ibid.*

[3] *Historique* du 91e (ancien 16e léger).
Capitaine Vertray, *Album.*

Afin de continuer sur la villa le mouvement prescrit, le général Levaillant ordonne de reprendre la marche en avant. Le second bataillon s'était laissé distancer dans l'obscurité. Désireux de n'apporter aucun retard à la diversion qu'il doit opérer, le général ne l'attend pas et poursuit sa route avec le 1er bataillon. Il faut s'engager dans un sentier fort étroit. Quelques *bersaglieri* étaient revenus autour de la capelleta, les balles continuaient à siffler, mais cette fusillade ne fut pas meurtrière[1].

Les huit premières compagnies du 16e léger prennent le pas de course, cherchant une issue à droite ou à gauche; elles arrivent brusquement devant la grille de la villa Pamphili[2]. Les voltigeurs, qui courent en avant, se ruent sur cette grille... elle est restée ouverte par mégarde, heureuse coïncidence! Le parc s'étend immense, mystérieux, avec ses pins gigantesques; on aperçoit dans la clarté douteuse du petit jour des statues, des vasques de marbre, des bosquets, des escaliers. Une masse blanche se dresse en amphithéâtre : c'est la villa. On entend un bruit d'armes et de pas, l'ennemi se retire.

Le général Levaillant lance dans le parc la compagnie de voltigeurs renforcée d'une compagnie du centre. Cette troupe devra d'abord fouiller le parc[3]; elle abordera ensuite la villa pour couper la retraite à l'ennemi, le général fera le tour du parc et surprendra les Romains de l'autre côté, au nord-est.

Dans un nouvel élan, les six compagnies qui restent reprennent leur course, elles appuient sur la droite, entendent des appels de clairon, des roulements de tambour du côté du nord, elles se portent dans cette direction et s'avancent jusqu'à une villa

[1] « Grâce à la nuit. » *Historique* du 91e (ancien 16e léger).
[2] *Ibid.*
[3] *Ibid.*

en construction moins importante que la villa Pamphili. Cette habitation était entourée d'un jardin. Des tirailleurs ennemis garnissaient la crête du mur, d'autres apparaissaient aux fenêtres. On reconnut la villa Valentini[1].

Au moment où le général Levaillant hésitait à continuer son mouvement en avant, on lui rendit compte que des troupes ennemies débouchaient de la porte San-Pancrazio[2]. La petite colonne, réduite à moins de la moitié de son effectif, pouvait être cernée par les Romains, le général la reporte donc en arrière dans la direction du parc de la villa Pamphili.

Il s'agissait de rallier le 2e bataillon du 16e léger et de se mettre en communication avec la colonne Mollière qui devait exécuter l'attaque générale et dont on n'avait pas de nouvelles.

Quand les compagnies qui étaient restées avec le général Levaillant revinrent à l'entrée de la grille du parc et pénétrèrent dans cette enceinte, la tête de la colonne du 2e bataillon débouchait au même point[3]. Le général les plaça en réserve, en dehors du parc. Des coups de feu, très espacés d'ailleurs, se faisaient entendre du côté de la villa. Les deux compagnies qui avaient été laissées dans le parc, avaient surpris une compagnie des *bersaglieri* de Pietramellara et l'avaient faite prisonnière. Un major et un capitaine avaient rendu leurs épées à un énergique officier du 16e léger, le lieutenant Vuillot[4].

Le 1er bataillon se trouvant réuni, le colonel Marchesan le dirigea sur la villa. Plusieurs compagnies

[1] *Historique* du 91e de ligne (ancien 16e léger).
[2] C'étaient des troupes de piquet cantonnées à la porte San-Pancrazio et qui appartenaient à la division Garibaldi. Ces piquets étaient directement sous les ordres du général Galetti qui remplaçait provisoirement Garibaldi.
[3] *Historique* du 91e de ligne (ancien 16e léger).
[4] *Ibid.*

de *bersaglieri* sortaient en hâte par différentes issues et se trouvaient déployées devant le principal corps de logis. A la vue du bataillon français, elles se rendirent à discrétion[1]. On compta 200 soldats dont 10 officiers, trois drapeaux et un caisson de 10.000 cartouches[2].

La villa était défendue par 2.000 hommes[3]; la plupart purent s'enfuir dans les villas voisines occupées par les Romains. Il était cinq heures du matin[4].

A peine les prisonniers étaient-ils désarmés et emmenés, sous escorte, dans une partie du parc, que l'on vit déboucher de deux côtés différents, par la villa et par une allée à droite, les sapeurs du génie et les deux bataillons du général Mollière. Le général Regnaud d'Angély et l'état-major arrivaient également avec l'artillerie.

Dans la colonne Mollière, l'opération avait été menée moins rapidement et moins brillamment que dans la colonne Levaillant. On n'avait pas eu la bonne fortune de trouver une grille ouverte, il avait fallu faire une brèche. A deux heures et demie la brigade Mollière était massée à peu de distance de la villa, contre le mur d'enceinte qui longe la via Nocetta, du côté du midi. La compagnie des sapeurs du génie, sous les ordres du chef de bataillon Frossard et du capitaine Puiggari, vint se placer au pied de la muraille[5]. Pas de factionnaire en dehors, pas de guetteur aux fenêtres, le silence le plus complet. Le capitaine Puiggari

[1] L'*Historique* du 91e estime l'effectif de ces compagnies à celui d'un bataillon : c'est un peu exagéré.

[2] Le général Oudinot au ministre de la guerre. Villa Santucci, 4 juin.

[3] Le général Vaillant, dans son *Journal* des opérations du génie, ne parle que de 150 soldats, plusieurs officiers et d'un drapeau de régiment découvert dans les bâtiments de la villa.

[4] Le général Oudinot au ministre de la guerre.

[5] Au point reconnu le 1er juin par le commandant Frossard.

s'efforce d'introduire un sac de poudre dans une ouverture qui servait à la sortie des eaux et que fermait un grillage en fer[1]. Le sac ne pénétrant pas par l'ouverture un peu étroite, les sapeurs l'élargissent avec leurs pics.

Des *bersaglieri*, attirés par le bruit, font feu par les fenêtres de derrière la villa. Trop tard! L'ouverture est forcée, le sac de poudre allumée fait explosion, et un petit pan de mur en s'effondrant donne un passage qu'élargissent à coups de pioche les soldats du génie[2].

Les coups de feu de l'ennemi avaient cessé après l'explosion du sac de poudre. Une compagnie de chasseurs s'engouffre derrière la compagnie du génie, la tête de colonne du 33e de ligne les suit et s'engage dans l'allée du parc qui longe la façade sud de la villa. L'entrée n'avait pas été suffisamment élargie et les hommes ne passaient qu'un à un. Fort heureusement, une grille fut forcée sur la droite par le lieutenant du génie Largillier[3] et par quelques sapeurs. Cette seconde issue donna passage aussitôt à une seconde compagnie de chasseurs[4].

Le détachement du 33e put y passer aussi et toute la colonne Mollière débordant dans le parc fit sa jonction avec la colonne Levaillant (Jean), dont nous avons signalé l'arrivée si opportune.

Les défenseurs de la villa Pamphili avaient pu fuir pour la plupart, puisque leur effectif dépassait 2.000 hommes[5] et que 200 seulement furent faits prisonniers[6]. On fouilla inutilement la villa, on n'y trouva que des approvisionnements.

[1] *Journal* des opérations de l'artillerie et du génie.
[2] *Ibid.*
[3] *Ibid.*
[4] *Ibid.*
[5] Le général Oudinot au ministre de la guerre, 4 juin 1849.
[6] *Ibid.*

Les deux colonnes ne restèrent pas longtemps réunies. Le général de division Regnaud d'Angély ne doutait point que les défenseurs de la villa ne se fussent réfugiés dans les villas voisines; il fallait donc occuper ces villas le plus tôt possible, d'autant plus que des renforts considérables allaient arriver par la porte San-Pancrazio et qu'il y avait avantage à prévenir leur offensive.

En outre, le général Vaillant dont tous les officiers généraux du corps expéditionnaire pressentaient la situation considérable, avait déclaré son intention d'appuyer la gauche de sa première parallèle à l'église San-Pancrazio[1].

Il sembla donc urgent au général Regnaud d'Angély de s'en emparer ainsi que du cloître et du jardin clos de murs qui l'entourait.

Le général donna donc l'ordre au commandant de Marolles, du 1er bataillon de chasseurs à pied, d'enlever l'église et le cloître avec les quatre compagnies de chasseurs qu'il avait sous la main.

Après être sortis par la grille du côté du sud, les chasseurs à pied partirent aussitôt à l'allure rapide dont ils sont coutumiers. A peu de distance de l'église San-Pancrazio, ils furent accueillis par des coups de fusil tirés du clocher et des fenêtres de l'église et aussi du cloître et du jardin. Le général Mollière arrivait à ce moment avec la compagnie du génie et un bataillon du 33e de ligne (commandant Ferru). Il fit donner l'assaut à l'église par les chasseurs à pied et six compagnies du bataillon Ferru.

Deux compagnies de ce bataillon et la compagnie du génie attaquaient le cloître, vaste édifice situé à trois cents mètres des murs de la place[2]. Ses défenseurs

[1] *Journal* des opérations de l'artillerie et du génie.
[2] Général Oudinot au ministre de la guerre. Villa Santucci, 4 juin 1849.

tiraient par les meurtrières et les lucarnes, mais leur résistance dura peu, tant ils craignaient de se voir couper la retraite.

Du côte de l'église l'attaque dura un peu plus longtemps [1], mais là encore l'ennemi s'enfuit, et court se réfugier derrière les remparts [2]. L'église, le couvent, le jardin sont occupés par nos troupes qui ne comptent que quelques blessés.

Sous la direction du commandant Frossard, du génie, on barricade les issues du côté de l'est, c'est-à-dire du côté de la ville, dont les remparts se couvrent d'une foule armée qui crie, qui vocifère. Des coups de canon sont tirés du mont Janicule sur le cloître et sur le jardin, les murs s'effritent sous les projectiles. Mais il arrive des coups de mitraille et des boulets du côté nord, de la villa Corsini, appelée aussi le casino des Quatre-Vents, et construite en pierres de taille avec une remarquable solidité [3]. En même temps, sur la gauche et en avant, on distingue un feu de mousqueterie des plus nourris.

La fusillade venait de la villa Valentini que le général Levaillant attaquait énergiquement avec le 2e bataillon du 16e léger. Cette villa était dans une position dominante, sur le coteau qui s'étend à gauche parallèlement aux fronts; l'ennemi qui l'occupait disposait d'un millier d'hommes : bersaglieri de Pietramellara, soldats de la légion garibaldienne, etc. faisaient un feu intense sur nos troupes.

Le 1er bataillon du 16e léger sortait de la villa Pamphili, pour appuyer l'attaque de la villa Valentini.

Cette troupe, plusieurs fois obligée de s'abriter

[1] « Ce qui ne se fit pas sans difficulté. » (*Journal* des opérations de l'artillerie et du génie.)
[2] *Historique* du 33e de ligne.
[3] Général Oudinot au ministre de la guerre. Villa Santucci, 4 juin.

se déploie sous le commandement personnel du général de division. La section d'artillerie entre en action et éventre à coups de canon les murs du jardin Valentini. A la sonnerie de la charge, les deux compagnies d'élite du 1er bataillon du 16e léger se précipitent, bientôt suivies du bataillon tout entier. L'ennemi abandonne la villa Valentini. Le combat avait duré une heure[1], le capitaine du génie Dumont avait été blessé grièvement en pénétrant dans le jardin avec les grenadiers. Il était environ six heures[2]. La plus grande partie du bataillon fut reportée en arrière, de façon à surveiller le chemin qui relie la voie Aurélienne à la porte San-Pancrazio. Deux compagnies du 33e[3] furent chargées de garder la villa Valentini et son jardin, mais l'ennemi revint à la charge et dirigea un feu terrible des terrasses de la villa Corsini.

Le 2e bataillon et quatre compagnies du 1er bataillon du 33e furent reportés sur la villa Valentini et y soutinrent un combat acharné.

Du côté de l'église San-Pancrazio, le feu s'était ralenti. Une compagnie de chasseurs voulut escalader le grand mur du cloître, mais le feu des remparts l'obligea de battre en retraite et à revenir derrière le mur qu'elle avait crénelé et d'où elle dirigeait un feu meurtrier.

Celui de l'ennemi n'était pas moins vif[4]: tout indiquait qu'il était énergiquement commandé. Le général Bartolomeo Galetti, l'un des commandants de brigade de la division Garibaldi, dirigeait en effet les attaques, mais il ne recevait pas les renforts suffisants.

[1] *Historique* du 91e de ligne (ancien 16e léger).
[2] C'était l'heure où avaient été occupés également l'église et le couvent de San-Pancrazio.
[3] Les 2e et 3e du 2e bataillon.
[4] *Journal* des opérations de l'artillerie et du génie.

La villa Corsini qu'il occupait avec environ deux mille hommes de tous les corps de la division était, comme nous l'avons indiqué, une grande maison carrée à trois étages en retrait les uns sur les autres et bâtie en pierres de taille[1]. Le général romain avait fait ouvrir des meurtrières dans les murs du jardin: par ces ouvertures très nombreuses et par les terrasses les hommes tiraient sans relâche, et leur tir se répartissait d'une façon à peu près égale sur la villa Valentini et sur le parvis de l'église San-Pancrazio où plusieurs compagnies du 33e venaient d'arriver pour renforcer les troupes qui y étaient déjà.

Le général Mollière donna l'ordre à l'officier qui commandait la section d'artillerie, mise à sa disposition, d'ouvrir un feu violent sur l'un des angles du parc. Cet officier, le lieutenant Cauvières[2], établit ses pièces dans le jardin du couvent et cribla de boulets l'angle ouest-sud du mur du parc.

Une brèche s'ouvre dans le mur de la villa Corsini du côté sud et le 1er bataillon du 16e léger, qui s'en est aperçu, devançant les troupes de la colonne Mollière dans un noble exemple d'émulation militaire, se précipite à l'assaut. Les tambours battent la charge, les clairons la sonnent, le colonel Marchesan, sabre au poing, dressé sur ses étriers, le drapeau du régiment derrière lui, entraîne toute la ligne. Son cheval est blessé, lui-même est frappé d'une balle à l'épaule, deux sapeurs tombent à ses côtés; le capitaine Vanghelle et le sous-lieutenant Daniel sont grièvement blessés[3].

Il y a sept ou huit hommes tués et plus de trente blessés. Un carabinier[4] nommé Leclerq est renversé

[1] Capitaine Vertray, *Album*.
[2] *Journal* des opérations de l'artillerie et du génie.
[3] *Historique* du 91e de ligne (ancien 16e léger).
[4] On appelait ainsi les grenadiers d'infanterie légère.

par une balle qui lui a labouré les côtes. Tout sanglant il se traîne derrière le drapeau, la baïonnette haute. De leur côté le 33e de ligne et les chasseurs à pied se sont portés en avant. Clairons et tambours font aussi retentir la fanfare de victoire! Les officiers crient : « En avant! » Les soldats le répètent à pleins poumons, ce cri si français... et la villa Corsini est enfin évacuée par ses défenseurs, qui se précipitent vers la porte San-Pancrazio, dont quatre cents mètres à peine les séparent. Une autre villa, beaucoup moins importante que celles qui ont été conquises, est déjà mise en défense par les Romains, elle est à peu de distance de la porte, on l'appelle la villa Giraud ou le Vascello. Le général Bartolomeo Galetti rallie ses troupes autour de la maison. Garibaldi l'y rejoint et avec les renforts qu'il a groupés prépare une reprise d'attaque[1].

Comment l'intervention de Garibaldi se produisait-elle si tardivement? Comment Roselli, général en chef, n'avait-il pas déjà envoyé des renforts à Galetti? Il y avait eu pour cela plusieurs motifs : d'abord l'étrange interprétation donnée par les généraux de l'insurrection romaine au délai accordé pour l'attaque directe de la place, en second lieu les cantonnements défectueux, ordonnés par Roselli, beaucoup trop dispersés, sans détachements ni piquets prêts à se porter au premier appel et enfin l'absence d'un service d'estafettes, d'agents de communication pour relier les avant-postes avec la place elle-même. A quatre heures

[1] D'après les rapports français sur lesquels ont été établis les historiques des régiments, il était alors sept heures.

L'*Historique* de la légion Garibaldi, établi par M. Lœvinson, constate que lorsque Garibaldi arriva à la porte de San-Pancrazio, à cinq heures et demie, Galetti venait de perdre, pour la seconde fois, la villa Corsini et « des postes avancés importants », il ne restait aux Romains que le Vascello (ou villa Giraud). Le combat continuait très vif lorsque Garibaldi put rallier ses troupes vers sept heures.

du matin, arrive à cheval au quartier de la garde civique sur la place Farnèse, pour donner l'alarme et faire battre la générale, non pas un officier d'état-major, mais un simple officier de police qui a appris l'attaque de la villa Pamphili[1]. L'officier qui commande au quartier Farnèse déclare qu'il n'obéira pas sans l'ordre du général commandant supérieur de la garde civique[2]. Dans d'autres postes ou casernes, sur la rumeur publique, on est moins difficile et l'on bat la générale, mais il est cinq heures lorsque certains de ces postes prennent les armes.

Garibaldi, jalousé par Roselli, qui le consultait le moins possible mais qui cependant subissait sa popularité, avait établi son quartier général dans un logement des plus modestes, via delle Carrozzi, entre la place d'Espagne et l'église San-Carlo, au nord de Rome[3].

Le fameux condottiere n'avait auprès de lui que le chirurgien en chef de la division, le docteur Ripari. Il n'était pas cinq heures quand arriva en toute hâte le major Francesco Daverio, chef d'état-major de la légion, qui venait informer son général de l'attaque des Français. A ce moment les batteries romaines du Janicule ouvraient le feu sur la brigade Mollière qui occupait déjà l'église San-Pancrazio.

Dans ce brusque réveil, Garibaldi envoie prévenir le commandant de ses lanciers, Masini, et ceux de ses officiers qui sont cantonnés avec leurs hommes au

[1] L'arrivée du policier est racontée avec beaucoup d'humour, dans l'*Historique* de la légion Garibaldi, ch. XVI, p. 217.

[2] Ermano Lœvinson, *Giuseppe Garibaldi*, etc., Ire partie, p. 218.

[3] L'auteur de l'*Historique* de la légion se plaint de l'exiguité et de l'éloignement du logement « assigné, dit-il, par l'intendance militaire et la municipalité au principal défenseur de la capitale ». (Cf. p. 213.) C'était en effet une masure, située dans les communs d'une auberge de la via Condotti, nº 88. Cette rue et la via della Carrozzi existent encore.

couvent de Saint-Sylvestre. Troupe et officiers cherchent[1] leur général qui est parti de suite avec des lanciers de Masini. A cinq heures Garibaldi et son escorte arrivent à la porte Cavalleggeri, il leur faut une demi-heure pour atteindre la porte San-Pancrazio.

Le combat est engagé, mais autour de la villa Corsini. Garibaldi est obligé d'attendre l'infanterie de sa légion et quand il l'a groupée et qu'il va franchir la porte San-Pancrazio, il est sept heures. Galetti a été refoulé avec ses *bersaglieri* et une partie du régiment Masi dans la villa Giraud. C'est alors que Garibaldi, entraînant avec lui tous ceux qui l'entourent, pénètre dans la villa et déclare qu'il faut tout tenter pour reprendre la villa Corsini, que seule la possession de cette position dominante peut empêcher les travaux d'approche contre les murs moins élevés[2].

Les légionnaires de Garibaldi, groupés derrière leurs officiers Marochetti, Sachi et Daverio, se portent sur la villa Corsini, mais ils gardent une formation défectueuse. Au lieu de se masser en colonnes d'assaut ou de former une série de lignes de tirailleurs se renforçant les unes les autres, ils restent en petites bandes[3] de trente à quarante hommes attaquant sans cohésion.

Sur l'ordre de Garibaldi, l'artillerie des remparts ne tire plus sur les fractions de colonnes françaises qu'on aperçoit sur les remparts et les jardins, mais directement sur la villa Corsini elle-même. Cette habitation se trouve à 400 mètres de la place, elle est directement battue par la batterie d'un bastion[4],

[1] Beaucoup d'officiers logeaient dans des maisons éloignées et ne furent prévenus que tardivement.
[2] Ermano Lœvinson, *Giuseppe Garibaldi*, etc., Ire partie, p. 218.
[3] *Ibid.*, p. 219.
[4] Le bastion n° 8, sur le plan du général Vaillant.

forte de 6 pièces de gros calibre dont 2 obusiers[1].

Ce feu violent d'artillerie alluma un commencement d'incendie dans la partie sud de la villa, il se produisit un peu de désordre parmi les défenseurs, qui appartenaient pour la plupart au 16e léger et aux compagnies du génie. Le feu d'un autre bastion vint se croiser avec celui du bastion le plus rapproché et augmenter l'incendie qui s'était déclaré. La chaleur devenait en outre intolérable. Les troupes françaises se reportèrent en arrière et vinrent prendre position, sous les ordres des généraux Regnaud d'Angély et Levaillant (Jean), derrière les murs de la villa Pamphili.

Garibaldi, à la tête de sa division tardivement formée et renforcée du bataillon des émigrés romains et du corps des employés du trésor mobilisés, pénétrait dans la villa Corsini. Un de ses officiers rentrait de suite à Rome porteur du billet suivant dont il fut donné lecture à l'Assemblée constituante, au milieu des acclamations :

« Sept heures et demie avant midi. Nous avons repris les positions en avant de la porte San-Pancrazio[2]. »

« GARIBALDI. »

Mais, au moment même où les représentants manifestaient leur enthousiasme, le 16e léger avait repris possession de la villa; le capitaine Vérot[3] avait été blessé à la cuisse en entraînant sa compagnie en première ligne, les deux bataillons du 16e lé-

[1] Capitaine VERTRAY, *Album*.
[2] Ermano LŒVINSON, *Garibaldi e la sua legione*, p. 219.
[3] *Historique* du 91e de ligne (ancien 16e léger). Capitaine VERTRAY. *Album*.
L'historien de la légion Garibaldi reconnaît que les Romains occupèrent peu de temps la villa. « Ma fu cosa di brevissima durata. » (P. 219.)

ger avaient bravement donné, ils avaient encore une quinzaine d'hommes hors de combat; la section d'artillerie, se portant résolument en avant, avait criblé de mitraille les Romains, et forçaient ceux-ci à se refouler brusquement.

Les Français devraient alors se montrer prudents, se barricader, s'embusquer; mais, au contraire, ils se groupent dans les jardins, sur les terrasses. Les deux pièces d'artillerie ont quitté la villa Corsini pour chercher une position de batterie dans la direction de la villa Giraud. Soudain arrive comme une trombe l'escadron de lanciers que commande Masini [1]. En soutien de cette cavalerie, une bande de fantassins romains charge à la baïonnette, elle est sous les ordres du capitaine Caliolo, vieux soldat de Garibaldi et son compagnon d'armes en Amérique [2]. A peu de distance des gradins de la villa, les feux de salve du 16e léger abattent la plupart des lanciers, leur chef Masini, et, à son côté, le porte-étendard de l'escadron, Zamboni. Un autre officier, le lieutenant Scarale, est également frappé. L'infanterie garibaldienne a renforcé la petite troupe du capitaine Caliolo; Galetti et son état-major sont au fort de l'action, Bixio, l'un des majors de la légion de Garibaldi, a deux chevaux tués sous lui; le chef d'état-major Daverio est mortellement atteint. La villa Corsini est dissimulée par un cercle de flammes, tellement le feu des défenseurs est intense...

Vers neuf heures du matin, Manara et son bataillon de *bersaglieri* lombards viennent renforcer l'attaque, mais là encore la formation était mauvaise. Les bersaglieri de Manara et les légionnaires de Garibaldi,

[1] L'*Historique* garibaldien fait allusion à l'état d'exaltation de cet officier : « Piu furibondo che mai contra il nemico. » (P. 219.)
[2] *Ibid.*

qui seuls soutenaient le combat, sont eux-mêmes renforcés par les débris du corps de Pietramellara et par le 3e régiment de ligne. Ces troupes formaient un immense arc de cercle, avec une infinité de petits groupes[1]. L'une des branches, la plus courte, semblait enserrer l'église San-Pancrazio ; le centre était dirigé vers la villa Valentini ; la branche de beaucoup la plus longue menaçait les jardins de la villa Corsini. Les batteries des deux bastions, à droite et à gauche de la porte San-Pancrazio, tiraient par-dessus les troupes romaines.

Le 16e léger avait combattu vaillamment. Les hommes, épuisés de fatigue, ne se soutenaient que par des prodiges d'énergie. Aussi le régiment était-il à bout de forces quand arrivèrent un bataillon du 25e léger et le 20e de ligne tout entier[2].

Le 33e de ligne, après avoir occupé San-Pancrazio, avait fourni un bataillon à la défense de la villa Corsini. Il n'était pas moins épuisé que le 16e léger. Le 66e de ligne le releva dans ses positions, sauf pour deux compagnies du 33e qui étaient engagées sur la gauche[3].

C'est toujours une opération délicate que de remplacer sous le feu de l'ennemi des troupes en première ligne. Il se produit forcément du désordre, ce qu'on appelle en termes militaires « un peu de flottement ». Les troupes qui défendaient les villas Corsini et Valentini n'y échappèrent pas, malgré le sang-froid de leurs chefs et l'élan des troupes de relève.

De plus, la chaleur était extrême. Les légionnaires de Garibaldi, plus habitués que nos soldats à cette

[1] Toujours les petits paquets, « picoli manipoli de 20 à 30 militi ».
[2] *Historique* du 99e de ligne (ancien 25e léger).
[3] *Historique* du 33e de ligne.

température pénible, avaient pu s'approcher de la villa Corsini et enlever douze prisonniers appartenant au 33e [1]. Sans générosité pour des ennemis vaincus, ils les massacrèrent pour la plupart [2].

Les généraux Regnaud d'Angély et Levaillant se trouvaient encore à la villa Corsini qu'ils considéraient comme devant être conservée à tout prix. Ils disposaient à ce moment de troupes fraîches : le 25e léger, le 20e et le 60e de ligne. Le premier de ces régiments avait accompli dans des conditions des plus heureuses l'enlèvement d'une des positions.

A cette même heure, dix heures du matin, la villa Valentini avait été un moment dégarnie des troupes du 16e léger qui avaient été portées sur la villa Corsini. L'ennemi y avait pénétré. Le colonel Ripert, commandant le 25e léger, énergiquement secondé par son lieutenant-colonel M. de Carondelet, à la tête du 1er bataillon de son régiment, tourne la villa Valentini par les hauteurs, fait enfoncer une porte du jardin et surprend un détachement romain qui met bas les armes.

Quelques soldats escaladent les fenêtres d'un han-

[1] *Historique* du 33e de ligne.

[2] L'historien de la légion de Garibaldi l'avoue absolument. « Ils (les légionnaires) firent plusieurs prisonniers; quelques-uns expièrent par la mort la déloyauté de leur général. « Fecero pure parecchi perigioneri, alcuni dei quali espiarono collamorte la slealta del loro generale. » (E. Lœvinson, p. 221.)

L'un des Français prisonniers échappa à la mort par son sang-froid : « Un nommé Bussière, soldat à la 5e compagnie du 2e bataillon du 66e, se trouve cerné dans une masure au moment où les Romains venaient de reprendre la villa Pamphili (*lire Corsini*). « Rendez-vous, lui crie-t-on. — Pas si bête ! répond-il, et l'une après l'autre, il brûle une dizaine de cartouches. Sa giberne vidée, il s'assied sur une pierre, tire sa pipe, un briquet, et se met en devoir de l'allumer. Dans ce moment, les Romains se précipitent sur lui, le terrassent : « Crie : Vive la République romaine ! et tu es sauvé, lui dit-on. — Vive la France ! » s'écrie-t-il. Les ennemis allaient le massacrer, lorsqu'un officier le sauva disant : « Ne le tuez pas ! c'est un brave. — Nous sommes tous comme cela dans mon pays, répliqua Bussière. » (Balleydier, t. II, p. 144.)

gar et se glissent dans la villa[1]. Le colonel Ripert fait alors barricader toutes les issues du côté de l'ennemi et, par un feu bien dirigé, peut repousser les attaques de plusieurs fractions de la division Garibaldi[2].

Malgré l'effort considérable fourni par la division Garibaldi, les troupes françaises gardaient les positions conquises. Il en était une qu'il eût été avantageux d'occuper, c'était la villa Giraud, appelée aussi villa Vascello, construction massive à trois étages, placée à droite du chemin qui conduisait à la villa Corsini[3]. Si l'on pouvait l'enlever à l'ennemi, celui-ci serait absolument enfermé dans son enceinte.

Le général Regnaud d'Angély n'avait pas à sa disposition des forces suffisantes pour tenter cette attaque. Toutefois quelques boulets qui pénétrèrent sans l'endommager sérieusement dans ce vaste édifice, firent craindre à Garibaldi qu'une attaque ne se préparât sur ce point. Il en fit préparer la défense par son aide de camp, le colonel Pulini, qui fut tué en revenant de donner les instructions de Garibaldi au colonel Sachi[4].

Comme les troupes françaises ne sortaient pas de leurs lignes, les garibaldiens, qui étaient restés depuis plusieurs heures sur la défensive, voulurent reprendre l'offensive, malgré leurs pertes nombreuses.

Garibaldi allait conduire de nouveau sa division à l'assaut de la villa Corsini. Il était quatre heures[5]. Le général voulut encore tenter une attaque concentrique dont l'objectif principal était la gauche des

[1] *Historique* du 99e de ligne (ancien 25e léger).
[2] L'historien de la légion Garibaldi, p. 221, fait coïncider les dernières attaques contre la villa Valentini avec le massacre des quelques prisonniers français, vers dix heures par conséquent.
[3] Ermano Lœvinson, *Giuseppe Garibaldi*, etc., p. 222.
[4] *Ibid.*
[5] *Ibid.*

positions françaises. En conséquence, les troupes romaines se déployèrent sur le plateau qui, du Vatican, conduit à la villa Pamphili[1]. Garibaldi, à cheval, drapé dans son *poncho* blanc, accompagné de quelques officiers et de ses dragons d'escorte, poussait à l'assaut ces fractions éparses au cri de : « Courage, mes enfants ! » pendant que ses soldats lui répondaient : « Vive la République romaine, vive Garibaldi[2] ! »

Le feu des défenseurs de la villa Corsini, qui s'était ralenti depuis quelque temps, reprend avec une intensité formidable.

Les troupes de Garibaldi, qui manquent déjà de cohésion, s'éparpillent en petits groupes, perdant un grand nombre de leurs officiers. L'état-major de Garibaldi se multiplie[3] autour du fameux partisan, qui paye d'ailleurs bravement de sa personne, ainsi que Manara, le commandant des Lombards.

Malgré la fusillade des faces nord et est des murs de la villa Corsini, les garibaldiens refoulent à gauche les deux compagnies de grenadiers du 66e qui forment un échelon de défense un peu trop isolé, et qui battent en retraite, mais sans cesser le feu et en évitant de se laisser couper. Plus à gauche encore, se trouve la compagnie de voltigeurs du 1er bataillon[4]. Surprise par la sortie en masse qu'appuyent quelques pièces de campagne, cette compagnie faiblit[5] et la position qu'elle occupe est enlevée par l'ennemi qui, en redoublant ses vociférations, avance toujours. Son aile droite se déploie derrière les réservoirs de

[1] Général Oudinot au ministre de la guerre, 4 juin 1849.
[2] L'historien de la légion Garibaldi rappelle que le général romain tenta de nouveau l'assaut de la villa Corsini, comme l'avait fait Masini.
[3] Son aide de camp Mameli, est tué.
[4] *Historique* du 66e de ligne.
[5] Même *Historique :* « Nos hommes faiblissent un moment. »

l'aqueduc. Encore un mouvement en avant et les Romains tenteront l'escalade des murs, dans lesquels leur artillerie a fait d'énormes brèches.

Soudain, la charge éclate, haletante, fiévreuse, et le 3e bataillon du 33e (commandant Ferru), qui a déjà beaucoup donné et qui était en réserve à la villa Pamphili, arrive au pas gymnastique, ses compagnies d'élite en tête [1].

Un clairon qui est en avant de ses camarades tombe grièvement blessé, un tambour le remplace et tombe à son tour, un second tambour se met en avant du premier rang. Une balle brise la peau de sa caisse, il retourne l'instrument de l'autre côté et joue des baguettes de plus belle. A vingt mètres il est blessé d'une balle au bras droit, l'intrépide tambour change sa caisse de place et bat de la main gauche [2].

A la baïonnette, le bataillon entre comme un coin dans l'aile gauche de la légion de Garibaldi. Les trois compagnies du 66e se portent à leur tour sur la ligne et, se plaçant à l'extrême gauche par un changement de front, prennent l'ennemi en flanc et le repoussent. Le général Regnaud d'Angély est au milieu du bataillon du 33e, l'épée à la main, pendant que le 66e, moins les trois compagnies engagées en première ligne, sous le commandement du général Levaillant et du colonel Chenau, débouche sur le centre de l'ennemi et que le 20e de ligne, avec le colonel Marulaz, déborde l'aile gauche des Romains devant l'église San-Pancrazio. Le bataillon de chasseurs et le premier bataillon du 33e, conduits par le général Mollière, le colonel Bouat et le commandant de Marolles, prennent aussi une offensive énergique.

[1] *Historique* du 33e de ligne : « A quatre heures, le 3e bataillon reçut l'ordre de reprendre les positions que le 66e avait laissé retomber aux mains de l'ennemi. »

[2] Ce tambour fut décoré.

Partout l'ennemi recule, mais lentement, se défendant avec courage et acceptant fréquemment la lutte à la baïonnette.

L'intervention du 66e décide la retraite définitive des Romains, qui s'exécute en bon ordre. Le 66e se maintient admirablement sous le feu des pièces de la place : les capitaines Fautrier et Tranier, le sous-lieutenant Colombier sont blessés, le capitaine Belleval et le lieutenant Gaudin, à la tête des grenadiers, sont superbes d'entrain et de sang-froid, comme le capitaine Gignoux, dont le sabre est brisé par un biscaïen, et qui continue à entraîner ses hommes en brandissant le tronçon de son arme.

Un instant, la division Garibaldi s'arrête, et une poignée de braves, composée de bersaglieri et de soldats du 9e de ligne, ayant à leur tête un officier dont le nom doit être cité, le lieutenant Mangialli, des bersaglieri, se précipite sur les rangs français. Ils sont presque tous tués ou faits prisonniers, criblés de blessures.

Ce fut le dernier effort des Romains dans cette journée[1]. Garibaldi et Galetti ramenaient dans la place les débris de la division.

Leurs pertes étaient considérables. La légion seule avait 500 hommes hors de combat, dont 23 officiers. L'état-major et les autres corps de la division en comptaient 8. Plusieurs avaient été tués ou devaient succomber à leurs blessures : le colonel Pulini, le lieutenant-colonel commandant la 1re légion Masini, le major Daverio, chef d'état-major, les capitaines Perralta, David, Ramorino, les lieutenants Scarcele et Zamboni, des lanciers, Bonnet et Mameli, de l'état-

[1] Le général Oudinot appréciait ainsi cette dernière phase de la journée : « L'élan de nos soldats n'a pas permis de donner suite à cette tentative de l'ennemi ; elle a été immédiatement réprimée. » (Général en chef au ministre de la guerre, 4 juin 1849.)

major, Cavalleri, Santini, les sous-lieutenants Langeneau et Sivori.

Les officiers blessés moins gravement étaient le colonel Marochetti, commandant de la 2e brigade: les capitaines Nino-Bixio, chef d'état-major de cette brigade, Ameo, Bassini, Bazzani, Borelli, Groppi; les lieutenants Bini, de l'état-major de Garibaldi, Binda, Demaestri, Graffigna, les sous-lieutenants de Agostini, Frattini, Griffi et Salterio et enfin, dans cette étrange armée qui luttait contre la restauration du pouvoir temporel du Pape, un prêtre : l'aumônier, Don Luigi Maria Passeri[1] !

C'est à la perte de ses vieux compagnons[2] et à l'inévitable prise de Rome que songeait sans doute Garibaldi, lorsque, épuisé de fatigue, il avait dû remettre le commandement des avant-postes au colonel Medici et lui demander avec instance de fortifier et de barricader la villa Giraud (le Vascello) et les quelques maisons voisines, à cent mètres de la porte San-Pancrazio. De cette porte San-Pancrazio qui avait vu se consommer l'odieux guet-apens de la capture du bataillon Picard, le 30 avril, les Romains pouvaient contempler les trois villas et voir s'élever, dans leurs parcs et dans leurs jardins naguère superbes, aujourd'hui dévastés, les feux de nos bivouacs.

La journée était glorieuse pour les troupes françaises, mais bien que ses pertes fussent très inférieures à celles des Romains, elles n'en avaient pas moins

[1] Tous ces noms sont relevés dans l'*Historique* de la légion Garibaldi (Ire partie, p. 231-232). L'auteur, M. Lœvinson, regrette la perte de documents officiels et y supplée dans la mesure du possible.

[2] Parmi les officiers romains frappés, huit avaient été les compagnons d'armes de Garibaldi dans ses campagnes d'Amérique, quatre étaient tués ou blessés mortellement : Cavalleri, Peralta, Ramorino et Sivori. (Ermano Lœvinson, p. 232.)

dépassé de beaucoup les prévisions du commandement.

Le 16e léger avait dix tués dont le sous-lieutenant Dumont, quarante-trois blessés dont le colonel Marchesan, commandant le régiment, les capitaines Vonghelle et Vérot, le sous-lieutenant Daniel; le 33e de ligne, deux tués, treize disparus (présumés morts ou prisonniers), trente-quatre blessés.

Les autres corps de troupe engagés plus tard n'avaient pas moins souffert : le 25e léger avait quinze tués dont le capitaine adjudant-major Jouberty et le lieutenant Audoul, quatorze disparus et quatre-vingt-cinq blessés dont le capitaine Nicoleau, le lieutenant Peureux et le sous-lieutenant Menvielle; le 20e de ligne deux tués et vingt et un blessés; le 66e sept tués et trente-quatre blessés dont les capitaines Fautrier et Tranier et le sous-lieutenant Colombier[1]; le génie avait six hommes hors de combat dont le capitaine Dumont et l'artillerie quatre blessés.

Le total était donc de trente-six tués dont trois officiers, deux cent dix-sept blessés dont dix officiers et vingt-sept disparus. Quelques-uns de ces derniers étaient prisonniers, mais la plupart avaient été massacrés.

L'ennemi laissait entre nos mains, outre cent trente-neuf blessés, deux cent six prisonniers dont dix-neuf officiers[2].

[1] Les chiffres et les noms ont été soigneusement relevés par nous sur les historiques des régiments d'infanterie au ministère de la guerre, nous avons donc tout lieu de les croire exacts.

Le général Oudinot, dans un rapport trop succinct au ministre de la guerre, ne parle que de cent soixante-sept hors de combat, « y compris les officiers » et le général Vaillant, dans son *Journal* des opérations de l'artillerie et du génie, s'exprime ainsi : « L'attaque dont on vient de parler nous coûta un officier tué et treize blessés, trente-trois soldats tués, deux cent vingt-neuf blessés, dix-neuf hommes égarés ou prisonniers.

[2] Ils devaient être évacués le lendemain par le Tibre sur Civita-Vecchia. (Capitaine Vertray, *Album.*)

Le résultat désiré, l'investissement de la place, était atteint, mais il semble qu'on l'eût obtenu plus facilement, avec des pertes moindres et surtout plus rapidement, si l'on avait engagé dès le début des forces considérables. Le général en chef disposait à ce moment de vingt mille hommes absolument concentrés, il avait neuf régiments d'infanterie, dont deux seulement, ceux du général Sauvan, furent détachés pour une expédition que nous mentionnerons; soit donc neuf régiments, un bataillon de chasseurs disponible et trois batteries d'artillerie de campagne[1]. Avec ces ressources considérables, il ne forme que deux petites colonnes, l'une d'un régiment et d'un demi-bataillon de chasseurs, l'autre d'un seul régiment chacune flanquée d'une section d'artillerie! A une seule de ces colonnes est adjointe une compagnie du génie!

Les officiers généraux commandant ces forces si minimes ont pu remplir leur mission grâce à des circonstances heureuses : la surprise du poste de la Cappella, l'entrée fortuite du parc de la villa Pamphili, le quasi abandon de la villa Valentini, etc. Mais pour se maintenir dans ces positions, il a fallu l'arrivée trop tardive des troupes de réserve. Celles-ci ont été parfois débordées et ont dû un moment battre en retraite, en laissant malheureusement aux mains de l'ennemi quelques prisonniers qui ont été massacrés...

L'artillerie était représentée d'une façon absolument insuffisante et si, au lieu de quatre pièces d'artillerie, il était entré en ligne dès le début les trois batteries de campagne dont disposait le général

[1] D'après l'ouvrage des généraux Vaillant et Thiry, il y avait, à la date du 28 mai, six batteries : 12e du 3e régiment (capitaine Pinet), 13e du 3e (capitaine Serrand), 12e du 5e (capitaine de Rochebouët), 6e du 7e (capitaine Canu), 10e du 8e (capitaine de Langlade), 16e du 3e (capitaine Gachot). (Cf. *Journal* des opérations de l'artillerie et du génie.)

en chef, le combat ne se fût pas prolongé toute la journée avec les alternatives que nous avons signalées.

Ces lenteurs, cette pénurie de renforts s'expliquent par l'illusion dont se berçait le commandement de limiter l'opération à l'occupation de la seule villa Pamphili[1] et, en second lieu, par la préoccupation excessive d'une sortie des Romains par la rive gauche du Tibre. Le rapport du général en chef en donne l'aveu : « Des diversions ont été faites par nos troupes, la cavalerie a presque constamment parcouru en vue des remparts la rive gauche du Tibre inférieur[2]. »

Enfin, par un scrupule de délicatesse militaire, le général en chef n'a pas voulu intervenir dans la direction de la défense des villas, il a laissé ce soin au général Regnaud de Saint-Jean d'Angély qui en était chargé par l'ordre de mouvement de la veille, et sous les ordres duquel d'ailleurs il ne pouvait placer ni le général de Rostolan ni le général Gueswiller, plus anciens de grade l'un et l'autre que le commandant de la 1re division.

Il eût été préférable que le duc de Reggio dirigeât lui-même sur le terrain l'opération qu'il avait prescrite et qu'il le fît en utilisant, dès le début, les forces importantes qui étaient à sa disposition.

[1] L'ordre de mouvement que nous avons donné à sa date ne mentionne que l'occupation de la villa Pamphili.

[2] Dans son rapport au ministre, le général en chef exagère de très bonne foi les effectifs de l'ennemi sur les points où il fut engagé. « Les Romains, qui ont vingt-quatre mille hommes de troupes régulières dans la place, les ont presque toutes engagées contre les positions que nous avions conquises à San-Pancrazio et aux villas Corsini et Valentini. » En réalité seule la division Garibaldi, forte à peine de sept à huit mille hommes, prit part au combat. Par l'incapacité de Roselli, la division Bartolucci, chargée de la rive gauche, ne fit même aucune démonstration.

## CHAPITRE XII

LE SECOND COMBAT DU 3 JUIN : L'AFFAIRE DE PONTE-MOLLE. — LA NUIT ET LE LENDEMAIN SUR LES POSITIONS FRANÇAISES ET A ROME.

Une autre expédition avait été prescrite pour cette même journée du 3 juin, à la suite d'une reconnaissance des généraux Vaillant et Thiry au nord-est de Monte-Mario. Ce point était occupé par les avant-postes de la brigade Sauvan. Pour compléter les avantages de cette position dominante[1], il fallait s'emparer de Ponte-Molle, à trois kilomètres de Rome, sur le Tibre[2].

L'ennemi avait rompu la dernière arche sur la rive droite, démoli les parapets du pont et placé des chambres de poudre afin de faire sauter deux autres arches au premier signal. Une tour carrée restait isolée en tête du pont, à côté de la coupure. Deux pièces de campagne avaient été mises en batterie sur la rive gauche pour enfiler le pont[3].

[1] L'altitude est de cent trente-sept mètres au-dessus des eaux du Tibre.

[2] La route de Florence à Rome franchit le Tibre sur ce pont et aboutit à la porte du Peuple à Rome.

[3] Général Oudinot au ministre de la guerre, 4 juin.

Le général Vaillant ne doutait pas que le pont ne fût miné ; il avait remarqué « qu'une digue bordant la rive droite du fleuve présentait, au-dessus de la route qui la longe, un relief suffisant pour dérober à la vue de la garde du pont les soldats qu'on aurait amenés là pendant la nuit[1]. » Les dispositions d'attaque qu'il avait indiquées au général Sauvan allaient être exécutées de point en point[2].

Dans la nuit du 3 juin, à une heure du matin, le général Sauvan faisait prendre les armes à sa brigade, mais il maintenait le gros de ses troupes à la position de Monte-Mario et en gardait personnellement le commandement, laissant à un détachement sous les ordres du lieutenant-colonel Duprat de la Roquette, du 13e de ligne, la mission d'exécuter le coup de main qui était ordonné. La colonne confiée à cet officier supérieur comprenait une compagnie du 1er bataillon de chasseurs à pied, deux compagnies d'élite du 13e léger sous le commandement du chef de bataillon de Saint-Frémont, deux compagnies d'élite du 13e de ligne commandées par le chef de bataillon Miller et une pièce du 5e d'artillerie.

Le détachement se blottit derrière les arbres sur la rive du fleuve; une section de chasseurs à pied, formée des meilleurs tireurs, se glissa le long de la digue jusqu'aux abords de l'arche rompue et se dissimula sans faire de bruit. Un silence complet était observé dans la petite colonne. Au petit jour, l'un des chasseurs à pied abattit d'un coup de feu la sentinelle qui se trouvait alors sur le bord du fleuve. Frappée à mort elle tomba dans le Tibre[3].

Les hommes du poste romain ont couru aux armes

[1] Capitaine VERTRAY, *Album*. — *Historiques* du 88e de ligne (ancien 13e léger), et du 13e de ligne.
[2] Général BERNARD, *Traité de tactique*, t. V, p. 551-552.
[3] *Journal* des opérations de l'artillerie et du génie.

et se sont avancés vers le pont. Un feu de salve en tue ou en blesse une vingtaine. Ceux qui ont échappé aux balles de nos soldats vont chercher un refuge dans l'intérieur même du poste. Malheur à qui approcherait des arches sur lesquelles ont été préparées les fourneaux de mine[1] !

Conformément aux instructions formelles du général Vaillant, le détachement tout entier, y compris la section qui vient de faire feu, reste embusqué pendant une heure pour s'abriter contre toute explosion tardive des fourneaux[2].

Au commandement de son capitaine, la section de chasseurs à pied se précipite dans une tour carrée construite à l'entrée du pont sur la rive droite. Les Romains ouvrent le feu sur les chasseurs, criblant de balles les ouvertures de la tour par lesquelles les Français ripostent. De leur côté, les cinq compagnies du lieutenant-colonel Duprat de la Roquette engagent un feu soutenu sur les troupes romaines, qui sortent sur la route de plusieurs maisons où elles étaient cantonnées. Le poste est occupé maintenant par un millier d'hommes[3]. De la tour les chasseurs à pied tirent sur les artilleurs, qui cherchent à se rapprocher de leurs pièces toutes chargées et à les canonner.

Au milieu de la fusillade, le lieutenant-colonel du génie Leblanc arrive avec une section de sapeurs pour réparer le pont, mais il faut en éloigner l'ennemi qui s'est déployé sur une ligne de quatre cents mètres et qui s'opposera à tout ce que l'on va tenter pour remettre le pont en service.

Le lieutenant-colonel Leblanc avait fait organiser depuis la veille, à environ quinze cents mètres en aval, un radeau léger, destiné à porter les fusils de

[1] *Journal* des opérations de l'artillerie et du génie.
[2] *Ibid.*
[3] Général Oudinot au ministre de la guerre, 4 juin.

vingt à vingt-cinq hommes qui traverseraient le Tibre à la nage pour aller tourner le poste chargé de la défense du pont[1]. Le commandant de Saint-Frémont, du 13e léger, disposant les deux compagnies d'élite du 2e bataillon de ce régiment en une ligne aussi étendue que possible, leur fait commencer un feu rapide avec lequel se croise celui des chasseurs à pied, sur la plate-forme de la tour. C'est alors que deux officiers du 13e léger, le lieutenant Augier et le sous-lieutenant Borel, demandent à traverser le Tibre sous le feu de l'ennemi. Cinquante nageurs de bonne volonté se sont offerts pour les suivre[2]. Ils placent leurs armes et leurs vêtements sur le radeau; les caporaux Meunier et Collange, les chasseurs Gibert, Duthau et Segon[3] le poussent sur la rive droite et s'apprêtent à entrer dans l'eau dès que le radeau aura accosté. Le courant, très fort à cet endroit, entraîne le radeau dans la direction de Rome, à peu de distance d'un second poste romain qui a pris les armes.

L'alerte a été donnée, non seulement aux avant-postes de l'ennemi, mais aux batteries mêmes de la porte du Peuple et du fort Saint-Ange, qui canonne la ligne des tirailleurs français sur la rive droite en face de Ponte-Molle. Les cinq hommes qui montaient le radeau lancent leurs armes sur la rive gauche, se jettent à l'eau et abordent sur la rive, ils enterrent

[1] Instructions du général Vaillant. (*Journal* des opérations de l'artillerie et du génie.) Cf. Général H. Bernard, *Traité de tactique*, t. V.

[2] *Historique* du 88e de ligne (ancien 13e léger).

Les détails que nous donnons sur ce fait d'arme sont extraites de l'ordre du jour du colonel Bougourd de Lamarre, signalant au régiment les militaires qui s'étaient distingués au passage du Tibre. Dans le *Journal* des opérations de l'artillerie et du génie, le général Vaillant ne mentionne pas les noms des officiers et ne parle que de vingt-cinq voltigeurs; or ils étaient cinquante.

[3] On appelait *chasseurs*, les soldats des compagnie du centre dans les régiments d'infanterie légère.

aussitôt leurs armes, toujours sous le feu de l'ennemi, et se rejettent dans le Tibre pour sauver le radeau. Efforts inutiles, il faut l'abandonner et reprendre pied sur la rive droite [1].

Leurs camarades qui assistent à cette scène avec émotion viennent à leur aide et se précipitent dans le fleuve, les deux officiers en tête [2]. Ils s'emparent d'un bateau qu'on n'avait pas encore aperçu et sur lequel une vingtaine d'hommes peuvent traverser le Tibre [3]. En un instant, le fleuve est franchi et les braves du 13e léger reprennent leurs uniformes et leurs armes. L'ennemi aurait tenté de les capturer si à ce moment les cinq compagnies françaises n'eurent encore augmenté leur fusillade. Le tir des chasseurs était d'une précision remarquable.

Les cinquante nageurs ont, à leur tour, ouvert le feu sur les troupes du poste qui, prises en flanc, reculent dans la direction de la porte du Peuple. Le lieutenant-colonel Leblanc et ses sapeurs en profitent pour rétablir le passage sur l'arche rompue, au moyen de corps d'arbres et de fascines [4]. Il était deux heures [5]. Quoique le feu de l'ennemi continuât, les soldats du génie purent enlever dans les fourneaux de mine des autres arches les boîtes aux poudres chargées et amorcées [6]. Les chasseurs franchirent alors le passage, précédant toute la colonne Duprat de la Roquette.

On occupe le réduit et les tranchées établies par l'ennemi ainsi que plusieurs maisons bordant la route des deux côtés. Il était deux heures et demie de

[1] *Historique* du 88e (ancien 13e léger).

[2] Le colonel de Lamarre cite particulièrement les chasseurs Escaillas, Béguignat, Magnier, Duthau, Segon, Chaland, Gibert, Forestier, Divet et Gaudriot.

[3] *Journal* des opérations de l'artillerie et du génie.

[4] *Ibid.*

[5] Le capitaine Vertray mentionne que le pont était réparé à deux heures. (*Album.*)

[6] Capitaine Vertray, *Album.*

PRISE DE PONTE-MOLLE.

(3 juin 1849.)

l'après-midi. La tête du pont fut mise solidement en état de défense du côté de l'ennemi: celui-ci avait retiré les deux pièces de canon dont il n'avait pas su faire usage.

Le général Sauvan félicita le détachement qui n'avait perdu qu'un homme, le chasseur Poncet, du 13e léger, noyé, et qui comptait quatre blessés, le caporal Boislabeille, le voltigeur Monnier, les chasseurs Gaudriot et Forestier.

Un demi-bataillon du 13e de ligne, une section de chasseurs à pied et une pièce d'artillerie, sous le commandement du chef de bataillon Miller, formèrent les avant-postes de la brigade. On sut par des prisonniers blessés que l'ennemi avait engagé un millier d'hommes[1]; il était rentré dans Rome.

Toutefois, pendant la nuit, les Romains essayèrent de surprendre les sentinelles et tentèrent une timide attaque que les compagnies du 13e, commandées par le commandant Miller, repoussèrent facilement[2]. Ce ne fut en réalité qu'une démonstration qui mit en relief la bonne contenance de nos avant-postes[3].

La nuit ne fut pas plus tranquille sur les positions conquises devant la porte San-Pancrazio.

La division Garibaldi fort éprouvée avait regagné ses cantonnements à l'intérieur de Rome, à l'exception d'un bataillon qui gardait la villa Giraud et la porte San-Pancrazio, sous le commandement du lieutenant-colonel Sacchi, mais la population avait été très émotionnée et fort irritée de l'échec de ses troupes.

[1] Général Oudinot au ministre de la guerre, 4 juin 1849.
[2] Capitaine Vertray, *Album*.
[3] Général Oudinot au ministre de la guerre, 4 juin 1849.

Le lieutenant-colonel Duprat de Laroquette av[illegible]rt bien conduit cette [illegible] le nom de cet officier [illegible]eur est encore n[illegible] dignement p[illegible]fficier général

Pour la calmer, le triumvirat, qui savait cependant à quoi s'en tenir, avait fait afficher et publier cette singulière proclamation :

« Vaillants soldats! vous avez soutenu aujourd'hui le nom romain et l'honneur de l'Italie par un combat de quatorze heures. Vous tous, nouveaux dans l'art de la guerre, vous avez effacé la valeur aguerrie des vieux soldats.

« Tout surpris que vous ayez été par la trahison et la violation infâme d'une promesse sacrée et signée, vous n'en avez pas moins repris pouce à pouce tout le terrain qu'un ennemi, foulant aux pieds les lois de la guerre, avait conquis sur vous pour un moment. Vous avez repoussé et mis en déroute les milices qui passaient, aux yeux de l'Europe, pour les plus valeureuses [1]. Vous êtes allés au-devant de la mort comme l'on va à une fête, à un triomphe.

« Que pourrons-nous faire qui soit à la hauteur de votre valeur, sinon d'invoquer la puissance du Très-Haut sur vous, de nous unir à lui pour vous bénir au nom de l'Italie, vous, les gardiens des gloires de nos ancêtres, le remercier de ce qu'il nous a donné de voir dans cette journée les grandes et les merveilleuses choses qui sont en vous.

« Romains! disons-le, cette journée a été une journée de héros, une des plus belles de l'histoire. Nous vous avions dit : Soyez grands! et vos actes nous ont répondu : Nous le sommes [2]. »

Sous l'influence de ce manifeste à la fois mystique et fanfaron, et aussi sous l'impression de cette journée de bataille pendant laquelle les batteries du Janicule, celles du château Saint-Ange et de la porte

[1] L'historien de la légion garibaldienne reconnaît avec plus de vérité que les Romains ont perdu leurs positions, tout en rendant hommage à nos soldats (... le posizioni perdute contro le migliori truppe regolari di Europia), p. 223.

[2] Balleydier. *La Révolution à Rome*, t. II, p. 142-143.

du Peuple avaient tiré de nombreux coups de canon [1], une bande de soldats romains et des gardes civiques, en armes, tous très exaltés, sortirent à onze heures du soir par la porte San-Pancrazio et se dirigèrent vers la villa Corsini qu'ils espéraient surprendre.

Des sentinelles appartenant au 2e léger et placées sur les terrasses de la villa Valentini, face aux remparts de la place, les aperçurent et les signalèrent sans avoir éveillé l'attention de cette troupe. Le chef de bataillon Potier, du 25e léger, avait eu le temps de réunir deux compagnies et de les dissimuler derrière un mur sur le passage des Romains. Un clair de lune superbe favorisait l'embuscade [2]. Au signal donné, les Français, presque à bout portant, exécutent une décharge terrible. La petite colonne des Romains perd plus de la moitié de son effectif [3]. Elle se débande, cherche à fuir, poursuivie la baïonnette dans les reins; bientôt elle laisse entre les mains des deux compagnies du 25e léger plusieurs prisonniers dont un officier [4].

Au sud-est de l'église San-Pancrazio, se dressait une maison de belle apparence, en face, ou plutôt, selon le terme consacré en fortifications, presque en *capitale* du bastion 6, à six cents mètres du saillant, au milieu d'une vigne appelée la vigna Merluzzetto.

Cette maison, qui devait être désignée sur les plans d'investissement sous le nom de *Maison des six volets verts* [5], avait été occupée dans la matinée du

[1] Rappelons que, pour ne pas commencer l'attaque directe de la place, le général Oudinot ne fit pas tirer un seul coup de canon contre les remparts avant la journée du lundi 4 juin. Une de nos pièces d'artillerie riposta par un coup unique aux innombrables projectiles des batteries romaines des bastions 6 et 8. (Cf. Balleydier, *La Révolution à Rome*, t. II, p. 143.)

[2] *Historique* du 100e de ligne (ancien 25e léger).

[3] *Ibid.*

[4] *Ibid.*

[5] *Journal* des opérations de l'artillerie et du génie.

3 juin, sans aucune difficulté, par un détachement du génie que commandait le capitaine de Jouslard, du 1er régiment de cette arme. Après en avoir pris possession, le capitaine avait également fait occuper par une section de sapeurs une petite maison, sur la droite, près des escarpements de la vallée du Tibre et que surmontait une terrasse d'où l'on apercevait distinctement la porte Portese. Cette habitation fut appelée désormais la *Maison de droite*[1]. Un poste y fut maintenu. Il en fut placé un aussi dans une maison appelée la casa Talonghi, à environ cinq cents mètres au nord de la villa Valentini. De là on découvrait le vallon qui prend naissance près de la villa Corsini. Le poste, protégé par un épaulement, prit le nom de *Maison de gauche.*

Quant à la *Maison des Six volets verts*, elle fut mise en état de défense. On garnit les croisées de sacs à terre, une barricade fut établie avec des tonneaux en avant de la porte; la 5e compagnie du 1er génie moins la section de la *Maison de droite* y fut établie et y demeura toute la journée du 3 juin. Maintenue pendant la nuit, elle ne fut l'objet d'aucune tentative.

Dans la matinée du 4 juin, les sentinelles du génie aperçurent une bande armée qui venait de la direction de la porte Portese. C'étaient encore des Romains; aussitôt nos factionnaires firent feu, l'ennemi ne riposta pas mais continua à s'avancer. Au bruit des détonations, deux compagnies de voltigeurs accoururent du poste de San-Carlo. A la vue de ce renfort, les Romains s'arrêtèrent et, sans engager le feu, se retirèrent dans l'enceinte.

Peu de temps après, la batterie du bastion 6 démas-

[1] *Journal* des opérations de l'artillerie et du génie. Cf. également l'ouvrage précité du général H. Bernard (*Traité de tactique*, t. V) qui nous donne une lumineuse synthèse des opérations du siège de Rome.

qua subitement deux embrasures et ouvrit le feu sur la *Maison des six volets verts*. La façade fut criblée de boulets, un capitaine d'artillerie de marine[1] en mission à l'armée et deux sapeurs du génie furent tués. Après une demi-heure de ce bombardement qui effritait toute la façade et défonçait la toiture, le capitaine de Jouslard fit évacuer la maison et ramena son détachement à San-Carlo.

Le feu s'étant ralenti, le colonel de Leyritz, qui commandait le 68e de ligne, craignant que l'ennemi n'arrivât par la porte Portese, fit occuper la position par plusieurs compagnies de son régiment. L'ennemi ne renouvela pas sa tentative.

Dans la journée du lendemain 5, une compagnie de chasseurs à pied vint remplacer les compagnies du 68e.

Sous le commandement supérieur du général Regnaud de Saint-Jean d'Angély, les brigades Mollière et Levaillant (Jean) restaient chargées de défendre les positions des villas Corsini, Pamphili, Valentini et des maisons qui s'étendaient parallèlement à la place depuis la porte San-Pancrazio jusqu'à la porte Cavalleggeri. Tous ces points étaient battus par le feu des batteries romaines du rempart. Le 13e léger vint remplacer dans la matinée deux bataillons du 20e et du 33e qui occupaient les villas Corsini et Valentini.

Pendant la journée, l'ennemi tira fréquemment sur les deux villas et les bataillons de garde furent constamment en éveil, surtout à la villa Corsini. Le lieu-

[1] Le corps de cet officier fut relevé et transporté dans des conditions particulièrement dangereuses par le caporal Duchêne, du 68e de ligne. Ce caporal avait déjà enlevé sous le feu de l'ennemi plusieurs blessés. Le colonel de Leyritz le nomma sergent sur-le-champ. Duchêne devait recevoir du Pape la croix de chevalier de Saint-Grégoire-le-Grand et un an après, du gouvernement français, celle de la Légion d'honneur.

tenant Baillard, des carabiniers du 1er bataillon, fut blessé au visage par un biscaïen, le lieutenant Massager fut légèrement contusionné et le sergent-major Blanc gravement atteint. Deux caporaux et deux soldats du 13e léger furent également blessés[1] par des éclats d'obus ou des biscaïens. Le régiment n'en restait pas moins superbe d'entrain, espérant vainement que les assiégés décideraient une sortie.

A l'appel du soir, lecture fut donnée de deux ordres laconiques et justes du général en chef. Le premier était un hommage rendu à la valeur des troupes.

« Officiers, sous-officiers et soldats du corps « expéditionnaire,

« La journée d'hier a été des plus glorieuses pour nos armes, elle aura sur le résultat de la campagne une prompte et peut-être immédiate solution.

« Les positions des villas Pamphili, Corsini, Valentini et Saint-Pancrace ont été enlevées avec une vigueur et une précision qui ne font pas moins honneur à la persévérance du soldat français qu'à son intrépidité.

« La brigade détachée à Monte-Mario a de son côté enlevé de vive force à l'ennemi le Ponte-Molle, la rive droite ainsi que la rive gauche du Tibre supérieur sont occupées.

« Le général en chef sera heureux de pouvoir appeler toute la sollicitude du gouvernement sur les militaires de tous grades qui se seront le plus distingués dans ces mémorables combats[2].

« *Le Général commandant en chef,*
« OUDINOT DE REGGIO. »

[1] Ces militaires étaient les caporaux Duhamel et Carrière, le carabinier Roizois et le chasseur Bonnard.
[2] *Historique* du 20e de ligne.

Le second ordre annonçait l'ouverture des travaux du siège.

### Ordre général

« La tranchée sera ouverte aujourd'hui 4 juin, à partir de l'église San-Pancrazio où elle appuiera sa gauche jusqu'aux escarpements qui descendent à la via Portuense, vis-à-vis du Testuccio. A cet effet douze cents travailleurs pris dans la 2e division seront réunis ce soir à huit heures et demie, dans le chemin de Monte-Verde, qui avoisine le dépôt de tranchée, vis-à-vis et au-dessous de la villa San-Carlo. Ces troupes, mises à la disposition du génie, seront réunies par les soins du major de tranchée et partagées en autant de détachements qu'il sera nécessaire, sans toutefois fractionner les compagnies.

« Chaque homme recevra, au dépôt de tranchée, une pelle et une pioche. Les détachements, conduits par les officiers du génie aux lieux où le travail doit s'exécuter, observant constamment le plus grand silence, seront couchés ou assis le long du tracé qui leur aura été assigné et resteront immobiles jusqu'au moment où se transmettra à voix basse le commandement de : « Haut les bras ! » A ce signal, les hommes se mettront à creuser la terre et à la jeter du côté de la place. L'excavation à faire par chaque travailleur aura pour longueur la pelle, manche et fer compris, pour largeur 1 mètre, pour profondeur 1 mètre.

« Il ne devra pas y avoir de lacune ou d'interruption dans la tranchée.

« Demain à quatre heures du matin les travailleurs de nuit seront remplacés par un pareil nombre de travailleurs, qui seront fournis par la 3e division (13e et 16e légers). Ils porteront la tranchée à deux mètres

même profondeur. Les travailleurs auront la capote, le fusil et la cartouchière.

« Deux bataillons seront commandés dans la 2e division pour la garde de tranchée, ils seront sous les ordres du général de jour [1]. »

Le général de brigade Chadeysson était désigné pour commander le service de tranchée pendant vingt-quatre heures. Les fonctions permanentes de major de tranchée étaient confiées au lieutenant-colonel Sol, du 33e de ligne; il devait avoir sous ses ordres comme aides-majors de tranchée les capitaines Chevalier, du 20e de ligne, Tondu, du 66e et d'Acher, du 68e.

En réalité, l'investissement des abords de Rome par l'armée française allait décrire un croissant qui envelopperait tout le Transtevere, la droite appuyée sur les hauteurs qui font face au mont Testuccio, avec le pont de bateaux que nous avons vu établir sur le Tibre en aval, et la gauche, tout en occupant le Monte-Mario, passant le Tibre en amont sur Ponte-Molle.

Or la ligne fortifiée qui entourait Rome sur la rive droite pour la défendre n'avait pas moins de sept à huit kilomètres [2] de la porte Portese à la porte Angelica. Afin de ménager des feux d'infanterie partant du sommet de la muraille, les Romains avaient appliqué contre l'escarpe, à l'intérieur, des échafaudages qui soutenaient un chemin de ronde en charpente. Sur le dessus du mur, un parapet se dressait crénelé en sacs à terre. De distance en distance et particulièrement près des portes, des embrasures

[1] *Journal* des opérations de l'artillerie et du génie.

[2] Sur la rive gauche, la ligne de fortifications, dont une grande partie date d'Aurélien, était de quinze à seize kilomètres; ce qui lui donnait pour la ville entière une longueur de vingt-trois kilomètres de développement.

percées dans le mur donnaient passage au feu de l'artillerie[1].

Pour renforcer la défense, les Romains n'avaient pas hésité à abattre, en dehors, sur tout le pourtour de l'enceinte, les murs, les arbres, les maisons, « tout ce qui pouvait gêner les feux de la place ou fournir des couverts à l'assiégeant[2] ».

Les murs qui bordaient les grandes voies de communication avaient été crénelés. Quant aux barricades, Rome en était hérissée; on les avait garnies de parapets en terre de trois à quatre mètres d'épaisseur, avec des fossés de deux mètres de profondeur, des frises, des palissades, etc.

L'artillerie de la place disposait de plus de cent bouches à feu[3] bien approvisionnées et enfin aux premiers jours de juin, la garnison comptait environ 22.000 hommes[4] indépendamment des 12.000 gardes civiques, affectés au service intérieur de police et de garde. Cette garnison était ainsi répartie :

## Infanterie

| | | | |
|---|---|---|---|
| 1er | régiment | de vétérans | 745 |
| 1er | — | de ligne | 1.864 |
| 2e | — | de ligne | 2.000 |
| 3e | — | de ligne | 1.493 |
| 5e | — | de ligne | 2.193 |

[1] *Journal* des opérations de l'artillerie et du génie.

[2] *Ibid.* Cf. Général H. Bernard, *Traité de tactique*, t. V, p. 552.

[3] Exactement cent quatorze bouches à feu, dont cinquante pouvaient battre les positions françaises.

[4] Exactement vingt et un mille sept cent soixante hommes, d'après les pièces justificatives que donne le général Vaillant dans le *Journal* des opérations de l'artillerie et du génie, pièce n° 16.

| | |
|---|---|
| 6e régiment de ligne | 1.740 |
| 1er bataillon de bersaglieri (ancien bataillon Pietramellara) | 379 |
| 2e bataillon du 8e de ligne | 729 |
| 9e régiment de ligne | 1.841 |
| Légion romaine (volontaires) | 251 |
| Bersaglieri lombards (bataillon de Manara) | 1.000 |
| Bataillon universitaire | 300 |
| Légion bolonaise (volontaires) | 650 |
| Division Arcioni (Piémontais) | 450 |
| Légion Garibaldi (Piémontais et Lombards) | 1.500 |
| Lanciers de la légion dont 40 à cheval | 200 |
| Carabiniers mobilisés | 400 |
| Légion polonaise | 200 |

**Cavalerie**

| | |
|---|---|
| 1er régiment de dragons | 889 |
| 2e régiment de dragons | 862 |

**Artillerie**

| | |
|---|---|
| Artillerie de ligne | 1.383 |
| Artillerie de volontaires | 191 |

**Génie**

| | |
|---|---|
| Sapeurs | 300 |

Le général Vaillant a fait de son système d'attaque un exposé magistral qui nous semble devoir être reproduit :

« En admettant que l'on eût toute liberté de porter à volonté les opérations du siège sur l'une ou l'autre rive du Tibre, soit, par exemple, contre la vieille enceinte, au saillant de la porte San-Sebastiano, soit contre l'enceinte moderne, sur le front du Janicule, encore eût-il paru préférable, au point de vue politique aussi bien qu'au point de vue purement militaire, de ne pas attaquer par la rive gauche.

« De ce dernier côté, en effet, la brèche eût été ouverte entre deux tours qu'on aurait démantelées le plus possible sans doute, mais l'enceinte n'étant pas terrassée, cette brèche n'aurait été qu'un massif de blocs de maçonnerie bien difficile à franchir.

« Cette première difficulté vaincue, on se serait vu arrêté infailliblement par un retranchement intérieur, élevé à la hâte, il est vrai, mais garni de canons et dominant la brèche plutôt qu'il n'en eût été dominé lui-même.

« Supposons ce nouvel obstacle surmonté, on se fût trouvé sur un terrain tout à l'avantage de la défense, dans un dédale de murs crénelés, de rues et de chemins hérissés de barricades. Il eût fallu alors ou détailler l'attaque de chaque jardin, de chaque maison, c'est-à-dire faire une guerre longue, incertaine et décourageante, ou bien enlever tous ces obstacles de haute lutte et faire pénétrer violemment au centre de la ville une armée irritée par des combats sanglants, par des pertes nombreuses, et par toutes les difficultés qui dans cette marche rapide auraient surgi devant elle, c'était prendre Rome d'assaut, c'était exposer Rome à toutes les suites d'une prise d'assaut. »

Le commandant supérieur du génie rappelait qu'avec la mission libératrice que s'attribuait l'armée française, il eût été odieux de faire de Rome une

nouvelle Saragosse, pour ne remettre au Pape qu'une ville dévastée, et il ajoutait :

« Non, l'armée ne le voulait pas; la France ne lui avait pas donné une mission de cette nature. Et d'ailleurs, après l'affaire du 30 avril, il ne fallait pas risquer d'ébranler encore par l'insuccès d'une seule de nos tentatives la confiance de nos soldats, d'exalter d'autant les forces de l'ennemi. Il y aurait eu imprudence à le faire, il fallait chercher pour l'attaque une autre voie.

« Il fallait que, en forçant l'enceinte de Rome à la suite d'un siège plus ou moins méthodique mais sûr, l'armée pût arriver à occuper immédiatement à l'intérieur une position tellement dominante, tellement menaçante pour la ville, que la continuation de toute résistance sérieuse devînt, aux yeux de tous, une impossibilité; il fallait que là pût se terminer la lutte, sans qu'il n'y eût nécessité de pénétrer plus avant et d'entreprendre une guerre de barricades et de maisons.

« L'attaque sur la rive droite par le saillant de l'enceinte qui occupe les hauteurs du Janicule paraissait avoir toutes les chances de nous faire obtenir ce résultat. Ces hauteurs, en effet, sont les plus élevées que renferment les murailles de Rome; le contrefort de San-Pietro in Montorio domine le cœur de la ville de si haut et de si près qu'il est difficile de comprendre que la défense se continue contre un ennemi qui s'en est emparé.

« Peut-être la fortification de cette partie de la place devait-elle exiger de l'assiégeant plus de travail et d'efforts que n'en eût coûté la vieille enceinte de l'autre rive, mais en admettant que la marche fût plus lente au commencement, du moins était-elle régulièrement sûre jusqu'à la fin[1]. »

[1] *Journal* des opérations de l'artillerie et du génie.

D'après l'éminent ingénieur militaire qui allait diriger les travaux de siège de Rome, le programme du projet d'attaque se formulait donc ainsi :

Pénétrer dans l'enceinte bastionnée du Janicule par le front qui forme saillie entre les portes Portese et San-Pancrazio, gagner ensuite, par un mouvement de conversion à gauche, la tête de l'enceinte aurélienne et le contrefort de San-Pietro in Montorio, en passant par-dessus le vieux mur aurélien, puis voir, par les opérations ultérieures. l'attitude que prendrait la défense

---

## CHAPITRE XIII

### PREMIER JOUR DE TRANCHÉE.

Le corps expéditionnaire disposait d'un matériel d'artillerie de siège assez restreint, mais qui devait être renforcé avant peu. Le service de l'artillerie était dirigé par le général de brigade Thiry, officier général encore jeune, secondé par le chef d'escadron Soleille, chef d'état-major et les chefs d'escadron Devaux et Bourdeau [1]. Ces trois officiers supérieurs devaient être successivement de service à la tranchée pendant vingt-quatre heures, avoir sous leurs ordres toute l'artillerie employée aux attaques et se relever à six heures du soir.

Le lieutenant colonel Larchey était directeur du grand parc [2].

Les batteries de campagne qui étaient attachées aux divisions furent placées, pendant la durée du siège, sous les ordres directs du général commandant l'artillerie. Elles abandonnèrent en conséquence leurs cantonnements et vinrent s'établir dans le

[1] Le capitaine Toussaint servait comme aide de camp auprès du général Thiry et les capitaines Faultrier et Sahuqué comme adjoints auprès du chef d'état-major.

[2] Le capitaine de Luxer était adjoint au directeur du parc.

voisinage de San-Carlo où elles furent rejointes par les trois batteries à pied, qui étaient campées à Santa-Passera. Six batteries d'artillerie se trouvaient groupées sous le commandement des capitaines Pinel, Serrand, de Grimaudet de Rochebouët, Canu, Barbary de Langlade et Gachot. Il y avait aussi une compagnie du train d'artillerie : une compagnie de pontonniers allait arriver, ainsi d'ailleurs que d'autres batteries [1].

A l'état-major de l'arme du génie étaient attachés, outre le colonel Niel, chef d'état-major, le lieutenant-colonel Leblanc, les chefs de bataillon Goury, Galbaud du Fort, aide de camp du général Vaillant, Frossard, les capitaines Boissonnet et Ragon. Les troupes du génie n'étaient représentées que par trois compagnies, commandées par les capitaines de Jouslard, Puiggari et Darceau; comme celles de l'artillerie, elles devaient recevoir prochainement des renforts [2].

Pour le service de la tranchée, les officiers de l'état-major du génie furent répartis par le général Vaillant en quatre brigades. La première comprenait le lieutenant-colonel Leblanc et le capitaine Ragon, la deuxième le chef de bataillon Goury et le capitaine Veilhau, la troisième le chef de bataillon Galbaud du Fort et le capitaine Boissonnet, la quatrième le chef de bataillon Frossard et le capitaine

[1] La 1re compagnie de pontonniers (capitaine Blondeau) devait arriver le 25 juin, la 16e batterie du 11e (capitaine Prélat) le 20 juin, la 7e du 14e (capitaine Roget) le 21, une demi-compagnie d'ouvriers (capitaine Julia) le 22, la 15e du 10e (capitaine Besançon) le 24 juin, la 16e du 1er (capitaine Combier) le 25 juin.

[2] Trois autres compagnies devaient en effet arriver : la 7e du 2e bataillon du 2e génie (capitaine Mayette) prit le service le 11 juin, la 4e du 1er bataillon du 1er génie (capitaine Touvenain) le 24 juin, et enfin la compagnie de mineurs du 2e bataillon du 2e génie (capitaine Pissis) arriva le 30 au matin.

Dans le mois de juin arrivèrent le lieutenant-colonel Ardant, les capitaines Prévost, Regnault, Schœnnagel, Gras et Bonfillion.

Doutrelaine. Chaque brigade était de service à la tranchée pendant vingt-quatre heures, on la relevait à neuf heures du matin. Chacune des trois compagnies de sapeurs était divisée en trois brigades, commandées respectivement par les trois officiers de la compagnie et composées de trois sous-officiers et de trente à trente-cinq caporaux et sapeurs. Les brigades de sapeurs étaient de service de six heures du soir à six heures du matin et de six heures du matin à six heures du soir. Elles arrivaient à la tranchée deux heures après les travailleurs de l'infanterie, qui étaient relevés à quatre heures, soir et matin.

La première parallèle devait être établie à environ trois cents mètres des saillants les plus avancés de l'enceinte. Pour détourner l'attention des défenseurs, les troupes d'infanterie qui occupaient les positions des villas Corsini et Valentini reçurent l'ordre d'engager la fusillade avec l'ennemi vers six heures du soir[1]. Cette fusillade s'engagea assez mollement de part et d'autre, mais le but de la démonstration était atteint car l'ennemi se bornait à riposter.

Le commandant Goury était chargé de l'attaque de droite, comprenant à peu près la moitié du développement de la parallèle, le commandant Galbaud du Fort, de l'attaque de gauche. Ces deux officiers supérieurs avaient chacun sous leurs ordres deux brigades de sapeurs et six cents travailleurs de l'infanterie (de la 3e division).

Les deux bataillons de garde de tranchée se massèrent entre le dépôt de tranchée et la *Maison des six volets verts*. Le général Chadeysson fit même déployer trois compagnies sur la crête pour observer la porte Portese.

[1] Tous ces détails et ceux qui suivent relativement aux travaux de tranchée ont été recueillis par nous dans le *Journal* des opérations de l'artillerie et du génie.

A onze heures, le travail commença à la clarté de la pleine lune. Le terrain sur lequel on allait ouvrir la tranchée présentait des difficultés de toute nature; il fallait suivre les pentes avec beaucoup de soin afin d'éviter des intervalles mal défilés.

Munis de pelles et de pioches, les travailleurs d'infanterie creusaient avec entrain. A l'attaque de droite, ils étaient couverts vers trois heures du matin; une heure après, la tranchée avait partout un mètre de largeur sur un mètre de profondeur. Les sapeurs du génie construisaient le parapet dans la traversée du chemin qui coupait la parallèle. A trois heures et quart, les travailleurs d'infanterie rentraient à leur régiment sans qu'aucun obstacle eût entravé le travail.

A l'attaque de gauche, les travailleurs d'infanterie arrivèrent un peu en retard, vers six heures. Pendant leur marche du dépôt de tranchée à l'église San-Pancrazio, où la gauche de la parallèle devait s'appuyer, ils furent surpris par la fusillade des chasseurs à pied, qui croyaient devoir tirer, des murs du couvent de San-Pancrazio, sur les remparts ennemis pour simuler une attaque. Les travailleurs qui appartenaient pour la plupart au 66e de ligne subirent un moment de panique[1]. On les rallia facilement; remis en marche, ils purent commencer leur travail à onze heures du soir. A quatre heures la tranchée avait un mètre de profondeur. Les travailleurs d'infanterie rentrèrent et la garde de tranchée, qui jusqu'alors était restée en avant des travailleurs, se retira sur le revers de la parallèle[2].

Dans cette même nuit d'ouverture de la tranchée,

[1] *Historique* du 66e de ligne.

[2] *Journal* des opérations de l'artillerie et du génie.

Ce *Journal*, dont la partie relative aux opérations de l'artillerie a été rédigée sur les indications du général Thiry, dit à ce sujet : « Il importait de répondre au feu de l'artille-

l'artillerie commençait la construction de ses batteries. Deux devaient être placées en arrière de la parallèle, l'une pour contre-battre les pièces du bastion 6, près du saillant, l'autre pour éteindre le feu de deux batteries romaines : la batterie Saint-Alexis, placée devant la petite église de Santa-Maria del Priorata et la batterie du Testuccio, sur la rive gauche du Tibre.

La première des batteries françaises, dite batterie n° 1, fut placée à plus de cinq cents mètres de l'enceinte, presque en capitale du bastion 6. Le capitaine Gachot, du 3e d'artillerie, fut chargé de la construire et de servir, avec la 16e batterie de ce régiment qu'il commandait, les deux pièces de 16 et un obusier de 22 centimètres. Elle fut commencée à neuf heures du soir, achevée et armée à quatre heures du matin : elle ouvrit le feu deux heures après. La batterie n° 2 avait été commencée en même temps que l'autre sur une position découvrant le Saint-Alexis et le Testuccio. Sa construction et son armement (deux pièces de 24 et un obusier de 22 centimètres) étaient confiés au capitaine de Langlade, de la 16e batterie du 8e d'artillerie, elle ne fut terminée qu'à six heures du soir et un accident arrivé au dernier moment à une de ses pièces [1] retarda l'ouverture du feu jusqu'à neuf heures.

A la pointe du jour, le 5 juin, le bastion 6 ouvrit le feu contre la batterie n° 1, qui riposta avec succès. Après trois heures de lutte, les pièces romaines cessèrent leur feu. La batterie n° 2 fut moins heureuse : assaillie par les projectiles de deux batteries de la rive gauche, elle ne put prendre l'avantage.

rie romaine pour chercher à en imposer à l'ennemi et à soutenir le moral de nos travailleurs. »

[1] Une des pièces de 24 échappa de ses encastrements et il fallut la relever *à bras* par suite de manque d'agrès. (*Journal* des opérations de l'artillerie et du génie.)

L'ennemi en profita pour tenter une attaque sur la *Maison des six volets verts*, à trois cents mètres du mur d'enceinte; la position était défendue par le demi-bataillon de gauche du 2e bataillon du 13e de ligne, commandé par le chef de bataillon Guyot de Lesparre[1]. Les quatre compagnies, vigoureusement enlevées par cet officier supérieur, repoussèrent l'ennemi à la baïonnette, le rejetant sur la villa Giraud par le chemin creux dit de Paul-V, où il abandonna plusieurs de ses blessés[2]. Dans les combats de la soirée furent tués deux voltigeurs, Divet et Mouret, le chasseur Sambion, frappé d'un éclat d'obus au ventre, devait succomber à sa blessure; furent également blessés moins grièvement le sergent de voltigeurs Mirasson et cinq autres militaires du régiment[3].

Un bataillon du 33e vint prendre position et y resta jusqu'à neuf heures et demie; la compagnie de grenadiers eut plusieurs blessés. Ce brave régiment allait occuper alternativement avec le 20e de ligne la ligne des villas et des postes établis depuis la villa Corsini jusqu'à cinq cents mètres du Vatican. La brigade Mollière, exposée ainsi continuellement au feu de l'artillerie ennemie, devait, quoique prenant peu de part aux travaux de tranchée, éprouver des pertes relativement plus considérables que les autres corps.

Dans la journée arriva le 53e de ligne (colonel d'Autemarre) incorporé dans la brigade Chadeysson, de la 2e division[4]. On apprenait l'arrivée à Civita-

[1] *Historique* du 88e de ligne (ancien 13e léger).
M. Guyot de Lesparre devait mourir vingt et un ans plus tard, le 1er septembre, à Sedan, comme général de division.
[2] *Historique* du 88e de ligne (ancien 13e léger).
[3] Le voltigeur Compaux, les chasseurs, Sianne, Brajon, Brun et Legrand.
[4] Ce régiment était à Civita-Vecchia depuis le 2. On a lieu de s'étonner qu'il y ait été retenu pendant trois jours.

Vecchia d'une gabare de charge portant quatre pièces de 24, deux obusiers de 22 centimètres et quatre mortiers. Jusqu'alors le service de l'artillerie ne disposait que de quatre pièces de 16, de deux obusiers et de quatre pièces de 30 empruntées à la marine [1].

L'artillerie avait eu dans la première nuit quatre blessés : le capitaine Gachot et trois canonniers. Les pertes totales des journées des 4 et 5 juin s'élevèrent à dix tués et soixante-treize blessés parmi lesquels trois officiers; la plupart appartenaient aux troupes qui occupaient les maisons à la gauche des attaques.

A quatre heures du soir le général Levaillant (Charles), ayant sous ses ordres le colonel Chenau du 66e de ligne, avait pris le commandement de la tranchée. Les deux nouveaux bataillons de garde appartenaient l'un au 30e, l'autre au 53e qui venait d'arriver. La deuxième nuit de tranchée commença donc dans la soirée du 5 [2].

A l'attaque de gauche, au moment où une corvée se rendait au dépôt de la tranchée pour y prendre des sacs à terre, des fascines et des piquets, elle occasionna un certain désordre, dont s'aperçurent les détachements de garde de l'ennemi: ils ouvrirent le feu. Nos bataillons de garde de tranchée crurent à une sortie et montèrent sur le parapet, ils eurent quelques hommes blessés. La confusion augmenta parmi les travailleurs d'infanterie, mais le sang-froid du commandant Frossard [3] fit bientôt cesser cette petite panique.

[1] Officier d'état-major, *Précis historique et militaire*, p. 60.

[2] Commandant Frossard et capitaine Ragon de service pour le génie avec deux brigades de sapeurs.

[3] La fortune militaire du commandant Frossard devait s'élever bien haut. Bien qu'il ait fait preuve pendant la triste guerre de 1870 et notamment au combat malheureux de Spickeren de véritables qualités de commandement au milieu de l'isolement où le 2e corps était laissé, l'opinion publique s'est

La 6e batterie du 7e d'artillerie (capitaine Canu)[1] commença l'armement d'une batterie de quatre mortiers, qui prit le n° 3, et qui fut établie de manière à battre les bastions 6 et 7.

Alors que l'on commençait à établir des banquettes pour la fusillade des créneaux et des gradins de retraite, un orage violent éclata pendant l'après-midi et causa de grands dégâts dans la tranchée, entraînant les sacs à terre, bouleversant les gradins.

Malgré la pluie torrentielle, la canonnade continua de part et d'autre. Dans la batterie n° 2, un jeune officier d'artillerie plein d'avenir, le lieutenant Clère, du 8e régiment, fut tué en commandant le feu de ses pièces. A ses côtés son canonnier fut grièvement blessé.

Du côté de Ponte-Molle, le général Sauvan faisait exécuter ce même jour, 6 juin, une reconnaissance par le 1er bataillon du 13e de ligne (commandant Miller). Le bataillon s'engagea sur la route qui conduit à la porte del Populo, arriva à cinq cents mètres des remparts de Rome, refoula les avant-postes romains dans la ville [2] et regagna ses cantonnements sans avoir fait aucune perte.

Aux attaques devant Rome, le général Morris, commandant la brigade de cavalerie[3], et le colonel Marchesan avaient pris le service de tranchée dans la soirée du 6[4].

Le génie commença dans la nuit, à la sape

montrée malveillante pour l'ancien aide de camp de l'empereur et l'ancien gouverneur de l'infortuné prince impérial.

[1] Le général Canu, général de division en retraite, ancien président du comité d'artillerie, grand-croix de la Légion d'honneur, est mort, il y a quelques mois, chargé d'ans et d'honneurs.

[2] *Historique* du 13e de ligne.

[3] Le général Morris devint général de division, commandant la cavalerie de la garde. Il laissa un fils qui mourut l'année dernière, l'un des plus jeunes officiers généraux de la cavalerie.

[4] La prise de commandement avait toujours lieu à quatre heures du soir.

volante, un premier boyau de marche en zigzag. La batterie n° 3 fut terminée dans la nuit et ouvrit le feu le 7, à quatre heures du matin. Pendant les vingt-quatre heures qui venaient de s'écouler, nos pertes s'élevaient à cinq tués[1] et neuf blessés.

Le travail de tranchée continuait activement[2] et les progrès devenaient de plus en plus visibles : aussi l'ennemi renforça-t-il l'armement de ses batteries de rempart et activa-t-il son tir. Vers six heures du soir, la batterie n° 1, dont les embrasures étaient en partie démolies, dut cesser de tirer, la batterie n° 2 continua son tir mais irrégulièrement et avec un désavantage marqué vis-à-vis des batteries Saint-Alexis et du Testuccio. Nos artilleurs, officiers et troupe, n'en gardaient pas moins leur entrain et leur sang-froid, déclarant qu'avec deux autres batteries, ils éteindraient le feu des batteries romaines.

En attendant, de nouvelles troupes d'infanterie arrivaient au camp de Santucci dans la soirée : le 32e de ligne (colonel Bosc) destiné à la 1re brigade de la 2e division.

A l'heure habituelle, le commandement du service de tranchée avait été pris par le général Levaillant (Jean) auquel était adjoint le colonel Ripert, du 25e léger[3].

Dans l'après-midi du 7 juin, le général en chef reçut la visite du colonel Buenaga, chef d'état-major de l'armée espagnole, du colonel d'Agostino et du lieutenant-colonel Nunziante, aides de camp du roi de Naples, accompagnés de plusieurs officiers supé-

[1] Deux carabiniers du 13e léger avaient été tués par un même boulet,

[2] La tranchée était portée à près de trois mètres : « On faisait aussi des gradins pour le franchissement et pour la fusillade. » (*Journal* des opérations de l'artillerie et du génie.)

[3] Leurs fonctions étaient désignées par le titre de général de jour et colonel de jour.

rieurs des deux armées; ils venaient offrir à l'armée française le concours des troupes espagnoles et napolitaines.

Le duc de Reggio les remercia de leur démarche mais refusa nettement, affirmant que les soldats français entreraient prochainement dans Rome, malgré la résistance de l'ennemi. « Ce résultat, ajouta-t-il, aurait été déjà atteint sans la fâcheuse intervention de la diplomatie. »

Le général rappela qu'il avait dû engager le commandant de l'armée autrichienne à ne pas dépasser son point d'occupation actuel, il demandait avec une respectueuse fermeté au roi de Naples et, avec une camaraderie militaire qui n'excluait pas la déférence, au général Cordova, de ne faire exécuter à leurs troupes aucun mouvement sur Rome pendant les opérations du siège. Toutes facilités étaient d'ailleurs laissées aux officiers étrangers pour visiter les travaux d'attaque et perfectionner leur instruction [1]. Les colonels Buenaga et d'Agostino n'insistèrent pas et repartirent pour leurs quartiers généraux.

Le premier de ces officiers emportait la lettre suivante [2] du duc de Reggio pour le général en chef des troupes espagnoles.

« Au quartier général de l'armée française
de la villa Santucci, le 7 juin 1849.

« Monsieur le Général,

« M. le colonel Buenaga, votre chef d'état-major, vient de me remettre la lettre qne vous m'avez fait l'honneur de m'écrire sous la date du 5 juin. J'ai per-

[1] Officier d'état-major, *Précis historique et militaire*, p. 61.
[2] Le double de cette pièce a été versé plus tard aux archives de l'ambassade de France à Rome et communiqué à M. Balleydier, l'auteur de la *Révolution à Rome*, qui l'a reproduit *in extenso*.

sonnellement appris à estimer sur les champs de bataille l'armée espagnole, je m'applaudis donc de toutes circonstances qui me mettent en rapport avec les militaires éminents de votre nation, c'est dire que je suis heureux de me trouver aujourd'hui en relations avec vous. Nous avons sans doute, Monsieur le général, été envoyés par nos gouvernements dans la péninsule italienne pour des motifs qui ont une certaine analogie; toutefois, l'initiative qu'a prise la France dans la question romaine ne me permet pas de confondre mon action avec celle d'une nation étrangère.

« Depuis plusieurs semaines, je serais entré dans Rome, si des négociations diplomatiques n'avaient retardé l'attaque de la place. Le ministre plénipotentiaire qui a entamé ces négociations ayant été désavoué, je suis seul responsable des événements et mon devoir est de les simplifier autant que possible. A ce sujet, permettez-moi de vous rappeler un fait que vous apprécierez mieux que personne. Lorsqu'une armée assiège une ville, aucune troupe étrangère ne peut, vous le savez, s'en approcher, que dans le cas où le secours de cette armée est réclamé, soit par les assiégeants, soit par les assiégés. Telle n'est pas, Général, notre position *respective*. Votre protection est loin d'être acquise aux Romains et l'armée française est en mesure de faire face à toutes les éventualités. Elle a aujourd'hui, sur le Tibre, deux ponts solidement construits, ses communications s'étendent à la fois sur la route d'Ancône, de Florence et d'Albano. Ses opérations militaires, aussi vigoureuses que méthodiques, lui ont, en moins de trois jours, permis de s'établir fortement à trois cents mètres des remparts. Dans cet état de choses, toute marche d'une armée étrangère pourrait amener des conflits que la prudence nous prescrit d'éviter très soigneusement. En vous

soumettant, Général, ces considérations, j'espère que vous y verrez un témoignage de confiance et de haute estime.

« *Le Général*
*commandant le corps expéditionnaire français*,

« OUDINOT DE REGGIO [1]. »

L'officier général espagnol auquel cette lettre était destinée, don Fernand de Cordova, se trouvait alors à Terracine. Tout en déférant au désir du duc de Reggio, il résolut de se rapprocher de Rome pour s'établir en observation à une dizaine de lieues, ce dont l'armée française ne pouvait prendre ombrage. Il porta donc son quartier général à Velletri et ses avant-postes à Civita-Lavinia [2].

Quand les officiers étrangers visitèrent l'ambulance, le capitaine Gavache, du 20e de ligne, qui avait eu la poitrine traversée d'un coup de feu, dans la tranchée, le 5 juin, venait de succomber. Ils s'agenouillèrent devant le lit du brave officier mort pour la patrie et pour l'honneur du drapeau et exprimèrent le regret de ne pouvoir assister à ses obsèques.

Pendant la nuit du 7 au 8, les travaux de sape volante avancèrent. D'autre part, il fallait surveiller les retours offensifs de l'ennemi par les chemins bordés de murs ou de haies et par les vignes en avant des villas Corsini, Valentini et de quelques maisons situées encore plus au nord. Pour y remédier, on ferma par des épaulements les abords du côté de la place, on élargit la tranchée de manière à rendre les communications plus faciles. Enfin, la 12e batterie du

[1] BALLEYDIER, *Documents historiques*, pièce justificative n° 15.

[2] Le 28 mai, la division espagnole était passée en revue à Gaète par le Saint-Père, elle quittait cette ville le 3 juin, s'acheminant sur Fondi.

5e d'artillerie, sous le commandement du capitaine de Rochebouët[1], commença l'établissement d'une batterie qui, numérotée batterie 4, fut placée sur le sol naturel[2], en avant de la parallèle, tout près de la batterie des mortiers, à environ cent quatre-vingts mètres de la face droite du bastion 6. Cette batterie, armée de deux pièces de 16 et de deux de 24, devait envoyer des bombes dans le bastion romain et « tirer à écrêter l'escarpe non terrassée ». On voit que notre artillerie devenait de plus en plus audacieuse.

A Rome, la résistance continuait violente, haineuse: la terreur y régnait.

Tous les habitants, sans distinction d'âge, de sexe et de condition, étaient forcés de travailler aux fortifications et aux barricades.

Une proclamation du gouvernement insurrectionnel l'avait imposé particulièrement aux femmes. « Les mains délicates, les mains blanches et parfumées qui deviennent noires et calleuses en maniant la pioche et la pelle sont aussi honorables que les cicatrices obtenues aux jours de la bataille. » Sous l'impression de la peur, un assez grand nombre de dames romaines appartenant à la bourgeoisie répondirent à cet appel, si nous en croyons un historien qui a recueilli sur place les témoignages les plus autorisés : « Tandis que les unes se consacrent au service des blessés qui remplissent les hôpitaux et les ambulances, les autres confectionnent des cartouches. La coquetterie trouve même son bénéfice à ces exercices étrangement en dehors de la nature et des habitudes de la femme; c'est en robes de tulle, en manches courtes et

[1] La carrière du général de Grimaudet de Rochebouët, ancien commandant de corps d'armée, ancien ministre de la guerre, a été l'une des plus brillantes et des plus estimées. Pendant la guerre de 1870, le général commandait à Metz l'artillerie de la garde.

[2] Et non dans les tranchées comme les autres.

décolletées qu'elles se rendent chaque jour aux lieux qui leur sont désignés. Là, de leurs mains accoutumées à jouer avec des rubans et des fleurs, elles remuent des monceaux de poudre, fabriquent des cartouches et oublient, en chantant des airs guerriers, la mission d'amour et de paix que Dieu leur a donnée sur la terre[1]. »

Les révolutionnaires se crurent obligés de respecter les pieux usages de Rome. Ils décidèrent que la Fête-Dieu serait célébrée, mais à huis clos. En conséquence, le 6 juin, une proclamation du ministre de l'intérieur en informait ainsi la population :

« Romains,

« Demain est le jour consacré à fêter *l'hostie de paix et d'amour*. La cour romaine le célébrait avec une pompe solennelle et une grande démonstration de luxe. La guerre allumée sous vos murs empêche l'accomplissement de cet acte religieux. Le peuple connaît et condamne ceux qui en sont cause. Néanmoins, l'acte de religion ne doit pas être omis. Que chaque curé, que chaque chapitre le célèbrent dans l'intérieur de leur église. Les humbles prières des chrétiens s'élevant sans faste vers le ciel en seront mieux accueillies et pour l'expiation des péchés et le secours au peuple pieux et confiant en ce Dieu qui bénit et défend la cause des opprimés[2]. »

La procession ne se déroula donc pas dans les rues et sur les places publiques, elle resta séquestrée dans l'intérieur des églises. A Saint-Pierre, on remarqua les chasseurs lombards qui avaient combattu si bravement avec Manara le 3 juin. Leur contenance était sévère et recueillie.

A la sortie de la grandiose basilique, les fidèles

[1] Balleydier, *La Révolution à Rome*, t. II, p. 156-157.
[2] *Ibid.*, p. 158.

entendaient le grondement incessant des batteries de rempart auquel répondaient plus lointaines et plus assourdies les détonations des batteries françaises, parfois le crépitement de la mousqueterie éclatait proche et strident. Où donc étaient ces jours de fête religieuse, d'une pompe si majestueuse et si pénétrante, lorsque, sous la bénédiction du Souverain Pontife, Romains et étrangers s'unissaient dans une même attitude de ferveur, dans une même pensée de foi? Du haut du mont Janicule, les amis de l'Église, les partisans du Pape, obligés de dissimuler leurs sentiments, pouvaient, à travers la fumée de la poudre et la poussière des explosions, distinguer les tranchées françaises toujours plus proches; l'espoir de la délivrance s'affermissait.

Dans le camp français tous concouraient en effet à l'œuvre commune: mais les officiers du génie et de l'artillerie, qui étaient sur leur véritable terrain d'action, donnaient à chaque heure l'exemple d'un dévouement infatigable et d'une compétence absolue. C'est ainsi que pendant la journée du 8 juin, le génie élargit sensiblement la tranchée de façon à rendre les communications plus faciles. Il fallut cependant suspendre les travaux du boyau de gauche dans l'après-midi; les boulets de l'ennemi prenaient en écharpe l'extrémité de ce boyau et avaient tué un sergent du génie et un soldat du 36e. Pour le même motif, les travaux de la batterie n° 4 furent interrompus jusqu'à dix heures du soir, en raison du feu des Romains devenu très vif depuis quatre heures du soir, moment où le service de tranchée était pris par le général Chadeysson et le colonel de Leyritz, du 68e de ligne. L'ennemi avait démasqué dans la matinée deux nouvelles batteries[1] qui jetaient constamment

L'une de ces batteries fut établie près de celle de Saint-Alexis, abritée par un épaulement, l'autre devant l'église de

des projectiles sur le Monteverde, au moment du passage des colonnes des travailleurs ou des gardes de tranchée [1].

Pour gêner le tir des artilleurs romains, une compagnie de chasseurs à pied fut chargée de tirer aux créneaux et aux embrasures de l'ennemi. L'initiative de cette mesure revient au général Vaillant qui la demanda en ces termes au général en chef :

« San-Carlo, 8 juin 1849.

« Mon Général,

« Le moment est venu d'utiliser les excellents moyens de protection que nous offrent les chasseurs de Vincennes ; je demande donc que chaque jour une compagnie de ces habiles tireurs soit désignée pour être de service à la tranchée. Ils seront placés aux endroits qui leur seront spécialement indiqués par les officiers de l'artillerie ou du génie et auront pour mission de faire feu par des créneaux en sacs à terre sur tout ce qui paraîtra sur le rempart, principalement aux embrasures. L'effet de l'arme de nos chasseurs sera d'autant plus puissant qu'on pourra leur indiquer de la manière la plus précise la distance à laquelle ils se trouveront de leurs ennemis.

« Veuillez agréer, mon Général, etc.

« *Le Général commandant le génie,*
« VAILLANT [2]. »

Saint-Saba à sept cents ou huit cents mètres à l'est du Testuccio. Les batteries romaines étaient servies presque exclusivement par des canonniers de l'ancienne artillerie pontificale, médiocres pointeurs, mais courageux soldats et obéissant bien à d'énergiques officiers.

[1] Les mouvements de nos colonnes, même fractionnées en petits groupes, étaient signalées par des guetteurs placés dans la coupole de Saint-Pierre. (*Journal* des opérations de l'artillerie et du génie.)

[2] *Journal* des opérations de l'artillerie et du génie. Pièce n° 19.

Grâce aux indications très exactes des officiers du service de tranchée, les chasseurs, excellents tireurs et bien postés, firent beaucoup de mal à l'ennemi. Les travaux en furent très efficacement protégés.

Rome n'était investie qu'à l'ouest et gardait avec la campagne dans les autres directions de faciles communications. Des paysans conduisant de lourdes voitures furent arrêtés à peu de distance de l'enceinte par des soldats du 36e qui découvrirent dans les chariots des amas de fascines destinées à renforcer les barricades. Le général en chef, qui visitait à ce moment les tranchées, les fit mettre généreusement en liberté [1]. On garda, bien entendu, leurs fascines.

Pour empêcher les ravitaillements de toute nature, la brigade de cavalerie, composée du 1er chasseurs et du 11e dragons, poussait de fortes reconnaissances sur la rive gauche du Tibre. Les escadrons se fractionnaient et battaient l'estrade jusqu'à sept ou huit lieues du camp. C'est ainsi qu'on captura assez fréquemment des voitures qui portaient à Rome des matières combustibles et des approvisionnements de vivres [2].

La journée du 9 juin [3] fut occupée à l'élargissement des tranchées et surtout à diriger l'un des boyaux dans la direction de la villa Giraud (le Vascello), la grande maison abritée devant la porte San-Pancrazio et la seule position extérieure restée au pouvoir des Romains.

Dans la nuit, un orage qui éclata brusquement noya les tranchées, produisit des éboulements. Le

[1] Les soldats du 36e voulaient les fusiller, le général Oudinot les en empêcha. Au moment où il admonestait les paysans, un boulet s'enfonça à ses pieds.

[2] Officier d'état-major, *Précis historique et militaire*, p. 62-63.

[3] Ce fut dans la journée du 9 que le lieutenant-colonel Espinasse, l'ancien et vigoureux officier de la légion étrangère en Afrique, prit le commandement du 22e léger.

général Levaillant (Charles) et le colonel d'Autemarre, du 53e, assurèrent avec beaucoup de soin le service de tranchée que le mauvais temps rendait particulièrement pénible.

Cet orage causa dans les camps une véritable alerte, dont le récit très pittoresque nous a été retracé par un témoin oculaire[1]. « La pluie précédée d'une grêle épaisse tomba par torrents, dégradant les tranchées qu'elle remplissait. La canonnade ralentie, mais non interrompue, malgré le temps affreux, disparaissait étouffée par les éclats répétés de la foudre. Excepté les sentinelles et les vedettes du camp, chacun était rentré dans sa petite tente ou dans ceux des gourbis de branches entrelacées dont le toit était assez épais et les parois assez fortes pour résister à la violence de l'ouragan, lorsqu'un accident que rien ne pouvait faire prévoir vint forcer l'armée presque entière à déserter ses abris.

« Un maraudeur[2] blessé par un habitant sur la rive droite du Tibre, du côté de Magliana, arrive au camp de Santa-Passera, assurant qu'il avait rencontré l'ennemi qui, à la faveur de l'orage, avait passé le Tibre et que nous allions être tournés. Rien n'était plus improbable avec toute les précautions prises, mais la blessure du soldat semble confirmer ce qu'il dit avec une apparente conviction.

« L'artillerie, qui garde le parc de réserve, prend aussitôt les armes et s'avance pour le couvrir sur la via Portuense. Le 22e léger se range sur son front de bandière et envoie des tirailleurs en avant. Le 1er régiment de chasseurs à cheval, tandis qu'une partie de ses hommes s'occupe à seller les chevaux, prend les

[1] Le capitaine d'état-major Vertray, l'auteur de l'*Album de l'Expédition*, qui est un intéressant journal de campagne, enrichi de très jolis dessins.

[2] Un soldat appartenant à un régiment d'infanterie.

dispositions de défense. Le détachement du 1er bataillon de chasseurs à pied, de garde à l'état-major, se glisse en tirailleurs dans les vignes qui entourent la villa Negroni, du côté du Tibre, pour éclairer les abords de cette forte position. Les autres régiments suivent successivement l'exemple des premiers, et en quelques minutes, tout est prêt pour repousser vigoureusement l'ennemi. Des officiers d'état-major qui se trouvent au quartier général, l'un reste à ce poste pour recevoir les dépêches et les transmettre. les autres montent à cheval et marchent en différentes directions pour pousser des reconnaissances. Ils rejoignent ensuite le général à San-Carlo. Tout se fait de soi-même et rapidement.

« Le temps est tellement brumeux, la pluie si compacte, que l'on distingue difficilement ce qui se passe à une courte distance, mais l'ennemi, contre lequel on a pris en si peu de temps toutes les dispositions nécessaires pour repousser son attaque et lui couper la retraite dans le cas où il chercherait à repasser le Tibre, l'ennemi ne paraît pas et bientôt des patrouilles donnent la certitude que cette alerte n'avait pas de fondement; elle a prouvé seulement tout ce que peut, en pareilles circonstances et dans les plus mauvaises conditions possibles, une armée disciplinée et aguerrie. »

Le lendemain 10 juin, à six heures du matin, une colonne commandée par le lieutenant-colonel Duprat de Laroquette et composée d'un bataillon du 13e de ligne, de deux compagnies du 13e léger, d'une compagnie de chasseurs à pied, d'une section du génie. partait de Ponte-Molle en reconnaissance sur l'Anio. à six kilomètres nord-est environ de Rome, pour faire sauter les ponts Salara, Nomentano et Maninolo et intercepter ainsi les communications avec la place.

Cette expédition devait durer deux jours. Pendant

qu'elle s'exécutait sous l'énergique initiative du lieutenant-colonel Duprat de Laroquette, le général Vaillant rapprochait toujours ses cheminements des remparts. Le feu du bastion 7 devenait de plus en plus gênant. Pendant la journée du 9, il avait tué dans les lignes françaises quatre hommes et blessé dix-sept dont quatre officiers. Le général Thiry résolut de contrebattre ce bastion, il chargea donc la 12e batterie du 3e d'artillerie (capitaine Pinel) de construire, dans la tranchée parallèle à la face gauche du bastion 7, une batterie qui prendrait le nom de batterie n° 5 et qui devait être armée de deux pièces de 16, deux de 24 et d'un obusier de 22 centimètres. Un autre travail de même nature commença simultanément dans la nuit du 10 au 11 juin. Il s'agissait de canonner directement le bastion 7 et de prendre d'écharpe la courtine 6-7[1]. C'était la tâche dévolue à la batterie 6, dont l'emplacement fut désigné sur le petit plateau de la villa Corsini, à environ quatre cent vingt-cinq mètres du bastion 7. La 13e batterie du 3e d'artillerie (capitaine Serrand) fut chargée de sa construction et de son armement, deux pièces de 24 et deux obusiers de 22 centimètres.

Le général Vaillant qui dirigeait les travaux d'attaque avec un sang-froid et une méthode admirés par tous les officiers qui l'approchaient, avait expliqué, dans la tranchée même, aux officiers d'artillerie, du génie et d'état-major, les dispositions *tactiques* d'attaque qu'il comptait suivre et faire adopter par le général en chef :

Comme le front ennemi désigné sur le plan directeur sous le nom de front 8-9 (c'est-à-dire comprenant le bastion 8, la courtine sur laquelle avait été

[1] Nous rappelons que la courtine est une portion de retranchement *en ligne droite*, réunissant des bastions.

ménagée la porte San-Pancrazio et le bastion 9) occupait la partie culminante du Janicule, c'était précisément en ce point, comme tête de position, que venaient se réunir les deux branches de l'ancienne enceinte construite par Aurélien. Le commandant supérieur du génie estimait que l'assaut devait être donné, non pas à ce front, mais au front 6-7 (c'est-à-dire au front voisin : bastion 6, courtine et bastion 7).

« L'établissement fait dans ces deux bastions, les attaques devaient opérer un mouvement de *tête de colonne à gauche* et marcher contre le sommet de l'enceinte aurélienne où l'on devait supposer que l'ennemi avait préparé des moyens de défense intérieure pour nous disputer vigoureusement l'occupation de cette position dominante, nœud des opérations ultérieures contre la ville. Il importait donc, afin d'aider au succès de cette marche, de pouvoir, en même temps qu'on ouvrait le front 6-7, ruiner directement les défenses du front 8-9, et même pratiquer une brèche, s'il était possible, au bastion 9, de manière à faire craindre à l'ennemi d'être tourné par ce point, danger grave pour lui, car en prenant ainsi à revers la branche de l'enceinte aurélienne qui descend dans une direction perpendiculaire au Tibre, nous annulions toutes les barricades, tous les retranchements préparés dans le Transtevère, en vue d'une attaque par la porte Portese[1]. »

L'ennemi avait été informé de l'arrivée, par Ponte-Galera et Magliana, de plusieurs tartanes chargées du matériel d'artillerie et de munitions et actuellement mouillées en aval près du pont de Santa-Passera. Pendant la nuit du 10 au 11 juin, ils lancèrent une barque enflammée à laquelle étaient amarrées deux bateaux garnis de poudre et de matières incendiaires[2].

[1] *Journal* des opérations de l'artillerie et du génie.
[2] Officier d'état-major, *Précis historique et militaire*, p. 63.

Le brûlot arriva vers deux heures du matin à la hauteur de la basilique de San-Paolo. Une redoute sur la rive gauche dominait le fleuve; cet ouvrage était armé de pièces de marine et occupé par un détachement de matelots. La clarté du brûlot éveilla l'attention, ils pointèrent aussitôt leurs pièces sur cette masse en combustion et lui tirèrent deux coups de canon.

Le brûlot vint échouer sur la rive droite du Tibre près du pont. Les marins montèrent dans une embarcation, abordèrent les barques et les coulèrent avec leur chargement. La vigilance des marins de la flottille avait prévenu la destruction du pont et l'incendie des tartanes [1]. L'amirat Tréhouart vint le lendemain remercier et féliciter ses marins.

Dans la journée du 4 juin il arrivait au quartier général un hôte inattendu qui fut cependant le bienvenu : le successeur de M. de Lesseps, M. de Corcelles, lui aussi ministre plénipotentiaire et envoyé extraordinaire de la République française. Son entrevue avec les généraux Oudinot et Vaillant fut pleine de cordialité.

L'ancien diplomate qu'avait déjà envoyé à Rome le gouvernement du général Cavaignac et qui connaissait la duplicité de Mazzini et de ses collègues, était pour nos généraux un allié et un ami. Il leur déclara que le gouvernement du prince Louis-Napoléon lui avait donné les pouvoirs secrets les plus étendus pour régler soit la capitulation de Rome, soit le gouvernement provisoire de la ville conquise, soit les conditions de la rentrée du Pape [2], mais il estimait que l'armée française devait occuper Rome, et que, puisque la tranchée était ouverte, il fallait la conti-

[1] La dépêche du général en chef au ministre de la guerre (villa Santucci, 4 juin 1849) rend justice aux canonniers de la batterie de marine.

[2] L. DE GAILLARD, *L'Expédition de Rome*, p. 235.

nuer jusqu'à l'heure de la brèche et de l'assaut. M. de Corcelles demanda d'ailleurs d'urgence un renfort de cinq mille hommes, qui devaient être rendus au camp cinq jours après.

Le nouveau ministre plénipotentiaire n'était donc pas l'envoyé de la paix *quand même*, comme son imprudent prédécesseur. M. de Corcelles arrivait de Paris, il avait constaté que les passions politiques ne désarmaient pas... A la nouvelle Chambre, qui s'appelait législative, le parti radical, bien que réduit à la minorité, protestait avec la dernière violence contre la reprise des opérations, Ledru-Rollin rééditait son discours en faveur de la République romaine, mais la majorité soutenait le gouvernement. M. de Tocqueville, ministre des affaires étrangères, longtemps indécis sur la question même de la restauration pontificale, subissait l'influence de ses collègues et du parti de l'ordre. M. de Corcelles était donc hautement autorisé à activer par tous les moyens l'occupation de la ville de Rome et à adresser au corps expéditionnaire et à ses chefs les encouragements les plus chaleureux.

Alors qu'il en donnait l'assurance au duc de Reggio et que celui-ci lui en exprimait sa gratitude dans ce même quartier général où avaient retenti les fâcheux éclats des dissentiments et des discussions orageuses que nous avons rapportés, un officier d'ordonnance du général Sauvan venait rendre compte que la colonne du lieutenant-colonel Duprat de Laroquette, partie la veille de Ponte-Molle pour faire sauter les ponts sur l'Anio qui mettaient Rome en communication avec Rieti et Tivoli, avait accompli sa mission et que cette colonne était rentrée à sept heures au camp de la brigade. Elle ramenait plusieurs prisonniers qui avaient été capturés près du pont Salara avec un convoi de vivres destiné à Rome. Parmi ces prisonniers

se trouvaient un colonel romain, gouverneur d'Urbino et membre de la Constituante. Plusieurs courriers venant de Rieti, de Tivoli et de la haute Italie avaient été interceptés.

La retraite s'était opérée dans la soirée du 10 sans difficulté jusqu'à quinze cents mètres en amont de Ponte-Molle. Là, une compagnie des voltigeurs du 13e de ligne, commandée par le capitaine Leclerc, occupa une maison sur une hauteur boisée qui domine le Tibre et la colline voisine du Parioli[1].

Le lieutenant-colonel Duprat de Laroquette laissa le détachement en grand'garde campant avec le reste de sa troupe, un peu en arrière. Cette position avait semblé bonne à garder pour observer du côté de la porte del Popolo les mouvements des Romains. Ceux-ci s'en étaient aperçus et avaient dirigé une colonne forte d'environ quatre cents hommes pour reprendre la position. Les voltigeurs du 13e de ligne les accueillirent par un feu si nourri et si bien dirigé, qu'après une demi-heure, les Romains qui n'avançaient pas, abandonnèrent leurs morts et leurs blessés et se retirèrent sur la villa Borghèse, poursuivis par une section aux ordres du lieutenant Payen[2]. Le 13e de ligne avait perdu quatre tués et comptait dix-huit blessés. Le reste de la colonne française avait pris les armes, mais le lieutenant-colonel qui la commandait voulait laisser l'ennemi s'avancer et s'engager davantage pour le cerner. La prompte retraite des Romains empêcha l'exécution de ce projet.

Le nombre total des prisonniers faits pendant ces deux jours d'expédition montait à soixante, parmi lesquels plus de la moitié étaient blessés, on les dirigea de suite sur nos ambulances.

Dans la soirée toute la colonne rentrait à Ponte-

[1] La *Maison Verte*. (*Historique* du 13e de ligne.)
[2] *Historique* du 13e de ligne.

Molle qu'elle trouvait occupé par un autre bataillon du 13e de ligne sous les ordres du colonel de Comps[1] et du commandant Beuret et allait prendre au camp de Monte-Mario un repos bien gagné.

Le rapport du lieutenant-colonel Duprat de Laroquette signala la conduite énergique de M. Payen, lieutenant au 13e de ligne.

D'autre part, le général Morris avait poussé avec trois escadrons une reconnaissance jusqu'à Frascati qu'il avait occupé sans résistance[2].

[1] Capitaine VERTRAY, *Album.*
[2] *Journal* du siège. (*Moniteur* du 22 juin.)

**RECONNAISSANCE DE CAVALERIE.**
(11 juin 1849.)

## CHAPITRE XIV

LA DÉFENSE DE LA TRANCHÉE PAR LE COLONEL NIEL. — L'ATTAQUE DES TONNEAUX. — LES EXPÉDITIONS DE PORTO-D'ANZIO ET DU MONTE-PARIOLI.

Le duc de Reggio avait résolu, avec l'approbation de M. de Corcelles, d'adresser une sommation à la place avant de chercher à faire brèche dans l'enceinte. Il avait donc été décidé que les batteries nos 3, 4, 5 et 6 ne commenceraient leur feu que le 13 juin [1]. Les batteries nos 1 et 2 se bornaient à riposter à l'artillerie des remparts.

La nuit du 11 au 12 avait été assez calme; le général Levaillant (Jean) et le colonel Marchesan, du 16e de ligne, de service à la tranchée, avaient parcouru les lignes d'investissement pour encourager les huit cents travailleurs d'infanterie et les trois brigades de sapeurs qui sous la direction du chef de bataillon Goury, du génie, poursuivaient les travaux de cheminement et y éprouvaient de grandes difficultés.

Au point du jour, le colonel Niel, chef d'état-major du génie, qui avait passé dans la tranchée une partie de la nuit, y était revenu et inspectait les boyaux et

[1] *Journal* des opérations de l'artillerie et du génie.

les parapets avec sa sollicitude habituelle. Quelques officiers du génie l'accompagnaient. La cannonade de l'enceinte n'avait pas encore recommencé.

Aux attaques de gauche une compagnie du 36e gardait les abords d'un boyau de tranchée que bordait le mur d'une villa détruite, à environ cent cinquante mètres de la porte San-Pancrazio.

Pendant la nuit, le bataillon universitaire, commandé par Arcioni, s'était embusqué à l'abri du rempart qui masque le pied de l'escarpe et forme une sorte de demi-lune au milieu des vignes [1]. A la pointe du jour, il se glissait jusqu'à nos têtes de sape; là il se heurta à une section du 36e que vint bientôt renforcer le reste de la compagnie. Les universitaires ont improvisé des créneaux dans le mur et commencent impunément un feu meurtrier. La petite troupe française va céder lorsque arrive au pas gymnastique une autre compagnie de garde de tranchée, appartenant au 32e et conduite, l'épée haute, par le colonel Niel lui-même. Malgré la supériorité du nombre, l'ennemi n'ose pas sortir de son abri, mais nos soldats ripostent à bout portant à travers les créneaux [2]. Parmi les Romains, il y a des énergumènes qui injurient nos soldats en français. Alors enlevés par un irrésistible mouvement [3], les soldats des deux compagnies gravissent le parapet et frappent à coups de baïonnette ou à coups de crosse sur les universitaires déconcertés; de part et d'autre, on se jette des débris d'obus, des pierres [4]. L'intrépide colonel Niel et quelques sapeurs, armés de pics ou de pioches, sont au premier rang. Une compagnie de carabiniers du 13e léger arrive à la rescousse, le capitaine Govon

[1] *Journal* des opérations de l'artillerie et du génie.
[2] Capitaine d'état-major Vertray, *Album*.
[3] *Journal* des opérations de l'artillerie et du génie.
[4] Capitaine Vertray, *Album*.

et le lieutenant Carré en tête[1]. A leur tour, ils gravissent le parapet et ils précèdent les travailleurs du même régiment qui ont repris leurs armes et viennent défendre la position.

L'ennemi se désunit, recule un peu, puis s'enfuit du côté de la porte San-Pancrazio[2]. Le colonel Niel lance à sa poursuite les carabiniers du 13e léger qui sautent au bas du parapet et qui se ruent, la baïonnette en avant, sur les Romains. Le sergent Marcelin, des carabiniers, s'avance jusqu'à un mur fort rapproché de la courtine 7-8, ramasse une pioche, fait une brèche et en cinq coups de fusil abat cinq hommes à l'ennemi[3]. Ce brave sous-officier fut mis à l'ordre du jour ainsi que le carabinier Thomas qui s'était fait remarquer par son intrépidité dans le combat de la tranchée[4]. Nos pertes furent peu considérables : sept tués, vingt-cinq blessés[5], celles de l'ennemi semblaient d'autant plus sensibles qu'elles représentaient, dans les cinquante morts ou blessés gravement qu'il avait abandonnés, l'élite de la jeunesse révolutionnaire. On releva les cadavres de plusieurs officiers, le major Pannizzi, les capitaines Cremonini, Giordani, etc.

Le colonel Niel s'était révélé une fois de plus l'homme de sang-froid, de résolution calme qu'il se montra toujours : dans les tranchées de Sébastopol comme général de division commandant supérieur du génie, sur le champ de bataille de Solférino, à la tête d'un corps d'armée et enfin comme ministre de la guerre. Il eut, en cette dernière qualité, la patriotique douleur de se voir refuser, par un Parlement unique-

[1] *Historique* du 88e de ligne (ancien 13e léger).
[2] Capitaine VERTRAY, *Album*.
[3] *Historique* du 88e de ligne (ancien 13e de ligne.)
[4] *Ibid.*
[5] Capitaine VERTRAY, *Album*. L'*Historique* du 88e mentionne six hommes hors de combat.

ment préoccupé d'intérêts électoraux, les crédits qu'il demandait pour préparer le pays à une guerre imminente. Si la mort n'eût emporté le maréchal Niel d'une façon foudroyante, il avait assez de ténacité pour revenir à la charge et pour rester maître de la tranchée comme le 12 juin 1849[1]. La France n'aurait pas entrepris la lutte contre l'Allemagne avec des effectifs réduits et des armements insuffisants...

Dès que les étudiants furent rentrés en toute hâte dans l'enceinte protectrice des murs de Rome, l'artillerie de la place reprit son tir, elle le dirigea avec un acharnement marqué sur la batterie n° 4.

Le capitaine de Rochebouët qui la commandait, fut autorisé à riposter, mais avec l'ordre d'arrêter son feu dès que la place aurait cessé le sien. Le général en chef voulait différer l'ouverture du feu de quatre nouvelles batteries jusqu'au moment où l'ennemi aurait rejeté une nouvelle sommation qui devait être remise dans la journée.

La batterie du capitaine de Rochebouët commença son feu à une heure précise et tira jusqu'à deux heures[2], alors l'ennemi lui-même cessa de tirer.

[1] Le général Vaillant en rendant compte du combat écrivait au ministre que cette attaque aurait pu avoir des résultats fâcheux sans la présence sur les lieux du chef d'état-major du génie et il terminait ainsi : « Je suis heureux d'avoir à vous signaler le nouveau service que nous a rendu le colonel Niel dans cette circonstance. »

En saluant d'un hommage attristé cette belle physionomie militaire, nous ne pouvons nous empêcher d'appliquer au maréchal Niel la définition qu'a donnée du *caractère*, chez un chef d'armée, un autre grand soldat, le général du Barrail, dans ses *Souvenirs* : « ... la qualité maîtresse du chef : le caractère qui relègue à un rang secondaire toutes les autres facultés, même la science militaire, le caractère qui rend une âme inaccessible aux émotions enfantées par les péripéties de la guerre et la laisse maîtresse d'elle-même, au milieu du tumulte des batailles, le caractère sans lequel il n'y a ni intelligence, ni force, ni victoire. »

[2] La batterie Rochebouët avait eu le temps de tirer quatorze coups.

De son côté la batterie n° 3 (mortiers) commandée par le capitaine Canu, ayant reçu des projectiles de la place, fut autorisée à riposter : elle lança une trentaine de bombes dans les bastions 6 et 8.

L'artillerie ennemie s'était tue à quatre heures, quand le service de tranchée avait été mis sous le commandement du général Chadeysson, auquel était adjoint le colonel de Lamarre, du 13e de ligne.

Voulant tenter un dernier effort de pacification, le duc de Reggio profita de ce moment d'accalmie pour envoyer un officier de son état-major en parlementaire au président de l'Assemblée nationale, aux triumvirs, au général en chef de l'armée romaine, au commandant de la garde nationale, aux consuls étrangers et au chancelier de l'ambassade française avec la sommation suivante :

« Quartier général de la villa Santucci,
le 12 juin 1849.

« Les événements de la guerre ont, vous le savez, amené l'armée française aux portes de Rome. Dans le cas où l'entrée de la ville continuerait à nous être fermée, je serai contraint, pour y pénétrer, d'employer immédiatement tous les moyens d'action que la France a mis à ma disposition.

« Avant de recourir à cette terrible nécessité, je regarde comme un devoir de faire un dernier appel à des populations qui ne peuvent avoir pour la France des sentiments ennemis.

« L'Assemblée nationale voudra sans doute comme moi éviter à la capitale du monde chrétien de sanglantes calamités.

« Dans cette conviction, je vous prie de vouloir bien donner à la proclamation ci-incluse la plus prompte publicité.

« Si douze heures après la réception de cette lettre

une réponse conforme aux intentions et à l'honneur de la France ne m'est point parvenue, je me regarderai comme contraint d'attaquer la place de vive force.

« Recevez, etc.

« *Le Général commandant en chef l'armée française de la Méditerranée,*

« Oudinot de Reggio[1]. »

La communication du général Oudinot fut lue en séance publique, à la Constituante romaine, dans la soirée. Galetti présidait. Lorsque le secrétaire eut fini la lecture, des cris de rage éclatèrent : *La guerre! Vive la République!*

Un député plus prudent fit observer « que le gouvernement romain avait conclu une convention avec M. de Lesseps, qu'elle n'avait pas été « dédite » par le gouvernement français, qu'elle devait donc avoir force et vigueur des deux parts, qu'il fallait répondre à Oudinot qu'il attaquait de mauvaise foi, qu'il violait le droit des gens ».

Trois députés[2] présentèrent le projet de réponse qui fut adopté à l'unanimité et confié à l'officier français parlementaire qui passa la nuit à Rome :

« Général,

« L'Assemblée constituante romaine, en réponse à votre dépêche, vous déclare qu'ayant conclu avec M. de Lesseps, ministre plénipotentiaire français, le 31 mai 1849, une convention confirmée par ledit de Lesseps, après votre déclaration elle doit consi-

[1] *Moniteur* du 22 juin 1849.

[2] Audinot, Sturbinetti et Agostini furent chargés de rédiger la réponse au général français, signée du Président. (*Contemporaneo* du 14 juin.)

dérer cette convention comme obligatoire des deux parts et sous la sauvegarde du droit des gens, tant que le gouvernement de la République française ne l'aura pas ratifiée ou repoussée. En attendant, l'Assemblée doit regarder comme une violation de cette convention toute hostilité quelconque entreprise à partir de ce jour par l'armée française et toute autre hostilité qui pourrait être entreprise avant qu'elle ait reçu communication des réponses de votre gouvernement à son égard et avant que l'armistice convenu soit expiré.

« Général, vous demandez une réponse conforme aux intentions et à l'honneur de la France, mais aucune ne peut être plus conforme aux intentions et à l'honneur de la France que la halte dans une violation flagrante du droit des gens.

« Quels que soient les effets de cette violation, le peuple de Rome ne pourra jamais en être responsable, le peuple de Rome est fort de son droit, ferme dans la résolution de maintenir le pacte par lequel il est lié vis-à-vis de votre nation, et contraint seulement par le besoin de la défense de *repousser* toute agression injuste.

« Agréez, Général, les sentiments de mon estime.

« *Le Président*,
« GALETTI.

« Rome de la salle de l'Assemblée constituante, le 13 juin 1849, à 2 heures du soir [1]. »

[1] Les triumvirs chargés de faire parvenir au général la réponse de l'Assemblée constituante y joignirent cette lettre :

« A Monsieur le Général,

« Nous avons l'honneur de vous transmettre la réponse de l'Assemblée à votre communication du 12. Nous ne trahirons jamais nos promesses, nous avons promis de défendre, en exécutant les ordres de l'Assemblée romaine, le drapeau de la République, l'honneur du pays et la *Sainteté* de la capitale du monde chrétien. Nous maintenons notre promesse. »

Dans la matinée du lendemain, 13 juin, il arrivait au quartier général français deux autres réponses, l'une du général commandant la garde nationale de Rome, Sturbinetti [1], l'autre du général en chef des troupes actives, Roselli [2] : ces deux lettres écrites sous des formes courtoises, mais avec l'emphase italienne, indiquaient que la résistance serait poussée aussi loin que possible. L'officier français qui les portait était revenu à huit heures du matin. Une demi-heure après, toutes nos batteries commençaient leur feu, et avec tant de précision que dans l'après-midi la

[1] Monsieur le général, le traité dont on attend la ratification assure cette ville tranquille contre tout désastre. La garde nationale destinée à maintenir l'ordre doit seconder la résolution du gouvernement, et elle se prête à ce devoir volontiers avec zèle, sans tenir compte de la fatigue. La garde nationale a montré naguère, dans son attitude vis-à-vis des prisonniers, ses sympathies pour la France, mais elle a montré, dans toute rencontre, que par-dessus tout elle a à cœur sa propre dignité et l'honneur de Rome.

« Toute infortune pour la capitale, pour la ville monumentale, ne pourrait pas être attribuée aux paisibles citoyens contraints à se défendre mais seulement à celui qui aurait provoqué l'agression.

« Agréez, etc.

« *Le Général de la garde nationale, représentant du peuple,*

« STURBINETTI.

« Rome le 13 juin 1849. »

(*Contemporaneo.*)

[2] « Citoyen général, une fatalité amène actuellement à se battre entre elles les armées de deux nations républicaines que de meilleures destinées eussent dû réunir pour combattre ensemble leurs ennemis communs, car les ennemis de l'une ne peuvent être que les ennemis de l'autre. Nous ne nous faisons pas illusion, aussi nous opposerons-nous par tous les moyens possibles à quiconque abattra nos institutions. D'ailleurs il n'y a que des braves qui soient dignes de tenir tête aux soldats français. Réfléchissons qu'il y a pour les hommes une condition de la vie pire que la mort. Si la guerre que vous nous faites venait à nous mettre dans cette condition, mieux vaudrait fermer pour toujours les yeux à la lumière que d'assister aux interminables oppressions et misères de notre patrie. Bonne santé et fraternité!

« ROSELLI.

« Rome le 13 juin 1849. »

(*Contemporaneo.*)

partie supérieure des faces des batteries 6 et 7 était complètement écrêtée. Les coups dirigés sur les murs et les parapets avaient promptement dégarni les remparts de leurs défenseurs. A l'exception d'une seule, les pièces de la place cessaient de tirer. De notre côté, seule la batterie n° 5 avait ses embrasures labourées par les projectiles des Romains.

Le chiffre de nos pertes s'élevait à vingt sous-officiers ou soldats tués ou blessés.

Le soir, aux appels, le général en chef faisait donner aux troupes communication de l'ordre suivant :

« Soldats!

« Déjà hier votre bravoure et votre persévérance vous avaient permis d'établir vos batteries à près de cent mètres des remparts de Rome.

« Avant d'attaquer directement la place, j'ai fait la notification suivante :

« Habitants de Rome,

« Nous ne venions pas vous apporter la guerre, « nous venions affermir chez vous l'ordre et la liberté. « Les intentions de notre gouvernement ont été « méconnues. Les travaux du siège nous ont amenés « devant vos remparts. Jusqu'à présent nous n'avons « voulu répondre qu'à de rares intervalles au feu de « vos batteries. Nous touchons à l'instant suprême « où les nécessités de la guerre éclatent en terribles « calamités. Évitez-les à une cité remplie de tant de « glorieux souvenirs. Si vous persistez à nous repous- « ser, à vous seuls appartiendra la responsabilité « d'irréparables désastres. »

« Cet appel à la conciliation n'est point parvenu à son adresse. Le gouvernement qui opprime les habitants de Rome a répondu, à des paroles de paix, par

le refus d'écouter un langage empreint de tant de modération.

« Soldats! peu d'heures se sont écoulées et déjà vos batteries de brèche ont fait éprouver aux batteries ennemies les plus notables dommages. Puisqu'on nous contraint à faire le siège de Rome, nous accomplirons notre devoir dans toute son étendue, le succès ne saurait être un instant douteux. La France a mis en vous sa confiance, vous justifierez son attente.

« Au quartier général, à Santucci, 13 juin 1849.

« *Le Général commandant en chef*[1].
« OUDINOT DE REGGIO. »

Sur les murs de Rome, dès les premières heures de la matinée, on apposait des affiches ainsi conçues :

« Peuple,

« En réponse aux nouvelles dépêches du général Oudinot, l'Assemblée, le triumvirat, le général de la garde nationale Sturbinetti et le général en chef Roselli ont fait entendre l'antique devise : *Rome ne commet pas de lâchetés! bombardez!*

« Peuple, c'est maintenant que Rome est baptisée capitale de l'Italie; c'est la prophétie de Napoléon, et son neveu l'accomplit dignement.

« Nous qui, pour sauver cette capitale de l'Italie, avons de gaieté de cœur brûlé et abattu les villas et les maisons de campagne autour de la ville, n'assisterons-nous pas avec la même tranquillité aux ruines, moins considérables, produites par les bombes très chrétiennes?...

« Que les braves (et ils sont en grand nombre) qui

[1] *Journal* des opérations de l'artillerie et du génie.

ont le courage et le désir de tuer des ennemis soient prêts à se servir de leurs fusils, mais par charité, *per carita,* qu'ils ne soient pas impatients ! Qu'ils attendent que l'ennemi soit très près pour que le coup qu'ils lui lâcheront l'empêche de fuir. Quand il aura ouvert la brèche, laissons-le monter en masse à l'assaut, et puis que chacun fasse son devoir : la mitraille, l'arme à feu et la pique !

« Que ceux qui ont peur (et ils sont le plus petit nombre) se cachent, ils nous aideront ensuite à chanter victoire !

« *La Commission des barricades.* »

Pendant cette même journée du 13 juin, une frégate française, *Le Magellan* (capitaine de vaisseau Lugeol commandant), abordait en vue du petit port de Porto-d'Anzio, l'antique Antium, capitale des Volsques, à environ cinquante kilomètres au sud-est d'Ostia. On savait qu'il y avait à Porto-d'Anzio, à côté du fort occupé par les Romains, une fabrique de projectiles qui approvisionnait la place. En conséquence, la frégate française, partie le 12 juin de Fiumcino, débarquait, le lendemain, le capitaine d'état-major Castelnau, dont nous avons déjà raconté le hardi coup de main sur Fiumcino, escorté d'une section du 66e de ligne commandée par M. Germain, sous-lieutenant. Un détachement de marins, avec deux petits obusiers, prenait terre également et formait les faisceaux sur le rivage pendant que le capitaine Castelnau et la section d'infanterie se rendaient à la fabrique d'armes. La frégate venait s'embosser à demi-portée de canon du fort des Romains, l'équipage en branle-bas de combat, les pièces chargées.

A la fabrique, le capitaine d'état-major fait comparaître le directeur, un Belge à l'aspect débonnaire, entre deux fantassins baïonnette au canon et lui

demande ses approvisionnements. L'industriel répond qu'ils sont dans le fort. M. Castelnau l'engage alors à détruire ses appareils, le Belge déclare que ce sera sa ruine et s'y refuse. Le capitaine Castelnau le menace de mettre le feu à la fonderie, le directeur belge consent alors à tout ce que demande le terrible officier français[1]. Celui-ci d'ailleurs n'abuse pas de son autorité et se contente de faire mettre hors de service, par les hommes du détachement, les fourneaux et les principales pièces des appareils. Il exige cependant du directeur l'engagement de ne plus fondre de projectiles avant la fin du siège, qui lui est annoncée comme prochaine.

Le capitaine Castelnau fort expéditif se dirige ensuite sur le fort, toujours suivi de sa section d'infanterie que vient renforcer la compagnie de débarquement. Le poste romain, qui composait toute la garnison du petit fort, avait eu l'imprudence de sortir et les marins l'avaient déjà entouré et mis dans l'impossibilité de défendre la porte. Le commandant du fort, jeune officier romain de l'ancienne armée pontificale, n'avait pas été prévenu et faisait la sieste, habitude toute romaine. A peine éveillé, il voit introduire dans sa chambre le capitaine Castelnau qui, en homme pressé, l'invite à lui livrer sans aucun retard ses approvisionnements en poudre et ses projectiles.

Alors s'engage ce singulier colloque : « Vous êtes malade, monsieur, s'écrie en riant le commandant romain, le soleil de Rome aura troublé votre esprit, vous êtes fou ! » Le capitaine le prenant par le bras, lui

[1] Le capitaine Castelnau, destiné à devenir général de division, aide de camp de l'empereur, directeur général du personnel au ministère de la guerre et à justifier par ses services un si brillant avancement, avait une physionomie extrêmement dure, osseuse, avec d'énormes sourcils très noirs et de grosses moustaches. Il était le premier à reconnaître son aspect rébarbatif.

montre la frégate, *Le Magellan*, avec ses deux batteries prêtes à ouvrir le feu. Épouvanté, le Romain lui remet les clés des magasins d'approvisionnement mais exige un reçu. « Un reçu! s'écria en riant à son tour Castelnau, vous êtes malade! Le soleil de Porto-d'Anzio aura troublé votre esprit, vous êtes fou! Nous sommes des soldats et non des négociants, nous avons fait une opération de guerre et non une transaction de commerce. »

Et entraînant son hôte qui était un peu son prisonnier, le capitaine d'état-major français appelle soldats et matelots, fait embarquer des barils de poudre, des caisses de cartouches et de mitraille et des boulets [1]. Par prudence, le détachement encloua quatre canons de 36 et submergea un grand nombre de projectiles avariés [2], qui ne valaient pas l'embarquement mais dont se seraient peut-être contentées les batteries romaines.

Le détachement revint à bord, sans aucune précipitation. Débarqué dans la nuit à Fiumcino, il rentrait au camp le 14 juin, dans l'après-midi. Le général en chef mit à l'ordre de l'armée le capitaine Castelnau, le sous-lieutenant Germain, l'enseigne de vaisseau du *Magellan*, plusieurs militaires et marins qui avaient pris part au coup de main [3].

Le même jour, M. de Corcelles écrivait à M. de Gérando, seul fonctionnaire demeuré à l'ambassade de France à Rome :

« Quartier général de la villa Santucci,
le 13 juin 1849.

« Monsieur le Chancelier,

« J'apprends, à mon arrivée au quartier général, que le gouvernement romain, répondant hier à la der-

[1] Balleydier, *La Révolution à Rome*, t. II. Paris, Colmon, 1851, p. 170.
[2] Balleydier, *La Révolution à Rome*, t. II, p. 172.
[3] *Historique* du 66e de ligne.

nière sommation de M. le général Oudinot, a déclaré qu'à ses yeux la reprise des hostilités, avant que l'on pût connaître la décision du gouvernement français sur le projet de traité de M. de Lesseps, était une atteinte portée au droit des gens.

« J'affirme que les négociations de M. de Lesseps ont été officiellement désavouées par une dépêche du Ministre des affaires étrangères dès le 26 mai, et que le 29 du même mois une autre dépêche contenait la révocation de tous les pouvoirs de M. de Lesseps.

« Si M. de Lesseps a été révoqué le 29 mai, comment aurait-il eu qualité le 31 pour conclure avec le gouvernement romain un traité qui, dans tous les cas, devait être ratifié?

« En ce qui touche la ratification, voici la vérité : un nouveau ministère constitué dans les premiers jours de juin m'a fait l'honneur de me confier la mission extraordinaire que je remplis en ce moment. C'est le 6 juin que je suis parti de Paris, quelques heures après le retour de M. de Lesseps. Eh bien, j'affirme encore que le gouvernement dont je suis l'organe n'a pas hésité un seul instant à rejeter le traité apporté par M. de Lesseps.

« L'exposé de ces faits, ma présence au camp, les pouvoirs dont je suis revêtu attestent suffisamment que le gouvernement romain serait dans la plus complète erreur, s'il pensait pouvoir justifier, par l'attente d'une ratification qui n'a pu se réaliser, la prolongation d'une résistance si contraire à la véritable cause de la liberté romaine et aux intérêts que l'on prétend défendre.

« J'ai pensé, Monsieur, que vous deviez, par tous les moyens qui sont encore en votre pouvoir, réfuter l'erreur du gouvernement romain.

« La France n'a qu'un but dans cette lutte douloureuse : la liberté du chef vénéré de l'Église, la liberté

des États romains et la paix du monde. La mission qui m'a été confiée est essentiellement libérale et protectrice des populations que l'on réduit à de telles extrémités.

« Agréez, je vous prie, Monsieur, l'expression de ma considération la plus distinguée.

« *L'Envoyé extraordinaire de la République française,*
« Fr. de Corcelles [1].

« *P.-S.* Mes instructions sont entièrement conformes à celles de M. le général Oudinot. »

M. de Gérando communiqua la lettre du nouveau ministre de France à Mazzini, qui devait y répondre le surlendemain.

L'armée vaillante et disciplinée, qui combattait et travaillait sous les murs de Rome, ne se doutait pas que l'annonce de ses succès soulèverait dans son propre pays les colères du parti radical et provoquerait de regrettables désordres. Déjà la séance du 12 juin avait été des plus tumultueuses. L'intransigeante minorité avait couvert de ses huées et de ses imprécations la lecture par le ministre des affaires étrangères des dépêches du général Oudinot et les déclarations de M. de Tocqueville, affirmant que, grâce aux sages dispositions du commandement, l'occupation de Rome se ferait « avec aussi peu d'effusion de sang que possible [2] ».

Les agitations parlementaires ont été trop souvent le prétexte et le prélude des émeutes populaires.

[1] *Papiers* du général de Tinan ancien chef d'état-major du corps expéditionnaire.
[2] Discours de M. de Tocqueville, ministre des affaires étrangères, à l'Assemblée nationale législative, séance du 12 juin. (*Moniteur* du 13 juin 1849.)

Le 13 juin des attroupements séditieux se formaient au Château-d'Eau et devant la porte Saint-Martin, le ministre des travaux publics M. Lacrosse était insulté et assailli par des forcenés qui voulaient lui faire crier : *Vive la République romaine*[1] ! On le dégagea à grand'peine et il fallut l'intervention de nombreuses patrouilles pour rétablir l'ordre sur les boulevards. Des désordres plus graves se préparaient en province et l'écho devait en être singulièrement douloureux pour nos braves soldats de Rome.

La défense de l'ennemi ne faiblissait pas; une grande partie de l'épaulement du bastion 7 avait été démolie pendant la journée du 13; le lendemain il était refait en sacs à terre couronné de créneaux et ouvrait un feu de mousqueterie très vif sur la batterie n° 5, qui dut activer son feu et même tirer à mitraille pour débusquer les fusiliers romains[2]. Le bastion 6 avait engagé un véritable duel d'artillerie contre la batterie n° 4 : à la fin de la journée, il avait démoli les créneaux et bouleversé le parapet de la batterie française; notre batterie n° 2 avait à lutter contre les trois batteries romaines du Testuccio, de Saint-Alexis et de Saint-Saba.

Pendant la nuit du 14 au 15, les travaux continuèrent dans la tranchée avec une grande activité. On termina la place d'armes à soixante mètres des saillants. La brigade Levaillant (Jean) fut placée provisoirement sous les ordres du général Regnaud d'Angély, en première ligne[3].

[1] *Moniteur* du 14 juin 1849.

[2] *Journal* des opérations de l'artillerie et du génie.

Le général Vaillant et le général Thiry ont constaté dans le *Journal* la mauvaise confection des fusées d'obus qui éclataient presque toutes avant l'arrivée du projectile à son but.

Le général Espivent de la Villeboisnet nous a confirmé cette remarque.

[3] Officier d'état-major, *Précis historique et militaire*. p. 66.

Pendant la journée qui venait de s'écouler, du côté de Ponte-Molle l'ennemi avait prononcé une vigoureuse attaque. Le 3e bataillon du 13e de ligne, sous les ordres du commandant Beuret, occupait la position; ses avant-postes étaient auprès d'une chapelle, à cent mètres de la tête du pont. Vers onze heures la fusillade commençait; les Romains avançaient de maison en maison, tandis que certains d'entre eux s'embusquaient derrière d'énormes tonneaux remplis de fascines qu'ils roulaient sur le chemin [1].

La compagnie d'avant-postes du 13e de ligne qui n'avait avec elle qu'un officier, quitta hardiment le petit épaulement crénelé et la chapelle qui l'abritaient pour se porter en avant et empêcher l'ennemi de pénétrer dans les maisons. Cette vigoureuse offensive effraya les rouleurs de tonneaux qui les abandonnèrent et se rejetèrent dans la maison aux volets verts, la *Maison verte* comme on l'appelait. Leur feu devint très vif, à l'abri des ouvertures; en même temps des tirailleurs cherchaient à tourner la position [2]. Mais le commandant Beuret était arrivé avec son bataillon au pas de course et avait refoulé l'ennemi en déployant deux compagnies dans les vignes et sur les deux côtés de la route, les appuyant énergiquement avec le reste du bataillon. L'ennemi soutint le combat jusqu'à neuf heures du soir, il se retira alors sur le mont Parioli. Le commandant Beuret [3] avait fait pousser les tonneaux enflammés jusque dans les maisons où les Romains s'étaient embusqués, le vent activa l'incendie que l'ennemi pouvait aisément

[1] Capitaine d'état-major VERTRAY, *Album*.
[2] *Historique* du 13e de ligne.
[3] Le commandant Beuret était général de brigade au début de la campagne d'Italie de 1859, il trouva une mort glorieuse à la tête d'une brigade de la division Forey, au combat de Melegnano.

distinguer du plateau qu'il occupait. Le bataillon du 13e de ligne reprit ses positions, n'ayant eu que quatre soldats tués et dix-huit blessés [1]. A la suite de ce combat, MM. Payen, lieutenant, Taillant, Fournier, Legendre, sous-lieutenants, Serras, Forestier, et Bernard, sergents, sont cités à l'ordre du jour [2].

Les Romains recommencent, leur attaque au point du jour [3]; douze cents hommes appartenant à tous les corps de l'armée révolutionnaire s'avancent en une colonne profonde, précédée de deux à trois cents tirailleurs, ils se dirigent en criant sur la tête de pont. Deux pièces de campagne, placées sur leur flanc et la batterie de la porte du Peuple les soutiennent en lançant une grêle de boulets qui, pour la plupart, vont ricocher dans le Tibre. La maison des volets verts a été crénelée; elle est occupée par des voltigeurs du 13e de ligne, qui, comme la veille, ont voulu sortir de l'abri et aller au-devant de l'ennemi, mais l'artillerie romaine a rectifié son tir et ses projectiles obligent les voltigeurs à rentrer dans la maison et dans la chapelle. Bientôt il leur faut évacuer les deux bâtiments et se retirer derrière les parapets de la tête de pont [4].

Du côté du mont Parioli, de nouvelles troupes romaines sont signalées et vont renforcer l'ennemi dont l'attaque progresse toujours. Les Romains ont trouvé des barques et tourneront la gauche de notre position. C'est alors que le bataillon Beuret entre tout entier en ligne, se portant au pas de course sur les Romains, franchissant le pont et se déployant sur la gauche. La fusillade s'engage à bout portant dans les roseaux [5]. L'ennemi plie aussitôt en laissant

[1] *Historique* du 13e de ligne.
[2] *Ibid.*
[3] Officier d'état-major, *Précis historique et militaire*, p. 66.
[4] Capitaine d'état-major VERTRAY, *Album.*
[5] *Ibid.*

sur le terrain de nombreux morts et blessés et sept à huit cents cartouches[1]. Il se retire sur le mont Parioli.

Il est trois heures[2]. Le général de division Gueswiller arrive avec quatre compagnies du 13e léger commandées par le chef de bataillon Guyot de Lesparre. Ce demi-bataillon[3] se déploie, encadrant les vaillantes fractions du 13e de ligne; il se porte rapidement sur une maison au nord du mont Parioli, devant laquelle les Romains ont placé une pièce de 12 et des troupes d'infanterie.

A l'arrivée du demi-bataillon du 13e léger, que les Romains présument être l'avant-garde d'une colonne importante de renfort, ils tirent précipitamment quelques coups de canon, mais les carabiniers du 2e bataillon arrivent à la baïonnette, avec le brave capitaine Govon toujours en avant. La pièce est rattelée et s'éloigne dans la direction du mont Parioli pendant que l'infanterie romaine tente de disputer le terrain et arrête les carabiniers du 13e léger. Alors le commandant de Lesparre entraîne la 1re compagnie, à travers les roseaux qui bordent le chemin de halage sur la rive gauche du Tibre, et s'engage dans un sentier étroit et difficile qui dissimule ses hommes. La position est tournée[4].

Un tambour nommé Gillard arrive le premier sur la position ennemie, battant la charge à tour de bras. Les Romains épouvantés se retirent en désordre poursuivis par la 1re compagnie (capitaine Lebailly), puis bientôt par les carabiniers qui ont également dispersé les tirailleurs ennemis et enfin par les deux autres compagnies, qui gravissent à leur tour la hau-

[1] Capitaine d'état-major Vertray, *Album*.
[2] Officier d'état-major, *Précis historique et militaire*, p. 66.
[3] L'autre demi-bataillon avait été laissé en réserve à Ponte-Molle sur l'ordre du général de division.
[4] *Historique* du 88e de ligne (ancien 13e léger).

teur. Une demi-section de la 1re compagnie, dix-neuf hommes[1], se rejetant tout à fait à gauche, arrive à la baïonnette sur l'arrière-garde des Romains et, malgré l'infériorité du nombre, l'attaque résolument.[2] Le demi-bataillon Guyot de Lesparre, puis le bataillon Beuret viennent à la rescousse[3], la fusillade reprend sur toute la ligne française, le général Gueswiller court à cheval au milieu des tirailleurs, les animant de la voix et du geste. L'ennemi est poursuivi jusqu'aux batteries de la porte del Popolo, qui n'osent plus tirer de crainte de le canonner lui-même. Lorsqu'il a gagné la villa Borghèse les pièces romaines recommencent leur feu.

La nuit était venue, et nos troupes se trouvaient trop dispersées dans la plaine couverte de roseaux touffus et de broussailles, qui pouvaient ménager une embuscade. L'ennemi n'était plus en vue, le général Gueswiller fait sonner la retraite pour réunir les compagnies un peu éparses et les ramener sur la rive droite du Tibre et en face de Ponte-Molle[4]. Ce fut une joyeuse retraite que ce retour de victoire, sous un ciel radieux, le long des bords du Tibre. Officiers et soldats chantaient gaiement; les blessés eux-mêmes, au nombre d'une vingtaine, avaient un air de fierté et de bonheur. Il y avait entre autres, porté sur deux fusils, le sergent Guinchard, blessé grièvement d'un coup de mitraille à la poitrine au moment où il détournait un coup de baïonnette dirigé contre le tambour Gillard, le tambour d'avant-garde. Nous avions à regretter cinq morts, deux caporaux, Grèle et Anal, un carabinier, Lichtemberger et deux chasseurs du 13e léger Glaise et Meunier[5].

[1] *Historique* du 88e de ligne (ancien 13e léger).
[2] *Ibid.*
[3] *Ibid.*
[4] *Ibid.*
[5] Capitaine d'état-major Vertray, *Album.*

L'ennemi avait fait des pertes considérables; beaucoup d'hommes hors de combat étaient cachés par les roseaux[1]; le lendemain, il devait demander trois heures de trêve pour enterrer ses morts et ramener plusieurs voitures chargées de cadavres et de blessés.

Le général Gueswiller mit à l'ordre de la division le chef de bataillon de Lesparre, le capitaine adjudant-major Vallet, le capitaine Lebailly, le lieutenant Lapedagne et le médecin aide-major Vaghette, qui s'étaient fait remarquer par leur sang-froid et leur entrain. Le général reçut lui-même les félicitations du général en chef.

On remarqua que les Romains s'étaient retirés non dans l'enceinte mais sur le mont Parioli et qu'ils y avaient bivouaqué, ce qui indiquait, de leur part, l'intention de reprendre le combat. Dès lors les troupes d'avant-postes auraient dû être renforcées, un officier général lui-même aurait dû se trouver dès le matin sur nos positions pour diriger l'offensive ou pour préparer une vigoureuse contre-attaque, dès que l'ennemi renouvelerait sa tentative. Ces précautions furent négligées.

Le général Oudinot recevait, dans la soirée du 15, par le parlementaire, la réponse de Mazzini à M. de Gérando, long document, plein d'amertume et d'irritation, qui constituait un véritable mémoire. Il débutait ainsi.

« Rome, 15 juillet 1849.

« Monsieur,

« La lettre que M. de Corcelles vous écrit en date du 13, et que vous avez bien voulu me communiquer, n'infirme en rien, vous devez l'avoir vu dès l'abord,

[1] *Historique* du 88e de ligne (ancien 13e léger).

le sens de la réponse de l'Assemblée constituante romaine. Peu importe la date de telle ou telle dépêche française; peu importe que M. de Lesseps fût ou non révoqué au moment de la signature apposée par lui à la convention du 31 mai.

« Il y a un mot qui répond à tout : *l'Assemblée n'en a rien su; elle n'a jamais eu communication officielle de ces dépêches.*

« La question diplomatique est donc ainsi posée par nous.

« M. de Lesseps était ministre plénipotentiaire de France en mission à Rome. Il était tel pour nous le 31 mai comme avant. Rien n'était venu nous avertir du contraire. Nous traitions donc en pleine bonne foi avec lui, comme si nous traitions avec la France et cette bonne foi nous a valu l'occupation de Monte-Mario dans la nuit du 28 au 29 mai. Engagés dans une discussion pacifique avec M. de Lesseps, ayant à cœur d'éviter tout ce qui aurait pu précipiter les esprits vers une solution contraire à nos vœux, et ne pouvant nous résoudre à croire que la France voudrait initier sa mission protectrice par le siège de Rome, nous regardions faire. A chaque mouvement de troupes, à chaque opération de détail tendant à restreindre l'enceinte militaire, et à se rapprocher pas à pas des positions que nous aurions pu fort bien défendre, M. de Lesseps nous disait qu'il ne s'agissait, du côté des Français, que de donner satisfaction à l'excitation fiévreuse des troupes fatiguées de leur immobilité; il nous suppliait, au nom des deux pays et de l'humanité, d'éviter toute rencontre hostile, de mettre toute confiance en lui, et de ne rien craindre pour les conséquences. Nous cédions de bon gré. Je m'en repens aujourd'hui pour ma part. Je m'en repens, non que je craigne pour Rome, mais parce que ce sont des poitrines de braves qui défen-

dent ce que de bonnes positions auraient pu défendre. »

Mazzini revenait alors sur les négociations du 31 mai avec M. de Lesseps, sur l'ultimatum du général Oudinot, sur l'interprétation donnée à ces mots « l'attaque de la place sera différée jusqu'au lundi matin 4 juin au moins », en dépit de laquelle les villas avaient été attaquées le dimanche 3 juin. Il protestait contre la capture des défenseurs des villas[1] et reprenait en termes indignés :

« Maintenant que nous fait, je vous le demande, Monsieur, la dépêche du 26 mai, citée pour la première fois dans la lettre de M. de Corcelles? Que font au gouvernement romain les dépêches citées par le général Oudinot? Nous n'avons jamais vu ces dépêches, leur contenu ne nous est nullement connu, il ne nous a pas été communiqué officiellement. Nous avons d'un côté les affirmations du général Oudinot, de l'autre celles du ministre plénipotentiaire français, elles se contredisent. Que la France arrange tout cela si elle peut, de manière à mettre à couvert son honneur. Entre un ministre plénipotentiaire et le général d'un corps d'armée, notre Assemblée a cru pouvoir se rattacher à la tradition des faits établis par le plénipotentiaire. Je trouve qu'elle a bien fait et je vous fais observer, Monsieur, que c'est aujourd'hui seulement le dixième jour du siège de Rome, que la présence de M. de Corcelles au camp, en qualité de Ministre envoyé, nous est officiellement, bien qu'indirectement, connue.

[1] Nous avons indiqué, à la date de ces événements, les prétentions du triumvirat et l'interprétation donnée par Mazzini à la lettre du général Oudinot. Nous nous bornons donc à les résumer.

« Pesez les dates des notes officielles, comparez-les à la date de l'occupation de Monte-Mario et des opérations de l'armée française; et dites-moi, Monsieur, si en examinant froidement la question diplomatique, l'Europe ne sera pas conduite à dire : « Le gouverne-« ment français n'a voulu que jouer le gouvernement « romain. Le général Oudinot a déloyalement profité « de la bonne foi des hommes qui le composent pour « resserrer le cercle de l'attaque, pour occuper des « positions favorables, pour se ménager la possibilité « de surprendre la ville. Ou la dépêche du 26 n'existe « pas, ou bien elle n'a pas été communiquée à temps « à M. de Lesseps. » La dépêche du 29 mai était en effet connu au camp français dans la matinée du 1er juin; celle du 26 pouvait donc se trouver entre les mains du général Oudinot dès le 29 mai. Si le général en chef ne la produisit pas à cette époque pour suspendre toute négociation et le négociateur lui-même, on pourrait penser qu'il voulait se prévaloir de ce semblant de négociation qui paralysait la surveillance et les forces du peuple romain, pour s'emparer sans rencontrer de résistance peu à peu des meilleures positions; sûr qu'il était, en produisant la dépêche du 26, de faire cesser à sa volonté toute négociation qui ne lui plairait point et tout armistice, dès qu'il serait prêt à agir.

« Permettez-moi de vous le dire, Monsieur, avec la franchise qui sied à un homme de cœur; la conduite du gouvernement romain n'a jamais, pendant les négociations, dévié d'une seule ligne du chemin de l'honneur. Le gouvernement français ne peut pas en dire autant. La France, Dieu merci, n'est pas en question, brave et généreuse nation, elle est victime d'une basse intrigue, comme nous le sommes.

« Aujourd'hui vos canons tonnent contre nos murs, vos bombes pleuvent sur la ville sainte, la France a

eu la gloire, cette nuit, de tuer une pauvre jeune fille du Transtevère qui dormait à côté de sa sœur.

« Nos jeunes officiers, nos militaires improvisés, nos hommes du peuple tombent sous votre feu en criant : Vive la République! Les braves soldats de la France tombent sous le nôtre, sans cri, sans murmures, comme des hommes déshonorés. Je suis sûr qu'il n'y en a pas un seul qui ne se dise en mourant, ce qu'un de vos déserteurs nous disait aujourd'hui : « Nous sentons en nous quelque chose « comme si c'était des frères que nous combattions. »

« Et cela pourquoi? Je n'en sais rien, vous n'en savez rien. La France n'a pas ici de drapeau; elle combat des hommes qui l'aiment et qui, hier encore, avaient foi en elle. Elle cherche à incendier une ville qui ne lui a rien fait, sans programme politique, sans but avoué, sans droit à réclamer, sans mission à remplir. Elle joue, par ses généraux, la partie de l'Autriche et elle n'a pas le triste courage de l'avouer. Elle traîne son drapeau dans la fange des conciliabules de Gaète et recule devant une déclaration franche et nette de restauration cléricale. M. de Corcelles ne parle plus d'anarchie et de factions, il n'ose pas, mais il écrit comme un homme troublé cette phrase inconcevable : « La France a pour but la « liberté du chef vénéré de l'Église, la liberté des États « romains et la paix du monde. »

« Nous, au moins, nous savons pourquoi nous combattons et c'est parce que nous le savons que nous sommes forts. Si la France représentait ici un principe, une de ces idées qui font la grandeur des nations et qui ont fait la sienne, la bravoure de ses enfants ne se briserait pas contre la poitrine de nos jeunes recrues.

« C'est une bien triste page, Monsieur, qui s'écrit en ce moment, par la main de votre gouvernement,

dans l'histoire de la France : c'est un coup mortel porté à la Papauté que vous voulez soutenir et que vous noyez dans le sang; c'est un abîme sans fond qui se creuse entre deux natious appelées à marcher ensemble pour le bien du monde et qui depuis des siècles se tendaient la main pour s'entendre: c'est une profonde atteinte à la moralité des rapports entre peuples et peuples, à la croyance commune qui doit les guider, à la cause sainte de la liberté qui vit de cette croyance, à l'avenir, non de l'Italie, la souffrance est un baptême d'avancement pour elle, mais de la France qui ne peut se maintenir au premier rang si elle abdique les mâles vertus de la croyance et l'intelligence de la liberté.

« Croyez-moi, Monsieur,

« Votre dévoué,
« J. Mazzini[1]. »

Ainsi donc c'était toujours la guerre, la continuation de la lutte, du moins jusqu'au jour où la brèche s'ouvrirait toute grande, jusqu'à l'heure où nous donnerions l'assaut au Janicule...

[1] *Papiers* du général de Tinan.

## CHAPITRE XV

### DE VRAIS SOLDATS! — LA SORTIE DES CHEMISES BLANCHES. — SURPRISE MANQUÉE.

En dépit du service fatigant des travaux de tranchée et des piquets de garde, la santé générale des troupes restait excellente comme leur moral. Les réquisitions opérées par le service de l'intendance que dirigeait un intelligent et actif administrateur, l'intendant Paris de la Bollardière, procuraient de ressources très suffisantes en viande sur pied. Le 1er chasseurs et le 11e dragons, répartis en détachements sur les routes d'Albano, de Frascati, de Rieti et de Tivoli, capturaient toutes les voitures de vivres destinées à Rome, chargées de vins, de fruits, de laitage et même de glace et de neige. Tout était payé à l'arrivée au camp[1]. Des distributions de vin et de café étaient faites journellement, enfin le pain, cette base de l'alimentation du soldat, était devenu excellent.

[1] « Toutes les réquisitions étaient remboursées. » (Communication de M. le général Espivent de la Villeboisnet.)
Dans son *Album de l'expédition*, le capitaine Vertray constate « que ces réquisitions, avantageuses pour les habitants, n'ont pas peu contribué à maintenir la santé de nos troupes à une époque où commençait à sévir la *malaria*, c'est-à-dire les fièvres pernicieuses ».

On le fabriquait dans des fours militaires, construits sur le modèle de ceux qui avaient été trouvés à Civita-Vecchia et qui avaient été expérimentés par les troupes.

Des approvisionnements de tranchée avaient été réunis dans des caves à proximité. Parfois les projectiles ennemis brisaient une porte ou la couvraient d'éboulements. Les soldats en riaient et déblayaient avec entrain ce qui obstruait leurs petits magasins.

Malgré les mauvais journaux qui pénétraient dans le camp, malgré quelques correspondances clandestines avec des révolutionnaires de Paris ou de la province, malgré les ballots de proclamations que l'ennemi s'obstinait à lancer du haut de ses murailles, jamais la discipline ne s'affirma à la fois plus ferme et plus bienveillante de la part des officiers, plus soumise et de meilleure humeur de la part des soldats [1], reliée, cimentée par cet admirable corps de sous-officiers, les uns vieillis dans le métier sans espoir d'avancement, fiers de leurs modestes galons, les autres, jeunes, ardents, pleins d'espoir, heureux de trouver un champ de bataille sur lequel une action d'éclat, un acte d'énergie pourraient permettre de décrocher l'épaulette.

Beaucoup d'officiers avaient révélé, dans leur vie de garnison, des opinions avancées au point de vue politique, indifférentes au point de vue religieux ou même parfois hostiles à la propa-

[1] Un capitaine du 66e qui occupait avec sa compagnie l'une des maisons près de San-Pancrazio aperçoit dans l'angle d'un jardin exposé au feu de l'ennemi un abricotier couvert de fruits superbes et les fait remarquer à son lieutenant. L'un des soldats de la compagnie, nommé Cury, manifeste l'intention d'aller les chercher. Il profite de ce que le capitaine ne le voit pas, pour aller lui cueillir, sous la mitraille et la mousqueterie, une véritable corbeille d'abricots que le brave soldat présente dans son shako, faute de plateau, à ses officiers et à ses camarades.

gande catholique. D'autres avaient affirmé hautement leur foi de chrétiens, pratiquant sans timidité comme sans provocation. Depuis le débarquement, nul ne parlait de ses sentiments intimes, de ses convictions religieuses ou politiques. Certes la personne de ce doux et grand pontife qui s'appelait Pie IX, dont on connaissait les courageuses réformes et les nobles efforts pour l'indépendance italienne, inspirait à nos officiers la plus respectueuse des sympathies, et à part d'infimes exceptions, tous souhaitaient de lui voir reprendre le pouvoir dont l'avait dépossédé une révolution haineuse et déloyale. Mais en dehors de cette vénération presque unanime, les officiers du corps expéditionnaire se désintéressaient de la politique romaine, ils s'en tenaient à leur tâche : pénétrer dans cette ville où le gouvernement de la France leur avait ordonné d'entrer coûte que coûte, prendre ainsi la revanche de l'échec du 30 avril et faire flotter, ne serait-ce que pendant quelques jours, sur les remparts de l'orgueilleuse cité, le drapeau français aux trois couleurs qui symbolisait pour tous, depuis les généraux de division jusqu'au dernier des simples soldats, l'honneur et la gloire du pays!...

Aussi, malgré les affirmations des journaux jacobins de Paris, n'y avait-il aucune pression religieuse, aucune ingérence *cléricale* dans ces trois camps où se concentraient maintenant plus de vingt mille hommes. Les aumôniers restaient aux ambulances, accourant au chevet des blessés et des malades quand ceux-ci voulaient bien les accepter.

Dans les meurtrières tranchées, battues constamment par les feux de l'ennemi, dans les positions d'observation des troupes de piquet, chaque jour, cinq, six, dix hommes étaient tués ou frappés mortellement, douze, quinze, vingt, parfois une trentaine étaient blessés. Les officiers payaient largement de

leur personne, presque chaque jour deux ou trois étaient atteints.

Ceux qui mouraient à l'ambulance faisaient ordinairement preuve de la résignation chrétienne, si commune aux militaires. Malgré la souffrance, l'épuisement, la tristesse de dire adieu à leurs plus chères affections, vieux officiers et jeunes soldats acceptaient, sollicitaient même les secours de la religion[1]. Sur les tombes de ces héros, les prières de l'Église se disaient sans bruit, sans éclat, mais le plus souvent avec une ferveur communicative et l'on voyait des soldats qui, à la caserne, n'auraient peut-être pas eu le courage de proclamer leur foi religieuse, le faire en toute sincérité et en toute confiance.

Agissait-il autrement ce petit soldat du 13e léger, Cadi, un Lyonnais, qui, au premier combat de Ponte-Molle, avait traversé le Tibre à la nage pour courir plus vite à l'ennemi? Ses officiers le félicitaient de sa crânerie sous les balles. Il leur répondit modestement en montrant son talisman : la médaille de Notre-Dame de Fourvières[2].

Si le siège avançait lentement, tout indiquait qu'il avançait sûrement, et c'est ce qui maintenait le bel entrain du soldat. Le génie et l'artillerie semblaient provisoirement accaparer les premiers rôles dans la grande pièce militaire dont les Romains redoutaient le dénouement, mais l'infanterie savait bien qu'elle garderait, comme toujours, le rôle prépondérant; elle attendait avec une fébrile impatience le jour prochain de l'assaut.

Les chasseurs à pied donnaient à leur réputation de tireurs une consécration indiscutable, aux dépens

[1] « Si aux hommes de guerre vous enlevez la foi dans une autre vie, vous n'avez pas le droit d'exiger d'eux le sacrifice de leur existence. » (Discours du général du Barrail, ministre de la guerre, à l'Assemblée nationale, séance du 24 juin 1847.)

[2] Balleydier, *L'Expédition de Rome*, t. II, p. 175.

des artilleurs des remparts. Ainsi le 16 juin, au bastion 5, sur le flanc droit, un obusier qui venait d'y être placé et qui envoyait ses projectiles dans la batterie n° 4, ne put faire feu que quatre ou cinq fois. Une section de chasseurs, embusquée dans la troisième parallèle, tira sur l'embrasure avec tant de succès que l'ennemi s'empressa de la fermer avec des sacs à terre.

Les défenses des bastions 5 et 6 se trouvaient bouleversées sur les faces contrebattues [1], leur escarpe même, dans sa moitié supérieure, était déjà ruinée en partie, mais les batteries n°s 4 et 5 ne voyaient pas le revêtement assez bas pour pouvoir ouvrir des brèches praticables sur ces bastions [2]. D'autre part, à mesure qu'elles avançaient, nos tranchées étaient exposées à des feux plongeants de mousqueterie.

Le général Vaillant déclare qu'il faut éteindre ces feux et renverser à coups de canon le couronnement de l'escarpe [3], en un mot il faut construire des batteries de brèche. Trois de ces batteries sont décidées et une autre batterie sera construite sur le plateau de la villa Corsini pour contrebattre directement le front de la porte San-Pancrazio [4].

Le chef d'escadron Soleille [5] fit commencer l'emplacement de cette batterie pendant la nuit du 16 au 17, en avant même de la villa et sous un feu très vif. On lui donna le nom de batterie n° 10. Sa construction et son armement furent confiés à la 13e batterie du 3e d'artillerie (capitaine Serrand); elle devait avoir

[1] *Journal* des opérations de l'artillerie et du génie.
[2] *Ibid.*
[3] *Ibid.*
Rappelons que le tir de nos batteries ne devait pas être trop précipité car l'ardeur extrême du soleil contribuait à échauffer les pièces.
[4] *Journal* des opérations de l'artillerie et du génie.
[5] M. Soleille devint général de division et membre du comité d'artillerie.

deux pièces de 24, deux pièces de 16 et un obusier de 22 centimètres.

On travaillait en même temps aux trois autres batteries, dites batteries de brèche. La batterie n° 7 devait être établie contre la courtine, on la plaça dans la partie de la parallèle qui traverse la demi-lune, à quatre-vingts mètres de l'escarpe. La 6e batterie du 7e d'artillerie (capitaine Canu) fut chargée de sa construction et de son armement : trois pièces de 16, un obusier de 22 centimètres.

La batterie n° 8, destinée à ouvrir la face droite du bastion 6, fut établie dans la troisième parallèle, à environ soixante mètres de la face droite du bastion. Son armement, emprunté à la batterie n° 4 qui devenait inutile, devait être de deux pièces de 24 et de deux pièces de 16; sa construction fut confiée à la 16e batterie du 3e d'artillerie (capitaine Gachot).

Enfin la dernière, dite batterie n° 9, qui devait battre en brèche la face gauche du bastion n° 6, fut établie également dans la troisième parallèle, à un peu moins de soixante mètres de la face droite. La batterie n° 5, dont on avait pris les gabions et les bois de plates-formes, céda aussi son armement : deux pièces de 24 et deux de 16, et le capitaine de Rochebouët, avec la 12e batterie du 5e d'artillerie, fut chargé de la construction[1].

Les autres batteries continuaient activement leur tir. Pendant la journée du 17 juin, celui de la batterie n° 6 contre le bastion 7 fut assez efficace pour agrandir visiblement la brèche de la face droite. On apercevait distinctement que maintenant l'ennemi occupait avec de faibles détachements le bastion 6 et le bastion 7. Seule la courtine qui les réunissait restait

[1] Nos pertes diminuaient. Pendant ces vingt-quatre heures elles furent seulement de deux hommes tués et de six blessés dont un officier.

à peu près intacte et couronnée de sacs à terre[1].

Dans la soirée, les assiégés tentèrent une sortie par la porte San-Pancrazio[2]. Les postes avancés virent avec surprise une colonne en armes, dont l'uniforme paraissait un peu singulier, qui s'approchait silencieusement de nos retranchements. Le général Levaillant (Charles) et le colonel Blanchard, du 36e, commandaient le service de tranchée. Le 1er bataillon du 68e, sous les ordres du commandant Le Rouxeau de Rosencoat, était de garde aux attaques de droite, il couronna aussitôt les parapets et reçut l'ennemi par un feu de bataillon[3] qui le fit fuir en désordre vers la porte San-Pancrazio par où il avait débouché[4]. Une compagnie du bataillon, commandée par le capitaine Conscience, sortit aussitôt et poursuivit l'ennemi sans pouvoir l'atteindre, tant sa fuite avait été rapide. Une trentaine d'hommes furent relevés, quelques-uns frappés mortellement; on constata avec stupéfaction qu'ils portaient tous par-dessus leurs habits une chemise blanche. La plupart des blessés étaient des volontaires polonais[5]. Ils déclarèrent qu'ils avaient revêtu des chemises pour éviter de se tirer les uns sur les autres; la colonne était de douze cents hommes, mais dès que les feux de salve du

[1] *Journal* du siège par le général en chef. Ce journal très résumé est beaucoup moins intéressant que celui des opérations de l'artillerie et du génie dont le principal rédacteur fut le général Vaillant ou plutôt le colonel Niel, sous la direction du général.

[2] Le capitaine Vertray, dans son *Album de l'expédition*, croit que l'ennemi est arrivé par la porte Cavalleggeri, mais le *Journal* des opérations de l'artillerie et du génie, et l'*Historique* du 68e disent formellement que c'était par la porte San-Pancrazio.

[3] *Historique* du 68e de ligne.

[4] *Ibid.*

[5] Balleydier, *La Révolution à Rome*, t. II, p, 176, dit que la colonne était composée en grande partie de Polonais. Quant à ce singulier costume, il y voit une réminiscence du seizième siècle.

68e eurent accueilli la tête de colonne, celle-ci se débanda et tout le reste en fit autant. Le capitaine Conscience et le sergent Gautron, qui s'étaient distingués en repoussant la sortie, furent mis à l'ordre de l'armée[1].

Nos soldats appelèrent cette courte alerte la *sortie des chemises blanches*[2]; elle avait été si facilement repoussée que les travaux n'en avaient point été interrompus. De notre côté, les pertes devenaient minimes : deux hommes tués, un officier et cinq soldats blessés.

Au camp de Ponte-Molle, à trois heures du matin, le général de division Gueswiller avait mis en mouvement une colonne, composée de deux bataillons d'infanterie et d'un escadron de cavalerie, pour effectuer une forte reconnaissance et surtout pour faire une diversion qui permît au génie de compléter la défense de Ponte-Molle.

Le colonel de Lamarre, du 13e léger, commandait l'avant-garde, formée de la cavalerie et d'un bataillon de son régiment. Les colonnes s'avancèrent sans être inquiétées jusque sous les murs de la villa Borghèse, à moins de deux kilomètres de l'enceinte. L'ennemi qui occupait les alentours de la villa put se retirer non sans laisser entre nos mains quelques prisonniers[3].

Une compagnie de pontonniers avec son matériel était arrivée à Santa-Passera, elle fut aussitôt utilisée pour consolider le pont de San-Paolo sur le Tibre, afin de le mettre à même de supporter des passages

[1] Ces deux militaires furent décorés. (*Historique* du 68e de ligne.)

[2] Le général Vaillant dit à ce sujet dans le *Journal* des opérations : « La singularité d'un tel accoutrement frappa beaucoup la population de Rome, mais cette sortie resta pour nous presque inaperçue, attendu que l'ennemi, trouvant nos tranchées bien gardées, se retira en toute hâte. »

[3] *Historique* du 88e de ligne (ancien 13e léger).

de troupes ou de matériel considérables. Une tartane, chargée d'affûts de siège, arrivait au mouillage de San-Paolo ; les deux dernières batteries de brèche purent être terminées. Les batteries romaines ne bouchaient plus que partiellement leurs brèches, mais elles ripostaient avec énergie et leurs fusiliers gênaient toujours nos attaques par une mousqueterie bien dirigée [1].

Les travaux de la troisième parallèle éprouvaient un retard préjudiciable aux progrès de l'attaque. Quand il s'agit de pousser cette parallèle sur la gauche jusqu'à un chemin confinant à un terrain en pente, nos travailleurs durent traverser un passage battu par les feux de deux obusiers du bastion 8, flanc gauche. Dans la seule journée du 18, nous avions quatre hommes tués et vingt blessés parmi lesquels deux officiers d'artillerie, le capitaine de Rochebouët et le lieutenant Guy. Malgré sa blessure à la main, le premier de ces officiers tint à garder le commandement de sa batterie.

Pendant la nuit du 19 juin, la troisième parallèle fut sensiblement prolongée sur la gauche. Ce cheminement opposait un obstacle sérieux aux retours offensifs que l'ennemi pouvait tenter par la porte San-Pancrazio, dans le but de tourner nos attaques. On préparait également en avant de chaque batterie de brèche un débouché pour conduire les différentes colonnes d'assaut par des voies distinctes.

Le bruit s'était répandu à Rome qu'une révolution venait d'éclater à Paris et dans plusieurs villes de province : les troupes auraient pris le parti de l'insurrection, le Président de la République et ses ministres auraient été arrêtés et emprisonnés, enfin le nouveau

[1] M. Mathieu, capitaine adjudant-major au 20e de ligne, eut le bras droit emporté par un boulet. M. Renaud, capitaine de grenadiers au 32e, avait une jambe traversée de deux coups de feu. (*Journal* du siège.)

gouvernement aurait choisi pour chef Ledru-Rollin, l'ami et le défenseur de la Révolution romaine. Les triumvirs et leurs partisans n'étaient peut-être pas absolument convaincus de l'authenticité de la nouvelle, mais ils la colportaient dans tous les lieux publics. On illumina à Rome dans la soirée du 19 juin, au son des cloches, des roulements de tambour, etc.

La déception était prochaine, car les tentatives révolutionnaires avaient été énergiquement réprimées. A Paris mis en état de siège, le général Changarnier et ses régiments étaient acquis au parti de l'ordre et au gouvernement que soutenait d'ailleurs la majorité de l'Assemblée législative. Ledru-Rollin avait dû s'enfuir en Angleterre.

Partout les émeutiers avaient été vaincus : à Toulouse, à Dijon, à Reims. Malheureusement, à Lyon, dans la journée du 15 juin, la résistance dura plus longtemps et exigea une répression plus rigoureuse[1]. Mais là, comme dans la capitale, l'émeute était vaincue et l'ordre rétabli.

Dans leur impatience de voir cesser nos attaques toujours plus proches, les journaux romains criaient au vandalisme en publiant des nouvelles absolument inexactes, comme celle-ci : « Hier, les bombes françaises pleuvaient dans la ville et notamment au Gésu, à San-Andreo della Valle, au Capitole, au Forum[2] », et enfin ce cri d'indignation contre ce qui leur semblait un outrage à la majesté romaine : « Un boulet de canon frappa la façade du palais du triumvirat à Monte-Cavallo[3] ! »

[1] La garnison de Lyon dut employer le canon pour démolir certaines barricades défendues avec un acharnement inouï. Elle perdit quatre-vingts hommes. Un régiment qui avait acquis une glorieuse réputation en Afrique, le 17e léger, fut particulièrement éprouvé.

[2] *Riforma*, n° du 20 juin 1849.

[3] *Ibid.*

En réalité nos projectiles ne frappaient que les ouvrages de la rive gauche, mais le tir des nouvelles batteries de brèche s'affirmait singulièrement efficace et les Romains commençaient à douter de la fameuse Révolution parisienne, annoncée à grand fracas par le triumvirat et la commission des barricades. La batterie n° 10 avait ouvert son feu le 19 au matin, elle avait fait taire la batterie du front de la porte San-Pancrazio[1]. Malgré la mise hors de service d'une embrasure et la cassure sur affût d'un obusier[2], le capitaine Serrand, qui commande la batterie n° 10, continue le feu sans relâche, il fait brèche dans la villa Giraud (le Vascello) et l'on saura bientôt que le feu de ses pièces a rendu inhabitable la maison Garibaldi, « le pivot de la défense de la rive gauche[3] ».

En prolongeant la troisième parallèle dans la journée du 20 juin, les attaques de gauche allaient menacer à moins de cent mètres des lignes françaises les maisons occupées par l'ennemi en avant de la porte San-Pancrazio. Le général Vaillant demanda l'occupation pendant la nuit d'une grande maison, dite casa Giacometti, située à droite et en avant de la villa Corsini[4], sur le bord du chemin de San-Pancrazio, d'où l'ennemi inquiétait nos travailleurs et nos canonniers[5]. Le général de division Rostolan désigna le 32e de ligne pour fournir une compagnie d'élite à laquelle seraient adjoints quatre sapeurs du génie. Le colonel Bosc, du 32e, choisit la compagnie de grenadiers du 2e bataillon, commandée par le capitaine Nénon, officier expérimenté et plein de sang-froid.

[1] Un capitaine d'artillerie romaine qui pointait lui-même ses pièces avec beaucoup d'habileté avait été blessé gravement à cette batterie.
[2] *Journal* des opérations de l'artillerie et du génie.
[3] *Journal* du siège.
[4] *Journal* des opérations de l'artillerie et du génie.
[5] *Historique* du 32e de ligne.

Le détachement partit à minuit, par une nuit très noire. Pour contourner la villa par la droite, en évitant le feu de la courtine, on s'engagea dans une petite vigne adossée au rempart. L'obscurité était telle que la tête de colonne fut séparée du reste de la troupe. On avait eu le tort de ne pas faire conduire ce détachement par un officier d'état-major ou du génie connaissant un peu la situation de la maison, ne fût-ce que par le plan directeur. Les sapeurs du génie marchaient en tête avec le capitaine et quelques grenadiers, des éboulements obligèrent encore cette petite troupe à se fractionner.

Le capitaine Nénon, deux grenadiers et un sapeur du génie se trouvaient isolés sous une voûte, quand un groupe de trois soldats romains sortit de la villa, par la porte de l'ouest, la seule qui ne fût pas barricadée. D'un bond les quatre Français se sont rués sur les Romains à l'arme blanche, le capitaine a passé son sabre au travers du corps d'un bersagliere lombard, les trois soldats ont embroché ou assommé à coups de crosse les deux autres défenseurs de la villa [1].

La compagnie se rapprochait, mais au lieu de continuer à observer le silence, les premiers arrivés veulent incendier la maison. Le bruit attire à la façade de derrière les défenseurs qui dégarnissent alors l'autre façade; ils font feu par les fenêtres [2]. Le capitaine Nénon, deux grenadiers et un sapeur sont tués, huit soldats sont blessés [3]. Le lieutenant de la compagnie de grenadiers fait enlever son capitaine et les autres morts, il ordonne la retraite. Le coup de main avait échoué [4].

[1] *Journal* des opérations de l'artillerie et du génie.
[2] *Historique* du 32e de ligne.
[3] *Journal* des opérations de l'artillerie et du génie.
[4] L'*Historique* du 32e ajoute : « Le lendemain, elle (la compagnie) demanda à faire partie d'une colonne d'assaut pour venger son échec et son chef. Heureux ceux qui se font aimer ainsi. »

## CHAPITRE XVI

### TROIS BRÈCHES. — L'ASSAUT DU 21 JUIN.

Sous le tir des batteries de brèche, les retranchements de Rome continuaient à s'ébouler. Pour adoucir la rampe aux colonnes d'assaut, les pièces tiraient maintenant à faible charge sur les terres, car le parement extérieur du mur était complètement détruit[1].

Dès les premières heures du jour, le commandant Galbaud du Fort, chef d'attaque, assisté du capitaine Provost, appartenant comme lui à l'arme du génie, dirigeait deux brigades de sapeurs de soixante hommes et cinq cents travailleurs d'infanterie. On élargissait les tranchées ainsi que les boyaux de communication qui devaient conduire de la troisième parallèle aux brèches du front 6-7. En outre un approvisionnement de gabions, fascines, sacs à terre et outils était préparé et déposé le plus près possible des points où les colonnes d'assaut viendraient déboucher[2].

Les progrès des travaux de siège et des attaques d'artillerie n'avaient pas échappé, non seulement aux officiers, mais même aux soldats appartenant aux troupes campées à proximité. Aussi le bruit s'était-il

[1] Officier d'état-major, *Précis historique et militaire*, p. 69.
[2] *Journal* des opérations de l'artillerie et du génie.

répandu aux camps de la villa Maffei et de San-Paolo que les murs d'enceinte étaient effondrés et des militaires de tous les régiments voulaient toujours se glisser dans les tranchées. Le sévère général Vaillant et ses officiers les obligeaient à s'éloigner et les soldats déçus revenaient sous leurs tentes en déclarant que l'heure de l'assaut n'était pas prochaine...

Le secret resta donc bien gardé quand le 21 juin, à trois heures de l'après-midi, les généraux Vaillant et Thiry annoncèrent au général en chef « que les trois brèches faites, l'une à la face droite du bastion 6, l'autre à la face gauche du bastion 7, la troisième à la courtine intermédiaire, étaient également praticables[1] ».

Dans la tranchée, sous les détonations ininterrompues des batteries de brèche, il fut tenu un rapide conseil de guerre entre les trois généraux[2]. L'assaut fut décidé pour le soir même, mais en se bornant à la prise de possession du front 6-7. Les colonnes ne devaient pas chercher à pénétrer plus loin et à enlever de vive force la seconde ligne de défense. Le commandant supérieur du génie insista pour « ne rien livrer au hasard sur un terrain qui nous était encore tout à fait inconnu et ne pas s'exposer à compromettre, au milieu de résistance ou d'obstacles imprévus, le succès de la marche méthodique et sûre que nous avions suivie jusqu'alors[3] ».

Le général Vaillant déclara en outre que le moment le plus convenable pour l'assaut paraissait être la

[1] *Journal* des opérations de l'artillerie et du génie.

[2] *Journal* des opérations de l'artillerie et du génie. (Observations personnelles du général Vaillant.)

[3] Le général Vaillant eut le tort, et il le reconnut plus tard, de ne pas se préoccuper suffisamment des positions dominantes de cette seconde ligne de défense. L'éminent écrivain militaire que nous avons déjà cité, le général H. Bernard, dans son *Traité de tactique*, tome V, au chapitre : Siège de Rome, le constate et rappelle qu'avant l'assaut, il eût été prudent d'éteindre ou tout au moins de contrebattre le feu des batteries qui pouvaient y être établies par les Romains.

**SAPEURS-MINEURS.**

(4 juin 1849.)

chute du jour, qu'il suffirait de trois colonnes composées de deux compagnies d'élite et d'une brigade de trente sapeurs pour monter, sans bruit, à l'assaut des brèches qui seraient désignées à chacune d'elles par le colonel Niel, son chef d'état-major. Il fixa la composition des colonnes de travailleurs, des troupes de réserve, des gardes de tranchée, leurs emplacements, les consignes qui devaient leur être données et demanda que deux diversions fussent faites dans la journée :

1° Une démonstration faite ostensiblement par des troupes qui occuperaient les hauteurs dominant la route qui conduit à la porte San-Paolo, comme si l'on projetait une attaque de nuit sur cette portion de l'enceinte : 2° la marche de tout ou de partie de la division Gueswiller sur la route qui mène à la porte del Popolo, comme si l'on voulait également tenter pendant la nuit une attaque de vive force de ce côté [1].

Les troupes du génie devaient fournir cinq brigades pour le service de la tranchée. Les deux premières devaient être rendues sur les lieux à six heures précises, elles étaient chargées de faire le couronnement des brèches; les trois autres brigades, convoquées pour huit heures et demie, devaient marcher avec les trois colonnes d'assaut.

Chacune de ces trois brigades devaient être munies de sacs de poudre, de dix sacs à terre remplis et porter en outre des pinces, des pioches et des haches. Les sapeurs porteraient le fusil en bandoulière et ne s'en serviraient qu'en cas de nécessité absolue. Le général en chef arrêta ses dernières dispositions dans l'ordre suivant :

[1] Le *Journal* des opérations de l'artillerie et du génie affirme que tous ces points furent réglés par le général Vaillant et donne en détail les prescriptions que nous avons résumées et qui se trouvent d'ailleurs reproduites dans l'ordre général donné plus loin *in extenso*.

## Ordre général de l'armée pour l'assaut du 21 juin.

« Pour multiplier les chances de succès, en ce qui concerne l'attaque de la place, le général en chef prescrit les dispositions suivantes :

« Six compagnies d'élite dont trois de grenadiers et trois de voltigeurs, complétées à cent hommes au moins, seront désignées aujourd'hui pour monter à l'assaut, elles seront sous les ordres des chefs de bataillon de Cappe, Dantin et de Sainte-Marie et seront fournies par les régiments auxquels appartiennent ces officiers supérieurs, 32e, 36e et 53e de ligne; ces trois colonnes d'assaut seront sous le commandement du chef de bataillon de Cappe. Chacun des autres régiments de la 2e division (22e léger, 66e et 68e de ligne) fournira également deux compagnies d'élite pour former la réserve, ces six compagnies seront sous les ordres du commandant de Tourville, du 66e de ligne.

« Les colonnes d'assaut et la réserve auront pour commandant supérieur le lieutenant-colonel Tarbouriech, du 36e de ligne, qui restera provisoirement avec la réserve.

« Les 16e et 25e léger fourniront les travailleurs de la brèche. A cet effet deux compagnies d'élite de chaque régiment fourniront deux détachements de cent cinquante hommes chacun. Les travailleurs seront dirigés par les officiers du génie.

« Les colonnes d'attaque, la réserve et les travailleurs seront réunis à neuf heures et demie du soir en arrière des batteries de brèche sur les emplacements qui seront indiqués par le major de tranchée. Chacune des trois colonnes d'assaut montera, sans bruit, à la brèche qui lui sera désignée par le colonel Niel, chef d'état-major du génie.

« Si ces colonnes ne rencontrent point d'obstacles sérieux, elles s'établiront en avant des brèches à une distance qui ne peut être fixée à l'avance, mais que les commandants apprécieront facilement en voyant le terrain et le genre d'obstacles.

« Cette distance devra être assez grande pour laisser parfaitement libres les emplacements sur lesquels doivent être établis les travailleurs à la gorge du bastion. Dès que les colonnes d'attaque auront choisi leurs positions, les hommes se blottiront, prêts à faire feu sur tout ce qui approcherait.

« Les deux colonnes de travailleurs portant des gabions iront à la suite des colonnes d'attaque, et sous la conduite des officiers du génie, occuper la gorge des deux bastions et y feront un logement dans toute la longueur de ces gorges.

« La brèche du centre, pratiquée dans la courtine, ne sera point couronnée de gabions, afin de maintenir libres les communications pour les retours offensifs et pour l'arrivée de la réserve. Cette réserve sera établie dans les tranchées les plus rapprochées de la brèche du milieu; elle sera prête à être conduite immédiatement, par le commandant de Tourville, au secours des colonnes d'attaque, dès que son appui deviendra nécessaire.

« Dans le cas où toutes ces troupes se trouveraient trop vivement pressées, elles se retireraient par la brèche du milieu et non point par celles des bastions pour ne pas déranger les travailleurs qui seuls, au besoin, devraient se servir de ces dernières brèches.

« Indépendamment de ces diverses colonnes, la garde de tranchée sera composée, comme à l'ordinaire, de deux bataillons, qui seront placés en arrière des batteries de brèche. Ces troupes se mettront en mouvement pour remplacer la réserve dès que celle-ci quittera la troisième parallèle.

« Ces bataillons, aux ordres de l'officier général de tranchée, seront particulièrement chargés d'observer les sorties que l'ennemi pourrait vouloir tenter, soit de la porte San-Pancrazio, soit de tout autre côté.

« Les troupes de la 2e division, non employées à l'assaut ou à la tranchée, seront en réserve sur le plateau de Monte-Verde, prêtes à agir suivant les circonstances.

« La brigade d'infanterie de la 1re division, ainsi que la 1re brigade de la 3e division, prendront les armes à la même heure que les colonnes d'attaque et se tiendront prêtes à venir au premier ordre.

« A huit heures, un détachement composé d'un bataillon du 22e léger prendra position à San-Paolo.

« Cette colonne mobile, sous les ordres du lieutenant-colonel Espinasse, fera une forte diversion sur la rive gauche du Tibre inférieur, avant et pendant l'assaut. Toutes les batteries disponibles seront prêtes à atteler dès neuf heures du soir. La brigade de cavalerie sera disposée de manière à protéger spécialement le grand parc, le quartier général et à se lier par Corviale à la villa Maffei. Ce dernier camp restera occupé par un bataillon du 13e léger et cinquante dragons. De son côté, le général de division Gueswiller, avec une section de chasseurs à pied, trois bataillons du 13e et du 25e léger, cinquante chasseurs à cheval et quatre pièces d'artillerie, opérera une puissante diversion vers la villa Borghèse et la porte du Peuple.

« En conséquence, cet officier général partira de Ponte-Molle à six heures du soir pour aller prendre position près de la ville et de la rive gauche du Tibre supérieur.

« Les officiers généraux donneront les instructions les plus précises pour qu'il ne reste au camp que les gardes de police strictement nécessaires et les cuisi-

niers, pris parmi les hommes les moins disponibles.

« La tenue devra être aussi régulière que possible.

« Les troupes composant les colonnes d'attaque, la réserve, ainsi que les deux bataillons de tranchée, seront sans sacs. Elles auront en sautoir, de gauche à droite, leurs sacs de campement; les quarante cartouches de réserve et une ration de biscuit seront renfermés avec soin dans ces sacs. Les travailleurs seront dans la tenue habituelle. Les troupes qui n'auront pas de service spécial, mais qui seront prêtes à agir, auront leur havresac, mais elles n'emporteront ni les tentes-abris, ni les couvertures, ni les effets de campement.

« Les officiers généraux auront leur ceinture en signe de commandement.

« Au quartier général de la villa Pamphili, le 20 juin 1849.

« *Le Général commandant en chef du corps expéditionnaire de la Méditerranée,*
« OUDINOT DE REGGIO[1]. »

Les deux démonstrations, ou plutôt les deux diversions eurent lieu sans aucun retard et de la façon la plus efficace.

Une colonne mobile, sous les ordres du général de division Gueswiller, était composée d'une section de chasseurs à pied, de trois bataillons d'infanterie, cinquante chasseurs à cheval et quatre pièces d'artillerie.

Sans exposer ses troupes imprudemment mais en les déployant pour faire illusion à l'ennemi qui leur supposait des réserves, le général Gueswiller leur fit parcourir les contreforts qui bordent la rive gau-

[1] *Journal* des opérations de l'artillerie et du génie. Pièce justificative n° 22.

che du Tibre supérieur[1]. La colonne refoula dans la place les différents postes que l'ennemi entretenait sur ce point. Elle fut dirigée assez près de la porte del Popolo, pour faire croire que le général avait l'intention de pénétrer de ce côté dans la ville, enfin elle enleva quelques prisonniers[2].

La deuxième colonne, chargée d'opérer une diversion sur la rive gauche du Tibre inférieur, était composée d'un bataillon du 22e léger, de deux pelotons de cavalerie et de quatre pièces d'artillerie; elle était commandée par le lieutenant-colonel Espinasse, du 22e léger.

Pour dissimuler sa faiblesse numérique, cette colonne ne partit qu'à la nuit, mais afin d'attirer l'attention de l'ennemi d'un autre côté, deux pièces de 30. appartenant à la marine, placées sur une éminence en avant de la basilique Saint-Paul et sous les ordres du lieutenant de vaisseau Olivieri, commandant la flottille du Tibre, firent un feu continu et très bruyant.

De son côté, l'artillerie de campagne attachée à la colonne Espinasse, en lançant contre les remparts un grand nombre d'obus et de boulets, inquiéta vivement l'ennemi; aussi lorsque le bataillon du 22e léger s'approcha avec ses échelles pour faire un simulacre d'escalade, fut-il assailli par une mousqueterie des plus vives. Ce feu ne blessa personne, les hommes s'étant embusqués derrière des plis de terrain reconnus à l'avance.

Les deux colonnes rentrèrent dans leurs camps respectifs, sans avoir à regretter aucune perte, sans être inquiétées et après avoir obtenu le but que se proposait le général en chef[3] : détourner l'attention de l'ennemi.

[1] Le général en chef au ministre de la guerre. (*Rapport* du 22 juin 1849.)
[2] *Ibid*
[3] *Ibid.*

Pendant les quelques heures qui s'écoulèrent depuis la conférence des généraux jusqu'à la réunion des troupes d'assaut, les batteries de brèche continuèrent leur tir régulièrement, méthodiquement, produisant toujours avec des charges réduites de petits éboulements. A quatre heures, le service de tranchée fut pris par le général Levaillant (Charles) et le colonel de Leyritz, du 68e. Les gardes ordinaires de tranchée étaient fournies par un bataillon du 36e de ligne et un bataillon du 53e, elles devaient être renforcées dans la nuit.

Le service du génie avait désigné deux brigades de sapeurs sous les ordres de deux officiers de l'arme : le capitaine Mayette et le lieutenant Brière, pour faire le couronnement des deux brèches de bastions [1].

A neuf heures du soir, le général en chef, les généraux Vaillant et Thiry, les colonels de Tinan et Niel, le commandant Soleille, les officiers de l'état-major général et des états-majors de l'artillerie et du génie sont à la *Maison des volets verts* [2], aux extrêmes avant-postes. Une compagnie de chasseurs à pied sert de garde d'honneur à ce dangereux quartier général qui doit aussi abriter l'ambulance. A gauche et un peu en arrière les deux batteries de mortiers lancent, à d'assez longs intervalles, les bombes sur le Janicule. Quelques coups de fusil partent des remparts de la place [3], indiquant que l'ennemi fait bonne garde.

C'est alors qu'arrivent à la tranchée les deux détachements de travailleurs, comprenant chacun cent cinquante hommes pris dans les compagnies d'élite et qui doivent marcher avec les brigades de sapeurs.

[1] La brèche de droite au bastion 6, la brèche de gauche au bastion 7.
[2] Capitaine d'état-major VERTRAY, *Album*.
[3] *Ibid.*

Après avoir reçu des pioches, des pelles et des gabions, les travailleurs se rangent dans les boyaux de tranchée [1].

A neuf heures et demie, la batterie de marine, commandée par le lieutenant de vaisseau Olivieri, composée de quatre pièces de 36 et établie sur une butte au-dessus du monastère de San-Paolo, commence un feu nourri contre la batterie romaine du Testuccio.

Le général en chef est informé que la division Rostolan, sauf le bataillon de tranchée, occupe, en formation de bataillon en masse, le Monte-Verde, derrière la *Maison des volets verts*. Toute la division Regnaud d'Angély est sous les armes aux villas Pamphili et Corsini [2].

A neuf heures trois quarts, arrivent dans les boyaux de tranchée qui leur sont assignés les compagnies des colonnes d'attaque, sous le commandement du lieutenant-colonel Tarbouriech, du 32e de ligne. La première colonne qui doit monter sur la brèche de droite est formée de deux compagnies : l'une de voltigeurs, l'autre de grenadiers du 36e. Le chef de bataillon de Sainte-Marie en a le commandement et la fait masser dans le boyau à la droite de la batterie n° 7 [3].

La colonne destinée à la brèche de gauche et que commande le chef de bataillon de Cappe, est également formée de deux compagnies de voltigeurs et de grenadiers du 53e de ligne. Elle se masse dans la tranchée à la gauche de la batterie n° 9. Enfin la colonne désignée pour la brèche du centre, c'est-à-dire celle de la courtine, est, comme la première, composée de deux compagnies d'élite du 32e, sous le

[1] *Journal* des opérations de l'artillerie et du génie.
[2] Le général en chef au ministre. (*Rapport* du 22 juin.)
[3] *Journal* des opérations de l'artillerie et du génie.

commandement du chef de bataillon Dantin. Elle s'établit à droite de la batterie n° 9.

Trois brigades de sapeurs commandées par le capitaine de Jouslard, les lieutenants Denfert[1] et Guillemard doivent prendre la tête de chacune de ces colonnes. Les travaux à exécuter dans le bastion seront confiés au capitaine du génie Doutrelaine[2]; ceux du bastion 7 au capitaine Prévost[3], de la même arme, sous la direction du commandant Galbaud du Fort, aide de camp du général Vaillant.

La difficulté de reconnaître des emplacements, quelques complications imprévues retardèrent d'une heure et demie le commencement de l'attaque.

Les batteries font une dernière décharge à mitraille et le colonel Niel, chef d'état-major du génie, lance les trois colonnes d'assaut[4]. Grâce aux éboulements qui forment talus presque partout, elles franchissent les brèches, sans résistance de l'ennemi. Les postes romains, composés des légionnaires de Garibaldi et des soldats du régiment de l'Union, s'étaient retirés dans leurs abris, un peu en arrière du front, et ils étaient plongés dans le sommeil.

Sur la deuxième ligne de défense, des feux de Bengale jetaient des clartés assez vives pour éclairer le terrain, mais ces feux s'éteignirent bientôt, sans que la présence de nos têtes de colonne ait été révélée. Les travailleurs avaient suivi les colonnes d'assaut.

La colonne du commandant de Sainte-Marie a cou-

[1] Le futur colonel qui défendit Belfort avec tant d'énergie et d'habileté.

[2] Devint général de division, président du comité des fortifications.

[3] Devint général de brigade.

[4] Le général en chef dans son rapport au ministre fixe le commencement de l'attaque à dix heures, mais il y a là une petite erreur qu'a rectifiée le général Vaillant dans le *Journal* des opérations de l'artillerie et du génie.

ronné le bastion 6. A ce moment éclate une fusillade assez vive. L'ennemi a pris les armes, il tire par les créneaux d'une maison, la casa Barberini[1], située en arrière de la courtine, entre les deux bastions. La compagnie de grenadiers (du 3e bataillon du 36e) se précipite à l'assaut derrière son brave capitaine, d'Astelet, qui, blessé à l'affaire du 30 avril, était sorti de l'ambulance quoique imparfaitement guéri, pour reprendre sa place à la tranchée. A côté du capitaine d'infanterie, déjà mûri par l'âge et les services, expérimenté et résolu, s'est placé, l'épée à la main, le capitaine du génie de Jouslard[2], plus jeune, épris de gloire militaire, d'études scientifiques, de tout ce qui séduit et passionne à la sortie des grandes écoles. Derrière les deux officiers, sapeurs du génie et grenadiers se pressent à l'envi.

Au signal convenu, la compagnie de voltigeurs avec le chef de bataillon et le capitaine Camuzet arrivent en soutien, mais la compagnie d'Astelet n'a pas attendu ce renfort, elle attaque la maison.

Les défenseurs, des garibaldiens, font feu par les fenêtres, par les créneaux, par toutes les ouvertures.

[1] Il y a encore là une contradiction entre le *Rapport* du général en chef et le *Journal* du général Vaillant. Le duc de Reggio, qui a écrit son rapport dès le lendemain, un peu précipitamment, n'a pu noter avec autant d'exactitude et même de minutie, des incidents qui ont été signalés au commandant supérieur du génie par les officiers de son arme qui marchaient avec les colonnes. Ainsi le général Oudinot mentionne dans son rapport que « nos troupes furent reçues par un feu général auquel elles ne répondirent pas ». Le général Vaillant constate au contraire, comme nous le rappelons, que les troupes ne rencontrèrent pas de résistance avant l'attaque de la maison Barberini, située en arrière de la courtine.

L'historien de la légion Garibaldi, M. Lœvinson, constate qu'il y eut surprise et que les Français s'emparèrent facilement des trois brèches « en raison du manque de surveillance des bastions et d'un service peu habituel aux Garibaldiens ». (P. 252).

[2] Le capitaine de Jouslard avait été décoré en Afrique, presque à la sortie de l'école de Metz.

Les deux capitaines, d'Astelet et de Jouslard, tombent mortellement frappés [1], mais les sapeurs ont enfoncé une porte, ouvert une brèche à coups de pioche. Les grenadiers se sont fait la courte échelle et ont bondi dans la maison de trois ou quatre côtés, ils veulent venger leurs officiers, et à la baïonnette ils embrochent dix Romains [2]. L'arrivée du commandant de Sainte-Marie empêche de massacrer les autres défenseurs qui ont mis bas les armes, au nombre de quarante-trois, parmi lesquels un capitaine et un lieutenant.

Un autre officier de la défense, et non des moins importants, le colonel romain Rossi, vient par méprise au milieu des voltigeurs. L'un d'eux le fait prisonnier sans que le colonel, dans son ahurissement, essaie de mettre le sabre à la main [3].

Au centre, la colonne du commandant Dantin avait gravi sans difficulté l'escarpement et pris position en arrière de la brèche de la courtine.

Au bastion 7, la colonne du commandant de Cappe n'avait pas eu plus de difficulté pour arriver à la brèche, les postes de la défense établis sur ce côté et qui avaient été avertis par la fusillade de la casa Barberini, tirèrent dans la direction de la colonne d'assaut, mais précipitamment et maladroitement. Ils se replièrent ensuite sur une troupe de réserve qui occupait les deux maisons situées à la gorge du bastion; cette troupe démoralisée battit en retraite sans essayer de défendre la position [4]. Elle se laissa faire une cinquantaine de prisonniers [5].

[1] *Journal* des opérations de l'artillerie et du génie.
[2] *Historique* du 36e de ligne.
[3] « En attendant, lui dit le voltigeur, lui mettant le bout de son fusil contre la poitrine, rendez-vous ou je vous tue. » L'officier romain raconta lui-même sa capture au capitaine Vertray qui en a noté le récit dans son *Album*.
[4] *Journal* des opérations de l'artillerie et du génie.
[5] *Ibid.*

Jusqu'alors l'entreprise avait été couronnée d'un succès complet, il s'agissait maintenant de fortifier la position contre un retour offensif de l'ennemi.

Sous l'active impulsion du commandant Galbaud du Fort et des officiers du génie, les travailleurs d'infanterie, qui tous portent un gabion ou des outils, commencent un épaulement qui fermera la gorge des bastions [1].

Ce travail rencontre d'assez grandes difficultés, nos soldats trébuchent dans les petites tranchées, les rigoles; quelques-uns tombent dans des trous embarrassés d'abatis d'arbres ou recouverts traîtreusement de roseaux. Plusieurs sont blessés.

Dans la partie excavée des bastions, les sapeurs du génie découvrirent des souterrains voûtés au milieu desquels l'ennemi avait préparé cinq fourneaux de mine, ils en retirèrent aussitôt les boîtes de poudre [2]. Il était une heure du matin.

Alors s'engagea sur les travailleurs une fusillade qui, d'abord assez faible, devint de plus en plus nourrie. Les six compagnies d'assaut y répondaient tout en ménageant leurs munitions. Dans l'obscurité de la nuit, les Romains n'osaient pas s'avancer et nos travailleurs continuaient avec activité leur épaulement. Le colonel Niel était venu les encourager, chacun s'attendait à une reprise d'attaque de l'ennemi.

En effet, un peu avant trois heures du matin la fusillade des Romains redouble, il s'y mêle aussitôt un feu d'artillerie des plus violents. La demi-obscurité qui règne nuit à la justesse du tir, mais celui-ci se rectifie dès que le jour devient plus apparent. Nos positions sont bombardées d'obus, de boulets, de paquets de mitraille par deux batteries romaines,

[1] « Avec autant d'activité que d'intelligence. » (Le général en chef au ministre, 22 juin 1849.)
[2] *Journal* des opérations de l'artillerie et du génie.

l'une établie à l'amorce de la première branche de l'enceinte aurélienne, à hauteur de la villa Spada, l'autre en avant de l'église de San-Pietro in Montorio[1]. Le bastion 7 est le moins maltraité.

Une compagnie de chasseurs à pied vient garnir une ligne de créneaux en sacs à terre établie sur la courtine que l'ennemi crible de boulets. La position n'est pas tenable. En quelques minutes les chasseurs ont une douzaine d'hommes hors de combat, ils sont obligés de se reporter en arrière et de s'abriter derrière des éboulements. Ils continuent leur feu.

Le bastion 6 est absolument bouleversé par les projectiles de la batterie romaine de Saint-Alexis. Pour soutenir le moral des travailleurs, plus exposés que les compagnies d'assaut abritées dans des excavations, les généraux Vaillant et Thiry se sont rendus dans le bastion et donnent l'exemple d'une froide intrépidité.

Une batterie établie au Mont-Aventin fait converger son feu avec celui des autres batteries romaines qui tiraient de deux autres côtés. Le général romain Calandrelli et les officiers suisses, qui provenaient pour la plupart de l'ancienne armée pontificale, secondés par d'excellents artilleurs, réparaient ainsi le manque de vigilance de leurs avant-postes.

Le bastion 6 n'était pas plus habitable que la courtine; le général Vaillant donna l'ordre, vers six heures du matin, de l'évacuer ainsi que la maison Barberini. L'ennemi ne s'en aperçut qu'après une heure ou une heure et demie, il en reprit possession[2], mais les grenadiers du 36e s'élancèrent encore à la baïonnette et

[1] « Il est indispensable, avant de déterminer le point d'attaque, de connaître à fond l'enceinte et surtout ses propriétés de flanquement. » (Général H. Bernard, *Traité de tactique*, t. V, p. 551.)

[2] *Journal* des opérations de l'artillerie et du génie.

cette seule démonstration fit évacuer la maison par les Romains[1].

Le général en chef, informé du danger que pouvait présenter l'occupation de cette maison isolée, fit donner l'ordre à la compagnie d'infanterie de se tenir abritée autour de la maison et de se borner à en défendre l'accès.

Les travailleurs furent également retirés du bastion 6[2], on se borna à organiser deux rampes d'arrivée sur la brèche et à élargir l'entrée du bastion. Enfin le bastion 7 fut déblayé, garni de gradins pour la fusillade, de créneaux en sacs à terre et pourvu d'une rampe régulière.

Le commandant Frossard assisté du capitaine Ragon, du génie, avait pris les fonctions de chef d'attaque à neuf heures du matin et poussé activement les travaux indiqués plus haut.

A dix heures du matin toutes les troupes rentrèrent dans la tranchée, sauf deux compagnies d'avant-postes blotties dans les excavations et prêtes à opposer une première résistance si l'ennemi revenait sur ses anciennes positions. Nos pertes totales dans la nuit de l'assaut et la matinée du 21 juin s'élevaient à trois officiers et douze soldats tués, trois officiers et cinquante-sept soldats blessés[3].

[1] *Journal* des opérations de l'artillerie et du génie.

[2] Le général Vaillant en a fait l'aveu très loyalement dans son *Journal* d'opérations. Malgré ses reconnaissances personnelles, le terrain sur lequel on avait pris pied était mal connu et « par sa déclivité rapide sur la ville semblait devoir rendre presque impossible tout développement de tranchée vers notre gauche ».

[3] *Journal* des opérations de l'artillerie et du génie.

## CHAPITRE XVII

### DUEL D'ARTILLERIE

Les troupes qui avaient pris part aux combats de la nuit étaient félicitées, à juste titre, par l'ordre général[1] :

« Soldats,

« Nous touchons au terme d'une campagne pendant laquelle votre bravoure, votre discipline et votre persévérance vous ont acquis une gloire impérissable. Après d'énergiques combats et d'éclatants succès, vous avez en peu de jours, abattu les remparts de Rome, vous avez pris d'assaut avec une admirable vigueur les principaux bastions de la place. Bientôt vous pénétrerez en maîtres dans la ville, vous y respecterez les mœurs, les propriétés et les monuments. Chargé d'affermir dans les États pontificaux l'ordre et la liberté, le corps expéditionnaire de la Méditerranée ne manquera pas à sa

[1] Dans son rapport au ministre, du 22 juin, le général en chef ajoute : « Malgré les grandes chaleurs, l'état sanitaire de la troupe est très satisfaisant. Cette heureuse situation est attribuée en grande partie à l'énergie de son moral. » (*Moniteur* du 24 juin.)

mission. Il occupera ainsi une belle page dans l'histoire d'un peuple qui a de nombreux titres à sa protection et à ses sympathies.

« *Le Général commandant en chef*,
« OUDINOT DE REGGIO.

« Au quartier général, le 22 juin. »

A Rome, l'alerte avait été vive et de nombreux habitants, désireux de voir la fin du siège, espéraient que le dernier jour de la résistance était arrivé... Les deux proclamations du triumvirat que l'on va lire, publiées au son des cloches, affichées dans tous les carrefours pendant l'après-midi du 22 juin à deux heures d'intervalle [1], détrompèrent ces amis du calme et de la paix, qui ne tentaient rien d'ailleurs pour faire cesser le despotisme dont ils souffraient depuis si longtemps.

### Première proclamation

« Romains,

« A l'aide de la nuit, comme un traître, l'ennemi a mis le pied sur la brèche. Que Rome se lève, que le peuple se lève dans son omnipotence et le disperse, que ses cadavres ferment la brèche! Qui touche comme ennemi le terrain sacré de Rome est maudit de Dieu! Pendant qu'Oudinot tente en désespéré le dernier effort, la France se lève tout émue et elle renie cette poignée de soldats d'invasion qui la déshonorent [2]. Un dernier effort de notre part, Rome

[1] *Gazette de Gênes*, n° du 27 juin 1849.
[2] Les triumvirs connaissaient parfaitement l'échec des émeutiers du 13 avril et la fuite de Ledru-Rollin en Angleterre.

et la patrie sont sauvées pour toujours. Rome, par sa constance, aura donné le signal d'une nouvelle résurrection de l'Europe. Au nom de vos pères, au nom de votre avenir, levez-vous pour combattre, levez-vous pour vaincre. Une prière au Dieu des forts, une pensée de confiance dans les frères et la main sur le fusil, que tout homme aujourd'hui devienne un héros, que cette journée décide des destinées de Rome, de la République!

« *Les Triumvirs*,
« MAZZINI, ARMELLINI, SAFFI.

« 22 juin 1849. »

## Deuxième proclamation

« Romains,

« Le tocsin a cessé. La grande voix de Rome devait faire entendre aux frères militants que les citoyens sont prêts à les secourir, et à l'ennemi que la ville entière se précipitera, s'il le faut, sur les lignes. Il suffit. Le bulletin du commandant en chef vous dira dans quelques minutes l'état des choses. Tenez-vous prêts à l'occasion. Préparez vos armes. Serrez-vous fraternellement! Animez-vous à de grands exploits! Le tocsin ne sonnera plus que pour vous dire : Accourez! et vous accourrez. Nous le jurons par les journées du 30 et du 3. Vive la République!

« *Les Triumvirs*,
« ARMELLINI, MAZZINI, SAFFI[1],

« 22 juin 1849, à onze heures. »

La commission des barricades annonçait dans une proclamation une sortie prochaine des troupes

[1] *Gazette de Gênes*, n° du 17 juin 1849.

de Garibaldi. Il y était dit que « la poitrine de ce général était à elle seule une porte d'airain derrière laquelle la population pouvait respirer à l'aise ».

Malgré de si belles assurances, la confiance de la population s'affaiblissait visiblement. On en a l'exemple dans cet extrait du *Saggiatore,* naguère si ardemment dévoué au triumvirat :

« Les Français ont battu avec leur artillerie le casino Barberini. Vers trois heures un quart du matin, les bataillons de Garibaldi, avec ceux de Manara et d'autres, se sont élancés contre l'ennemi pour le chasser des murs et l'envelopper. Ils n'ont pas réussi. Les Français ont travaillé avec une immense activité à disposer au casino une batterie couverte, ils travaillent aussi à établir des plates-formes sur la grande brèche pour tirer sur l'artillerie romaine.

« Vers trois heures et demie du matin, on a battu la générale dans la ville : cela n'a pas suffi. Vers neuf heures et demie, on a sonné le tocsin pour que toute la garde civique et tout le monde s'armât et occupât les portes et les murs. Garibaldi devait, avec les légions et toute la ligne, tenter une sortie pour repousser l'ennemi.

« La civique s'est armée, mais en petit nombre. Elle s'est rendue dans ses quartiers respectifs et pour défendre l'ordre intérieur. Le corps des carabiniers a déclaré vouloir se réunir à la garde civique pour la défense de l'ordre intérieur. Le tocsin a produit peu d'effet sur le peuple en général pour le décider à s'armer. Il est bruit que la ligne elle-même refuse de se battre en pleine campagne [1]... »

La lassitude des assiégés se révélait d'ailleurs de tous côtés, et, pour obtenir le succès final, l'activité du corps expéditionnaire devait s'affirmer sans inter-

[1] *Il Saggiatore* du 23 juin.

ruption en vue de préparer un nouvel assaut plus décisif encore.

Pendant la fin de la journée du 22 juin, notre artillerie ne tira pas [1], le général Vaillant voulait faire exécuter un travail important dans la nuit. Les batteries de Saint-Alexis et du Testuccio dirigeaient un feu des plus soutenus sur les cheminements voisins des trois brèches. Nos pertes furent insignifiantes et cependant il y avait, sous le commandement du général Levaillant (Jean) et du colonel d'Autemarre, du 53e, trois bataillons de tranchée au lieu de deux, et une compagnie de chasseurs.

Au début de la nuit, le commandant supérieur du génie fit achever les tranchées du bastion 6, compléter les barricades de la maison Barberini [2], déboucher une ancienne poterne découverte sous la courtine à gauche de la brèche [3] et enfin ouvrir, à partir de la villa Corsini, un cheminement qui descendait à travers les vignes jusqu'à la maison Giacometti. Cette voie de communication devait avoir une grande utilité.

Pour éteindre le feu de la batterie romaine du Montorio, la construction d'une nouvelle batterie à établir sur la brèche de la courtine 6-7 fut décidée. On y travailla sans relâche toute la journée du 23, malgré une pluie de projectiles.

Le général romain Calandrelli se multipliait, ses pièces, bien servies par les Suisses, tiraient continuellement.

Par la justesse de leur tir, les chasseurs à pied mirent hors de combat un certain nombre de canonniers romains.

[1] *Journal* des opérations de l'artillerie et du génie.
[2] Les sacs à terre des Romains que l'on trouva à profusion servirent beaucoup.
[3] Les Romains l'avaient bouchée.

La possession des brèches nous obligeait à changer les emplacements de batteries. C'est ainsi qu'une batterie de réserve de 12, commandée par le capitaine Rayet, vint hardiment prendre position sur un mamelon à droite du dépôt de tranchée, mais elle lutta difficilement contre les nombreuses batteries de l'ennemi.

Notre batterie de mortiers jetait ses bombes avec justesse sur les défenses intérieures de la porte San-Pancrazio[1]. Nos pertes s'élevèrent à six soldats tués et à trente blessés parmi lesquels le chef de bataillon du génie Frossard[2].

Dans la matinée du 23 juin, la 16e batterie du 11e d'artillerie, commandée par le capitaine Prélat, termina l'armement de la batterie n° 11 et ouvrit le feu sur les pièces ennemies placées en arrière du front 8-9. Pendant la seconde partie de la journée, la batterie n° 10 contrebattait la face gauche du bastion 9 pour essayer d'ouvrir l'enceinte derrière la seconde ligne de défense[3].

La nuit du 23 au 24 fut employée à l'établissement d'une tranchée reliant la poterne à la gorge du bastion 7 et aux deux maisons. On commença un boyau dans la direction de la villa Giraud (le Vascello), mais il fallut l'abandonner dans la matinée, sous la mousqueterie des légionnaires de Garibaldi qui occupaient la villa et les constructions à côté. On dut aussi arrêter la tranchée qui aboutissait à une maison située à cent mètres en avant de la courtine et qui s'appelait la *casa bianca* (la maison blanche); l'ennemi l'occupait également. Pour l'en chasser, la batterie de mortiers envoya des bombes dans cette direction:

[1] Les troupes du camp de San-Carlo reçurent elles-mêmes des projectiles pour la première fois.
[2] Atteint d'une blessure légère à la tête.
[3] *Journal* des opérations de l'artillerie et du génie.

malheureusement, quelques coups trop courts atteignirent nos travailleurs et firent cesser le travail. Nous avions eu quatre tués et vingt-six blessés, dont un officier[1].

Dès les premières heures de la matinée du 24 juin, le feu de l'ennemi redoubla d'intensité. La batterie n° 11, prise de face, de flanc et d'écharpe, dut cesser son feu avant d'avoir pu tirer plus de quatre à cinq coups par pièce[2]. Son épaulement et ses embrasures étaient absolument bouleversés.

Le duel d'artillerie prenait de plus en plus d'importance, il fut décidé qu'on reconstruirait la batterie n° 11 et que l'on établirait deux nouvelles batteries dans les bastions 6 et 7 qu'il fallait garder à tout prix[3]. Les batteries furent désignées sous les numéros 12 et 13, la première devait être armée de deux pièces de 24 et de deux pièces de 16, elle allait être confiée à la 16e batterie du 8e (capitaine de Langlade[4]), la seconde aurait pour armement deux pièces de 16, une pièce de 24 et un obusier de 22 centimètres. La 12e batterie du 5e d'artillerie (capitaine de Rochebouët) fut chargée de sa construction et de son armement.

D'après une décision du général en chef, les deux plus anciens colonels de l'armée remplirent, à leur tour de service, les fonctions de général de tranchée[5], et, dans les mêmes conditions de roulement, les deux plus anciens lieutenants-colonels des régiments d'in-

[1] Il y avait toujours trois bataillons de tranchée. Le service était commandé par le général Chadeysson et le colonel Blanchard, du 36e.

[2] *Journal* des opérations de l'artillerie et du génie.

[3] Le général Vaillant dit à ce sujet : « C'était tout ce que notre matériel disponible permettait de faire. »

[4] Elle était remplacée dans le service des mortiers par la 6e batterie du 7e régiment (capitaine Canu).

[5] Le 24 juin, le colonel Chenau, du 66e, fit fonctions de général de tranchée, le colonel Bosc, du 32e, lui était adjoint en qualité de colonel de tranchée.

fanterie firent le service de colonel de tranchée. Il fut également décidé que les gardes de tranchée et les travailleurs de la nuit se rendraient au dépôt deux heures plus tard, à six heures au lieu de quatre heures[1].

Des bombes étant tombées dans la Maison blanche, cette construction fut abandonnée par l'ennemi; on en profita pour exécuter dans la nuit du 24 au 25 juin, à la sape volante, deux nouvelles tranchées destinées à former une quatrième parallèle.

Nos pertes des vingt-quatre heures étaient de deux tués et de vingt blessés dont trois officiers. Nos soldats s'exposaient parfois avec une véritable imprudence que partageaient trop souvent leurs officiers.

Le lieutenant-colonel de Pontevès, du 13e léger, est envoyé en reconnaissance avec un bataillon de ce régiment sur les bords de l'Anio. Sa colonne détruit pour la troisième fois le pont Salara et en s'approchant de Rome, entre la porte Pia et la porte Salara, le bataillon du 13e léger enlève sept voitures de salpêtre escortées par des dragons romains.

A huit heures du matin, le 25 juin, un officier supérieur romain se présenta en parlementaire devant les tranchées du bastion 7. Il voulait remettre au général en chef en personne une protestation du corps consulaire. Les officiers de l'avancée s'aperçurent que le parlementaire regardait avec curiosité l'état des travaux, on prit sa lettre et on le reconduisit, à sa vive déception.

Cette protestation n'était qu'un *factum*, rédigé à l'instigation des triumvirs par un de leurs partisans les plus fanatiques, un sieur Freeborn, marchand de tableaux et agent consulaire du gouvernement anglais. Ce personnage avait toujours manifesté une égale

[1] Les travailleurs du matin continuaient à arriver à quatre heures du matin.

antipathie pour l'Église catholique et pour l'armée française. Il avait réuni sept consuls et deux attachés de légation, et leur avait déclaré que les Français allaient brûler Rome, que, d'après les renseignements les plus sûrs, c'était par centaines que l'on comptait les victimes inoffensives et qu'il faudrait des millions pour remplacer les chefs-d'œuvre que détruisait l'artillerie du général Oudinot. A défaut du corps diplomatique émigré à Gaète à la suite du Pape, ce dont s'indignait l'anglican, il était du devoir des consuls, chargés des intérêts de leurs nationaux, d'intimider le général en chef de l'armée française par une virulente protestation. Ce serait le plus beau des succès... diplomatiques remportés sans le concours des diplomates de carrière.

Le consul de Suisse, celui de la Sardaigne, deux agents des États-Unis donnèrent d'abord leur adhésion. Les autres les imitèrent. Les triumvirs se chargèrent de faire parvenir le document en question, ce qu'ils firent, comme nous l'avons vu, par un parlementaire.

Le duc de Reggio prit connaissance avec indifférence de cette protestation qu'il apprécia de suite à sa véritable valeur, en se rappelant que son rédacteur, qui avait signé d'ailleurs le premier, lui avait été signalé comme un ennemi forcené de la France.

« Monsieur le Général,

« Les soussignés, agents consulaires représentant leurs gouvernements respectifs, prennent la liberté de vous exposer leur profond regret d'avoir vu subir à la Ville éternelle un bombardement de plusieurs jours et nuits. La présente a pour objet, Monsieur le Général, de faire les remontrances les plus énergiques contre ce mode d'attaque qui, non seulement met en danger les vies et les propriétés des habitants neutres et pacifiques, mais

aussi celles des femmes et des enfants innocents.

« Nous nous permettons, Monsieur le Général, de porter à votre connaissance que ce bombardement a déjà coûté la vie à plusieurs personnes innocentes et a porté la destruction sur des chefs-d'œuvre de beaux arts qui ne pourront jamais être remplacés.

« Nous mettons la confiance en vous, Monsieur le Général, qu'au nom de l'humanité et des nations civilisées, vous voudrez vous désister d'un bombardement ultérieur, pour épargner la destruction à la ville monumentale, qui est considérée comme sous la protection morale de tous les pays civilisés du monde.

« *Signé :* FREEBORN, *agent consulaire de Sa Majesté Britannique.*

D. MARSTALLER, *consul de Sa Majesté le roi de Prusse.*

Chev. P. C. MAGRINI, *attaché à la légation de Sa Majesté le roi des Pays-Bas.*

JEAN BRAVO, *consul de Sa Majesté le roi de Danemark.*

FRÉDÉRIC BÉGRÉ, *consul de la Confédération suisse.*

Chev. KOLB, *consul de Sa Majesté le roi de Wurtemberg.*

Comte SHAKERG, *secrétaire de la République de San Salvador, de l'Amérique centrale.*

NICOLAS BROWN, *consul des États-Unis d'Amérique.*

JAMES P. FREEMAN, *consul des États-Unis d'Amérique, pour Ancône,*

JÉROME BOREA, *consul général de Sa Majesté le roi de Sardaigne et provisoirement aussi de la Toscane*[1]. »

[1] BALLEYDIER, *L'Expédition de Rome*, t. II, p. 191-192.

Pour le moment, la meilleure réponse était de continuer la lutte à coups de canon, non pas au delà du Tibre, ce que nos batteries s'étaient toujours interdit, mais sur le front et sur le Janicule. C'est ce que décida le duc de Reggio en ajournant sa réponsə écrite.

Afin de hâter la solution, une nouvelle batterie de brèche est décidée, on l'établira au pied du saillant du bastion 7. La tranchée sera élargie pour préparer son emplacement; la batterie prendra le n° 14 et sera confiée à la 16e batterie du 8e régiment (capitaine Gachot). Pendant que la construction des batteries n° 12 et n° 13 se continue au milieu de grandes difficultés, la batterie de mortiers lance ses bombes sur le bastion 8 et la batterie n° 10 se multiplie sur trois objectifs : la casa Savorelli, la batterie intérieure du bastion 8 et la face gauche du bastion 9 [1].

Le génie rivalise avec l'artillerie, il prépare ses mines pour faire sauter l'escarpe, il continue son travail de couronnement à la sape volante du côté de la casa Barberini, sous le feu de mousqueterie des tranchées romaines. A la gauche des attaques, les Romains, sortant par la porte San-Pancrazio, veulent envahir nos tranchées et font feu presque à bout portant sur nos travailleurs qui déposent leurs outils et saisissant leurs fusils, les repoussent à la baïonnette. Le capitaine du génie Regnault fit preuve d'un grand sang-froid. Trois travailleurs d'infanterie seulement furent blessés [2]. Les pertes des vingt-quatre heures étaient de trois tués et de quatorze blessés, dont un officier.

A Rome les bruits les plus invraisemblables circulaient. Le triumvirat faisait répandre des correspondances de Gênes et de Florence annonçant l'arresta-

[1] *Journal* des opérations de l'artillerie et du génie.
[2] *Ibid.*

tion du Président de la République et de ses ministres. Les carabiniers et leur chef Galetti, n'y croyant pas, discutaient entre eux la question de se réunir à la garde civique contre les corps de Garibaldi, Manara et Masi, qui voulaient continuer la résistance à tout prix [1].

La désunion éclatait entre Garibaldi et Mazzini. Garibaldi voulait que l'on ne tentât de sortie que la nuit, Mazzini exigeait que cette opération se fît immédiatement. Sterbini et le parti avancé de la Chambre souhaitaient la dictature militaire pour Garibaldi, ils provoquèrent la réunion de l'Assemblée en comité secret pour préparer cette nomination. La majorité, en donnant à Mazzini un vote de confiance, ajourna les espérances des partisans de Garibaldi. Celui-ci d'ailleurs perdit dans l'opinion publique en refusant d'attaquer les Français sur les positions qu'ils occupaient, c'est-à-dire sur les brèches, et cependant le triumvirat avait mis à sa disposition toutes les troupes de Rome [2].

Mazzini exprimait son mécontentement, on peut même dire son indignation, dans la lettre suivante qu'il écrivait à Manara, devenu chef d'état-major de la division Garibaldi.

« Rome, 22 juin, 6 h. 1/2 de l'après-midi.

« Citoyen Colonel,

« J'apprends la résolution du général Garibaldi de ne pas réaliser l'attaque promise pour cinq heures. Je déplore hautement cette décision, et je la crois funeste au pays. Il fallait attaquer cette nuit une demi-heure après la brèche franchie par les Français. Si cela ne se pouvait pas, si le moral de nos troupes ne

[1] *Moniteur romain* du 22 juin.
[2] *Il Saggiatore* du 23 juin.

le permettait pas la nuit même, il fallait maintenir l'accord convenu avec Roselli d'attaquer à cinq heures et demie du matin.

« Et du moment où l'on avait commis la faute de ne pas attaquer à l'heure fixée, il fallait au moins attaquer à cinq heures de l'après-midi, comme on l'avait de nouveau promis.

« Demain matin nos efforts seront inutiles : l'artillerie ennemie sera placée. Notre système de défense est donc entièrement changé, et, permettez-moi de le dire, ruiné. Dans notre position, on ne se défend qu'en attaquant. Ce matin on a fait battre le rappel, on a excité le peuple, puis on a tout arrêté pour tomber dans un jésuitisme d'explications qui tue l'enthousiasme. Cet après-midi, le peuple a été fanatisé, deux mille bourgeois étaient prêts à se réunir à nos forces, déjà numériquement suffisantes pour reprendre le casino. Une autre immense multitude venait en deuxième ligne.

« Déçu une deuxième fois, le peuple se persuadera que nous avons peur et aura peur aussi : le parti hostile s'en prévaudra, une municipalité quelconque surgira à la première menace sérieuse et nous referons Milan.

« Vous n'avez en ce moment ni travailleurs ni matériel, quarante jours de fatigue ont épuisé l'activité laborieuse de la population. Nous n'aurons bientôt plus ni viande, ni poudre, ni farine. Je considère Rome comme tombée. Dieu veuille que l'ennemi ose nous attaquer de suite! Nous aurons encore, si c'est bientôt, une belle défense populaire derrière les barricades où nous accourrons tous : plus tard nous n'aurons pas même celle-là.

« J'ai l'âme oppressée d'amertume de ne pouvoir m'expliquer. Tant de valeur, tant d'héroïsme perdus! J'ai votre rapport, je ne m'en prends pas à vous : je vous

estime et je commence à vous aimer. Je jure que vous pensez comme je pense et avec vous Roselli, tant calomnié de divers côtés et tous les braves de l'état-major.

« Il me restera la stérile satisfaction de ne pas apposer mon nom à une capitulation que je prévois comme infaillible. Mais qu'importe de moi? Ce qui importe, c'est Rome et l'Italie.

« Votre Joseph MAZZINI.

« *P.-S.* Montrez cette lettre au général[1]. »

Sterbini, toujours remuant, alla demander lui-même à Mazzini de céder tous les pouvoirs civils et militaires à Garibaldi. Le triumvir s'y refusa absolument et, dans sa fureur, fit jeter à la porte l'audacieux président du cercle populaire. Il songeait bien à donner sa démission, mais il ne voulait pas céder aux intimidations des amis de Garibaldi.

Les nouvelles des provinces de Pesaro et d'Ascoli étaient mauvaises pour la révolution romaine. A Ancône seulement, elle comptait des partisans et les excès les plus odieux s'y commettaient impunément. Evêque, prêtres, religieux, notables avaient été jetés en prison, et étaient menacés de mort par une bande d'aventuriers qui avaient pour chef un apostat nommé Del Ongaro. Le triumvirat avait dû le révoquer et le remplacer par Orsini[1], qui montra un peu d'énergie contre les bandits et ramena un calme relatif.

Un détachement de Hongrois, qui s'était souillé d'assassinats et de pillage à Ancône, était entré dans Rome. La population ne les vit pas arriver sans appréhension, mais ils reçurent le meilleur accueil du gouvernement et surtout du ministre de la guerre

[1] L. DE GAILLARD, *L'Expédition de Rome*, p. 268-260.
[2] Celui qui devait tenter d'assassiner Napoléon III.

Avezzana et des généraux Roselli et Garibaldi. On publia, sous la signature de ces deux généraux, à la date du 25 juin, une proclamation recommandant « une défense pleine de vivacité[1] ». Parmi les officiers romains les plus exaltés, on remarquait deux Français, MM. Laviron et Taberd. M. Laviron fut tué le 25 juin, sur le rempart, d'une balle tirée par un chasseur de Vincennes. Il avait déclaré « voir dans les Français qui étaient sous les murs de Rome non des concitoyens qu'il fallait aimer, mais des réactionnaires qu'il fallait combattre[2] ».

La défiance augmentait tous les jours dans la ville assiégée. Cent forçats qui travaillaient aux fortifications abandonnèrent leurs travaux et s'enfuirent, sans qu'on pût s'en emparer. A la porte del Popolo, les hommes de garde arrêtèrent un convoi de mules escortées par des soldats de Garibaldi, et chargées de coffres. Dans les coffres, on trouva de l'argenterie enlevée dans les églises pour la valeur de seize mille écus[3]. Cette découverte excita l'indignation générale.

Les troupes de l'enceinte défendaient avec ténacité les tranchées qu'il leur avait fallu construire et rachetaient ainsi leur manque de surveillance pendant l'assaut des trois brèches. Dans la nuit du 26 au 27, elles interrompirent pendant deux heures le

[1] « Il faut que cette défense soit digne d'un peuple né grand. » (*Moniteur romain* du 25 juin.)

[2] *Il Contemporaneo* du 25 juin.

Balleydier, qui est ordinairement très bien documenté, a été induit en erreur sur la date de la mort de Laviron qu'il place au dernier assaut, dans la nuit du 29 au 30 juin. Laviron mourut bien à la date que nous indiquons ; l'historien de la légion Garibaldi le cite parmi les officiers de ce corps *tués ou morts de leurs blessures du 4 au 28 juin* : « *Les capitaines Gabriel Laviron*, Giacomo Minuto, Angelo Molina, l'adjudant-major Joseph Bolognesi, les lieutenants Nicolas Fedeli, Christophore Zampieri et le sous-lieutenant porte-drapeau Joseph Giovannini. » (*Garibaldi et sa légion*, p. 269-260.)

[3] *Il Saggiatore* du 26 juin 1849.

travail que nos soldats exécutaient en sape volante sur la gauche de la *casa bianca*, par un feu très violent de mousqueterie et de mitraille. Il en fut de même le long de la courtine; la fusillade, partant de la tranchée romaine, rejeta nos travailleurs sur la tranchée du bastion 7. Leur mousqueterie et le feu de leur batterie de San-Pietro in Montorio empêchèrent le couronnement du mamelon de la maison Barberini [1].

Au bastion 6, la 16e batterie du 8e d'artillerie n'avait pas terminé l'armement de la batterie n° 12, deux de ses officiers, dont le capitaine de Langlade, étaient atteints par les fièvres, le troisième, un lieutenant, venait d'être tué; elle reprit le service des mortiers et fut remplacée par la 6e batterie du 7e régiment (capitaine Canu). Le travail fut terminé dans la nuit du 26 au 27 ainsi que l'armement de la batterie 14. Les batteries nos 12 et 13 étaient également prêtes depuis la veille [2]. Le brouillard retarda l'ouverture du feu jusqu'à six heures du matin.

Alors dans l'atmosphère qui s'éclaircissait peu à peu les batteries nos 10, 11, 12, 13 et 14, la batterie de mortiers n° 5 et six autres mortiers de petit calibre [3] tonnent à la fois. L'artillerie ennemie riposte avec précision, le combat se prolongea toute la journée. Les batteries romaines durent interrompre leur tir plusieurs fois, il en fut de même de notre batterie du bastion 6, qui cessa de tirer vers quatre heures de l'après-midi. La batterie de brèche n° 14 fut admirablement servie, sous la fusillade des défenseurs du bastion 8. L'artillerie eut dans cette journée

[1] *Journal* des opérations de l'artillerie et du génie.
[2] *Ibid.*
[3] Etablis pendant la nuit dans les cheminements mêmes du bastion 7.

trois officiers blessés, les capitaines Canu[1], Brisac et le lieutenant Tricoche[2], deux canonniers tués et dix blessés. Le résultat de ce premier jour de feu d'ensemble était très satisfaisant. A quatre heures, on constatait l'effet du tir: des sections horizontales et verticales entamaient sensiblement le mur d'escarpe à plusieurs endroits.

Malgré la canonnade, les attaques dirigées par le lieutenant-colonel du génie Ardant, assisté du capitaine Ragon, avaient continué aux parallèles des boyaux. La défense des bastions 6 et 7 était perfectionnée. Le feu avait été mis aux fourneaux de mines contre le bastion 5, sans résultat appréciable.

Pendant cette journée, un diplomate donna l'exemple du courage militaire. Les membres du corps diplomatique quittaient quelquefois Gaète pour se rendre au grand quartier général où ils étaient toujours bien accueillis. MM. de Corcelles, d'Harcourt et de Rayneval, qui étaient en excellents termes avec le général Oudinot, y vinrent plusieurs fois avec leurs collègues étrangers. Au milieu de la violente canonnade du 27 juin, le prince de Ligne, ministre de Belgique à Naples, voulut parcourir les tranchées, malgré les objections qui lui furent faites. On lui apprit qu'un capitaine d'artillerie de marine[3] avait trouvé la mort dans les mêmes conditions. Le prince persista dans son projet, mais le duc de Reggio tint à l'accompagner lui-même pendant cette périlleuse excursion. Un boulet du bastion 9 vint ricocher aux pieds du ministre de Belgique et le couvrit de terre. Le général en chef et les officiers de service à la tranchée demandèrent au

[1] Le capitaine Canu subit à la suite de cette blessure l'amputation du poignet.

[2] Devint général de division. Aujourd'hui décédé.

[3] Balleydier rapporte le fait, mais en parlant d'un officier de marine. Il s'agit ici [illegible] pitaine d'artillerie de marine, en mission, tué le 4 juin [illegible]

prince s'il n'était pas blessé : « Non certes, répondit le représentant du roi Léopold, mais un peu plus je rejoignais votre officier d'artillerie de marine. »

Une diversion avait été décidée pour la deuxième division pendant la même journée. Le général Gueswiller établit son quartier général au-dessous de Ponte-Molle, à la villa du consul d'Angleterre: puisqu'il était avec nos ennemis, c'était de bonne guerre. Le général envoyait des troupes en reconnaissance sous les murs de la villa Borghèse, la batterie de la porte du Peuple tirait de temps en temps d'inoffensifs coups de canon, il semblait que les chefs de pièce ne se donnassent plus la peine de faire pointer. Cependant dès la rentrée des reconnaissances prescrites à Ponte-Molle, le général Roselli fit garnir d'artillerie les retranchements qui s'étendent de la villa Borghèse au Tibre. Le général Gueswiller en fut informé, il attendit les ordres du général en chef pour une attaque de vive force.

Le 50e de ligne (colonel Lecomte) était au complet depuis l'arrivée de son second bataillon [1]. On le dirigea aussitôt sur Ponte-Molle, pendant que le 17e de ligne (colonel Sonnet) et le 2e bataillon de chasseurs à pied (commandant Pursel) arrivaient également de Civita-Vecchia, et étaient retenus l'un au camp de la villa Pamphili, l'autre à celui de la villa Santucci [2].

Pendant la nuit du 27 au 28 juin, les tranchées furent exposées à un terrible feu d'artillerie et de mousqueterie. Toutefois on arriva à couronner au moyen de gabions le mamelon de la casa Barberini et à prolonger le boyau en avant de la casa Giaco-

[1] C'était à l'intervention directe de M. de Corcelles alors à Civita-Vecchia que le corps expéditionnaire devait l'arrivée si rapide de ses derniers renforts.

[2] *Journal* des opérations de l'artillerie et du génie.

metti, mais on fut arrêté par la fusillade d'un détachement de la légion Garibaldi qui occupait les retranchements de la villa Giraud et du bastion 8. Un de nos bataillons de garde répondit à coups de fusil et les travailleurs eux-mêmes abandonnèrent le boyau de tranchée pour grimper avec leurs armes sur le parapet et prendre part au combat. La présence du colonel d'Autemarre, colonel de tranchée, les ramena au travail; mais au matin il fallut l'abandonner sous une nouvelle et dangereuse fusillade de l'ennemi. Nous avions eu cinq tués et trente-six blessés dont trois officiers[1].

La cavalerie du général Morris ne restait pas inactive, ses escadrons ramenaient, dans la matinée du 28, plus de cent voitures chargées de vivres. Les troupes stationnées aux camps Maffei, Santucci et Negroni firent une ovation aux chasseurs et aux dragons qui continuèrent leurs fructueuses excursions sur toutes les routes des environs de Rome.

La journée du 28 juin sera la consécration du succès de l'artillerie.

Malgré le brouillard, le feu des batteries 11, 12 et 13 recommence à quatre heures du matin. L'artillerie romaine ne répond plus avec la même vigueur, bientôt ses grosses pièces se taisent, on distingue que leurs embrasures sont fracassées, leurs terre-pleins bouleversés. Seules quelques pièces légères ripostent en changeant de position très fréquemment, ce qui rend leur tir sans justesse. Les batteries de Saint-Alexis et du Testuccio ont à leur tour cessé de tirer. Pendant que les batteries françaises cherchent à fouiller de leurs projectiles les emplacements des batteries romaines qui se sont tues, la batterie n° 14, servie par la 16e batterie du 8e régiment et comman-

[1] *Journal* des opérations de l'artillerie et du génie.

dée par le capitaine Gachot, n'a pas cessé, depuis le matin, de tirer en brèche contre le flanc gauche du bastion 8. A quatre heures et demie du soir, la muraille s'effondre et trois heures et demie plus tard, la brèche devient à peu près praticable. Le bruit s'en répand dans toutes les tranchées[1], on ne doute pas qu'un nouvel assaut ne soit donné dans la nuit. Chacun s'en réjouit, tout en rendant justice à l'artillerie romaine. Les deux commandants des armes spéciales, les généraux Vaillant et Thiry, leur décernent d'ailleurs un hommage éclatant par cette appréciation : « Ce combat d'artillerie qui dura un jour et demi fut soutenu de part et d'autre avec une remarquable vigueur, avec beaucoup de persévérance et de bravoure. » Pendant la soirée le bruit se répandit que l'assaut était ajourné[2]. C'était une déception... Les généraux Vaillant et Thiry ont déclaré qu'ils restèrent étrangers à l'ajournement, décidé seul par le général en chef. La vérité était que le duc de Reggio avait cru devoir adresser une dernière sommation à la population romaine, par l'intermédiaire des consuls à la pétition desquels il avait la courtoisie de répondre[3] :

[1] « Le succès décisif était pour nous. Cette ceinture de feux qui, en resserrant nos établissements dans les bastions 6 et 7, avait arrêté court notre marche à l'intérieur de l'enceinte, venait d'être rompue. L'attaque reprenait sa liberté de mouvements et l'on pouvait dès lors prévoir un dénouement très proche. » (*Journal* des opérations de l'artillerie et du génie.)

[2] « Les dispositions furent prises aussitôt (à 8 heures du soir, au moment où la brèche était à peine praticable) pour livrer l'assaut pendant la nuit, en montant directement par la brèche du bastion 8, tandis qu'une autre colonne, à l'intérieur de l'enceinte, attaquerait de vive force le bastion par la gorge; *mais vers neuf du soir, le général en chef fit prévenir les généraux commandant le génie et l'artillerie que, par suite d'un incident imprévu et de certaines considérations personnelles, l'assaut devait être remis à la nuit suivante.* » (*Journal* des opérations de l'artillerie et du génie.)

[3] « Le 28, à la chute du jour, les brèches des bastions 8 et 9 étaient déjà ouvertes et presque praticables. Tout annonçait une attaque décisive, plus rien au monde ne pouvait s'oppo-

« Messieurs,

« Les dernières instructions de mon gouvernement, sous la date du 29 mai, contiennent ce qui suit :

« Nous avons épuisé les moyens de conciliation. « Le moment est venu où, de toute nécessité, il faut « agir avec vigueur ou renoncer à une entreprise pour « laquelle a coulé le sang des enfants de la France, à « une entreprise où, par conséquent, notre honneur « est engagé aussi bien que nos plus grands intérêts de « politique extérieure. Dans une telle alternative, l'hé- « sitation n'est pas possible. Il importe donc, Général, « que sans perdre un instant, vous vous dirigiez sur « Rome avec les forces imposantes réunies en ce « moment sous votre commandement et que vous pre- « niez position en dépit de toutes les résistances. Telle « est la volonté du gouvernement de la République, « dont j'ai été chargé de vous transmettre l'expres- « sion. »

« Vous le voyez, Messieurs, les ordres de mon gouvernement sont absolus. Mon devoir est tracé, j'accomplirai la mission dont je suis chargé. Sans doute le bombardement de Rome entraînera l'effusion de sang innocent et la destruction de monuments qui devraient être impérissables. Personne n'en sera plus profondément affligé que moi. Ma pensée à cet égard, Messieurs, vous est bien connue, elle est résumée dans les notifications que j'ai adressées le 13 de ce mois au triumvirat, au président de l'Assemblée constituante, aux commandants de la garde civique et de l'armée, aux habitants de la ville de Rome.

ser au triomphe de l'armée française. En réponse à l'adresse qu'il avait reçue des agents consulaires établis à Rome, le commandant en chef leur avait fait parvenir la lettre suivante : « Messieurs, les dernières instruction de mon gouver- « nement, etc... » (Ballreydier, *La Révolution à Rome*, t. II, p. 193.)

« J'ai eu l'honneur de vous donner immédiatement avis de cette notification dont je joins ici de nouveaux exemplaires.

« Depuis le 13, la situation des deux armées est totalement changée. Après de glorieux combats, les troupes sous mes ordres ont dû monter à l'assaut. Elles se sont énergiquement établies sur les remparts de Rome. Cependant l'ennemi n'ayant encore fait aucun acte de soumission, je suis obligé de continuer les opérations militaires.

« Plus la reddition de la place sera différée, plus grandes seront les calamités que vous redoutez si justement, mais les Français ne pourront être accusés de ces désastres : l'histoire les affranchira de toute responsabilité ».

« Agréez, Messieurs, etc.

« *Le Général commandant en chef,*
« OUDINOT DE REGGIO[1]. »

La nuit de répit qui était accordée aux Romains fut utilisée par le génie pour la continuation des cheminements contre le bastion 8, l'établissement d'une cinquième parallèle qui allait du chemin de San-Pancrazio vers la *casa bianca* et d'un cheminement qui partait de l'extrémité du jardin de la villa Corsini afin d'aboutir, à travers les vignes, à près de quatre-vingts mètres de la villa Giraud[2]. Le colonel Chenau, du 60e, faisait fonctions de général de tranchée et le colonel Bosc, du 32e, lui était adjoint. La garde de tranchée était formée d'un bataillon du 53e, d'un bataillon du 68e et d'une compagnie de chasseurs à pied.

La batterie de mortiers lança pendant la nuit assez

[1] BALLEYDIER, *La Révolution à Rome*, t. II, p. 194-195.
[2] A la sape volante.

fréquemment des bombes dans le bastion 8, pour empêcher l'ennemi de faire des travaux dans la casa Merluzzo qui commandait la brèche du bastion [1].

A Ponte-Molle, le général Sauvan avait reçu l'ordre du général en chef, dans l'après-midi, d'aller à Tivoli détruire une poudrerie dont Rome tirait son approvisionnement. Il forma de suite une petite colonne composée de deux bataillons, l'un du 13e léger, l'autre du 13e de ligne [2], d'une section du génie et d'un peloton de chasseurs à cheval.

La colonne partit à huit heures du soir et arriva à Tivoli le 29 à sept heures du matin [3]. Le directeur de la fabrique et les autorités de Tivoli supplièrent le général Sauvan de garder l'établissement en y laissant une petite garnison. Les ordres du général en chef étaient formels : la poudrerie contenait plusieurs quintaux de poudre, beaucoup de soufre et de salpêtre; le général Sauvan fit jeter le tout dans l'Anio. Ensuite les appareils, machines à pilon, etc. furent brisés, on incendia les constructions en bois de la fabrique [4]. La colonne repartit en toute hâte dans la direction de Ponte-Molle, avec l'espoir d'arriver à temps pour le fameux assaut dont il était question depuis huit jours. Le retour fut pénible. A la chaleur torride de la journée succéda un orage épouvantable. Nos soldats n'en marchaient pas moins en bon ordre et en observant toutes les précautions d'une colonne en marche. Le bruit courait que Garibaldi battait l'estrade pour les surprendre [5]. La brigade Sauvan, comme d'ailleurs toute la division Gueswiller, devait avoir un

[1] Les Romains incendièrent cette maison pendant la nuit.
[2] *Historique* du 88e de ligne (ancien 13e léger).
[3] Officier d'état-major, *Précis historique et militaire.*
[4] *Ibid.*
[5] Le gonfalonier de Tivoli l'avait dit au général Sauvan, probablement pour l'inquiéter, mais le général lui avait répondu que lui et ses soldats en seraient très heureux.

rôle important à jouer au nord-ouest de la place.

Devant les bastions 8 et 9, nos batteries avaient réparé leurs épaulements pendant la nuit. Les pertes des vingt-quatre heures étaient de deux tués et quatorze blessés dont trois officiers.

Dans la matinée du 29, la cavalerie revenait au camp de la casa Maffei en ramenant cent quatre-vingts voitures, chargées de vin, de vivres et quelques-unes de poudre.

La batterie n° 14 tirait en brèche sur la maison Savorelli, située en arrière de la gorge du bastion 9 et sur un retranchement intérieur que l'ennemi construisait pour boucher le flanc mis en brèche du bastion. A six heures du soir, la brèche devenait praticable sur toute la longueur du flanc du bastion 9 et la maison Savorelli était en ruines[1].

Aux attaques de droite, la batterie n° 2 échangeait des coups de canon avec une batterie de campagne romaine qui avait pris position dans les jardins de Saint-Alexis et que masquait le mur de l'église. L'ennemi ne cessa pas de tirer toute la journée en mettant en batterie des pièces de campagne sur divers points.

Une batterie de quatre pièces était placée par les Romains derrière le mur aurélien, de façon à faire feu sur la brèche du bastion 8 dès qu'une colonne d'assaut voudrait y prendre pied.

Le général en chef se rendit compte par lui-même que la brèche faite au flanc gauche de ce bastion était réellement praticable, bien que les gros blocs de maçonnerie, abattus par le canon, en eussent embarrassé un peu les abords.

Le service de tranchée devait être pris à six heures du soir, le général Levaillant (Charles) était général de tranchée avec le lieutenant-colonel de Liniers.

[1] *Journal* des opérations de l'artillerie et du génie.

du 53e, qui faisait fonctions de colonel de tranchée. La garde de tranchée serait fournie par trois bataillons et deux compagnies de chasseurs à pied.

Après une inspection minutieuse des tranchées et des batteries, le général en chef décida que l'assaut serait donné dans la nuit. Il arrêta de concert avec le général Vaillant les dispositions suivantes[1] :

### Ordre général pour l'assaut de la nuit du 29 au 30 juin

« Le soir du 29 seront commandées pour l'assaut six compagnies d'élite fournies par les six régiments de la division Rostolan. Elles formeront deux colonnes, l'une d'*attaque*, l'autre de *réserve*, chacune sous les ordres d'un chef de bataillon.

« La première colonne composée de trois compagnies du 22e léger, 32e et 53e de ligne, sera commandée par le chef de bataillon Lefebvre, du 53e, elle aura avec elle trente sapeurs et un officier du génie.

« La deuxième colonne, formée de trois compagnies des 36e, 66e et 68e de ligne, aura pour commandant le chef de bataillon Le Rouxeau de Rosencoat, du 68e; on y adjoindra aussi trente sapeurs et un officier du génie.

« La colonne d'attaque sera massée au pied de la brèche du bastion 7, dès deux heures dn matin, le 30. Au signal donné par le colonel Niel, elle se portera sans bruit à la brèche du bastion 8; si elle rencontre des obstacles, elle essaiera de les tourner en même temps qu'elle les abordera de front.

« Aussitôt que cette colonne sera montée, un déta-

[1] « Les dispositions arrêtées d'avance sur la proposition du général commandant le génie, complétées au moment même de l'assaut, furent les suivantes : « Le soir du 29 seront, etc. » (*Journal* des opérations de l'artillerie et du génie.)

chement de travailleurs, composé de trois compagnies d'élite, gravira la brèche portant des gabions et s'établira pour faire les logements dès que l'officier du génie chargé de la conduire en donnera l'ordre. Ces compagnies auront également avec elles un détachement de trente sapeurs; elles seront fournies par les 17e, 20e et 33e de ligne. Un officier d'état-major ira les prendre à Pamphili et les amènera au pied du bastion 7.

« Un peu avant que la colonne d'attaque franchisse la brèche du bastion 8, une troisième colonne, dite *de soutien*, forte de trois compagnies d'élite prises dans les bataillons de tranchée (22e léger, 32e et 53e de ligne) sortira des logements établis dans le bastion 7.

« Deux de ces compagnies se porteront en avant de ces logements, aborderont les tranchées de l'ennemi, et *tueront tout ce qui s'y trouvera*, tandis que la 3e compagnie ira, au pas de course, tourner le bastion 8 par sa gorge et enlèvera la batterie de quatre pièces qui bat le sommet de la brèche. Cette colonne qui sera commandée par le chef de bataillon de Laforest, du 22e léger, aura aussi avec elle trente sapeurs sous les ordres d'un officier du génie. Les deux premières compagnies, dès qu'elles auront fait main basse sur les défenseurs des tranchées romaines, reviendront se masser dans nos cheminements et se tiendront prêtes à en sortir de nouveau et à marcher contre l'ennemi s'il tentait un retour offensif. Aussitôt que les travailleurs seront en train de remplir les gabions, la colonne d'attaque du bastion 8 rentrera dans l'ouvrage tracé par l'officier du génie. A cet effet, on devra laisser un passage ou intervalle à droite et à gauche pour faciliter la rentrée de ces troupes.

« La colonne formant réserve devra également être massée, à deux heures du matin, dans le fossé de la courtine (7-8) pour monter au besoin dans le bastion et en soutenir les travailleurs. Dans le cas où l'on tirerait

des coups de fusil de la maison qui touche au flanc du bastion 8 mis en brèche, il faudrait y pénétrer, *tuer tous ceux qu'on y rencontrerait* et l'évacuer immédiatement afin d'éviter les mines qui pourraient y avoir été préparées. Si l'ennemi ne fait pas feu de la maison, on devra se garder d'y entrer tout de suite.

« Quelques pièces du bastion 6 et de la courtine (6-7) devront être chargées à mitraille, prêtes à tirer sur l'ennemi en cas de retours offensifs.

« Le lieutenant-colonel Espinasse, du 22e léger, aura le commandement supérieur des quatre colonnes (d'attaque, de soutien, de réserve et de travailleurs). Les compagnies d'élite qui les composeront seront fortes de cent hommes au moins et seront complétées en officiers et en sous-officiers.

« En outre de ces colonnes, la garde ordinaire des tranchées sera augmentée d'un troisième bataillon que fournira le 22e léger et qui sera placé de manière à soutenir les compagnies destinées à s'emparer du bastion 8. Une compagnie du deuxième bataillon de chasseurs à pied marchera avec ce bataillon.

« Le général de brigade Levaillant (Charles) aura sous ses ordres, en qualité de général de tranchée, les trois bataillons de garde.

« La tenue devra être aussi régulière que possible, les troupes composant les colonnes d'attaque, la réserve, ainsi que les trois bataillons de tranchée seront sans sacs. Elles auront en sautoir l'étui d'habit, tenu par la grande courroie du sac; les quarante cartouches de réserve et une ration de biscuit seront renfermées dans cet étui.

« Les travailleurs seront dans la tenue habituelle.

« *Le Général commandant en chef,*
« OUDINOT DE REGGIO.

« Au quartier général devant Rome. »

## CHAPITRE XVIII

### AVANT LE COMBAT. — L'ASSAUT DU 30 JUIN.

La chaleur de la journée a été écrasante et quand vient l'heure du crépuscule, ce n'est pas une brise rafraîchissante qui agite les toiles de tente des camps français. L'atmosphère reste orageuse, le ciel, d'un bleu profond aux reflets d'améthyste, s'assombrit de plus en plus, des éclairs le sillonnent. Le canon s'est tu et le grondement lointain qui s'entend est celui du tonnerre...

Dans les tranchées où séjournent seulement les troupes de garde, les officiers d'état-major et du génie circulent, vérifiant les débouchés, examinant les parapets, les cheminements. En arrière de cette zone dangereuse, sur les fronts de bandière des camps Maffei, Negroni, San-Carlo, dans les villas Pamphili et Corsini, dans les cantonnements de San-Pancrazio et de San-Paolo, et plus loin, au nord-ouest, au camp de Ponte-Molle, partout enfin où le corps expéditionnaire campe ou cantonne, officiers et sous-officiers passent une revue minutieuse des armes et des munitions de leurs hommes. Ce ne sont pas seulement les compagnies des colonnes désignées pour monter à

l'assaut qui sont inspectées par leurs chefs, tous les régiments, tous les corps de troupe peuvent être engagés, tous doivent se trouver prêts.

La même résolution, la même énergie se révèlent dans les trois divisions. Les officiers du génie comptent et examinent les outils, les gabions, les sacs de poudre, ce sont des armes d'assaut et les plus efficaces contre les obstacles imprévus.

L'artillerie a réparé ses embrasures, consolidé ses épaulements. Si l'infanterie est repoussée dans l'attaque de nuit, n'est-ce pas elle, la victorieuse du jour, qui rétablira le combat et gagnera la suprême revanche?

Enfin la cavalerie, qui a opéré depuis plus d'un mois tant de razzias avantageuses aux approvisionnements de l'armée, a paqueté toutes ses selles, dans l'espoir qu'au matin elle pourra s'engager elle aussi, charger quelque colonne de sortie, sabrer des tirailleurs, poursuivre des fuyards...

En attendant, les heures s'écoulent trop lentement au gré de ces vaillants. Partout les faisceaux sont formés, les soldats se sont assis ou plutôt accroupis, les officiers, debout, échangent leurs impressions. Dans l'obscurité leurs épaulettes scintillent: parfois un général passe, coiffé du grand chapeau galonné d'or, aussi impatient qu'un sous-lieutenant de voir commencer la fête...

C'est bien une fête de nuit qui se prépare, car dès huit heures du soir, la coupole de Saint-Pierre resplendit de lumières jusqu'au faite du dôme. Inquiète, troublée, sans force de résistance, mais se réfugiant dans la prière et dans les pompes du culte, la population a voulu célébrer une des grandes fêtes religieuses de Rome : celle des apôtres saint Pierre et saint Paul, ses patrons. Le triumvirat, qui se sent aux abois, n'a pas osé s'y opposer et voici la cause de

cette profusion de lumières : « Rome était tellement éclairé, a écrit un officier français témoin oculaire[1], qu'elle nous semblait une vaste fournaise à demi éteinte mais encore entourée d'une atmosphère de feu. »

Soudain l'orage éclate et une pluie torrentielle éteint l'illumination de Saint-Pierre et du Vatican [2].

Les neuf compagnies d'assaut et de soutien ne sont réunies qu'à minuit ; elles appartiennent aux six régiments[3] qui composent la division Rostolan, la plus forte du corps expéditionnaire, et forment trois groupes sous le commandement supérieur du lieutenant-colonel Espinasse et sous les ordres des chefs de bataillon Lefebvre, Le Rouxeau de Rosencoat et de Laforest. Les travailleurs d'infanterie que dirigera tout à l'heure le commandant du génie Galbaud du Fort forment le quatrième groupe.

Le général Regnaud d'Angély est resté dans son commandement habituel des troupes d'avant-postes, le général de Rostolan est à la tête des régiments de sa division massés en arrière des tranchées. Le général Levaillant (Charles) commande les bataillons de garde à la tranchée.

A ce moment le général Gueswiller avec la brigade Levaillant (Jean), ou plutôt avec les fractions de cette brigade composées d'un bataillon du 13e léger, de deux bataillons du 25e léger, d'une compagnie du génie et d'une batterie d'artillerie de 12, se déploie malgré la pluie sur les crêtes du mont Parioli à hauteur de la villa Borghèse, et par conséquent face à la porte del Popolo et au Pincio.

[1] Capitaine d'état-major VERTRAY, *Album*.

[2] « Il ne restait au moment de l'assaut qu'une seule lanterne au sommet du dôme principal. Cette lumière ne s'éteignit que très tard dans la matinée, elle fut témoin de la fin des hostilités. » (Capitaine VERTRAY, *Album*.)

[3] Voir la composition des colonnes dans les instructions de combat.

Prononçant son mouvement en avant, la brigade occupe toutes les positions qui bordent la villa Borghèse et le Pincio. Les carabiniers et trois compagnies du 13e léger sont en première ligne. Le reste du régiment est serré en masse avec le 25e léger. On s'aperçoit avec stupeur que l'ennemi avait tenté d'incendier toutes les villas de cette partie du Monte-Parioli, mais l'orage éteint ces incendies, en même temps qu'il dissimule les mouvements de la colonne de Ponte-Molle. La batterie est mise en position à petite portée des remparts, l'ennemi ne l'a pas vue.

Pour affirmer sa diversion et signaler sa présence, le général Gueswiller fait ouvrir le feu à ses quatre pièces de 12, à toute volée, contre le quartier de la place du Peuple, du Corso et de la place d'Espagne. La batterie romaine du Pincio répond aussitôt et entre les deux artilleries, la canonnade s'engage régulière et à peu près inoffensive [1].

L'orage s'est apaisé quand on entend dans les tranchées le canon de la division Gueswiller. Il est deux heures...

Les sapeurs du génie, attachés aux colonnes, sont à leur place, commandés par des capitaines ou des lieutenants. Trois colonnes (*assaut*, travailleurs et réserve), sont massées au pied de la brèche du bastion 7; seule la quatrième colonne, dite de *soutien*, est restée à l'intérieur du bastion 7.

Les hommes ont l'arme au pied, sauf les sapeurs du génie et les travailleurs qui la portent à la bretelle, les officiers gardent le sabre au fourreau.

Comme il semble lent à venir, le signal de l'assaut!

[1] *Historiques* des 88e (ancien 13e léger) et 100e de ligne (ancien 25e léger).

Le premier de ces historiques mentionne l'ouverture du feu d'artillerie à deux heures, le second à une heure du matin. Quelques-uns des projectiles éclatèrent dans le Corso.

La pluie ne tombe presque plus, chacun piétine sur place au milieu des flaques d'eau et des trous. Le lieutenant-colonel Espinasse, du 22e léger, accompagne dans son incessante inspection le colonel Niel, le directeur de l'attaque.

Ces deux officiers supérieurs forment un vivant contraste. L'un, le lieutenant-colonel d'infanterie légère, de taille moyenne, maigre avec les épaules larges, a la physionomie de l'officier d'Afrique, brunie, hâlée, barrée d'une épaisse moustache noire avec une courte barbiche; sa main gauche serre fiévreusement la poignée de son sabre. C'est bien un commandant d'avant-garde ou de colonne d'assaut. L'autre est grand, blond, avec quelque chose de plus réfléchi. Son visage aux traits réguliers et un peu pâlis par les nuits de veille garde une expression pleine de dignité, qui s'allie à une inflexible résolution. Il porte aussi la moustache et la barbiche, mais encadrées de petits favoris comme en portaient les officiers d'état-major et des armes savantes sous Louis-Philippe; son regard pénétrant, sa démarche vigoureuse, sa parole brève et précise, tout indique que l'homme d'étude est doublé d'un homme d'action, qu'il sait commander et payer d'exemple.

Tous deux se retrouveront souvent dans le cours de leur carrière militaire. Dix ans après, ils reviendront l'un et l'autre dans cette même Italie, ils combattront non plus dans la campagne brûlée de Rome, mais dans les plaines de la riche Lombardie, tous deux généraux de division. Espinasse tombera héroïquement, l'épée à la main, en entraînant ses troupes à un nouvel assaut, celui de Magenta; Niel, vingt jours plus tard, gagnera sur le champ de bataille de Solférino le bâton de maréchal de France.

. . . . . .

Il est maintenant deux heures et demie du matin.

Trois coups de canon, tirés coup sur coup, résonnent dans la nuit, que percent faiblement les premières lueurs de l'aube romaine. La pluie a complètement cessé et les trois détonations ont longuement vibré, c'est le signal!

Dans chaque colonne, d'un geste fébrile, tous les officiers ont dégainé, les hommes mettent baïonnette au canon, sauf les travailleurs et les sapeurs, qui portent des outils et gardent l'arme à la bretelle.

Deux minutes après le signal, la quatrième colonne (trois compagnies d'élite des 22e léger, 32e et 53e de ligne, commandant de Laforest) débouche du bastion 7 au pas gymnastique pour prendre à revers la brèche du bastion 8. Dès que la colonne est sortie du couronnement, le colonel Niel a serré la main du lieutenant-colonel Espinasse en lui disant : *En avant!* et aussitôt, sur un signe de ce dernier, la première colonne, dite la colonne d'attaque, également composée de trois compagnies d'élite des 22e léger, 32e et 53e de ligne (commandant Lefebvre), précédée d'une brigade de sapeurs que dirige le capitaine du génie Doutrelaine, gravit la brèche. Mais la fusillade éclate, toute la crête scintille de coups de feu: l'ennemi n'a pas été surpris, comme pendant la nuit du 21 juin[1].

La division Garibaldi était fractionnée en deux groupes; l'un, sous le commandement personnel de Garibaldi, formé d'un millier de légionnaires et de bersaglieri lombards, occupait les abords de la porte San-Pancrazio et du bastion 8; l'autre, sous les ordres du colonel Marochetti, fort d'environ quatre mille hommes, garnissait l'enceinte depuis la batterie del Pino qui bat le sommet de la brèche du bastion 8

[1] L'historien de la légion Garibaldi déclare que l'assaut commença à deux heures du matin et que cet assaut était prévu. (Lœvinson, p. 261.)

jusqu'à la porte Portese, avec une réserve sur la place San-Pietro in Montorio [1].

La colonne Lefebvre a perdu quelques hommes dans son escalade, mais elle est arrivée au sommet de la brèche, là il lui faut défiler par une étroite ouverture de deux mètres seulement, entre les ruines du parapet et une maison située en arrière de la brèche. Les feux de mousqueterie de l'ennemi auxquels se mêle celui de la batterie del Pino se croisent sur cet étroit passage, mais la tête de colonne atteint le terre-plein et commence à se déployer. Le commandant Lefebvre, qui est resté sans cesse au premier rang, en avant même des sapeurs, tombe à ce moment frappé d'une balle [2].

Le lieutenant-colonel Espinasse qui a fait masser les travailleurs et la colonne de réserve sur la dernière compagnie de la première colonne se porte en avant avec le commandant Le Rouxeau de Rosencoat auquel il confie le commandement de la colonne Lefebvre [3]. Au lieu d'appuyer à gauche comme cela avait été recommandé [4], la compagnie de tête appuie à droite et se jette dans une grande tranchée qui ferme le bastion à la gorge et ménage les communications entre l'enceinte aurélienne et la casa Merluzzo. Cette grande maison flanque l'ouverture que la colonne a eu tant de peine à franchir. Une section du génie et deux compagnies du 36e et du 66e, appartenant à la colonne Laforest, s'étaient déjà portées à droite sur la grande tranchée encore occupée par les défenseurs, en arrière du front 6-7. Le capitaine du génie Doutrelaine remet la compagnie de tête de

[1] Ermano Lœvinson, *Giuseppe Garibaldi e la sua legione*, p. 261.
[2] Le général Oudinot au ministre de la guerre, 30 juin 1849.
[3] Le général Oudinot au ministre de la guerre. (*Rapport* du 30 juin.)
[4] *Journal* des opérations de l'artillerie et du génie.

la première colonne dans la direction[1] qu'elle aurait dû suivre. Ces trois compagnies attaquent et enlèvent la tranchée dans un superbe élan.

La compagnie de queue, qui appartient au 53e de ligne, franchit le mur de l'enceinte aurélienne et se porte sur les bâtiments qui couvrent la porte San-Pancrazio[2]. Le commandant Le Rouxeau de Rosencoat garde dans la tranchée ses deux premières compagnies et leur fait ouvrir un feu soutenu devant lequel les défenseurs reculent: ce qui permet à la colonne des travailleurs de commencer des épaulements et de tracer ce qui, en termes de fortification, s'appelle « le logement », en partant de la casa Merluzzo et en se dirigeant vers la face gauche du bastion 8. Le chef de bataillon du génie Galbaud du Fort, assisté du capitaine Regnault, dirigeait le travail de placement des gabions avec la plus grande activité, lorsqu'il tombe frappé de deux balles. Sa blessure devait être mortelle. Il succomba quelques jours après, dans d'admirables sentiments de foi religieuse. Le feu de l'ennemi redoublait aux alentours d'un petit pavillon[3] qui dominait la tranchée.

Heureusement la colonne du chef de bataillon de Laforest avait pu exécuter sa difficile mission. Dès le début, elle s'est fractionnée en deux groupes; le premier, comme nous l'avons vu, a devancé la colonne Le Rouxeau de Rosencoat dans l'attaque de la tranchée qui est appuyée à l'enceinte aurélienne et en se réunissant à elle, a pu s'en emparer et chasser les défenseurs. Ce même groupe de la colonne Laforest a exécuté rigoureusement la consigne que lui a donnée le général en chef : *il a tué tout ce qu'il a trouvé*[4].

[1] *Journal* des opérations de l'artillerie et du génie.
[2] *Ibid.*
[3] *Ibid.*
[4] « ... Tuent les défenseurs à coups de baïonnette. » (Le général Oudinot au ministre de la guerre, 30 juin 1849.)

Les deux compagnies d'élite rivalisent d'ardeur et d'intrépidité [1] Les voltigeurs du 32e tiennent la tête, leur capitaine Félix Douay [2] donne l'exemple du plus brillant courage [3]. Les deux compagnies escaladent le mur aurélien et, toujours à la baïonnette, refoulent ou tuent les défenseurs de cette enceinte, mais sur la droite, il y a plusieurs maisons crénelées dont le feu incommode nos attaques [4]. Les deux compagnies (voltigeurs du 32e et grenadiers du 53e) se mettent alors en tirailleurs, fort mal abritées, mais n'en luttant pas moins obstinément contre les tireurs des maisons [5].

Elles cherchent à pénétrer dans une villa qu'entourent des troupes ennemies assez nombreuses. C'est la villa Spada, le quartier général de Garibaldi [6], qui se précipite à la tête de ses légionnaires, l'épée à la main,

[1] « Quelles belles troupes que ces compagnies d'élite des régiments de ligne! Quelle émulation entre la grenade et le cor de chasse, les épaulettes rouges et les épaulettes jaunes! D'un côté l'avantage de la taille et souvent celui de la force, les beaux hommes du régiment, de l'autre, les petits fantassins, vigoureux, meilleurs marcheurs, plus adroits à la gymnastique; des deux côtés, même dévouement au drapeau, même fierté du *numéro*. » (René Bittard des Portes, *Les Campagnes de la Restauration*, p. 662.)

[2] *Historique* du 32e de ligne.

[3] Félix Douay avait deux frères, officiers comme lui de grand mérite, destinés l'un et l'autre à mourir glorieusement sur un champ de bataille, l'un, le colonel Gustave Douay, fut frappé mortellement à la bataille de Solférino, un soir de victoire; l'autre, le général Abel Douay, fut tué à la tête de sa division à Wissembourg, notre première défaite en 1870. Quant au capitaine de voltigeurs qui se distingua à l'assaut du 30 juin 1849, il était général de division pendant la campagne du Mexique et commandant du 7e corps pendant la triste guerre. Son corps d'armée défendit valeureusement les positions nord de Sedan, le 1er septembre 1870. Après la guerre, le général Félix Douay devint commandant du 6e corps, puis inspecteur d'armée et mourut prématurément en 1879. Il s'est occupé, avec une grande compétence, des feux d'infanterie.

[4] Le général Oudinot au ministre de la guerre. (*Rapport* du 30 juin.)

[5] *Ibid.*

[6] Ermano Lœvinson, *Giuseppe Garibaldi e la sua legione*, p. 261.

en chantant l'hymne populaire[1], contre les Français qui sont un instant repoussés[2], mais bientôt nos soldats reviennent à la sonnerie de la charge. Pendant que les grenadiers du 36e continuent la fusillade contre les maisons, les sapeurs du génie et les voltigeurs attaquent la batterie del Pino et le mur aurélien; alors arrive la compagnie de carabiniers du 22e léger.

L'autre fraction de la colonne Laforest n'avait été ni moins courageuse ni moins utile. Réduite à cette compagnie de carabiniers du 22e léger sortie la première de la tranchée et dirigée par le chef de bataillon de Laforest en personne[3], elle avait pris au pas de course le chemin qui bordait la courtine. Rencontrant deux premières tranchées garnies de Romains, dont ils essuient le feu, les carabiniers du 22e léger avaient, eux aussi, exécuté la consigne et tué leurs adversaires[4]. Puis dans un admirable élan d'héroïsme, les trois compagnies de la colonne, maintenant réunies et entraînées par le commandant de Laforest, franchissent le retranchement qui barre la gorge du bastion et assaillent de flanc et de face la batterie del Pino qui battait intérieurement la gorge du bastion, ils s'en emparent[5]. Presque tous les canonniers de la batterie se font tuer sur leurs pièces.

Le capitaine Félix Douay se distingua encore entre tous, il tua de sa main trois artilleurs romains[6]. Dans l'affreuse mêlée qui s'était produite, il avait reçu trois

[1] Ermano Loevinson, *Giuseppe Garibaldi e la sua legione*, p. 662.

[2] « La fraction de droite pénétra jusqu'à la villa Spada qu'elle attaqua sans y entrer. » (*Journal* des opérations de l'artillerie et du génie.)

[3] Le général Oudinot au ministre de la guerre. (*Rapport* du 30 juin 1849.)

[4] « Ils ne s'arrêtent que pour les passer par les armes. » (*Ibid.*)

[5] Général Oudinot au ministre de la guerre, 30 juin 1849.

[6] *Historique* du 32e de ligne.

blessures sans cesser de combattre, restant à la tête de sa compagnie, malgré un coup de baïonnette et un coup d'épée au bras gauche et un coup de feu à l'oreille[1]. On doit citer aussi parmi les plus braves le lieutenant Hébrard, le sous-lieutenant Destenay, le sergent Maisch ainsi que les voltigeurs Charliet et Fris[2]. Le terre-plein de la batterie était encombré de morts et de mourants.

Là furent tués intrépidement, sous le commandement d'un de leurs officiers nommé Miller, cinquante lanciers de Garibaldi, qui avaient tenté de lutter « avec leurs lances », comme des soldats du moyen âge. D'abord ils ont voulu défendre les créneaux du bastion, puis ils se sont repliés sur la batterie et l'ont encore défendue à l'arme blanche[3]. Les lanciers de Garibaldi sont morts pour leur drapeau, face à l'ennemi, comme le 3 juin, leur commandant d'escadron Masini, à l'assaut de la villa Corsini.

La batterie prise, le capitaine Prévost et le lieutenant Brière firent boucher avec des sacs à terre les embrasures de cette batterie, enclouer une de ses pièces et briser les affûts des autres[4]. La fusillade continuait autour de la villa Spada et contre le saillant du bastion. Notre première colonne (Lefebvre) soutient là un combat très vif. Le capitaine Robinet, des voltigeurs du 53e, y est tué. En même temps que lui

[1] *Historique* du 32e de ligne.

[2] Rappelons que Raffet, le célèbre dessinateur militaire, assistait aux opérations du siège. Il a composé un album de l'expédition que nous avons eu le grand plaisir de parcourir. Un autre album contenant un grand nombre de portraits d'officiers, de sous-officiers et de soldats qui se sont distingués pendant les opérations se trouve à la Bibliothèque nationale, à l'œuvre de Raffet, département des estampes. Le 32e de ligne est représenté par dix-sept portraits, dont les reproductions figurent dans la salle d'honneur du régiment.

[3] Ermano Lœvinson, *G. Garibaldi e la sua legione*, p. 261.

[4] *Journal* des opérations de l'artillerie et du génie.

tombent grièvement blessés les sous-lieutenants Sanglé-Ferrière et Nachon, ainsi que plusieurs voltigeurs.

Garibaldi est là et autour de lui se groupe l'élite de ses légionnaires et du 6e régiment romain, il a déjà plusieurs fois repoussé les efforts de la première colonne, lorsque le lieutenant-colonel Espinasse, qui a suivi de très près les différentes phases de l'action, se décide à un effort combiné des trois colonnes. En conséquence il fait entrer en action la colonne de réserve qui jusqu'alors a été ménagée et qui va donner en première ligne. Cette colonne est composée de trois compagnies d'élite des 36e, 66e et 68e de ligne.

L'ennemi, vigoureusement abordé par les trois colonnes, est rejeté contre la barricade de la villa Spada[1]. La lutte s'y engage terrible à l'arme blanche[2], mais aux accents de la charge, nos soldats franchissent la barricade. Garibaldi doit battre en retraite et se reporter avec la plus grande partie de sa troupe sur la troisième ligne de défense[3]. Son chef d'état-major Manara est tué sur la barricade, ainsi que plusieurs de ses officiers et un grand nombre de légionnaires. Le major Luigi Caroni, aide de camp de Garibaldi, est fait prisonnier ainsi qu'une centaine d'hommes, aussitôt envoyés au camp français sous escorte.

La défense des Romains avait été intrépide sur certains points. On vit trois officiers lombards, aban-

[1] Le général Vaillant le désigne sous le nom de *petit pavillon* hexagonal et le général en chef dans son rapport l'appelle tout simplement une petite maison. M. Lœvinson, dans son récent ouvrage, la mentionne sous le nom de villa Spada et ajoute : « Doue trovarasi il quartier generale di Garibaldi. » (P. 26.)

[2] « Non seulement à la baïonnette, à la lance, mais au sabre et au couteau. » (Lœvinson, *G. Garibaldi e la sua legione*, p. 262.)

[3] Ermano Lœvinson, *Garibaldi e la sua legione*, p. 263.

donnés de leurs soldats qui s'étaient pourtant bien battus, se précipiter seuls au milieu de nos grenadiers et y tomber frappés de coups de baïonnette [1]. Ailleurs un capitaine d'infanterie romaine, le bras en écharpe, le front sanglant, combat encore un genou en terre; on lui crie de se rendre, il refuse et tombe mortellement atteint en criant : *Eviva l'Italia!*

Nos soldats avaient admirablement obéi à l'élan de leurs officiers. La 2e compagnie de grenadiers du 66e de ligne s'était très brillamment montrée, elle avait à sa tête le capitaine Belleval, les lieutenants Duhousset [2] et Clerbout, le sous-lieutenant Hariague. Deux de ces officiers avaient sollicité comme une faveur de remplacer leurs camarades indisponibles [3]. La compagnie n'avait pour ainsi dire combattu qu'à la baïonnette.

L'un des grenadiers découvre sous un caisson d'artillerie un homme couvert de sang qui s'écrie en français : « Ne me tuez pas, je suis sans armes. — Malheureux, lui dit alors M. Duhousset, comment avez-vous pu vous battre contre le drapeau de la France? — J'ai fait mon devoir, réplique cet homme, j'appartiens au 2e léger, c'est vrai, mais je suis Italien et c'est dans un régiment lombard que j'ai combattu pour l'indépendance de mon pays [4]. — Vous êtes un brave », lui répondit l'officier français qui le fit transporter à l'ambulance.

Le bastion 8 est conquis [5], mais le jour commence

[1] Balleydier, *La Révolution à Rome*, p. 205.

[2] Cet officier fut quelque temps détaché comme instructeur en chef d'infanterie des troupes du shah de Perse. Il assista, en qualité de chef de bataillon, à la bataille de Frœschwiller et fut fait prisonnier avec son général de division mortellement blessé, le brave général Raoul, l'intrépide major de tranchée de Sébastopol, surnommé « triste et doux ».

[3] *Historique* du 66e de ligne.

[4] Balleydier, p. 209.

[5] « Cette dernière action, due à la coopération rapide et bien combinée des deux colonnes d'attaque sous la direction

à paraître. Toutes les maisons qui ont vue sur le bastion se remplissent de tirailleurs et l'ennemi revient en force pour tenter de reprendre ses pièces. Alors le lieutenant-colonel Espinasse lance deux compagnies de la réserve sous le commandement du chef de bataillon Le Rouxeau de Rosencoat (grenadiers du 36e, voltigeurs du 68e).

Les grenadiers sont en tête, suivant le brave capitaine Tiersonnier, ils poussent vigoureusement l'ennemi, le précipitent à la baïonnette par-dessus l'escarpe et enfin s'emparent des maisons qui dominent la porte San-Pancrazio [1]. L'autre compagnie, sous les ordres directs du chef de bataillon, tente de couper la retraite à Garibaldi qui est revenu rechercher, sous le feu, un détachement de la légion Médici [2], mais la compagnie française n'est pas assez nombreuse. Le condottiere et ses soldats rentrent dans la ville.

Le commandant Le Rouxeau de Rosencoat porte de nouveau ses deux compagnies en avant de l'enceinte aurélienne où il relève un détachement de la première colonne. La fusillade continue contre les tirailleurs ennemis, ceux-ci sont moins nombreux et moins audacieux. Toutefois il faut surveiller avec vigilance les jardins environnants, les pavillons, les maisons, qui, presque toutes crénelées, cachent encore des défenseurs.

Les travailleurs fournis par les trois compagnies d'élite des 17e, 20e et 33e de ligne, sous la direction du lieutenant-colonel du génie Ardant, qui était venu remplacer le commandant Galbaud du Fort blessé, établissent des gabions le long du flanc droit du bas-

du lieutenant-colonel Espinasse, nous rendit tout à fait maîtres du bastion 8. » (*Journal* des opérations de l'artillerie et du génie.)

[1] Le général Oudinot au ministre de la guerre, 30 juin 1849.

[2] E. Lœvinson, *G. Garibaldi, etc.*, p. 262.

tion 8, à douze mètres de la crête du mur[1]. Le fossé de l'enceinte aurélienne fut également fermé par des gabions, la communication faite par l'ennemi fut convertie en logement, mais il fallut la couper de traverses sous un feu de mousqueterie très vif[2]. Enfin la casa Merluzzo fut couronnée avec des sacs à terre.

Parfois les tirailleurs ennemis se glissaient entre la première ligne des compagnies de réserve et les travailleurs, mais ceux-ci saisissaient leurs armes et faisaient feu sur les assaillants. Bientôt nos travailleurs ne furent incommodés que par la fusillade des maisons, ce que les Romains appelaient pompeusement « la troisième ligne de défense ». Le lieutenant Brière du génie et quelques sapeurs furent blessés.

Les capitaines Regnault, Prévost, Doutrelaine et le lieutenant Guillemard dirigeaient les travaux de la gorge et du flanc droit du bastion 8 tout en subissant avec leurs hommes le feu de l'ennemi. Il faisait tout à fait jour et les logements du bastion étaient loin d'être terminés[3]. Enfin, à cinq heures du matin[4], ces ouvrages bien que très incomplets pouvaient offrir un abri. Le lieutenant-colonel Espinasse vint chercher lui-même les deux compagnies de la réserve qui étaient restées bravement en avant du mur aurélien. Une fois que ces compagnies eurent franchi cette enceinte, les sapeurs du génie, sous le commandement du capitaine Regnault, fermèrent le passage.

Le succès était complet : nous avions conquis un nouveau bastion et la tête de l'enceinte aurélienne. Nous pouvions, quand il nous plairait, franchir le mur

[1] « Afin qu'elle pût être conservée alors même que le mur viendrait à être démoli par l'artillerie que l'ennemi avait disposée sur le flanc gauche du bastion 9. » (Général Vaillant, *Journal* des opérations de l'artillerie et du génie.)

[2] *Ibid.*

[3] *Journal* des opérations de l'artillerie et du génie.

[4] Officier d'état-major, *Précis historique et militaire de l'expédition*, p. 79.

aurélien, tourner la porte San-Pancrazio, donner l'assaut au bastion 9. De nos positions sur le Janicule, notre artillerie pouvait bombarder Rome. Qu'allaient donc maintenant tenter ses défenseurs? Leurs pertes étaient considérables, les officiers romains mis hors de combat ou prisonniers étaient nombreux. Parmi les tués, outre le colonel Manara, chef d'état-major, on comptait les capitaines Arrighi et Gugliemi, le lieutenant Ugolini et le fameux nègre qui accompagnait toujours Garibaldi, Andrea Aguyar[1].

Le général Oudinot s'était rendu sur le terrain de la lutte ainsi que les généraux Vaillant[2] et Thiry; il pouvait donc en toute connaissance de cause écrire au ministre dans son rapport du 30 juin :

« ... Les diverses colonnes ont été conduites avec autant d'énergie que d'intelligence par le lieutenant-colonel Espinasse et par les chefs de bataillon placés à leur tête.

« Nos troupes ont agi avec une vigueur et un élan auxquels rien ne pouvait résister. Elles ont tué à la baïonnette plus de quatre cents hommes[3]. Sur cent vingt-cinq prisonniers restés entre nos mains se trouvent dix-neuf officiers de tous grades. »

Le général en chef constatait avec joie que nos pertes étaient relativement peu considérables. L'assaut nous coûtait un officier, le capitaine Robinet, du

[1] Ermano Lœvinson, *G. Garibaldi, etc.*, p. 262.

[2] Le général Vaillant envoya d'ailleurs directement son rapport au ministre de la guerre. Nous y relevons cette phrase qui rappelle la situation toute spéciale du commandant supérieur du génie : « La joie que j'éprouve, Monsieur le ministre, d'avoir pu mener à bonne fin l'opération que vous m'avez confiée... » Il terminait ainsi : « J'ai retrouvé le corps du génie tel que je l'ai toujours vu dans toute ma carrière militaire, c'est-à-dire ayant à un haut degré le sentiment du devoir et des obligations qu'impose l'honneur de servir la France. » (*Journal* des opérations, pièce 25.)

[3] Ce sont les chiffres du général Oudinot et ceux du général Vaillant.

53e de ligne, et dix-huit soldats tués sur place, sept officiers et quatre-vingt-dix soldats blessés[1].

Le duc de Reggio ajoutait : « Ce second assaut donne un immense ascendant moral à nos soldats. L'ennemi a perdu deux principaux fronts de son enceinte, nos batteries établies sur les terre-pleins découvrent et peuvent ruiner la ville. Prolonger la défense serait un acte insensé, ce serait non seulement sacrifier les maisons, mais aussi porter la guerre au sein des familles. On ne peut raisonnablement supposer qu'un gouvernement, quel qu'il soit, consente à prolonger de pareils malheurs sur la capitale du pays. »

Le général en chef appréciait à sa valeur la diversion opérée pendant la nuit de l'assaut par le général Gueswiller[2]. Il ignorait que le feu de notre artillerie, sans produire de dégâts sérieux, avait occasionné une vive émotion dans les quartiers nord-ouest de Rome.

Pendant cette même nuit, alors qu'ils ne prévoyaient pas l'assaut du bastion 8, les Romains avaient tenté d'incendier le pont établi sur le bas Tibre, au mouillage de Saint-Paul. Près de cinquante brûlots de formes et de dimensions différentes furent arrêtés, détruits et coulés par les pièces de la flottille sous les ordres du lieutenant de vaisseau Ollivieri et avec le concours de la compagnie de pontonniers commandée par le capitaine Blondeau.

[1] Nous donnons là les chiffres du général Vaillant, ceux du général Oudinot sont moins élevés pour les tués : *neuf tués dont un officier*, mais plus élevés pour les blessés : *cent dix blessés dont dix-huit officiers*. Ceux du général Vaillant nous paraissent plus exacts, d'après les historiques des régiments. Le commandant supérieur du génie a eu plus tard à sa disposition au ministère de la guerre des renseignements que le général Oudinot, absorbé par ses occupations de commandant en chef, n'a eu ni le temps ni les moyens de contrôler.

[2] Le général Oudinot au ministre de la guerre. (*Rapport* du 30 juin 1849.)

Le général en chef rendait aussi un juste hommage au concours de la marine[1] et il terminait ainsi un long et intéressant rapport auquel le gouvernement devait donner aussitôt la publicité du *Moniteur*[2] :

« En résumé, Monsieur le ministre, le succès de toutes les entreprises, les pertes incessantes éprouvées sur tous les points par l'ennemi, donnent à espérer que la résistance de la ville ne peut se prolonger désormais.

« Depuis le commencement du siège, toutes les opérations ont été conduites par le général de division du génie Vaillant, avec cette habileté et cette expérience dont il a donné tant de preuves[3]. Le général de brigade Thiry, commandant l'artillerie, a surmonté avec une grande énergie de nombreuses difficultés.

« Le général Rostolan, commandant les troupes du siège, leur a inspiré un dévouement qui ne s'est jamais démenti. Enfin la brigade Mollière, composant l'avant-garde, sous les ordres supérieurs du général de division Regnaud de Saint-Jean d'Angély, a, depuis la prise de Pamphili, conservé, avec la plus inébranlable fermeté, les positions que les efforts de l'ennemi tendaient incessamment à lui enlever, à l'aide d'une nombreuse artillerie. Ainsi, sur tous les points, généraux, officiers, soldats ont admirablement accompli leur devoir.

[1] Pour le récit de cet assaut comme pour ceux des précédentes opérations de guerre nous avons extrait du rapport du général Oudinot tout ce qui avait quelque importance, en le complétant avec le journal du général Vaillant, beaucoup plus considérable, les historiques des régiments, etc.

[2] Numéro du *Moniteur* du 9 juillet 1849.

[3] Tout en faisant prévaloir ses idées sur la conduite de siège, le général Vaillant s'était toujours montré plein du déférence à l'égard du duc de Reggio.

« Je ne puis encore, Monsieur le ministre, citer ici tous les actes qui ont, dans ces mémorables journées, ajouté un nouvel éclat à nos armes. Je m'occupe de les recueillir.

« Je suis, avec respect, etc.

« *Le Général commandant en chef,*
« OUDINOT DE REGGIO. »

---

ASSAUT DONNÉ AU BASTION 8.
(30 juin 1849.)

## CHAPITRE XIX

### DERNIERS COUPS DE CANON. — COMMENT ON FORÇA LES PORTES.

Les soldats qui avaient pris part à l'assaut étaient rentrés dans leurs camps, pleins d'une légitime fierté. Leurs camarades les félicitaient, beaucoup plaignaient ceux qui avaient succombé ou qui avaient été gravement atteints.

Les prisonniers romains furent accueillis avec cette joviale curiosité que manifeste le soldat français d'une façon un peu enfantine, mais qui est encore une forme de la générosité. Nos vainqueurs de 1870 se sont montrés sous un autre aspect...

Les victorieux du 30 juin avaient constaté avec tristesse la présence d'un certain nombre de Français dans les rangs de leurs ennemis. Beaucoup de Romains, il est vrai, parlaient français très purement et interpellaient leurs adversaires dans notre langue. C'est ainsi qu'à l'assaut du bastion 8, un caporal du 53e de ligne, nommé Verdoux, avait aperçu un gigantesque Romain brandissant une canne de tambour-major, enguirlandée de la cordelière française réglementaire.

Or, dans le guet-apens du 30 avril, le tambour-major du 20e de ligne avait été pris avec le détachement du commandant Picard et désarmé de sa canne. Le brave sous-officier ne s'en était pas consolé, d'autant plus qu'il avait appris, pendant sa captivité, l'envoi aux révolutionnaires de Florence de ce signe distinctif de son emploi. Le 20e tout entier avait partagé les regrets de son tambour-major.

Des volontaires florentins arrivaient à Rome pour renforcer la défense et voici que l'un d'entre eux venait se mettre, avec son facile trophée, à portée de nos baïonnettes !

Après un violent colloque en français, renforcé d'injures à la façon des héros d'Homère, le pseudo-tambour-major italien et le caporal français se battirent ensemble dans la tranchée. Le caporal Verdoux ramena triomphalement sa double capture : la canne et celui qui la détenait indûment. Le général en chef le fit mettre à l'ordre de l'armée et le tambour-major, le vrai, celui du 20e, versa des larmes de joie en reprenant possession de son bâton de commandement[1].

Les actes de courage, d'héroïsme même avaient été nombreux. Beaucoup devaient rester inconnus, ou du moins l'histoire n'a pu recueillir les noms des héros obscurs qui ont succombé modestement, comme ce voltigeur de la première colonne d'assaut qui, frappé de trois balles et relevé par l'officier dont il était l'ordonnance, songea d'abord à rendre la ceinture où celui-ci avait mis une partie de sa petite fortune : « Tenez, mon lieutenant, reprenez le dépôt que vous m'avez confié[2]. » Ailleurs, un grenadier français, mortellement frappé lui aussi, demande qu'en prévenant sa vieille mère, on la console, et la sachant

[1] Balleydier, *La Révolution à Rome*, p. 207.
[2] *Ibid.*

fervente chrétienne, il ajoute : « Qu'on lui dise bien que je suis mort pour la religion [1] ! » Les Vendéens de la Grande Armée ne mouraient pas autrement.

Mais à côté de ces souvenirs de tristesse, que de gaîté, que d'enthousiasme, que d'entrain !

En entendant gronder le canon dans nos lignes, chacun songe que de nouvelles brèches vont être ouvertes et qu'il y aura de nouveaux assauts ; de cette façon « chacun en aura pour son grade », disent nos troupiers tout enfiévrés de la reprise de la lutte et l'on ne sait vraiment quels sont les plus impatients, ceux qui reviennent de l'assaut de la nuit ou ceux qui n'ont pas eu la joie d'y combattre.

En attendant, l'artillerie française a recommencé son feu, dès que les colonnes sont rentrées ; il est à peine huit heures et nos batteries des bastions 6 et 7 [2] tirent sans relâche sur le bastion 9 et sur la batterie de San-Pietro in Montorio. Le canon de l'ennemi répond, mais seulement jusqu'à dix heures et demie. La mousqueterie reprend cependant sur la partie de l'enceinte que nous n'avons pas encore conquise.

La porte San-Pancrazio était battue en brèche par la batterie n° 10 qui avait ouvert le feu à neuf heures du matin [3], l'ennemi ne put maintenir une batterie de campagne près de l'église Saint-Alexis, les projectiles de notre batterie n° 2, qui venait aussi d'entrer en action, l'obligèrent plus d'une fois à quitter ses positions.

Trois brigades de sapeurs mettaient en défense le bastion 8, sous la protection des bataillons de tranchée. Le lieutenant-colonel du génie Leblanc était chef d'attaque avec le capitaine Ragon, de la même

[1] Balleydier, *La Révolution à Rome*, p. 207.
[2] Les autres batteries réparaient leurs embrasures et leurs terre-pleins.
[3] *Journal* des opérations de l'artillerie et du génie.

arme, comme adjoint. Ces deux officiers firent placer les traverses de manière à couvrir la communication avec le logement, malgré la fusillade que dirigeait l'ennemi contre nos travailleurs. La batterie de mortiers du capitaine de Rochebouët savait si bien jeter ses bombes de l'autre côté du mur aurélien que cette partie de l'enceinte fut abandonnée de ses derniers défenseurs et qu'à midi, le feu d'artillerie cessa complètement du côté des Romains[1]. A de longs intervalles quelques coups de fusil continuaient à être tirés sur nos tranchées.

Notre artillerie canonnait le bastion 9 dont le talus commençait à s'ébouler. Mais vers midi, l'ennemi ayant complètement cessé son feu, le nôtre s'arrêta ; et peu après, un officier d'état-major romain demanda à parlementer[2]. Conduit auprès du général Levaillant (Charles), général de tranchée, il déclara demander, au nom du commandant en chef, un armistice pour pouvoir enlever les morts et les blessés qui étaient restés sur le terrain du combat de la nuit. Le général Oudinot, prévenu d'urgence, accorde aussitôt un armistice de vingt-quatre heures qui commence immédiatement.

Une demi-heure plus tard, des détachements de brancardiers conduits par les médecins militaires et les infirmiers, sous la direction du docteur Finot, médecin en chef de l'armée, gravissent les rampes des brèches, avec des civières et des brancards.

Les médecins romains et leurs détachements sanitaires s'y trouvaient déjà. Des deux côtés, les hommes auxquels incombait cette mission philanthropique se prêtèrent un appui fraternel[3]. On soigna indistinctement les blessés des deux partis, les échangeant par-

[1] *Journal* des opérations de l'artillerie et du génie.
[2] *Ibid.*
[3] Ermano Lœvinson, *Garibaldi, etc.*, p. 262.

fois quand ils avaient été pansés, mais leur prodiguant, sans le moindre retard, les soins les plus dévoués.

Tous nos morts, peu nombreux d'ailleurs, et presque tous nos blessés avaient été relevés et transportés au camp, nos médecins et nos infirmiers s'occupèrent donc surtout des Romains, beaucoup plus éprouvés que les nôtres [1].

Bientôt les habitants et les soldats français s'approchent de leurs limites et échangent quelques paroles. A dire vrai, elles manquent parfois d'aménité, surtout de la part des anciens défenseurs des bastions que nous avons conquis [2]. Comme compensation, les femmes romaines, et parmi elles plusieurs appartiennent à l'aristocratie ou à la bourgeoisie, viennent regarder nos soldats et manifestent beaucoup moins de rancune, malgré les menaces que profèrent contre elles les irréconciliables [3]. Dans les groupes italiens, une phrase est souvent répétée à voix basse : *La pace era decisa!* et comme on répète volontiers ce qu'on désire, les blessés romains disent entre eux, avec une légère variante : *La pace! la pace!*

C'était aller un peu vite, on était encore à Rome dans la période *parlementaire* d'indécision, mais le découragement gagnait la plupart des habitants.

Dans la matinée, un conseil de guerre avait été tenu au palais Corsini, sous la présidence des triumvirs, pour décider si l'on capitulerait, si l'on tenterait dans Rome la guerre de barricades ou si l'on transporterait le théâtre de la guerre hors de Rome en s'attaquant aux Autrichiens. Pas un des officiers présents ne se

[1] *Journal* des opérations, etc.

[2] « Les Français et les Italiens sont séparés par quelques pas. Quelques-uns invectivent encore : « Si vous voulez recommencer la danse, dit un chasseur à pied en frappant sur sa carabine : les violons sont prêts. » (Capitaine d'état-major VERTRAY, *Album.*)

[3] « Ceci m'a été raconté par la signora Lalla Topi, à laquelle le fait est arrivé. » (*Ibid.*)

prononça pour la capitulation. Plusieurs, parmi lesquels Garibaldi et Roselli, préféraient la troisième proposition [1].

A l'Assemblée constituante, les représentants s'étaient réunis; ils entendirent Mazzini exposer les trois hypothèses. Garibaldi fut mandé à l'Assemblée, il y arriva triste, mais résolu, et démontra qu'il était impossible de tenir dans le Transtevère, qu'il serait difficile de défendre l'intérieur de la ville, malgré ses barricades, parce que les Français pourraient tout bombarder du Janicule. En conséquence, il proposait, comme Mazzini, de faire sortir de Rome l'armée, les chefs de l'administration civile, les représentants du peuple et tous les patriotes de bonne volonté [2].

Après le départ de Garibaldi, Mazzini, chaudement appuyé par Sterbini, conseilla d'abandonner Rome. A l'unanimité, sauf Cernuschi, le président « des barricades », les représentants rejetèrent cette proposition et décidèrent qu'une commission de neuf députés accompagnerait l'armée si le général en chef français à son entrée dans Rome prononçait la dissolution de l'Assemblée [3].

Dans la séance du soir, l'Assemblée annula indirectement ce vote en décidant que la défense devenant impossible, les représentants ne devaient pas s'éloigner [4].

Garibaldi, revenu à son quartier général, s'attendait à ce que, à la fin du délai d'armistice, l'armée française reprit les hostilités. Il persistait à espérer que le gouvernement romain quitterait la ville avec l'armée et il s'efforçait de préparer le départ de toutes les troupes. La plus grande partie des chefs militaires

[1] Ermano Lœvinson, *G. Garibaldi e la sua legione*, p. 263.
[2] *Ibid.*
[3] *Ibid.*
[4] *Ibid.*

s'y refusèrent[1]. Toutefois l'Assemblée constituante partagea le commandement supérieur entre Roselli et Garibaldi, mais la reddition était décidée et cette nomination était illusoire...

Pendant que le Parlement romain se livrait à d'inutiles discussions et que les chefs de la défense, à l'exception d'un très petit nombre, ne dissimulaient plus leur lassitude, le corps expéditionnaire surveillait les abords de la place. Il fallait prévoir quelque tentative désespérée, quelque coup de folie d'une partie de la garnison et se mettre en mesure de briser ces dernières résistances. Le génie continuait « ses attaques » qui, pour ne pas être bruyantes, n'en étaient pas moins utiles[2]. Toutes les précautions de sécurité militaire étaient prises. A quatre heures du soir, le 30 juin, le service de tranchée incombait au colonel de Leyritz, faisant fonctions de général de tranchée, et au lieutenant-colonel Chapuis, du 32e; ils ont sous leurs ordres trois bataillons appartenant respectivement aux 20e, 33e et 36e et deux compagnies de chasseurs à pied du 1er et du 2e bataillon.

Au commencement de la nuit, la vingt-septième depuis l'ouverture de la tranchée, deux compagnies d'infanterie vinrent s'établir dans la villa Giraud, que les Romains avaient évacuée pendant notre dernier assaut. Nos batteries l'avaient endommagée de terrible façon, et c'était plutôt un amas de décombres qu'un ouvrage défensif[3].

Cent cinquante soldats d'infanterie et un détachement d'artilleurs travaillaient, sous la direction du chef

[1] Un officier romain aurait fait échouer le projet de Garibaldi : le colonel de Pasqualis, du 1er d'infanterie. Il déclara que Garibaldi ne songeait qu'à organiser le pillage des provinces.

[2] *Journal* des opérations de l'artillerie et du génie.

[3] L'ennemi avait préparé un fourneau de mine pour la faire sauter.

d'escadron d'artillerie Beret, qui avait relevé le commandant Bourdeau, à la continuation des logements dans l'intérieur du bastion 8 ainsi qu'à un cheminement devant la face droite du bastion. Ce cheminement devait être relié par une nouvelle tranchée avec la villa Giraud.

Le général Thiry passait une minutieuse inspection des batteries et s'assurait qu'elles pourraient reprendre le feu si les circonstances l'exigeaient [1].

La nuit se passa sans incident jusqu'à deux heures du matin. Alors arriva par la brèche de l'enceinte aurélienne une députation de la municipalité et des consuls étrangers qui demanda à être introduite sans retard auprès du général Oudinot [2]. Celui-ci la reçut à la villa Santucci avec sa bienveillance habituelle. Les envoyés lui déclarèrent que l'Assemblée constituante venait de rendre un décret ainsi conçu : « L'Assemblée cesse une défense devenue impossible, elle charge le triumvirat de l'exécution du présent décret. »

Or Mazzini, Saffi et Armellini, ayant exprimé l'intention formelle de ne pas entrer en pourparlers avec le général Oudinot, et déclarant qu'ils étaient triumvirs pour défendre la République et Rome et non pour livrer l'une et l'autre, il y avait eu lieu de nommer un nouveau triumvirat. L'Assemblée avait élu Salicetti, son président, Mariani, également représentant et Calandrelli, le général de l'artillerie romaine. Ces deux derniers s'étaient distingués pendant le siège [3].

[1] *Journal* des opérations de l'artillerie et du génie.

[2] Officier d'état-major, *Précis historique et militaire*, p. 80. On a prétendu que le général Roselli, commandant en chef des troupes romaines, était entré directement en pourparlers avec le duc de Reggio; nous ne le croyons pas, l'Assemblée constituante ayant gardé le pouvoir jusqu'au dernier moment.

[3] L. DE GAILLARD, *L'Expédition de Rome*, p. 261.

Les envoyés romains, tout en communiquant ces nouvelles, demandaient qu'un armistice un peu long fût accordé. Ils remirent ensuite un projet d'après lequel 1° l'armée française entrerait dans la ville de Rome; 2° les corps militaires français et romains, qui resteraient dans la ville, fourniraient leur service ensemble; 3° les autorités militaires romaines établiraient plusieurs cantonnements pour les troupes qui abandonneraient la ville; 4° toutes les communications avec Rome interceptées actuellement par l'armée française redeviendraient libres; 5° Rome détruirait immédiatement ses barricades; 6° la liberté individuelle, l'inviolabilité des personnes pour tous les faits précédents et la sûreté des propriétés seraient garanties; 7° la garde civique continuerait son service; 8° la France ne s'immiscerait pas dans l'administration intérieure [1].

La plupart de ces propositions étaient inacceptables.

Le général Oudinot déclara devoir ajourner sa réponse jusqu'à l'arrivée de M. de Corcelles, qui s'était rendu à Civita-Vecchia pour reconduire M. de Rayneval, ministre de France auprès du roi de Naples [2].

[1] Balleydier, *La Révolution à Rome*, p. 213.

[2] M. de Gaillard, dans son ouvrage *L'Expédition de Rome*, commet une erreur, p. 261, quand il fait revenir M. de Corcelles avant le départ des envoyés romains. Comme l'a fait Balleydier, qui a eu à sa disposition les archives de Rome et la collection des journaux romains, le capitaine Vertray, dans son *Album*, qui est un véritable journal de campagne, déclare que le ministre de France ne revint que le lendemain. « Arrivée dans la nuit (du 1er au 2 juillet) de M. de Corcelles. » (Capitaine Vertray, *Album*.) C'est également ce que dit M. Lecauchois-Féraud, lieutenant d'état-major, dans le *Précis historique et militaire*, par un officier d'état-major, p. 80 : « Le 1er juillet, à deux heures du matin, une députation de la municipalité arrive auprès du général en chef pour entamer les négociations. L'absence de M. de Corcelles, établi à Civita-Vecchia, apporte quelque retard à leur conclusion et *les prolonge durant trente-six heures*. » Devant ces trois témoignages il ne saurait donc y avoir d'hésitation.

Les envoyés romains et les consuls n'essayèrent pas une discussion inutile et rentrèrent dans la place. En traversant au petit jour les lignes françaises, ils purent voir que l'activité des travaux de siège ne se ralentissait pas. En effet, partout les tranchées s'élargissaient, les rampes s'adoucissaient. Les troupes de tranchée veillaient, judicieusement réparties.

La journée du dimanche, 1er juillet, fut employée surtout à déblayer les décombres de la villa Giraud, le Vascello des Romains, et à préparer une attaque directe contre la porte San-Pancrazio[1].

Le service de tranchée était pris par le colonel d'Autemarre, du 53e et le lieutenant-colonel Tarbouriech, du 36e, avec deux bataillons, l'un du 66e, l'autre du 68e, et une compagnie du 2e bataillon de chasseurs. Deux cents travailleurs d'infanterie et un détachement d'artilleurs de six batteries étaient mis à la disposition du chef d'escadron d'artillerie Devaux.

Pendant la nuit du 1er au 2 juillet, les travaux furent poussés très activement, la villa Giraud fut reliée à la cinquième parallèle, un petit cheminement permit d'arriver de plain-pied sur le chemin de ronde de la courtine 8-9, près de la jonction du bastion 8 avec le mur aurélien.

Une nouvelle batterie, qui prenait le n° 15, fut décidée sur le terre-plein du flanc droit du bastion 8. Sa construction et son armement (trois pièces de 16) furent confiés à la 15e batterie du 11e d'artillerie (capitaine Besançon).

M. de Corcelles revint au milieu de la nuit[2]. Le général en chef le mit aussitôt au courant des propositions de la municipalité romaine. Le successeur de M. de Lesseps les repoussa sans hésiter. « Rome devait se rendre à discrétion, en comptant à

[1] *Journal* des opérations de l'artillerie et du génie.
[2] Capitaine Vertray, *Album*.

bon droit sur la générosité française qui n'avait pas besoin d'être stipulée [1]. »

Il ne pouvait plus être question d'une capitulation écrite, dans la situation désespérée où se trouvait la ville assiégée. Le général Oudinot approuva cette fière et ferme déclaration, il chargea le capitaine d'état-major Filippi [2] de se rendre, en parlementaire, auprès du président de l'Assemblée romaine et de lui communiquer la décision de M. de Corcelles et la reprise prochaine des hostilités.

Dans la matinée du 2 juillet, le commandant Frossard, chef d'attaque, assisté du capitaine Schœnnagel, du génie, et ayant sous ses ordres trois brigades de sapeurs et deux cent cinquante travailleurs d'infanterie, prend la direction des travaux. Grâce à une sape qu'il fait aboutir sous le bâtiment qui surmonte la porte San-Pancrazio, le commandant a maintenant la certitude de tourner cet ouvrage.

L'artillerie avait transporté dans le bastion 7 deux nouveaux mortiers, ce qui, avec les six mortiers qui s'y trouvaient déjà, constituait une formidable batterie, prête à jeter ses bombes sur les dernières batteries de la défense.

Vers midi, le capitaine d'état-major français Filippi arrive de Rome, déclarant que les autorités romaines ne peuvent se résoudre à laisser pénétrer les troupes françaises sans conditions. L'armistice est expiré, le général Oudinot accorde encore un dernier délai de trois heures, à la fin duquel le feu doit recommencer [3]. Les généraux Vaillant et Thiry en sont informés et prennent leurs dispositions.

[1] L. DE GAILLARD, *L'Expédition de Rome*, p. 262.

[2] Officier distingué, destiné à devenir général de brigade. Mort il y a quelques années.

[3] « Les batteries nos 10, 11, 12 et 13 reçurent l'ordre de se tenir prêtes à ouvrir le feu. » (*Journal* des opérations de l'artillerie et du génie.)

En réalité, il n'y avait plus de gouvernement à Rome; ni l'Assemblée, ni les nouveaux triumvirs ne voulaient assumer la responsabilité d'ouvrir les portes au général Oudinot. La municipalité ne cédait pas encore aux sollicitations de la plupart des notables, quelque secret désir qu'elle en eût, craignant des scènes de violence contre elle-même de la part des redoutables volontaires de Garibaldi. Même pour ces derniers, l'entrée des Français dans Rome n'était plus qu'une question d'heures[1]. Dans la matinée du 2 juillet, le *condottiere* passait une revue des troupes de la défense sur la place Saint-Pierre: il les invitait à quitter la ville et à le suivre dans la nouvelle campagne qu'il préparait dans les provinces, les engageant à garder quand même confiance dans la fortune de l'Italie[2].

Garibaldi s'était rendu, ainsi que Roselli, à la séance du conseil communal de Rome, il y entendit annoncer que le général Oudinot exigeait avant tout le licenciement des troupes étrangères[3]. Le général révolutionnaire se déclara pour sa part disposé à tout tenter encore pour la continuation de la résistance, mais il ajouta qu'au point où en étaient les choses, ni lui, ni ses compagnons d'armes ne voulaient aggraver la situation de la cité[4].

Le départ de Garibaldi et de ses troupes fut donc résolu définitivement[5].

[1] Ermano Lœvinsson, p. 267.
[2] Ermano Lœvinsson, p. 268.
[3] *Ibid.*
[4] *Ibid.*
[5] Garibaldi déclina l'offre que lui fit le consul des Etats-Unis du Nord de s'embarquer pour l'Amérique avec ses compagnons les plus compromis, sur une corvette mouillée dans le port de Civita-Vecchia. L'offre ne devait pas être prise au sérieux, car Civita-Vecchia était occupée par les troupes françaises et la côte surveillée par l'escadre de l'amiral Trehouart. Garibaldi fut donc bien inspiré pour sa propre sécurité et celle de ses compagnons de choisir une autre direction. (Cf. Ermano Lœvinsson, p. 268.)

A quatre heures du soir, la légion de Garibaldi quittait sa position d'avant-postes sur le Janicule et rentrait dans l'intérieur de la ville[1].

A ce moment le service de tranchée était pris par le général Morris, avec le lieutenant-colonel Dubarry, du 68e, comme adjoint. La garde de tranchée était fournie par un bataillon du 22e léger, un du 32e de ligne, un du 53e et une compagnie du 2e bataillon de chasseurs. On rendit compte au général de tranchée que les troupes garibaldiennes, reconnaissables à leurs vêtements rouges, avaient été relevées au bastion 9 par les troupes de ligne de l'ancienne armée pontificale[2].

L'armée française tout entière frémissait d'impatience en voyant la prolongation de l'armistice que nous accordions.

Dans les troupes de tranchée, les soldats voulaient franchir les dernières défenses de l'enceinte, gardées par de rares détachements. Une grande partie de la légion Garibaldi, des volontaires lombards et plusieurs autres fractions des troupes romaines s'étaient rendus vers quatre heures sur la vaste place Saint-Jean de Latran, devant la porte de ce nom, à l'est de Rome. Garibaldi réunissait ceux qui voulaient le suivre. La plupart des assistants, environ trois mille hommes, franchirent avec lui la porte Saint-Jean de Latran[3], criant qu'ils reviendraient à Rome avant trois mois... illusion de vaincus. Les

[1] Ermano Lœvinson, p. 268.

[2] *Journal* des opérations de l'artillerie et du génie.

[3] Le général Vaillant, dans son *Journal* des opérations, place le départ de Garibaldi, par la porte Saint-Jean, au 3 juillet dans la matinée; l'historien de la légion Garibaldi mentionne ce départ après quatre heures du soir, le 2 juillet, p. 268. Il cite en témoignage de nombreux historiens italiens, entre autres Vecchi, Spada, etc., et notamment un auteur qui a publié récemment un ouvrage : *La retraite de Garibaldi en 1849*, Belluzzi Raffaële.

uns devaient revenir en prisonniers, dix-huit ans plus tard, vaincus de nouveau à Mentana, ramenés au fort Saint-Ange sous l'escorte des zouaves pontificaux, soldats d'Allet et de Charette, des carabiniers suisses et des légionnaires d'Antibes, ce détachement de l'armée française enrôlé dans l'armée du Pape.

D'autres devaient revenir aussi encore plus tard, vingt et un ans après l'exode du 2 juillet, en vainqueurs cette fois, derrière Bixio, l'ancien major de la légion de Garibaldi, en cette funeste journée du 20 septembre 1870, dont n'ont pas cessé de s'attrister les catholiques du monde entier. . . . . .

. . . . . .

En attendant, la petite armée du général Oudinot montait sa dernière garde de tranchée, la vingt-neuvième, par une de ces nuits délicieuses que rafraîchit la brise légère de la campagne romaine, parfois chargée des effluves de la dangereuse malaria, mais qui semble si doucement reposante après la chaleur d'une journée de juillet.

Aussi impatient que ses officiers, que ses sapeurs, que tous ceux qui l'entouraient, le commandant Frossard avait pénétré[1] avec des hommes du génie et une compagnie du 53e dans le bastion 9. Là se trouvait un détachement de vingt chasseurs romains commandés par un sergent, qui se retirèrent sans combattre. On les laissa partir et la compagnie du 53e prit possession du bastion.

Quand le général Oudinot fut informé de ce coup de main si facilement exécuté, il venait de recevoir de la municipalité de Rome (*consiglio communale*) une communication l'informant qu'elle se déclarait impuissante à traiter d'une capitulation dans les

[1] Après avoir demandé et obtenu l'autorisation du général Morris, général de tranchée.

circonstances politiques où elle se trouvait, qu'elle se soumettait à la force [1].

En conséquence, le général en chef informait le général de tranchée Morris que l'entrée des troupes était décidée pour le lendemain et qu'il y avait lieu de s'emparer immédiatement de la porte San-Pancrazio [2].

Le commandant Frossard est aussitôt chargé de cette opération. Il forme une colonne composée d'une brigade de sapeurs, d'une compagnie du 2e bataillon de chasseurs et de deux compagnies d'élite du 53e [3], tourne la porte San-Pancrazio, abat un pont-levis qui isole le bastion 9 du passage de la porte et se trouve ainsi devant deux barricades qu'il fait déblayer par les sapeurs du génie. A ce moment la colonne est renforcée par une compagnie du 33e [4], elle descend la via di Pancrazio, pénètre dans le Transtevère par la via delle Fornaci et arrive ainsi jusqu'au pont Sisto (Sixte-Quint) sur le Tibre. Jusqu'alors on n'avait rencontré aucun détachement romain. Le pont Sisto était défendu par deux barricades, occupées par des postes d'infanterie qui se replièrent à la vue de la colonne française. Le commandant Frossard fit occuper la barricade de tête du pont par la compagnie de chasseurs à pied (capitaine Buchot), puis il ramena les trois compagnies d'infanterie de ligne et ses sapeurs sur la hauteur de San-Pietro in Montorio [5]. La position est déjà occupée par le lieute-

[1] *Journal* des opérations de l'artillerie et du génie.
[2] *Ibid.*
[3] *Historiques* du 2e bataillon de chasseurs à pied et du 53e de ligne.
[4] Le général Vaillant ne parle que d'une compagnie du 33e (*Journal* des opérations); l'historique du 33e mentionne l'intervention du 3e bataillon tout entier. Il y avait une autre compagnie avec le lieutenant-colonel Leblanc, c'est ce qui a fait sans doute la petite erreur de l'historique.
[5] *Journal* des opérations de l'artillerie et du génie.

nant-colonel Leblanc, à la tête d'une autre compagnie du 33e de ligne. Cet officier supérieur, mis à la disposition du général de tranchée par le général Vaillant, a su pénétrer aussi dans le Transtevère, en abattant un pont-levis. Le général Morris a envoyé dès dix heures du soir[1], en soutien des deux reconnaissances, un bataillon du 20e de ligne avec le colonel Marulaz, qui les rejoint à travers les décombres et fait participer aussitôt ses hommes au travail de déblaiement des barricades de la porte San-Pancrazio pour préparer l'entrée des troupes le lendemain. Il est minuit[2]. L'opération dura toute la nuit, il fallut démolir la batterie blindée en avant du fossé, combler les tranchées qui obstruaient sur ce point l'entrée de la ville. A cinq heures du matin, le colonel Marulaz conduisit son bataillon jusqu'au pont Sisto[3] où il releva la compagnie de chasseurs à pied.

Deux autres reconnaissances avaient été dirigées pendant la nuit : le général de brigade Levaillant (Charles), avec deux compagnie du 2e bataillon de chasseurs et un bataillon du 66e[4], s'était emparé de la porte San-Paolo, sur la rive gauche du Tibre, pendant que le général de division de Rostolan, avec deux autres compagnies du même bataillon de chasseurs et un bataillon du 36e[5] forçait la porte Portese et pénétrait, en franchissant des barricades, jusqu'au pont des Quatro-Capi, en face de l'Aventin.

Partout les positions étaient abandonnées par l'ennemi qui y avait entassé des monceaux de terre de plus de quatre mètres de hauteur. Nos braves

[1] L'ordre fut donné à dix heures du soir. (*Historique* du 20e de ligne.)

[2] *Journal* des opérations de l'artillerie et du génie. Le capitaine Schœnnagel, du génie, fit preuve de beaucoup d'activité et de compétence dans la direction de ces travaux.

[3] *Historique* du 20e de ligne.

[4] Journal des opérations de l'artillerie et du génie.

[5] *Ibid.*

soldats passèrent le reste de la nuit, comme leurs camarades de la colonne Frossard, à déblayer, la pioche à la main, mais ils oubliaient leurs fatigues, leurs nuits de veilles et de dangers, trois portes de Rome étaient déjà forcées pour l'entrée solennelle du lendemain!

---

## CHAPITRE XX

### L'ENTRÉE DE L'ARMÉE FRANÇAISE A ROME.

Dans la matinée du 3 juillet, un mardi, toutes les dispositions avaient été prises par l'état-major général pour l'entrée dans Rome. A midi, le général de division Gueswiller, à la tête de la brigade Sauvan, prenait possession de la porte del Popolo et envoyait un bataillon du 13e léger jusqu'aux abords de la place d'Espagne. La population se retirait devant nos soldats, sans manifestation.

Le général en chef avait fixé l'arrivée du détachement principal pour cinq heures du soir. La colonne se forme au camp de la villa Santucci, un peu avant cinq heures. En avant-garde le colonel de Noue et un escadron du 1er chasseurs à cheval, puis le lieutenant-colonel Leblanc et quatre compagnies du génie, le chef de bataillon de Marolles et quatre compagnies appartenant aux 1er et 2e bataillons de chasseurs à pied[1]. Vient ensuite le 68e de ligne (le colonel de Leyritz en tête), le drapeau se dresse fièrement au milieu du premier bataillon.

Le général en chef quitte son quartier général et

[1] « En tête de l'escorte d'honneur marchent les 5e et 8e compagnies. » (*Historiques* des 2e et 3e bataillons de chasseurs.)

prend sa place dans la colonne, précédant de vingt pas les autres officiers généraux. Le duc de Reggio, avec ses traits fins et distingués, la moustache grise retroussée, garde la tournure svelte et élégante de l'ancien colonel de cavalerie. Il monte un superbe cheval blanc[1] qui piaffe à la sonnerie des clairons, aux roulements des tambours battant aux champs.

Voici maintenant le général de division Vaillant, avec sa structure massive, sa physionomie austère, moins brillant cavalier, mais s'étant affirmé de nouveau un ingénieur militaire d'une valeur exceptionnelle, et, à ses côtés, le général Thiry, commandant de l'artillerie, qui se qualifiait modestement de premier auxiliaire du général Vaillant et qui l'a si bien secondé. Viennent ensuite les états-majors : d'abord celui du général Oudinot, avec le colonel de Tinan en tête, le type de l'officier d'état-major à la fois actif et réfléchi, le commandant Espivent de la Villeboisnet, le conseiller justement écouté du duc de Reggio, le commandant de Montesquiou, si consciencieux, les capitaines d'état-major Poulle, de Gravillon, Castelnau et Osmont et les deux frères du général en chef, ses officiers d'ordonnance, l'un capitaine d'infanterie, l'autre lieutenant de dragons.

L'état-major de l'artillerie a pris place derrière le commandant Soleille, celui du génie, après le colonel Niel dont on annonce la prochaine nomination au grade de général.

On distingue ensuite la haute silhouette du commandant de la 2e division, le général de Rostolan, à l'allure sévère comme toujours, suivi de son chef d'état-major le commandant Lebrun, le futur et glorieux défenseur de Bazeilles, et de l'état-major de la division.

[1] V. l'aquarelle de Raffet reproduite en gravure par *le Carnet de la Sabretache*.

Viennent ensuite le général Levaillant (Charles), le 32e (colonel Bosc), le 66e (colonel Chenau); le général Chadeysson, le 22e léger (lieutenant-colonel Espinasse), le 53e (colonel d'Autemarre), le 11e régiment de dragons (colonel de Lachaize).

M. de Corcelles, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire, a pris place, en uniforme, ainsi que deux secrétaires dans une voiture de correcte et modeste apparence. Au milieu du cliquetis des armes et des bruits de fanfare, les diplomates passent inaperçus.

C'est cependant le représentant de la France que sept régiments vont conduire solennellement au palais Colonna, résidence de l'ambassadeur. La ville doit être traversée presque tout entière en diagonale; ce parcours a été choisi pour affirmer nos forces militaires et donner à notre drapeau une éclatante réparation.

La colonne suit la via Pertuense et arrive devant l'enceinte encore encombrée des débris du bombardement et des éboulements, mais la route a été frayée et la tête de la colonne franchit la porte Portese. A la vue des chasseurs, montés sur des chevaux de petite taille mais vifs et fringants, la population se rapproche de la haie formée par le 36e de ligne sous les ordres du colonel Blanchard. Son attitude n'a rien d'hostile, elle est plutôt respectueuse.

Les trompettes de cavalerie, qui sonnaient jusqu'à l'enceinte, se sont tues, les tambours du génie ont battu la marche, puis les clairons des chasseurs à pied ont fait entendre cette sonnerie joyeuse des troupes qui se rencontrent : *La casquette du père Bugeaud*, entraînante fanfare qui fait palpiter le cœur des vieux Africains.

La musique du 68e joue un alerte pas redoublé, puis un grand silence se fait...

Les tambours du 36e battent aux champs, les clairons sonnent, les troupes de haie présentent les armes et le général en chef, rendant le salut avec le chapeau galonné d'or, frangé de plumes blanches, pénètre à son tour dans la ville conquise :

> Rome, toujours vivante au fond de ses tombeaux,
> Reine du monde encor sur un trône en débris,
> Avec une pourpre en lambeaux [1].

Mais le trône de saint Pierre sera relevé, la pourpre tapissera de nouveau le dais pontifical, les Transtevérins le comprennent. Ils sont restés les serviteurs dévoués de la papauté, et d'un grand cri de reconnaissance, malgré les brèches de leurs maisons, les bouleversements de leurs jardins, malgré le souvenir des boulets homicides, ils acclament les soldats catholiques qui viennent ramener le Pontife bien-aimé [2].

Et les états-majors défilent et, derrière eux, les régiments de la division Rostolan, au son de leurs musiques militaires. Les hommes sont bronzés, amaigris, mais pleins de vigueur et d'entrain; les officiers, dans leur simple et martial uniforme, lèvent crânement la tête sous les vivats, sous les applaudissements. Les plus jeunes ne regardent pas sans quelque émotion les belles Transtevérines aux grands yeux noirs, à la carnation dorée, aux lèvres rouges, qui leur prodiguent leurs sourires les plus accueillants [3].

[1] Victor Hugo, *Odes et Ballades*.

[2] « Les Transtevérins nous ont témoigné beaucoup de bienveillance. » (M. de Corcelles à M. de Tocqueville, ministre des affaires étrangères. Rome, 4 juillet 1849.)

« A la porte Portese les Transtevérins ont acclamé cordialement notre entrée. » (Capitaine d'état-major Vertray, *Album*.)

[3] « Les femmes à leurs fenêtres agitaient leurs mouchoirs en nous montrant leurs belles dents qui riaient. On eût dit un jour de fête. » (Capitaine Vertray, *Album*.)

Enfin dans un fracas de chevaux qui piaffent, de fourreaux de sabres qui frappent les étriers, de trompettes sonnantes, le régiment de dragons ferme la marche.

Derrière nos cavaliers, la foule se presse, sortie des ruelles, descendue des maisons et criant : « Viva la Francia ! Eviva l'Oudinot[1] ! »

L'ovation continue jusqu'au Tibre, au pont Sisto[2] où les honneurs sont rendus au général en chef par une compagnie du 2e bataillon des chasseurs à pied et par un détachement du génie, mais les acclamations ont presque cessé. Derrière les croisées, les habitants regardent passer les Français et n'osent pas venir leur souhaiter la bienvenue[3].

Le Tibre est franchi : la colonne se dirige sur la place Farnèse, l'accueil devient froid, quelques coups de sifflet se font entendre dans les rues voisines, le poste de la garde civique ne sort pas de sa caserne pour rendre les honneurs[4]. La colonne française marche toujours afin de ne pas créer un incident, mais le général en chef décide aussitôt qu'on désarmera et qu'on licenciera cette garde civique discourtoise, qui n'a su d'ailleurs qu'obéir à l'émeute. La même attitude est gardée par le poste de la chancellerie, fourni également par des gardes civiques devant le sombre palais où fut assassiné le vertueux Rossi. Il est évident qu'il y a un courant d'hostilité dans une partie de la population et que les gardes civiques en sont intimidés.

Dans les rues étroites, la même impression d'ani-

[1] Balleydier, *La Révolution à Rome*, t. II, p. 218.
[2] Officier d'état-major, *Précis*, p. 82.
[3] Balleydier, *La Révolution à Rome*, t. II, p. 219.
[4] Balleydier parle du poste de la place Borghèse, mais la colonne française passa d'abord sur la place Farnèse où il y avait le quartier de la garde civique (v. Ermano Lœvinson, *Garibaldi e la sua legione*, p. 217) et c'est là d'abord que le poste ne voulut pas rendre les honneurs.

mosité se retrouve. A chaque carrefour, des groupes à l'air mécontent se reculent en murmurant. La colonne atteint la place Borghèse, la traverse et se dirige vers le Corso; elle fait « tête de colonne à droite » au coin de la rue del Condotti. Des coups de sifflet retentissent et cependant le Corso est solitaire. Portes et fenêtres semblent closes... Les derniers partisans de la révolution ont parcouru ce quartier riche et élégant et ont obligé les habitants à fermer les ouvertures de leurs maisons, les menaçant de terribles vengeances s'ils acclamaient « les Barbares », si même ils leur adressaient la parole [1].

Soudain, à l'angle de la place San-Lorenzo et de la rue Convertile qui conduit à la place San-Silvestro, les sifflets se renouvellent, avec des vociférations dans lesquelles on distingue : *Abbasso il Papa! Abbasso li preti! Giu li Francessi* [2]! *Viva la republica romana!* Sans daigner leur répondre, la colonne garde toujours son allure alerte et fière, les musiques alternent avec les tambours et les clairons; les rythmes joyeux couvrent les haineuses injures. Toutefois la patience n'est pas ordinairement une vertu militaire et lorsque le 32e, ayant à sa tête le général Levaillant (Charles), défile devant le café des Beaux-Arts où se réunissent les chefs du parti révolutionnaire, nos officiers voient avec stupeur un énorme

[1] « Pendant ce temps (l'entrée de nos troupes dans le Transtevère) des manifestations d'un autre genre se préparent au Corso, des hommes à figures sinistres, le pistolet au poing, parcourent cette rue dans toute sa longueur, ils font fermer les portes et les fenêtres, ils crient : « Malheur à tous ceux qui regarderont passer les Barbares, mort à qui leur adressera la parole! C'est par le silence de la tombe que les Romains doivent recevoir leurs oppresseurs. » (Balleydier, *La Révolution à Rome*, t. II, p. 218-219.)

« Le quartier du Corso a été froid, l'action des clubs et des étrangers s'y exerçait. » (M. de Corcelles à M. de Tocqueville, ministre des affaires étrangères. Rome, 4 juillet 1849.)

[2] « A bas le pape! A bas les prêtres! Dehors les Français! » (Capitaine d'état-major Vertray, *Album*.)

drapeau tricolore italien, surmonté d'un bonnet rouge, pavoisant une des fenêtres de telle façon qu'il va frôler le nôtre, celui du 32e!

C'en est trop : le général Levaillant montre le drapeau de la pointe de son épée à la compagnie de voltigeurs qui est en tête du régiment; sur l'ordre du capitaine, trois soldats se détachent et, adroits en gymnastique comme tous les voltigeurs, ils grimpent au balcon, détachent le lourd pavillon et le couchent dédaigneusement derrière la balustrade; d'un bond léger, ils sautent dans la rue et regagnent en riant les rangs de leur compagnie. Leurs camarades ont suivi cette petite opération avec une satisfaction qui n'a d'égale que la colère des démagogues échelonnés autour du café.

C'est alors que le général en chef, les officiers généraux qui l'accompagnent et les états-majors arrivent sur la place Colonna. Là, devant la colonne dédiée à Marc-Aurèle, un groupe nombreux affecte une attitude d'arrogante provocation. Pour l'accentuer, Cernuschi, le président de la commission des barricades, agite le drapeau révolutionnaire, en regardant le duc de Reggio. Cette bravade est soutenue par les cris injurieux qui avaient été déjà proférés à l'entrée du Corso. Le général Oudinot ne se contient plus; comme au temps où il servait dans l'état-major de Masséna, il met sabre au clair, enlève son cheval d'un coup d'éperon et charge le groupe imprudent qui ose manquer de respect à notre armée. Le colonel de Tinan, le commandant Espivent de la Villeboisnet, tous les officiers de l'état-major du général en chef ont suivi son exemple. Cernuschi et ses amis s'enfuient aussitôt dans un café voisin, le café Nuovo, mais ils y sont poursuivis par le général Levaillant (Charles), par l'aide de camp du général, le capitaine Fèvre, et par l'officier d'or-

donnance, M. Christophe, lieutenant au 66e [1]. Tous trois sont entrés à cheval dans le café, et à coups de plat de sabre ils corrigent les révolutionnaires éperdus, qui demandent grâce [2]. Le général s'en tient à ce léger châtiment et rejoint le 1er bataillon du 32e qui de son côté a dispersé sur un autre point de la place, des groupes hostiles [3].

Dès lors, il n'y eut plus ni cris ni sifflets et la colonne continua sa marche dans le Corso sans incident, jusqu'à la place des Saints-Apôtres où se trouvait l'ambassade de France, installée au palais Colonna.

Il était six heures, les troupes formèrent le carré, le général en chef descendit de cheval pour recevoir M. de Corcelles, qui, tout en suivant nos colonnes, avait observé lui-même la population. Les troupes défilèrent une dernière fois sur la vaste place qu'orne le palais construit au quinzième siècle par le pape Martin V. L'ambassade de France se transformait pour une nuit seulement en quartier général.

C'était notre ministre qui donnait maintenant l'hospitalité au duc de Reggio, avec lequel il restait d'ailleurs en pleine sympathie. Les troupes regagnèrent les cantonnements qui leur étaient affectés, des couvents pour la plupart. Plusieurs régiments durent cependant camper sur les places publiques, en attendant qu'une partie des casernes occupées par l'armée romaine eussent été évacuées [4]. Pendant le trajet,

[1] « L'escorte du général Oudinot met le sabre à la main et dissipe l'émeute organisée sur la place Colonna. » (Capitaine d'état-major VERTRAY, *Album.*)

« Le général Oudinot a fort énergiquement réprimé ce petit tapage dont il ne faut pas exagérer la portée. » (M. de Corcelles à M. de Tocqueville. Rome, 4 juillet 1849.)

[2] BALLEYDIER, *La Révolution à Rome*, p. 220.

[3] « Quelques-uns des meneurs du parti vaincu voulurent essayer d'ameuter la population, on les eut bientôt dispersés à coups de crosse de fusil. » (Officier d'état-major, *Précis*, p. 83.)

[4] Capitaine VERTRAY, *Album.*

aucune injure, aucun outrage ne fut adressé à nos soldats même de loin, on sentait si bien qu'ils se seraient fait justice eux-mêmes... M. de Corcelles avait été délivrer quelques prisonniers politiques [1]. La mission libératrice de la France se revélait ainsi dès la première heure.

Le soir même, le général en chef faisait afficher la proclamation suivante :

« Habitants de Rome! L'armée envoyée par la République française sur votre territoire a pour mission de rétablir l'ordre réclamé par le vœu des populations. Une minorité factieuse ou égarée nous a contraints à donner l'assaut à vos remparts. Nous sommes maîtres de la place, nous accomplirons notre mission.

« Au milieu des témoignages de sympathie qui nous ont accueillis, là surtout où les sentiments du vrai peuple romain n'étaient pas contestables, quelques clameurs hostiles se sont fait entendre et nous ont forcés à une répression immédiate. Que les gens de bien et les vrais amis de la liberté reprennent confiance; que les ennemis de l'ordre et de la société sachent que si des manifestations oppressives, provoquées par une faction étrangère, se renouvelaient, elles seraient rigoureusement punies. Pour donner à la sécurité publique des garanties positives, j'arrête les dispositions suivantes :

« Provisoirement tous les pouvoirs sont concentrés

[1] « Pendant le défilé, j'ai proposé au général Oudinot d'aller délivrer les personnes politiques. Le général m'a fait accompagner par trois gendarmes français et je me suis très aisément acquitté de ma mission. J'ai fait délivrer des malheureux qui figuraient sur les registres de la prison pour délit d'adhésion aux Français et refus de construire les barricades. Le fort Saint-Ange, occupé par les troupes de la Constituante, est à deux pas et on n'a pas hésité à m'obéir. » (M. de Corcelles à M. de Tocqueville. Rome, 4 juillet 1849.)

entre les mains de l'autorité militaire, elle fera immédiatement appel au concours de l'autorité municipale. L'Assemblée, le gouvernement dont le règne violent et oppressif a commencé par l'ingratitude et a fini par un appel impie à la guerre contre une nation amie des populations romaines, cessent d'exister. Les clubs et les associations politiques sont fermés. Toute publication par la voie de la presse, toute affiche non autorisée par le pouvoir militaire, sont provisoirement interdites. Les délits contre les personnes et les propriétés sont justiciables des tribunaux militaires. Le général de division de Rostolan est nommé gouverneur de Rome, le général de brigade Sauvan est nommé commandant de la place, le colonnel Sol est nommé major de place.

« *Le Général commandant en chef,*
« OUDINOT DE REGGIO.

« Rome 3 juillet 1849. »

## CHAPITRE XXI

A LA POURSUITE DE GARIBALDI. — LA PACIFICATION A ROME. — RESTAURATION SOLENNELLE DU GOUVERNEMENT PONTIFICAL.

Qu'étaient devenus Garibaldi et les trois mille volontaires qui l'accompagnaient? Le condottiere et sa bande avaient été d'abord signalés dans la direction du nord-est, mais ils semblaient s'être dirigés plus à l'est; retournaient-ils au théâtre de leurs anciens exploits, à Frascati, à Tivoli ou à Velletri, ou gagneraient-ils les montagnes d'Albano si favorables à la guerre de partisans?

Cette dernière éventualité préoccupait à juste titre le duc de Reggio. Aussi, dans la soirée même du 3 juillet, quelques heures après l'entrée des troupes, ordonna-t-il au général Regnaud de Saint-Jean-d'Angély de se mettre avec toute sa division à la poursuite de Garibaldi. Le commandant de la 1re division reçut donc au milieu de la nuit l'ordre de réunir ses troupes, composées de la brigade d'infanterie du général Mollière (1er bataillon de chasseurs, 17e, 20e et 33e de ligne), et de la brigade de cavalerie du général Morris (1er chasseurs à cheval, 11e dragons).

Le général en chef lui prescrivit d'attendre sa batterie d'artillerie qui, depuis le commencement du siège, avait été mise à la disposition du général Thiry. Cette batterie, alors au camp de San-Carlo, n'était pas indispensable contre les bandes de Garibaldi totalement démunies d'artillerie et l'obligation de l'attendre où se trouva le général Regnaud d'Angély retarda de plusieurs heures le départ de la 1re division[1]. Les ordres écrits du duc de Reggio n'indiquaient pas nettement une direction : « Nous ne voulons pas le poursuivre à outrance, notre intention n'est pas d'avoir des cantonnements qui dépassent de plus d'une lieue Albano. Quand Garibaldi aura dépassé cette limite, nous n'aurons guère à nous occuper de lui que pour nous en préserver[2]. »

Le général en chef, tout en recommandant au général Regnaud d'Angély de ne pas s'éloigner au delà de cette limite, lui en donnait cependant l'autorisation dans le cas de circonstances exceptionnelles. Il ajoutait que les troupes romaines régulières allaient incessamment quitter Rome pour tenir garnison en province. Peut-être se débanderont-elles et offriront-elles « quelquefois l'exemple de troupes irrégulières ». Dans ce cas, la 1re division aurait à préserver les habitants de « leur vagabondage ». Il conviendrait alors de disséminer ces troupes et de s'emparer de leurs armes.

[1] Général Oudinot au général Regnaud d'Angély. Rome, 4 juillet, deux heures et demie du matin.

« J'écris, mon cher général, au général Thiry pour l'inviter à rendre aussitôt que possible en votre faveur la batterie qui appartient à la 1re division. » (*Lettre* du général en chef, *Papiers* du général de Tinan). — « J'ai dû croire que cette artillerie serait nécessaire puisque vous m'enjoigniez si formellement de la redemander au général Thiry. » (Le général Regnaud d'Angély au général en chef. Rome, 10 juillet. — *Papiers* du général de Tinan.)

[2] *Ibid.*

Un post-scriptum ainsi conçu terminait les instructions :

« Dans le cas où vous apprendriez avec certitude que Garibaldi ne s'est pas dirigé sur Albano, il faudrait vous mettre à sa poursuite du côté où vous auriez la certitude de la marche, mais toujours en restant dans le rayon qui vient d'être tracé. Les troupes romaines régulières doivent occuper Mariano, Tivoli Albano[1]. »

La division, munie de son artillerie, ne put se mettre en route que dans la matinée. Après une étape de huit lieues, des plus fatigantes en raison de la chaleur, elle campa dans la soirée autour de Marino[2], petite ville assez importante sur un plateau. Là le général de division apprit que Garibaldi et ses partisans avaient déjà traversé Albano et pris la direction de Tivoli. Ses ordres furent aussitôt donnés pour partir, pendant la nuit, dans cette direction, dont on était séparé par deux étapes.

Le lendemain la colonne atteignait à dix heures du matin Frascati[3], la jolie ville située au bas des monts Albains, avec son cirque de maisons de campagne. Nos soldats purent y cantonner dans d'agréables conditions. La population leur faisait le meilleur accueil.

Le général Regnaud d'Angély reçoit de nouvelles instructions du général en chef, qui confirment les renseignements de son divisionnaire sur la marche de Garibaldi. Ce dernier paraît difficile à atteindre[4], la colonne expéditionnaire a donc surtout pour mission de rassurer les populations « et de leur donner une haute idée de ses habitudes d'ordre et de discipline[5] ».

[1] Général Oudinot au général Regnaud d'Angély. Rome, le 4 juillet. (*Papiers* du général de Tinan.)
[2] *Historiques* du 20e et du 33e de ligne.
[3] *Historique* du 20e de ligne.
[4] « Je suis bien certain maintenant que ce chef de partisans n'osera vous attendre nulle part. » (Général Oudinot au général Regnaud d'Angély. Rome, 5 juillet 1849. — *Papiers* Tinan.)
[5] *Ibid.*

Le duc de Reggio manifeste l'intention d'occuper d'une manière permanente Albano, Tivoli et Frascati, mais il doit subordonner la force de ces garnisons à l'obligation de garder à Rome des troupes considérables et à la nécessité d'envoyer le plus tôt possible une colonne mobile sur les routes d'Ancône et de Florence[1].

On signalait dans cette région une grande effervescence, il était bon aussi de montrer nos troupes aux Autrichiens. En conséquence, le duc de Reggio réclamait la brigade de cavalerie, sauf un escadron, pour confier le commandement de la nouvelle colonne au général Morris[2]. La cavalerie repartit donc pour Rome dans la matinée du 6 juillet. Le soir du même jour, la colonne Regnaud d'Angély réduite à la brigade d'infanterie Mollière, à un escadron de chasseurs et à la batterie d'artillerie divisionnaire, couchait à Fiumcino Passano[3]. Le lendemain 7 juillet, elle repartait pour Tivoli, la ville des jardins d'oliviers, des cascades et des grottes merveilleuses, elle y séjourna le 8 juillet et revint le 9 à Frascati[4], à l'exception du 33e (colonel Bouat) qui resta à Tivoli, sous les ordres directs du général Mollière. Le 20e de ligne (colonel Marulaz) y fut établi en cantonnement dans la délicieuse villa Sora.

Le général Regnaud d'Angély, ayant acquis la certitude que Garibaldi avait gagné Subiaco[5] et, delà, les montagnes des Abruzzes où il devenait insaisissable,

[1] Général Oudinot au général Regnaud d'Angély. (*Papiers* du général de Tinan.)

[2] Le général en chef prescrivait au général Regnaud d'Angély d'établir des postes de correspondance, avec les cavaliers de son escadron divisionnaire, pour entretenir « plusieurs fois par jour » des relations avec le grand quartier général. (Général Oudinot au général Regnaud d'Angély. — *Papiers* du général de Tinan.)

[3] *Historique* du 20e de ligne.

[4] *Ibid.*

[5] Subiaco est à cinquante kilomètres de Rome.

envoya le 17e de ligne (colonel Sonnet) tenir garnison à Albano, afin de rassurer la population très impressionnable, qui redoutait l'arrivée des troupes romaines. Il rentra à Rome le 9 juillet, ramenant le 1er bataillon de chasseurs à pied [1], l'escadron de chasseurs à cheval et la batterie d'artillerie.

L'avant-veille, 7 juillet, le général Morris était parti avec trois escadrons de cavalerie (un de chasseurs, deux de dragons), une compagnie du 2e bataillon de chasseurs à pied [2] et un bataillon du 50e de ligne [3]. Un bruit, nullement fondé d'ailleurs, avait couru que Garibaldi menaçait Civita-Vecchia, et au lieu de se diriger du côté des lignes autrichiennes, la colonne Morris avait suivi la route du littoral jusqu'à Corneto, l'ancienne Tarquinies, à trois lieues au nord de Civita-Vecchia, puis à Viterbe, la ville montagneuse, aux rues étroites et sombres qui garde les tombeaux de sainte Rose et de cinq papes.

Des désordres ayant été signalés à Valentano, à deux étapes au nord-ouest de Viterbe, le général Morris y avait envoyé une compagnie de chasseurs à pied. Le capitaine Courrech, qui la commandait, fit preuve de beaucoup d'énergie, arrêtant les factieux et rassurant les autorités [4].

De Viterbe, le général Morris se rendit à Civita-Castellana, près des ruines de Faléries. Il rentrait ensuite à Viterbe, repartait en toute hâte pour Orvieto où Garibaldi était enfin signalé, mais le condottiere devait échapper encore par San-Lorenzo, Aquapendente et enfin par la Toscane, d'où il gagna Saint-Marin [5].

En résumé, la colonne Morris n'avait pas eu plus

[1] *Historique* du 1er bataillon de chasseurs à pied.
[2] *Historique* du 2e bataillon de chasseurs à pied.
[3] *Historique* du 50e de ligne.
[4] *Historique* du 2e bataillon de chasseurs à pied.
[5] *Historique* du 50e de ligne.

de succès que celle du général Regnaud d'Angély, au point de vue de la poursuite de Garibaldi[1], mais ces deux colonnes avaient contribué à rassurer les populations et à leur montrer que le corps expéditionnaire français était réellement maître de Rome et de ses environs.

Si dans les provinces nos soldats étaient presque toujours accueillis, sinon en libérateurs, du moins en amis[2], il n'en était pas de même à Rome.

Le lendemain même de l'occupation, le général en chef avait adressé aux troupes l'ordre du jour suivant :

« Soldats,

« L'armée française occupe la ville de Rome, la division d'avant-garde poursuit le corps qui, sous les ordres de Garibaldi, répand la terreur au milieu des

[1] Il faut lire sur la retraite de Garibaldi (de Rome à Saint-Marin) l'ouvrage de M. Belluzzi Raffaèle : *La ritirata di Garibaldi da Roma nel 1849*. — Rome, 1899. Biblioteca del risorgimento italiana.

Garibaldi faisait observer à ses troupes les précautions d'un service en campagne très minutieux et très ingénieux (avant-postes de cavalerie, patrouilles, postes de vigie, départ de l'arrière-garde toujours tardif pour masquer celui du gros de la colonne, envoi de compagnies de partisans sur différentes routes afin de tromper l'ennemi sur la réalité de ses effectifs). Ces dispositions militaires lui servirent surtout à l'égard des troupes autrichiennes et un officier de cette armée a rendu sur ce point un hommage peu suspect au condottiere. (Général H. Bernard, *Traité de tactique*, t. V, p. 558 et suiv.)

[2] Nous avons eu entre les mains, dans les *Papiers* du général de Tinan, une lettre du général Morris, écrite de Viterbe, le 10 juillet, pleine d'humour : « ... Nous avons un hôpital superbe... Les casernes superbes chez les moines, avec cuisine, réfectoires, prisons cellulaires, salles de police, etc. Les chevaux jusqu'au ventre dans la paille ; tout va bien.

« Après-demain, je serai à Civita-Castellana, je demande au général en chef trois escadrons de chasseurs. Avec eux et mes intelligences dans le pays, *j'arcpince* Garibaldi... Toutes les femmes nous font l'œil, le pays est très sain. »

populations des campagnes. Les troupes régulières romaines vont prendre les cantonnements que je leur ai assignés. Déjà vous êtes fortement établis dans Rome.

« Depuis plus de deux mois, vous avez donné l'incessant exemple de toutes les vertus militaires, restez fidèles à vous-mêmes et bientôt les injustes préventions qui ont pu s'élever contre vous se changeront en sympathies. J'en ai pour garant votre respect habituel pour l'ordre et la discipline.

« *Le Général commandant en chef,*
« OUDINOT DE REGGIO[1].

« Au quartier général à Rome, le 4 juillet 1849. »

Les membres de l'Assemblée constituante continuèrent à se réunir au Capitole, un bataillon du 13e léger, sous les ordres du colonel de Lamarre vint disperser la réunion. Le représentant Quirico Filipecuti rédigea une véhémente protestation dont s'inquiétèrent médiocrement les militaires du 13e léger. Les portes furent fermées et un poste fut établi à la porte du palais pour en maintenir... la clôture.

Cet incident que tout le monde aurait pu prévoir paraît avoir surexcité la colère populaire. Le soir même plusieurs attaques se produisaient, les unes contre des prêtres qui avaient guidé nos soldats dans la ville, d'autres contre des Français isolés et surtout contre des officiers[2].

Des mesures de répression furent aussitôt prises : la gendarmerie ferma plusieurs établissements signalés comme servant de lieu de réunion aux révolutionnaires[3], les habitants furent invités, sous peine

[1] *Historique* du 88e de ligne (ancien 13e léger).
[2] BALLEYDIER *La Révolution à Rome.*
[3] Notamment le café des Beaux-Arts. (Caffe delle Belle Arti, sul Corso.)

d'emprisonnement, à consigner dans les vingt-quatre heures toutes les armes qui se trouvaient en leur possession. On les prévint que, passé ce délai, des perquisitions seraient faites. Le résultat ne se fit pas attendre : trente-cinq mille fusils furent déposés au château Saint-Ange.

Le nouveau gouverneur, le général de Rostolan, était tout disposé aux mesures les plus énergiques. La population romaine put s'en convaincre dès le 5 juillet en voyant afficher sur ses murs la proclamation suivante :

« Habitants de Rome!

« Le général commandant en chef l'armée française m'a nommé gouverneur de votre cité. J'accepte ce poste avec l'intention précise de seconder énergiquement avec tous les moyens concentrés dans mes mains les mesures déjà prises par le général en chef afin d'assurer votre tranquillité et de protéger vos personnes ainsi que vos propriétés. Je prends les dispositions suivantes :

« 1° Tout attroupement sur la voie publique est interdit et sera immédiatement dissous par la force;

« 2° La retraite aura lieu à neuf heures. La circulation dans la ville cessera à neuf heures et demie. A cette heure tous les lieux de réunion seront fermés;

« 3° Les cercles politiques, qui n'ont pas été fermés, malgré la proclamation du général en chef, le seront par la force et les propriétaires et les chefs des lieux où existent ces réunions seront poursuivis avec rigueur;

« 4° Toute violence, toute insulte contre nos soldats ou toutes les personnes qui ont eu avec eux quelque rapport amical, tout empêchement apporté à l'approvisionnement seront immédiatement punis d'une manière exemplaire;

« 5° Les fonctionnaires publics et les médecins pourront circuler librement dans la ville, ils devront cependant être munis d'un laissez-passer signé par l'autorité militaire et ils se feront accompagner de poste en poste jusqu'aux endroits où ils devront se rendre.

« Habitants de Rome, vous voulez l'ordre, je saurai vous le garantir. Ceux qui songeraient à prolonger votre oppression trouveraient en moi une sévérité inflexible.

« *Le Général de division, gouverneur de Rome.*

« DE ROSTOLAN.

« Rome, le 5 juillet 1849. »

Pendant la journée et surtout pendant la soirée et pendant la nuit, des patrouilles de gendarmerie, d'infanterie et de cavalerie parcouraient la ville, arrêtant ou poursuivant tous les individus suspects [1].

M. de Corcelles restait chargé de la direction politique et par conséquent de la réorganisation administrative de la capitale; il s'était adjoint M. de Rayneval, qui, comme lui, avait déjà résidé à Rome et connaissait bien cette population mobile, facile à rassurer comme à inquiéter. Grâce au dévouement d'un employé subalterne de la secrétairerie d'État de l'intérieur, M. Moreschi Theresiano, on put retrouver un grand nombre des fonctionnaires qu'avait chassés la Révolution et les replacer dans leurs anciens postes.

[1] Le 5 juillet, à 9 heures du soir, le général de Rostolan dirigea lui-même les plus fortes patrouilles. Des jeunes gens, qui sifflaient insolemment, furent surpris, chargés et malmenés par un piquet de dragons. La leçon était dure mais méritée, aussi les sifflets devinrent-ils très rares. Les révolutionnaires y suppléèrent par des affiches, craintivement apposées la nuit, où le général Oudinot et le gouverneur étaient grossièrement insultés. (BALLEYDIER, t. II, p. 392.) On fit des rondes de gendarmes en bourgeois, qui arrêtèrent quelques-uns des afficheurs. Les affiches devinrent aussi rares que les sifflets.

Ainsi se réorganisèrent, malgré l'hostilité du conseil communal, les services publics les plus importants, dont M. de Corcelles décida également le remplacement par les *Capi di rione*, les chefs de quartier, qui étaient en fonctions avant le 16 novembre 1848[1]. Le prince Pierre Odescalchi accepta la mission de former une commission municipale, composée de MM. Bianchini, Carpi, Ralli, Scaramuchi, Tavani, Capranira, Belli qui seconda de son mieux les autorités françaises. Au milieu de la satisfaction bien légitime d'un grand succès militaire, le général Oudinot éprouva une vive amertume, en apprenant que son fidèle aide de camp, le commandant Espivent de la Villeboisnet, envoyé à Paris le soir même de l'occupation de Rome, avait rencontré, en débarquant à Marseille, le successeur que venait de lui donner le gouvernement, nomination qu'infirmait d'ailleurs la nouvelle de l'entrée triomphale de nos troupes à Rome[2].

Le ministre des affaires étrangères, inquiet des lenteurs du siège, mécontent de ce que le général Vaillant ne voulait pas faire usage de sa lettre de service, avait obtenu du prince président le remplacement du général Oudinot par le général Bedeau. Cette mesure injuste était heureusement trop tardive et le général Bedeau, qui appréciait et estimait le duc de Reggio, déclara lui-même au commandant Espivent que sa mission était désormais sans objet[3].

[1] L. de Gaillard, *L'Expédition de Rome*, p. 264.

[2] Communication de M. le général Espivent de la Villeboisnet.

[3] Quelques jours plus tard, le *Moniteur*, dans son numéro du 12 juillet, publiait cet entrefilet : « M. le général de division Bedeau est arrivé à Paris. La mission politique que cet officier général devait remplir auprès de M. le commandant en chef du corps de la Méditerranée devenait sans objet par suite de l'occupation par nos troupes de la ville de Rome. » En réalité, le général Bedeau avait été désigné pour remplacer purement et simplement le général Oudinot.

L'impression pénible que ressentit le général Oudinot fut bientôt dissipée par le retour du colonel Niel, qu'il avait envoyé à Gaète auprès du Saint-Père, pour remettre à Pie IX, avec une lettre annonçant la cessation des hostilités, les clés de Rome, pieux hommage d'une armée catholique. Le Souverain Pontife avait reçu avec attendrissement l'envoyé de l'armée française. « La France ne m'avait rien promis, s'écria Pie IX, c'est cependant sur elle que j'ai toujours compté. Je sentais qu'au moment opportun, la France donnerait à l'Église ses trésors, son sang et ce qui est peut-être plus difficile pour ses valeureux fils, ce courage contenu, cette patience persévérante à qui je suis redevable qu'on ait conservé intacte ma ville de Rome, ce trésor du monde, cette cité si aimée, si éprouvée, vers laquelle pendant l'exil mon cœur et mes regards pleins d'angoisse furent toujours tournés[1]. »

Le colonel Niel, après avoir reçu des marques précieuses de la bienveillance du Saint-Père[2], fut chargé de remettre au duc de Reggio la lettre qui suit et qui était pour le général en chef et pour son armée une glorieuse et douce récompense :

« Monsieur le Général,

« La valeur bien connue des armes françaises, soutenues par la justice de la cause qu'elles défendaient a recueilli le fruit de telles armes : la victoire. Acceptez, Monsieur le Général, mes félicitations pour la part principale qui vous est due dans cet événement, félicitations non pas pour le sang répandu, ce que mon cœur abhorre, mais pour le triomphe de

[1] L. de Gaillard, *L'Expédition de Rome*, p. 235.

[2] Le Saint-Père remit au chef d'état-major du génie le brevet et les insignes de commandeur de l'ordre pontifical de Saint-Grégoire-le-Grand. Il eut la bonté d'y joindre un chapelet d'un grand prix pour Mme Niel.

l'ordre sur l'anarchie, pour la liberté rendue aux personnes chrétiennement honnêtes, pour lesquelles ce ne sera plus un délit de jouir des biens que Dieu leur a départis et de l'adorer avec la pompe religieuse du culte, sans courir le danger de perdre la vie ou la liberté. Sur les graves difficultés qui pourront se présenter par la suite, je me confie dans la protection divine. Je crois qu'il ne sera pas inutile à l'armée française de connaître l'histoire des événements qui se sont succédé pendant mon pontificat. Ils sont relatés dans mon allocution dont vous avez connaissance, Monsieur le Général, mais dont je vous remets néanmoins un certain nombre d'exemplaires, pour qu'elle puisse être communiquée à ceux auxquels vous jugerez utile de la faire connaître.

« Cette pièce prouvera suffisamment que le triomphe de l'armée est remporté sur les ennemis de la société humaine et votre triomphe devra par cela même éveiller des sentiments de gratitude dans tout ce qu'il y a d'hommes honnêtes dans l'Europe et dans le monde entier.

« Le colonel Niel qui, avec votre dépêche très honorée, m'a présenté les clefs de Rome, vous remettra la présente. C'est avec beaucoup de satisfaction que je profite de cet intermédiaire pour vous exprimer mes sentiments d'affection paternelle et l'assurance des prières que j'adresse continuellement au Seigneur pour vous, pour l'armée française, pour le gouvernement et pour toute la France.

« Recevez la bénédiction apostolique que je vous donne de cœur.

« Pius P. P. IX[1].

« Donné à Gaète le 5 juillet 1849. »

[1] L. de Gaillard, p. 271-272. Pièce justificative.

Conformément aux ordres du duc de Reggio, le colonel Niel avait remis au roi de Naples une lettre qui l'informait de l'occupation de Rome. Le roi ayant quitté Gaète pour rentrer à Naples, le chef d'état-major du génie se rendit dans la capitale des Deux-Siciles afin d'y remplir sa mission. Après avoir reçu le meilleur accueil du roi Ferdinand, il repartit pour Rome où il arriva dans la soirée du 7 juillet.

Par arrêté du général en chef, les troupes régulières qui avaient fait leur soumission[1] avaient été placées sous l'autorité du général de brigade Levaillant (Jean). Cet officier général était assisté dans cette mission par les lieutenants-colonels de Pontevès, du 13e léger, chef d'état-major et commandant en second pour l'infanterie[2], Boyer, du 1er chasseurs à cheval, pour la cavalerie et Devaux, pour l'artillerie, et du sous-intendant Pagès, pour les services administratifs. Le chef d'escadron d'état-major Castelnau[3] était nommé directeur provisoire de l'administration de la guerre et de la marine en remplacement du général Thore[4].

Les généraux romains, un certain nombre d'officiers d'artillerie, presque tous les officiers du génie et les officiers des corps volontaires affectaient de ne pas avoir de relations avec les autorités militaires françaises, ils laissaient leurs troupes dans les casernes ou les bâtiments qu'ils avaient réquisitionnés, alors qu'une partie de nos troupes campaient encore sur des places publiques. Le général Roselli les encourageait dans cette attitude. Le duc de Reggio, le faisant venir à son quartier général dans la soirée du

[1] Les chefs de corps des carabiniers, des deux régiments de dragons et des trois premiers régiments de ligne vinrent faire leur soumission les premiers, ainsi qu'un capitaine commandant une batterie suisse.

[2] *Historique* du 88e de ligne (ancien 13e léger).

[3] Récemment promu.

[4] Tout dévoué au gouvernement révolutionnaire.

5 juillet, l'avait averti que lui-même et tous ses officiers devaient faire acte de soumission, le 6 juillet avant midi, et que ceux qui s'abstiendraient seraient considérés comme démissionnaires et licenciés. L'ancien général en chef des troupes de la République romaine déclara avec emphase qu'il quitterait Rome, mais pour aller combattre les Autrichiens [1].

Une telle prétention n'était pas admissible, le général Oudinot le lui fit sèchement comprendre sur-le-champ, mais le lui répéta dans une lettre pleine de dignité et de fermeté, à la date du 6 juillet au matin :

« ... Je vous ai déclaré qu'à midi la place de Rome devait être entièrement abandonnée par les troupes qui ne nous ont pas offert leur concours absolu, je vous ai dit que, dans aucun cas, nous ne permettrions la sortie de Rome d'une seule pièce d'artillerie, je vous ai envoyé une proclamation, qui vous fait assez connaître les volontés du gouvernement français. Il faut y obéir sans délai, il faut que les corps recrutés dans les contrées étrangères aux États romains quittent immédiatement la ville de Rome et soient aussitôt licenciés. »

Des ordres furent aussitôt donnés par le général Oudinot afin de préparer *manu militari* le désarmement des troupes romaines dissidentes. Roselli l'apprit et n'osa pas résister, il licencia les volontaires étrangers, leur fit quitter leurs armes et se licencia lui-même ainsi que ses officiers.

Un grand nombre des anciens défenseurs de Rome quittèrent donc la ville pour gagner l'Ombrie et la Toscane, le général Oudinot crut devoir, le même jour 6 juillet, en prévenir le général Wimpffen, commandant le corps autrichien d'occupation, l'informant en outre que le corps expéditionnaire français était dans

[1] Balleydier, *La Révolution à Rome*, t. II, p. 229.

la nécessité d'occuper Civita-Castellana, Viterbe et Orvieto, garnisons peu éloignées de celles où cantonnaient les troupes autrichiennes.

« Nos deux armées, ajoutait le général en chef, ont appris à s'estimer sur les champs de bataille et sans doute il ne pourrait y avoir aucun inconvénient à ce qu'elles fussent sur le même territoire. Cependant pour éviter toute espèce de conflit, vous jugerez comme moi qu'il est nécessaire de n'avoir pas de cantonnements communs et de ne pas confondre nos actions[1]. »

C'était prévenir, sous une forme très courtoise, des difficultés et des conflits presque inévitables. Le général autrichien répondit au général français qu'il partageait sa manière de voir.

Tout indiquait un désir de calme et de paix dans la population romaine. Les notables qui faisaient partie de la commission municipale ne craignaient plus les coups de poignard de leurs compatriotes[2] et concouraient ouvertement au rétablissement de l'ordre. Bientôt le peuple s'employa, moyennant une faible rétribution, à faire disparaître les barricades et à combler les tranchées. Le seul quartier qui eût vraiment souffert du bombardement était le Transtevère : ses habitants avaient été contraints par les triumvirs à travailler aux fortifications et aux tranchées, on les ménageait peu en raison de leur tiédeur pour la Révolution. Les obus et les bombes du corps expéditionnaire avaient causé des dégâts sérieux dans les maisons en arrière de la porte San-Pancrazio, mais la commission des barricades et les organisa-

[1] L. DE GAILLARD, *Pièces justificatives*, p. 266.

[2] « Au début, ils demandaient à M. de Rayneval de les faire prendre à leur domicile, en plein jour, par les gendarmes qui les conduiraient à la salle des séances. On aurait cru alors qu'ils cèdaient à la contrainte. » (M. de Rayneval à M. de Tocqueville. — L. DE GAILLARD, p. 265.)

teurs de la défense, en crénelant ou même en nivelant des maisons, en rasant les jardins, avaient fait beaucoup plus de mal à Rome que les boulets français[1].

Nos troupes organisèrent une souscription pour les malheureux Transtevérins qui les avaient d'ailleurs si bien accueillies, elle produisit de suite un millier de francs, ce qui servit à soulager les misères les plus urgentes. Le génie organisa de véritables brigades de travailleurs civils auxquels il donna une petite paye qui ramena bientôt un peu d'aisance dans la plupart des familles nécessiteuses[2].

La discipline de nos troupes ne tarda pas à être admirée des Romains qui avaient eu tant à souffrir des excès des bandes révolutionnaires. Nos officiers se montraient, en toute occasion, remplis de sollicitude pour les habitants qui avaient recours à eux. Enfin le calme renaissait partout, grâce à l'esprit de fermeté, de justice et de bienveillance dont l'autorité militaire ne se départissait jamais[3].

Certaines répressions s'imposaient, le gouverneur faisait rechercher les révolutionnaires les plus compromis. La plupart échappèrent grâce à la complicité des agents consulaires de l'Angleterre et des États-Unis qui s'étaient toujours montrés nos adversaires et qui, grâce au travestissement de leurs passeports, permirent aux principaux chefs de la Révolution de traverser les lignes françaises et d'éviter le conseil de guerre : les triumvirs Mazzini, Armellini, Saffi, Avezzana, le ministre de la guerre, le prince Canino, Sterbini, Sturbinetti, Montecchio, etc. en profitèrent.

[1] *Times*, 20 juillet 1849.
[2] *Extrait* d'une correspondance du *Times*, 20 juillet.
[3] « La conduite des officiers et des soldats français est admirable, aussi d'aucun côté n'arrive-t-il aucune plainte contre eux. Les officiers de l'état-major du général Oudinot et les secrétaires de la légation française ne prennent de repos ni jour ni nuit; pendant ce temps de forte chaleur tout le monde dort. » (*Extrait* du même journal.)

Les uns gagnèrent la Suisse, d'autres restèrent en Piémont, le plus grand nombre s'enfuit en Angleterre. Cernuschi, l'homme des barricades, fut arrêté à Civita-Vecchia, au moment où il allait s'embarquer. Ramené à Rome, il comparut devant le conseil de guerre sous l'inculpation d'avoir signé une proclamation impudemment incendiaire. Cernuschi affirma que sa signature avait été mise sans son consentement: dans le doute, nos officiers l'acquittèrent. La justice ne frappa pour des crimes de droit commun que ceux dont la culpabilité ne put être contestée, comme les assassins du pauvre curé de la Minerve et des malheureux prêtres égorgés devant le cloître Saint-Calixte. Ces actes de sévérité bien justifiée, fort rares du reste, produisirent la meilleure impression sur la population.

L'occupation de Rome avait été saluée en France par tous les vrais catholiques et aussi par tous les adversaires de la Révolution et de l'anarchie. Dans un élan d'enthousiasme, la majorité conservatrice de l'Assemblée avait adopté, le 10 juillet, un ordre du jour dont la copie, adressée au ministre de la guerre, avait été remise par celui-ci au lieutenant-colonel Espivent de la Villeboisnet récemment promu, qui allait rentrer incessamment à Rome :

L'Assemblée nationale, en apprenant le succès définitif de nos armes dans l'expédition d'Italie, vote ses remerciements à l'armée expéditionnaire et à ses chefs, qui ont su concilier dignement les devoirs de la guerre avec le respect dû à la capitale du monde chrétien.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 10 juillet 1849.

*Le Président et les Secrétaires :*

DUPIN, ARNAUD (de l'Ariège), LACAZE, PEUPIN, CHAPOT, BÉRARD, HEECKEREN [1].

[1] *Moniteur* du 11 juillet 1849.

Le Président de la République qui, après l'échec du 30 avril, avait si spontanément envoyé l'expression de ses sympathies au corps expéditionnaire et à son chef, s'était borné. au lendemain de la victoire, à adresser une dépêche de félicitations. Il se décida un peu tardivement à écrire au général Oudinot la lettre qui suit :

« Élysée national, le 13 juillet 1849.

« Mon cher Général,

« Je suis heureux de pouvoir vous féliciter du résultat que vous avez obtenu. En entrant à Rome, malgré la vive résistance de ceux qui s'y défendaient, vous avez maintenu le prestige qui s'attache à notre drapeau. Je vous prie de faire connaître aux généraux qui sont sous vos ordres et aux troupes en général combien j'ai admiré leur persévérance et leur courage. Les récompenses que vous porte votre aide de camp sont bien méritées[1] et je regrette de ne pas pouvoir les remettre moi-même. J'espère que l'état sanitaire de votre armée se maintiendra aussi bon qu'il l'est aujourd'hui et que bientôt vous pourrez revenir en France avec honneur pour nos armes et avec bénéfice pour notre influence en Italie.

« Recevez, mon cher Général, l'assurance de mes sentiments d'estime et d'amitié.

« LOUIS-NAPOLÉON[2]. »

Le ministre de la guerre avait également chargé le lieutenant-colonel Espivent de la Villeboisnet de remettre au général en chef une lettre de félicitations

[1] M. Espivent de la Villeboisnet, nommé lieutenant-colonel, rapportait de nombreux décrets d'avancement ou de promotion dans la Légion d'honneur. Le général Oudinot, qui n'était que commandeur, recevait la plaque de grand-officier de la Légion d'honneur, le Saint-Père devait y joindre le grand-cordon de Pie IX.

[2] L. DE GAILLARD, *Pièces justificatives*, p. 483.

dans laquelle il exprimait la vive satisfaction du cabinet tout entier : « Le gouvernement rend pleine justice aux talents développés par les généraux dans cette savante et laborieuse opération du siège, il applaudit avec empressement au bon esprit des soldats, à leur ardeur et à leur bravoure[1]. » Le général Rullière déclarait en outre que le pays s'enorgueillissait du succès obtenu, que les régiments restés en France enviaient le poste d'honneur échu au corps expéditionnaire. Il terminait en adressant ses félicitations « au général Oudinot, comme commandant en chef, au général Vaillant, pour la conduite du siège et les travaux du génie, au général Thiry, pour les services éminents rendus par l'artillerie, aux généraux Rostolan, Gueswiller, Regnaud de Saint-Jean-d'Angély et à leurs divisions, pour leur coopération dévouée, et enfin à l'administration militaire et à tous les services qui s'y rattachent[2] ».

Ces témoignages si mérités ne devaient parvenir à Rome que le 20 juillet. Sans les attendre, fort de son droit et convaincu de son devoir, le général Oudinot résolut de procéder solennellement à la restauration de l'autorité pontificale.

Dès l'occupation de la ville, des adresses couvertes des signatures des habitants les plus recommandables avaient été adressées au duc de Reggio pour le rétablissement de l'autorité du Saint-Père. Les officiers de carabiniers, de dragons et des trois premiers régiments de ligne, qui avaient fait leur soumission, avaient déclaré qu'ils restaient au service du Pape. Depuis le 10 juillet, les manifestations en l'honneur de Pie IX se multiplièrent parmi les bourgeois et les petits commerçants. Le général en chef résolut de

[1] *Journal* des opérations de l'artillerie et du génie. Pièces justicatives, pièce n° 27.
[2] *Ibid.*

fixer au 15 juillet cette importante solennité, malgré les protestations que crurent devoir lui adresser certains membres de la colonie française.

On a prétendu que le général Vaillant conseilla, sinon l'abstention, du moins la temporisation relativement aux affaires intérieures de Rome [1].

Le général Oudinot estima que de pareils atermoiements étaient en contradiction avec la véritable mission des troupes qu'il commandait, avec les épreuves qu'elles avaient subies, avec la gloire qu'elles avaient conquise. La grande majorité des officiers et des soldats du corps expéditionnaire témoignaient le désir de participer à la restauration de Pie IX. Le général en chef persista donc dans sa résolution dont il voulait garder toute la responsabilité. MM. de Corcelles et de Rayneval, que, par un sentiment de délicatesse, le général en chef n'avait pas consultés, tinrent à lui manifester, au sujet de ce projet, leur entière approbation et à déclarer qu'ils tenaient à partager sa responsabilité.

La fête qui se préparait devait avoir un caractère religieux, militaire et politique. Malgré la grande chaleur, les troupes reçurent l'ordre de prendre les armes dans l'après-midi, pour donner à la cérémonie tout son éclat. Dès le matin, la ville présentait un air de fête, les maisons étaient garnies de tentures, les balcons enguirlandés de fleurs. Les Romains circulaient joyeux avec leurs femmes et leurs enfants, le temps était superbe, pas un nuage au ciel. Les hommes de désordre, qu'on avait trop longtemps redoutés, se cachaient ou dissimulaient leur mécontentement. Ils n'eussent effrayé personne, les baïonnettes françaises étaient trop nombreuses.

On les voyait en effet depuis deux heures et demie,

[1] C'est l'opinion que lui prête M. de Gaillard, l'ami et le confident du duc de Reggio. — V. *L'Expédition de Rome*, p. 269.

ces glorieuses baïonnettes se masser, brillantes et serrées, depuis la place Saint-Pierre jusqu'au pont Saint-Ange, encadrées par les batteries de campagne et par la cavalerie [1], sous le commandement du général de Rostolan. Les troupes romaines, sous les ordres du général Levaillant (Jean), s'alignaient à leur tour sur la place Saint-Pierre, devant la colonne du côté de la porte Angelica.

A trois heures, le général en chef duc de Reggio, entouré de plusieurs officiers généraux, d'un nombreux état-major et d'une escorte de dragons, arrivait sur la place au milieu des vivats. Comme il l'avait prescrit, les troupes ne lui rendaient pas d'honneurs. Mais à un coup de canon, le drapeau pontifical jaune et blanc était arboré simultanément sur le château Saint-Ange et au sommet du Capitole. Les batteries françaises tiraient une salve de cent coups de canon à la suite de laquelle les tambours et les clairons battaient et sonnaient aux champs, pendant que les troupes présentaient les armes.

Jamais honneurs militaires ne parurent plus imposants, plus émotionnants que ce salut d'une armée victorieuse au drapeau du Chef de l'Église. L'enthousiasme devint indescriptible, ceux qui criaient quelques mois auparavant *Eviva la Republica romana!* poussaient des cris formidables de *Eviva Pio nono! Eviva nostro Papa!*

La rumeur s'apaisa quand on vit le général en chef, les deux ministres de France, le corps diplomatique, les officiers généraux et supérieurs, qui n'étaient pas de service, la commission municipale et les magistrats pénétrer dans l'immense basilique, pour assister au service d'actions de grâces. A quatre heures le cardinal Castracani entonna le *Te Deum* que

[1] Diminuée cependant des trois escadrons de la colonne Morris.

répétèrent dix mille voix. Le cardinal Tosti prononça un discours plein d'élévation et de chaleur, glorifiant la victoire des armes françaises et prêchant cependant la réconciliation et le pardon. A la sortie de Saint-Pierre, le général Oudinot fut encore harangué par les cardinaux, il répondit avec modestie, tout en rendant justice à ses vaillants soldats et en rappelant que l'armée française avait su respecter les précieux monuments de la Ville éternelle.

Les troupes défilèrent ensuite, applaudies par la foule. Le soir une illumination générale termina cette radieuse journée. Rome se réconciliait avec ses vainqueurs parce qu'ils lui rendaient son souverain légitime, ce n'étaient plus les soldats de l'étranger, *li forestieri*, qui étaient entrés par la brèche et qui s'imposaient par la force et la terreur, c'était la garde d'honneur que la France catholique maintenait dans la capitale de tous les chrétiens pour veiller sur la personne du successeur de saint Pierre.

Devant les instances du corps diplomatique, la rentrée de Pie IX fut retardée neuf mois encore, le général Oudinot devait lui-même être relevé de son commandement cinq semaines après la cérémonie du 15 juillet et céder ses fonctions au général de Rostolan.

La commission des cardinaux administrateurs et le gouvernement français allaient se heurter dans plus d'un conflit avant le retour véritablement pacificateur du Souverain Pontife. N'était-ce point l'inévitable résultat de la politique, de ses calculs et de ses erreurs? Notre vaillante armée y restait étrangère, elle avait noblement et généreusement accompli sa mission et, dans nos fastes militaires, l'expédition de 1849 garde intact son prestige de gloire.

---

# TABLE DES MATIÈRES

Pages

INTRODUCTION ..... V

CHAPITRE PREMIER. — Les motifs de l'expédition. — Difficultés et ajournements. — L'Expédition décidée..... 1

CHAPITRE II. — Derniers préparatifs. — Embarquement et débarquement..... 22

CHAPITRE III. — Tentatives pacifiques. — Organisation de la résistance..... 45

CHAPITRE IV. — Dernières illusions. — La marche en avant. — Démonstration militaire..... 59

CHAPITRE V. — Le combat du 30 avril. — La retraite... 71

CHAPITRE VI. — Lendemain d'échec. — Rome. — Le camp français. — Paris. — Responsabilités..... 96

CHAPITRE VII. — Préparatifs de revanche et de résistance. — Arrivée inattendue d'un plénipotentiaire français. — Nouvelles difficultés..... 122

CHAPITRE VIII. — M. de Lesseps à Rome. — Les camps du corps expéditionnaire..... 135

CHAPITRE IX. — Duplicité et naïveté. — Rupture. — La révocation de M. de Lesseps..... 170

CHAPITRE X. — Instructions gouvernementales trop tardives. — Préparatifs d'attaque..... 202

CHAPITRE XI. — Premier combat du 3 juin : la prise des villas..... 211

CHAPITRE XII. — Second combat du 3 juin : l'occupation de Ponte-Molle. — La nuit et le lendemain sur les positions françaises et à Rome..... 238

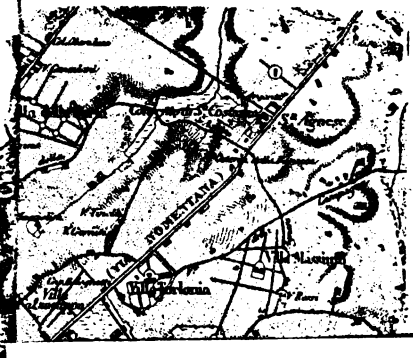
Pages

CHAPITRE XIII. — Premiers jours de tranchée..... 256
CHAPITRE XIV. — La défense de la tranchée par le colonel Niel. — L'attaque des tonneaux. — Les expéditions de Porto-d'Anzio et de Monte-Parioli..... 281
CHAPITRE XV. — De vrais soldats! — La sortie des chemises blanches. — Surprise manquée..... 307
CHAPITRE XVI. — Trois brèches ouvertes. — L'assaut du 21 juin..... 319
CHAPITRE XVII. — Duel d'artillerie..... 335
CHAPITRE XVIII. — Avant le combat. — L'assaut du 30 juin..... 362
CHAPITRE XIX. — Derniers coups de canon. — Comment on força les portes. ..... 381
CHAPITRE XX. — L'entrée de l'armée française à Rome. 398
CHAPITRE XXI. — A la poursuite de Garibaldi. — La pacification à Rome. — Restauration solennelle du gouvernement pontifical..... 408

CARTE DES ENVIRONS DE ROME PENDANT L'EXPÉDITION

Paris. — Imp. TÉQUI, 92, rue de Vaugirard.

rre en 1856.)



recueillis et publiés par L. BRANCHEREAU, supérieur du grand séminaire d'Orléans. In-12. 3 50

Paris. — Imp. Téqui, 92, rue de Vaugirard.

# ANCIENNE MAISON CHARLES DOUNIOL

## P. TÉQUI, Libraire-Éditeur

**29, Rue de Tournon, Paris-VI**

### OUVRAGES DE Mgr DUPANLOUP

Membre de l'Académie française

*De l'Education*. Tome Ier. L'Education en général. — Tome II. De l'Autorité et du Respect dans l'Education. — Tome III. Les Hommes d'Education. 3 vol. in-12. 10 50

*Les Hommes d'Education*. Tome III de l'Education. 1 vol. in-8°. 5 »

*Lettres sur l'Education des Filles* et sur les études qui conviennent aux femmes dans le monde. 1 vol. in-12. 4 »

*De la Dévotion au Très Saint-Sacrement*. 1 vol. in-18. 0 80

*Conférences aux femmes chrétiennes*. In-12. 4 »

*Lettres choisies*. 2 vol. in-8°. 10 »

*L'Œuvre par Excellence*. 1 vol. in-8° 5 »

*L'Enfant*. In-16, caractères elzéviriens, encadré de vignettes. 4 »

*La Femme studieuse*. 1 vol. in-16, caractères elzéviriens, encadré de vignettes. 4 »

*Le Mariage chrétien*. 1 vol. in-16, caractères elzéviriens, encadré de vignettes. 4 »

*Le Catéchisme chrétien*, ou un exposé de la doctrine de Jésus-Christ, offert aux hommes du monde. In-8°. 2 50

*La Chapelle Saint-Hyacinthe*. — Instructions, Homélies, Sermons, etc. 2 vol. in-18. 6 »

*De la Souveraineté pontificale*. 3e édition. 1 vol. in-12. 3 »

*Avertissements à la Jeunesse et aux Pères de famille* sur les attaques dirigées contre la Religion par quelques écrivains de nos jours. 2 »

*Conseils aux Jeunes Gens* sur l'étude de l'Histoire. 1 vol. in-12. 3 »

---

*Derniers jours de Mgr Dupanloup*, avec une préface de Sa Grandeur Mgr l'Archevêque d'Albi. 1 volume in-16. 2 »

*Journal intime de Mgr Dupanloup*. Extraits recueillis et publiés par L. Branchereau, supérieur du grand séminaire d'Orléans. In-12. 3 50

## OUVRAGES DU DOCTEUR BOISSARIE

*Les Grandes Guérisons de Lourdes.* 1 vol. in-8° illustré de 140 simili-gravures et 24 gravures hors texte. 10 »

*Apparitions et Guérisons de Lourdes.* Lectures pour le mois de mai. 1 vol. in-12. 2 »

*Lourdes*, depuis 1858 jusqu'à nos jours. 1 volume in-12. 3 50

*Lourdes.* Le Miracle devant la Science. In-12. 3 50

## OUVRAGES DU P. CHARRUAU

*Mes Parents.* 1 vol. in-12. 3e édition. 3 »

*Frère et Sœur* 1 vol. in-12. 2e édition. 3 50

*Vie du P. Chambellan.* 1 vol. in-12. (*Épuisé*)

*Histoire d'une famille de Brigands en 1793.* 1 vol. in-12. 3 50

*Aux Mères!* Causeries sur l'éducation. 1 vol. in-12. 3 »

*Aux Armes!* De l'Utilité des Tentations; manière de les combattre. In-18. 1 25

*Un Apôtre des enfants et des ouvriers.* Le Père Labonde. 2 »

*Emilienne.* Lettres d'une Mère. 1 vol in-12. 3 50

*EN PRÉPARATION :*

*Les Dévoyés.* 1 vol. in-12. 3 50

## OUVRAGES DU R. P. GRATRY

de l'Académie française

*Les Sources de la Régénération sociale.* 1 vol. in-12. 1 50

*Une Etude sur la Sophistique contemporaine.* in-8°. 5 »

*De la Connaissance de Dieu.* 2 vol. in-12. 8 »

*De la Connaissance de l'Ame.* 2 vol. in-12. 7 50

*Les Sophistes et la Critique.* 1 vol. in-8°. 6 »

*Lettres sur la Religion*. 1 vol. in-8°. 6 »
— LE MÊME, 1 vol. in-12. 3 »
*Les Sources*. Nouvelle édition. 1 vol. in-12. 2 50
*La Philosophie du Credo*. 1 vol. in-8°. 5 »
— LE MÊME. 1 vol. in-12. 3 »
*Petit Manuel de Critique*. 1 vol. in-18. 1 50
*Souvenirs de ma Jeunesse*. Œuvres posthumes. L'enfance, le collège, l'École polytechnique, Strasbourg et le sacerdoce. 1 vol. in-12. 3 »
*Méditations inédites*. Œuvres posthumes. 1 vol. in-12. 3 »
*Crise de la Foi*, trois conférences philosophiques de St-Étienne-du-Mont. 1863. 1 vol. in-18. 1 50
*La Morale et la Loi de l'Histoire*. 2 vol. in-8°. 12 »
— LE MÊME. 2 vol. in-12. 7 50
*Commentaire sur l'Evangile selon saint Matthieu*. 2 vol. in-8°. 8 »
*Henri Perreyve*, nouvelle édition, précédée d'une préface par S. Em. le Cardinal PERRAUD, évêque d'Autun, membre de l'Académie française. 1 vol. in-12. 3 »
*Jésus-Christ*, réponse à M. Renan 1 vol. in-18. 1 »
*Mois de Marie de l'Immaculée-Conception*. 1 vol. in-18. 2 50
*La Logique*. 2 vol. in-8°. (Epuisé.)

---

*Le P. Gratry*. Sa vie et ses œuvres, par S. Em. le cardinal PERRAUD, de l'Académie française. 1 vol. in-8°. 5 »
— LE MÊME. 1 vol. in-12, 4e édition. 3 50
*Eloge funèbre du P. Gratry*, par OLLÉ-LAPRUNE. In-8°. » 75

## OUVRAGES DU P. LAUNAY
des Missions-Étrangères

*Histoire des Missions de l'Inde*. Pondichéry, Maïssour et Coïmbatour, confiées à la Société des Missions-Etrangères. 4 gros vol. in-8°, accompagnés d'un album de gravures et de cartes. (Ouvrage couronné par l'Académie française.) Prix : 40 »

*Les Cinquante-deux Serviteurs de Dieu.* Français, Annamites, Chinois. 1 vol. in-8°. 6 »

*Histoire générale de la Société des Missions-Étrangères.* 3 volumes in-8°. Ouvrage couronné par l'Académie des sciences morales et politiques. Prix : 22 50

*Mgr Verrolles et la Mission de Mandchourie.* 1 vol. in-8°. 6 »

*Les Missionnaires français en Corée.* 1 volume in-12. 1 50

*La Salle des Martyrs.* In-12. 2 »

*Les Bienheureux de la Société des Missions-Etraugères.* In-12. 3 50

## OUVRAGES DE Mgr ÉLIE MÉRIC

Professeur à la Sorbonne

*Les Élus se reconnaîtront au Ciel.* 1 vol. in-12. 30e mille. 2 »

*La Chute originelle et la Responsabilité humaine.* 1 vol. in-12. 2 »

*L'Autre Vie*, 12e édit. revue et augmentée. 2 vol. in-12. 6 »

*Énergie et Liberté.* 1 vol. in-12. 3 50

*Les Erreurs sociales des temps présents.* In-12. 3 50

*Les Universités allemandes et les Séminaires français.* In-8°. 1 »

## OUVRAGES DE S. Em. LE CARDINAL MEIGNAN

*Les Evangiles et la Critique au dix-neuvième siècle.* 1 vol. in-8°. 5 »

*Le Monde et l'Homme primitif selon la Bible.* 1 vol. in-8°. 5 »

*Les Prières de la célébration du Mariage*, avec instructions et conseils pratiques. 1 vol. in-16, en caractères elzév., encadré de vignettes. 4 »

*Instructions et Conseils aux familles chrétiennes.* — Le mariage. — Les enfants. — La famille. 1 vol. in-16, en caractères elzéviriens. 3 »

## BIBLIOTHÈQUE DE RÉCITS MILITAIRES

---

**H.-B. de LAVAL.** *Rolland ou les Aventures d'un Brave*, in-8° illustré . . . . . 1 50

**H.-B. de LAVAL.** *Boumaza*, aventures d'un coureur de bois, in-12. . . . . 3 »

**P. FÉVAL.** *Le Dernier Laird*, suivi de *la Providence du Camp*, in-12. . . . . 2 »

**P. FÉVAL.** *La Trombe de fer*. . . . . 3 50

**Colonel de BEAUREPAIRE.** *Jérôme le Trompette*, in-12. 3 »

— *Manjo le Guerillero*. . . . . 3 »

**BOURNAND.** *Une Gloire française : Le Commandant Rivière*, in-12. . . . . 2 »

**PROFILLET.** *Robinet de Plas*, officier de la marine française, in-12. . . . . 2 »

**POUGEOIS.** *Le Général Lamoricière*, in-12. . . . 2 »

**GENEVAY.** *Le Siège de Florence* . . . . . 2 »

---

Paris. — Imp. P. Téqui, 92, rue de Vaugirard.

This book should be returned to the Library on or before the last date stamped below.
A fine of five cents a day is incurred by retaining it beyond the specified time.
Please return promptly.

FEB 15 '57 H
JAN 6 '52 H
FEB 17 '52 H

Ital 581.904.12
1849.
Widener Library 004073674
3 2044 082 230 442